JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES SÉNAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1977-1978

COMPTE RENDU INTEGRAL — 24° SEANCE

Séance du Vendredi 25 Novembre 1977.

SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. JACQUES BOYER-ANDRIVET

1. — Procès-verbal (p. 3068).
2. — Loi de finances pour 1978. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 3068).

Commissariat général du Plan (p. 3068).

MM. Anicet Le Pors, rapporteur spécial; Marcel Lucotte, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Jacques Sourdille, secrétaire d'Etat à la recherche; Edouard Bonnefous, président de la commission des finances; Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques; Maxime Javelly.

Suspension et reprise de la séance.

PRÉSIDENTE DE M. ALAIN POHER

3. — Rappels au règlement (p. 3075).
MM. Guy Schmaus, Marcel Champeix.
4. — Dépôt d'un rapport du Gouvernement (p. 3075).
5. — Loi de finances pour 1978. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 3076).

Commissariat général du Plan (suite) (p. 3076).

MM. Edgard Pisani, Jacques Sourdille, secrétaire d'Etat à la recherche; Anicet Le Pors, rapporteur spécial.

Adoption des crédits.

Recherche (p. 3077).

MM. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial; Edmond Valcin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Maurice Schumann, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Jacques Sourdille, secrétaire d'Etat à la recherche; Edgard Pisani, James Marson.

Adoption des crédits.

Suspension et reprise de la séance.

Anciens combattants (p. 3088).

MM. François Schleiter, rapporteur spécial; Robert Schwint, président et rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales.

PRÉSIDENTE DE M. JACQUES BOYER-ANDRIVET

MM. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat aux anciens combattants; le président de la commission des affaires sociales, Jean-Louis Vigier, Victor Robini, Jean-Marie Bouloux, Noël Berrier, René Touzet.

Suspension et reprise de la séance.

PRÉSIDENTE DE M. ALAIN POHER

MM. James Marson, le rapporteur spécial, Pierre Bouneau, Charles Ferrant, Jean Mercier, le président, Jacques Habert, le secrétaire d'Etat.

Les crédits sont réservés.

Art. 71 et 83. — Adoption (p. 3109).

Articles additionnels (p. 3110).

Amendement n° 115 de M. Marcel Souquet. — MM. le président de la commission des affaires sociales, le secrétaire d'Etat, Jacques Henriot, le rapporteur spécial. — Irrecevabilité.

Amendements n° 113 de M. Marcel Souquet et 114 de M. René Touzet. — MM. le président de la commission des affaires sociales, René Touzet, le secrétaire d'Etat. — Retrait de l'amendement n° 114.

Suspension et reprise de la séance.

Amendement n° 113 rectifié de M. Marcel Souquet. — MM. le président de la commission des affaires sociales, le secrétaire d'Etat, le rapporteur spécial. — Irrecevabilité. — Irrecevabilité.

Adoption du crédit du titre III.

Sur le crédit du titre IV :

MM. Noël Berrier, Lucien Grand, James Marson, Bernard Talon, Jean Mézard, Adolphe Chauvin, Paul Guillard.

Adoption au scrutin public du titre IV.

Renvoi de la suite de la discussion.

6. — Dépôt d'un projet de loi (p. 3114).

7. — Ordre du jour (p. 3114).

PRESIDENCE DE M. JACQUES BOYER-ANDRIVET, vice-président.

La séance est ouverte à onze heures trente minutes.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PROCES-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ? ...

Le procès-verbal est adopté sous les réserves d'usage.

— 2 —

LOI DE FINANCES POUR 1978

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1978, adopté par l'Assemblée nationale. [N° 87 et 88 (1977-1978).]

Services du Premier ministre.

V. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN

M. le président. Le Sénat va examiner les dispositions du projet de loi concernant les services du Premier ministre : V. — Commissariat général du Plan.

La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. Anicet Le Pors, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, l'examen du projet de budget du commissariat général du Plan pour 1978 intervient au moment où le VII^e Plan entre dans sa troisième année d'application.

Les moyens dont disposera cette année le commissariat général du Plan apparaissent modestes. C'est, sur le plan financier, la traduction de la place marginale que tient aujourd'hui la planification dans la définition des objectifs économiques et sociaux à moyen terme, ce qui conduit à une affectation budgétaire égale à un dix-millième du budget général à l'organisme central : le commissariat général du Plan, et à ses organismes satellites.

Cette constatation a conduit votre rapporteur, au-delà de l'examen des crédits du commissariat général du Plan, à vous faire part de quelques considérations sur l'exécution des programmes d'action prioritaires retenus par ce VII^e Plan — qui constituaient une novation — et, plus généralement, sur les

réalisations du Plan en cours dont le commissariat général du Plan, vous le savez, est l'instrument principal de conception et de contrôle d'exécution, l'ensemble de ces questions étant indissociable.

La dotation inscrite au commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité passe, en crédits de paiement, de 43,4 millions de francs en 1977 à 45,1 millions de francs en 1978, soit une faible augmentation nominale de 3,9 p. 100. Cette faible progression représente, en francs constants, une sensible regression.

Ces crédits peuvent être classés en trois catégories. On distingue, d'abord, les crédits de fonctionnement du commissariat général du Plan et de deux organismes qui lui sont directement rattachés : le centre d'étude des revenus et des coûts — CERC — et le comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social — CORDES ; ensuite les crédits destinés au versement de subventions — depuis 1976, seule subsiste la subvention au centre de recherche et de documentation sur la consommation — CREDOC ; enfin, les crédits consacrés au financement des recherches en socio-économie conduites sous l'égide du commissariat général du Plan et du CORDES.

Si l'on examine maintenant les moyens des services, il apparaît que les crédits de fonctionnement des trois organismes précités, le CERC, le CORDES et le CREDOC, passent de 28,6 millions de francs en 1977 à 31,1 millions de francs en 1978, soit une progression de 8,9 p. 100. Les principales mesures nouvelles sont essentiellement destinées à financer des mesures de revalorisation des rémunérations publiques prévues pour 1978 ainsi que quelques mesures d'ajustement.

Je ne dirai qu'un mot des effectifs de ces trois organismes. Ils s'élèvent, en 1978, à 236 personnes dont 55 titulaires et 181 contractuels et temporaires. Notons en passant que le nombre des personnels contractuels et temporaires, qui s'accroît faiblement en 1978, représente une proportion surprenante pour un service public dont les fonctions sont aussi évidemment de « service public ».

Rappelons les activités de ces organismes.

Le commissariat général du Plan anime et coordonne les travaux et études nécessaires à la préparation du plan d'équipement dont il suit également l'application, ces fonctions étant évidemment indissociables.

Les moyens dont il dispose pour mener à bien sa mission apparaissent chaque année plus réduits. Les crédits « travaux et enquêtes » du commissariat sont passés de 4,8 millions de francs en 1976 — vous voyez que par rapport au budget il s'agit de sommes minimales — à 4,5 millions de francs en 1977. En 1978, ils s'élèvent à 4,4 millions de francs. Le commissariat général déclare qu'il estime pouvoir réduire le montant de certaines dotations qui avaient été fortement augmentées en vue de la préparation du VII^e Plan, sans compromettre le fonctionnement normal du service.

On ne peut que rester perplexe, à mon avis, devant l'ampleur nationale de la mission du commissariat général du Plan dont j'ai rappelé la définition, comparée à la faiblesse de ses crédits qui régressent d'année en année.

Quant au centre d'étude des revenus et des coûts — le CERC — créé en 1966 et placé auprès du commissariat général du Plan, il a, vous le savez, pour mission première d'effectuer des études sur le niveau et l'évolution des revenus, des prix et des coûts. Il publie régulièrement ces études dans la revue trimestrielle *Documents du CERC*.

Depuis le mois d'octobre 1976, sa mission a été étendue à la préparation d'un rapport périodique de synthèse sur les revenus en France. Le premier exemplaire en a été publié il y a quelques jours et a reçu, dans l'opinion, un écho assez remarqué.

Enfin, le comité de recherches appliquées sur le développement économique et social (CORDES), créé en 1970, a pour mission d'assurer une meilleure concertation des programmes d'études et de recherches et d'encourager, grâce à des crédits propres, les recherches particulièrement importantes. Je reviendrai ultérieurement sur les études du CORDES.

J'aborde maintenant les crédits de subvention. Les crédits alloués à ce titre au CREDOC — centre de recherche et de documentation sur la consommation — sont représentés par une subvention s'élevant, en 1978, à 4,2 millions de francs. Elle était de 3,9 millions de francs en 1977, soit une progression de 6 p. 100 seulement.

Cette progression sera, selon votre rapporteur, insuffisante pour combler le déficit important que connaît cet organisme.

Devant l'Assemblée nationale, le secrétaire d'Etat à la recherche à d'ailleurs rappelé que, depuis de nombreuses années, le financement des activités du CREDOC n'avait pu être assuré sans l'octroi de subventions complémentaires. Au début de 1975, une tentative de consolidation a été engagée. Les exercices 1976 et 1977 n'ont pas permis de rétablir la situation et les premières perspectives pour 1978 ne laissent pas entrevoir d'amélioration significative. Le ministre de l'économie et des finances a demandé en conséquence au commissaire au Plan, président du CREDOC, de prendre des dispositions pour porter remède à cette situation. Le CREDOC devra donc inévitablement procéder à des licenciements. A ce sujet, votre rapporteur tient à souligner la gravité de cette situation. Le licenciement d'équipes de chercheurs hautement qualifiés ne nous paraît pas une solution acceptable, compte tenu de l'insuffisance des recherches socio-économiques actuellement menées.

A propos du financement de la recherche en socio-économie, on peut observer que la dotation passe, pour les autorisations de programme, de 11,28 millions de francs en 1977 à 10,68 millions de francs en 1978, soit une baisse nominale de 5,5 p. 100. Les crédits de paiement, eux, accusent une baisse de 9 p. 100.

Le crédit de 9,1 millions de francs inscrit en autorisations de programme sera utilisé, d'une part, pour financer les activités de recherche du centre d'étude prospective d'économie mathématique appliqué à la planification — le CEPREMAP — dont les travaux sont considérés comme prioritaires par le VII^e Plan dans le cadre du programme d'action prioritaire n° 25 intitulé : « Renforcer le potentiel scientifique du pays » et, d'autre part, pour engager les contrats de recherche confirmés au nouveau programme d'action du CORDES.

L'énumération des études programmées, qui figure dans le rapport écrit, ne traduit pas, aux yeux de votre rapporteur, une politique des études économiques et sociales très structurée et le conduit à s'interroger sur la réelle importance de certains thèmes retenus. Il semble que l'on aboutisse à un certain saupoudrage de crédits d'études aux résultats incertains. La question mérite d'autant plus d'être évoquée qu'aucune liaison ne semble être réellement établie entre les recherches du CORDES et celles qui sont menées dans l'administration économique dont le potentiel n'est pas toujours utilisé, à mes yeux, de façon optimale.

Cette situation, avec la diminution constatée des crédits de paiement qui ne permettront pas, en 1978, de financer les autorisations de programme demandées, est, en réalité, le reflet de la désaffection du Gouvernement vis-à-vis de la planification et de son choix en faveur d'une gestion à court terme de la crise, ce qui est mis en évidence, d'autre part, par le constat que l'on peut faire de la réalisation ou du degré d'avancement des programmes d'action prioritaires.

Le VII^e Plan comporte, vous le savez, un ensemble d'engagements précis rassemblés dans vingt-cinq programmes d'action prioritaires.

Les données qui nous ont été fournies dans le rapport d'exécution indiquent que quatre programmes connaissent un taux d'exécution budgétaire supérieur à 60 p. 100, ce qui correspond en gros aux prévisions de départ. Il s'agit du programme n° 16 : « Développer la prévention et l'action sociale volontaire » ; du programme n° 13 : « Assurer l'égalité des chances par l'éducation et la culture » ; du programme n° 5 : « Désenclaver l'Ouest, le Sud-Ouest et le Massif central » ; du programme n° 11 : « Améliorer la formation professionnelle des jeunes ».

Cinq programmes ont un taux d'exécution inférieur à 40 p. 100 : le programme n° 19 : « Humaniser les hôpitaux » ; le programme n° 24 : « Défendre le patrimoine naturel » ; le programme n° 14 : « La nouvelle politique de la famille » ; le programme n° 3 : « Favoriser le développement des entreprises petites et moyennes et de l'artisanat » ; le programme n° 6 : « Assurer la liaison fluviale Mer du Nord—Méditerranée ».

Votre rapporteur tient à souligner les retards particulièrement importants de certains programmes et le retard d'ensemble des programmes d'action prioritaires dont le taux d'exécution financière pour les trois premières années d'exécution du VII^e Plan est de 54,2 p. 100.

Constatation de même nature en ce qui concerne l'exécution des programmes d'initiative régionale ou locale, les PAPIR, dont l'exécution apparaît encore moins satisfaisante. Le texte du Plan fixait à 20 milliards de francs l'enveloppe des moyens

financiers susceptibles d'être affectés par l'Etat à la réalisation de ces programmes d'initiative décentralisée. Les premiers engagements de l'Etat ne sont que de l'ordre de 5 milliards de francs.

Le rapport d'exécution précise que le taux d'exécution à la fin de 1978 devrait être de l'ordre de 45 p. 100, donc encore plus faible que celui des programmes nationaux.

Enfin, il est nécessaire — ce sera ma conclusion — de lier les coûts que l'on doit comptabiliser à propos de l'organisme principal qui met en œuvre la planification en France avec ses fonctions, c'est-à-dire l'observation qu'il doit réaliser de la bonne conduite de la planification dans notre pays.

A cet égard, le rapport d'exécution élaboré par le commissariat général du Plan met en évidence des écarts extrêmement importants entre, d'une part, les prévisions et objectifs affichés pour le VII^e Plan et, d'autre part, les constatations faites en 1976 et 1977 et les prévisions pour 1978.

Je me limiterai à quatre observations majeures.

La première, c'est que la croissance de l'économie est bien plus lente que celle qui avait été prévue. Le taux de croissance de la production intérieure brute retenu par le VII^e Plan est de 5,7 p. 100 par an en moyenne et celui de la production industrielle de 7,3 p. 100.

Le produit intérieur marchand s'est accru, comme vous le savez, de 5 p. 100 seulement en 1976 et de 3 p. 100 en 1977. Il devrait augmenter de 4,5 p. 100 en 1978 selon le rapport économique et financier et compte tenu de l'ajustement réalisé dont nous a fait part M. le Premier ministre mardi dernier, cet ajustement étant lié aux prévisions plus optimistes de relance envisagées en République fédérale d'Allemagne.

L'indice trimestriel de la production industrielle, sur la base de 100 en 1970, est passé de 117 au quatrième trimestre de 1975 à 125 à la fin de 1976 et a atteint 129 au premier trimestre de 1977. Au début de cette année, la production industrielle retrouve son niveau de 1974. Les premiers éléments d'information concernant l'indice du second trimestre de cette année montrent que la production n'augmentait plus dans le courant du printemps.

Ma deuxième observation, c'est que le chômage s'est aggravé et que les perspectives de l'emploi demeurent des plus sombres. Un des principes directeurs du VII^e Plan est la mise en œuvre de l'ensemble des politiques sectorielles en vue du plein emploi. Les recommandations formulées dans le Plan en ce qui concerne notamment la stabilisation des jeunes accédant à un premier emploi et la maîtrise du travail temporaire n'apparaissent pas réalisées.

Les demandes d'emploi non satisfaites s'élevaient à 1 009 682 en décembre 1975, à 1 036 889 en décembre 1976 et à 1 100 200 en octobre 1977. Les prévisions pour 1978 ne permettent pas d'envisager un rétablissement rapide de cette situation.

Ma troisième remarque, c'est que l'inflation demeure préoccupante. La hausse des prix est toujours aussi vive. Le VII^e Plan prévoit une croissance du prix de la production intérieure brute de 7,5 p. 100 par an.

En 1975, la hausse du prix du produit intérieur brut marchand a atteint 12,5 p. 100 et, en 1976, 9,4 p. 100. Les prévisions pour 1977, qui permettaient d'envisager une évolution de 8 p. 100, étaient fondées sur un ralentissement de la hausse des prix au second semestre, qui ne s'est pas produit. En conséquence, le rapport économique et financier présenté en annexe du projet de loi de finances pour 1978 prévoit une progression de 9,1 p. 100 en 1977.

Dès lors, les prévisions ou les objectifs affichés pour 1978, de l'ordre de 7,8 p. 100, semblent des plus aléatoires.

Enfin, ma quatrième observation consiste à relever que le déficit extérieur persiste. L'objectif retenu par le VII^e Plan est le retour, d'ici à 1980, à un équilibre durable de notre balance des paiements. Les résultats des trois dernières années, les prévisions pour 1977 et les perspectives pour 1978 suscitent, à cet égard, une inquiétude persistante.

En 1974, le déficit de notre balance des paiements courants s'élevait à 28 700 millions de francs. Il était de 300 millions de francs en 1975 et de 29 milliards de francs en 1976. Les prévisions pour 1977 conduisent à envisager un déficit de 16 milliards de francs. En 1978, malgré une amélioration du solde de la balance des biens et services, un fort déficit devrait persister.

C'est pourquoi il apparaît tout à fait pertinent à votre rapporteur de rapprocher ces écarts considérables entre les prévisions ou les objectifs et les réalisations sur des points essentiels de la situation économique, des moyens qui sont affectés dans le présent budget aux organismes de planification. Certes, l'insuffisance des crédits n'explique pas à elle seule l'échec de la politique décrite par le VII^e Plan. La crise est la cause essentielle de l'absence de maîtrise des principaux paramètres de la politique économique. Il n'en demeure pas moins que la gestion des affaires publiques requiert, dans une société développée telle que la nôtre, des moyens d'étude et de programmation sans rapport avec ceux qui sont prévus par le présent budget.

Sous le bénéfice des observations contenues dans le présent rapport, votre commission des finances, dans sa majorité, soumet à l'appréciation du Sénat les crédits des services du Premier ministre relatifs au commissariat général du Plan et de la productivité. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Marcel Lucotte, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, s'il ne s'agissait que d'un volume de crédits évidemment très limité, tout ces rapports et même ce débat paraîtraient relativement dérisoires. Mais ils sont l'occasion chaque année — cela a été le point de vue de votre commission des affaires économiques et du Plan — d'un examen du contrôle d'exécution du Plan lui-même et de quelques observations qu'au nom de cette commission je veux sommairement présenter, laissant à nos collègues de la commission des finances — c'est ce qu'ils ont fait — le soin d'examiner les crédits du commissariat général du Plan lui-même.

La première observation qu'il faut bien faire, c'est que ce VII^e Plan a été mis en œuvre dans un environnement extérieur et intérieur peu favorable. Si, chez nos partenaires, l'année 1976 a encore été marquée par une progression relativement importante, il n'en sera pas de même en 1977, notamment chez nos principaux partenaires, puisque, pour l'Allemagne fédérale, le taux de progression de la production intérieure brute ne dépassera probablement pas 3 p. 100. De même, un déséquilibre profond continue à subsister chez un certain nombre de nos partenaires européens, particulièrement la Grande-Bretagne et l'Italie.

Dans le même temps, le déséquilibre de la balance des paiements, notamment en ce qui concerne les Etats-Unis et les pays de l'Est, est très alarmant. Alarmants aussi sont *a contrario* les excédents des pays de l'O. P. E. P., l'organisation des pays exportateurs de pétrole. Alarmante enfin la dette extérieure de certains pays, particulièrement des pays de l'Est, qui sont actuellement dans une situation financière, au regard de la balance commerciale, extrêmement difficile.

En ce qui concerne la France, il est clair que le taux de croissance ne sera pas celui qui avait été prévu — entre 5,5 et 6 p. 100 — et que nous aurons atteint 4,7 p. 100 en 1976, mais probablement 3 p. 100 environ en 1977.

Je sais bien, a dit un homme éminent, que l'on ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance. En fait, il était difficile de maîtriser absolument les prévisions dans une conjoncture aussi fluctuante. C'est vrai. Il n'empêche qu'à partir du moment où un tel taux n'est pas réalisé toute une stratégie de l'action publique et de la vie économique du pays est en cause et que la lutte contre les inégalités, dont je dirai un mot tout à l'heure, se présente sous des aspects moins favorables.

C'est donc non pas l'affection ou la désaffection pour le taux de croissance qui nous amène à réfléchir, mais ses conséquences sur la vie de notre pays, ses conséquences sur l'activité économique des entreprises, qui ont besoin de prévisions dépassant l'annualité du budget: celles notamment qui ont à faire des investissements lourds ont besoin de connaître les perspectives dans lesquelles elles peuvent s'engager. Entre autres causes, on peut trouver probablement l'une des explications à la faiblesse des investissements productifs dans cette situation aléatoire.

Il est clair que cet investissement productif est notoirement celui qui se trouve dans une position défavorable. En 1976, il représentait 16,5 p. 100, soit moins qu'en 1975, alors que le plan prévoyait de 18 à 19 p. 100 pour arriver à maintenir la cadence de nos investissements productifs.

Donc, dans un environnement international défavorable, avec un taux de croissance très inférieur aux prévisions, force est bien de constater que la réalisation des objectifs définis par le plan apparaît exceptionnellement difficile au niveau tant des grands équilibres que de l'orientation de la croissance ou de l'exécution des programmes prioritaires.

Abordons les grands équilibres, et d'abord l'équilibre extérieur.

Il est clair qu'une amélioration non négligeable du commerce extérieur a été obtenue, mais l'équilibre n'est toutefois pas encore réalisé. En août 1977, le taux de couverture des importations par les exportations se montait à 93,6 p. 100. En 1976, cette balance a enregistré 20 milliards de francs de déficit. Les causes en sont multiples. L'une d'elles, qu'il faut naturellement souligner, ce sont les aléas qu'a connus l'activité agricole. Du fait de la sécheresse de 1976, on a enregistré un déficit de 1 milliard de francs au lieu d'un excédent de 6 milliards de francs inscrit en 1974 et de 2 milliards de francs en 1975. Il faut rappeler que les perspectives de la balance commerciale des produits agricoles devaient dégager, en 1980, un excédent de 20 milliards de francs.

Par-delà les aléas, il est naturellement des explications à cette situation de l'agriculture: le renchérissement considérable des importations de matières premières nécessaires à l'agriculture, la lourdeur et la lenteur des mécanismes d'ajustement des prix de la Communauté économique européenne, les progrès de nos partenaires européens, qui produisent de plus en plus des denrées que nous ne leur vendrons plus, et, enfin — c'est une cause structurelle permanente — la grande faiblesse de nos industries agro-alimentaires.

En ce qui concerne l'énergie, il est clair que cette contrainte continue et continuera à peser sur la balance du commerce extérieur de la France, malgré des économies non négligeables que l'on peut estimer à 12 millions de tonnes d'équivalent pétrole. L'effort entrepris est considérable, puisque le déficit énergétique, en 1974, atteignait 30 milliards de francs et qu'en 1976 il a été limité à un peu plus de 13 milliards de francs, malgré une production hydro-électrique ralentie par la sécheresse et le ralentissement du programme électro-nucléaire.

En ce qui concerne les biens industriels, force est de remarquer qu'à cet égard la France marque un dynamisme qui surprend nos partenaires. Les examens effectués ces jours-ci par les services de la Communauté économique européenne révèlent cette surprise.

Pour les produits industriels, l'excédent atteignait 23 milliards de francs en 1976. Il est vrai que cet excédent est surtout très sensible dans le secteur de l'automobile, alors que des crises sectorielles graves sévissent par ailleurs — la construction navale, la sidérurgie, pour ne citer que ces secteurs principaux — et que des perturbations graves sont entraînées par les importations en provenance du tiers monde, notamment dans le textile.

Il est clair que la France ne doit pas se laisser aller, malgré ses difficultés, au risque d'un retour au protectionnisme et à la fermeture des frontières, ce qui serait pour nous, dans un monde ouvert à la concurrence et où nous sommes capables de prendre notre place, tout à fait catastrophique. Il est bon de noter, parmi les signes d'optimisme, cette faculté d'adaptation qu'a montrée l'industrie française. Le Français n'est plus simplement le monsieur qui exporte des alcools, des produits alimentaires et des parfums. Il s'est placé maintenant sur le terrain industriel, sur ceux de l'automobile, de la construction mécanique, de l'électronique même. Ces secteurs sont donc en progrès, et nous le notons, car c'est une source d'espoir; c'est la voie qui doit nous conduire à gagner la bataille contre l'inflation.

Deuxième grand souci d'équilibre: l'emploi. Il est clair que cet équilibre n'est pas atteint, que le nombre des « demandeurs d'emploi » — et il faut toujours mettre cette expression entre guillemets pour ne pas confondre ceux-ci avec les « chômeurs » — s'est accru, malgré des progrès dans certains secteurs tels, à nouveau, l'automobile, la construction électrique et l'électronique, la transformation des métaux, le secteur des transports, le secteur tertiaire du commerce.

En revanche, on constate une baisse d'effectifs dans l'agriculture, qui correspond à une évolution normale de ce secteur, et une baisse plus inquiétante dans le bâtiment, les travaux publics et la construction mécanique. Quoi qu'il en soit, je ne rappellerai pas les chiffres, notre collègue de la commission des finances vient de le faire.

On a noté un accroissement du nombre des demandeurs d'emploi, sauf, heureusement, au cours de ces derniers mois où ce mouvement paraît avoir été stoppé; il semblerait même que le nombre des demandeurs d'emploi ait été réduit.

A marquer également comme étant positive, bien que toutes les conséquences n'en soient pas clairement perçues, l'action engagée par le Gouvernement en faveur de l'emploi des jeunes et qui semble, depuis quelques mois, permettre un certain nombre d'espoirs. Cette action nous évitera de retrouver la situation que nous avons connue en 1976 où, sur 670 000 jeunes ayant terminé leurs études, 440 000 étaient inscrits dans les services de l'agence nationale pour l'emploi.

Venons-en à l'équilibre des prix et des revenus. L'inflation reste forte, elle sera probablement supérieure, à la fin de 1977, à 9 p. 100. Il est clair qu'elle provient, pour l'essentiel, des produits alimentaires qui, en douze mois, auront augmenté de 14 p. 100.

Les prix industriels, libérés en partie, ont augmenté beaucoup plus modérément et votre commission s'est, comme beaucoup, interrogée, à propos de la hausse des produits alimentaires, sur les vertus du blocage des prix auquel, pour sa part, elle ne croit pas, et qui n'est pas apte à casser cette mécanique. Certainement se pose un problème de structures qui doit être analysé dans le détail.

Nous nous réjouissons, à ce sujet, de ne pas avoir à reprendre une des critiques faites dans le rapport écrit puisque, hier, M. le Premier ministre vient d'installer la commission de la concurrence qui semble bien être un des outils indispensables dans la conjoncture actuelle. Je retire donc les critiques, mais je garde un regret, celui qu'elle n'ait pas été installée plus tôt.

La hausse des revenus salariaux a été contenue. Pour qui serait tenté de critiquer cet effort, on notera que les recommandations de la Communauté économique à la République fédérale d'Allemagne, qui viennent précisément d'être publiées, demandent à ce Gouvernement de contenir la progression des salaires s'il ne veut pas connaître d'énormes difficultés. Nous sommes tous logés à la même enseigne, même les plus riches.

La hausse des revenus non salariaux, en revanche, est infiniment moins favorable. Mais là aussi il nous faut, à la différence des notations du rapport écrit, exprimer une relative bonne nouvelle : le centre d'étude des revenus et des coûts vient, comme cela a été rappelé, de publier la première partie de ses études menées sur les revenus des Français. Cette étude tend à remettre en cause un certain nombre d'idées reçues notamment en ce qui concerne l'éventail des salaires et des revenus en France, ce qui prouve bien que d'une certaine manière la politique menée en matière de relèvement des bas salaires et de blocage des plus hauts salaires est en train de porter ses fruits. Ce n'est plus la fourchette que l'on dénonçait de un à cinq, ou de un à sept, mais généralement une fourchette de un à trois.

Enfin, en ce qui concerne les équilibres financiers, il est clair qu'en période de croissance modérée, le poids des dépenses publiques a tendance à s'aggraver. Il augmente en France plus vite que la production nationale et plus vite que les recettes fiscales et parafiscales. La grande inquiétude de notre commission, monsieur le secrétaire d'Etat, est de constater l'accroissement considérable de la part des prélèvements obligatoires, qui est passée de 38 p. 100 en 1975 à 39,6 p. 100 en 1976 et à 40,6 p. 100 en 1977.

Il faut savoir de toute manière, que si cette part pèse, bien sûr, sur les ménages, elle pèse également de façon très lourde sur l'appareil économique français dans la mesure surtout où l'on n'a pas encore été capable de résoudre le coût des dépenses sociales autrement que par le biais de l'entreprise, et l'entreprise de main-d'œuvre est au bout du fusil en la circonstance. On se demande combien de temps elle tiendra encore si une réforme fondamentale de ces prélèvements sociaux n'est pas envisagée.

En revanche, il est à retenir dans ce domaine financier des éléments positifs. C'est d'abord la consolidation du franc. Pourquoi ne pas la noter ? On nous reproche même souvent aujourd'hui qu'il soit sous-évalué par rapport à certaines monnaies étrangères. C'est le résultat du contrôle efficace de la masse monétaire, dont le développement exagéré est un moteur très puissant d'inflation, dont le volume n'a progressé que de 10,8 p. 100 en 1976 au lieu de 18,1 p. 100 en 1974, 15,9 p. 100 en 1975. Cette progression en 1977 n'est que de 12,5 p. 100. Mais en contrepartie ce contrôle de la masse monétaire n'a été obtenu que grâce à l'encadrement du crédit et à une politique d'argent cher, d'où de très grandes difficultés pour les entreprises. Nous connaissons tous de petites et moyennes entreprises qui, dépourvues pratiquement de fonds propres ou d'éléments de trésorerie nécessaires à leur vie, sont obligées de recourir à des découverts bancaires qui, dans certains cas, atteignent ou dépassent 20 p. 100. Quel outil économique est capable aujourd'hui de travailler avec de tels taux d'intérêt ? Cela explique, monsieur le ministre,

que nous ayons des entreprises pauvres et des banques riches. On peut s'inquiéter de cette richesse de l'outil bancaire par rapport au véritable outil producteur de richesses qu'est l'entreprise.

Enfin, s'agissant des équilibres financiers, qu'en est-il de l'épargne ? Le VII^e Plan avait marqué comme étant fondamentale — et c'est un souci que je développe dans chacune de mes phrases ou presque — l'orientation de l'épargne vers l'investissement productif. Or force est bien de constater que, d'une part, l'épargne des ménages est en diminution depuis 1975 et que, d'autre part, elle continue à préférer les placements liquides des caisses d'épargne. Nous pouvons nous en réjouir sur certains plans, mais nous pouvons aussi regretter qu'elle n'aille pas spontanément — mais comment pourrions-nous le lui reprocher ? — vers l'investissement productif des entreprises.

En conclusion de cette analyse très brève, il faut dire que la maîtrise de l'inflation n'est pas totalement réalisée et que la phase de consolidation, prévue pour 1976-1977 dans le VII^e Plan, devra nécessairement être prolongée. De ce fait, il faut nous interroger sur l'orientation de la croissance, qui reste timide. Il ne s'agit plus là d'éléments quantitatifs d'examen de l'exécution du plan, mais d'éléments qualitatifs au premier rang desquels figure la réduction des inégalités, l'un des grands objectifs du VII^e Plan.

Au terme de la deuxième année du plan, une étude intéressante — celle du centre d'étude des revenus et des coûts — vient enfin d'être publiée et livrée à notre examen.

Cette connaissance des revenus des Français est nécessaire pour l'évolution de la politique salariale, notamment de la politique contractuelle à laquelle les Français sont habitués.

Des décisions sont annoncées pour la fin de l'année. Ce n'est encore qu'une petite simulation d'une véritable politique contractuelle ; mais on ne pouvait pas laisser « galoper » les salaires et donc alimenter une inflation excessive.

Cette connaissance des revenus des Français est nécessaire pour la définition de la politique fiscale et sociale de la France et, à cet égard, monsieur le secrétaire d'Etat, nous souhaitons que les moyens nécessaires soient donnés au centre d'étude des revenus et des coûts pour lui permettre de progresser dans ce domaine.

Cela suppose effectivement une bonne organisation de l'impôt sur le revenu, mais aussi l'application correcte de la loi d'orientation sur le commerce et l'artisanat. Car si l'on veut réaliser l'homogénéisation des pressions fiscales ou des prélèvements fiscaux, il est nécessaire que l'on connaisse exactement les revenus des Français.

C'est une œuvre considérable et nous souhaitons que le CERC ne manque pas de moyens matériels — il y a assez de têtes pensantes de bonne qualité dans ce pays — pour mener ces études.

Un certain nombre de réalisations, sur le plan de la lutte contre les inégalités, ont été inscrites : l'allocation aux parents isolés et le complément familial qui sont des éléments positifs, importants ; mais peut-être faudra-t-il en affiner, notamment en ce qui concerne le complément familial, les modalités d'application.

Votre commission des affaires économiques insiste, mes chers collègues, sur la nécessité de mener simultanément une politique de réduction des inégalités et une politique de lutte contre la crise économique. Plus la conjoncture est difficile et plus la lutte contre les inégalités est nécessaire ; plus les temps sont durs et plus ce sont les pauvres qui sont touchés en priorité. Du même coup, l'effort de prévision et de planification est d'autant plus important qu'on a moins de richesses à répartir et qu'il faut les répartir le moins injustement possible.

Toujours dans ce domaine de l'orientation de la lutte contre les inégalités, il faut bien dire deux mots de l'action menée en ce qui concerne le cadre de vie et l'aménagement du territoire, qui est aussi l'un des grands objectifs du VII^e Plan. Sans doute est-il encore trop tôt pour apprécier les effets de la loi de réforme foncière et de la réforme du code de l'urbanisme et beaucoup trop tôt pour connaître ce que donnera la réforme intervenue dans le domaine du logement. A cet égard, la diminution des investissements dans les secteurs du logement et du bâtiment est particulièrement inquiétante. Nous souhaitons également que démarre plus vite l'action entreprise en matière de réhabilitation des logements anciens dans les centres-villes, qui peut apporter, notamment à la petite et moyenne industrie, des éléments d'activités considérables et donner à nos travailleurs du bâtiment l'occasion d'utiliser leur talent.

« L'aménagement du territoire », c'est une expression dont on n'ose plus guère parler. Comment peut-on imaginer tenir les stratégies par grandes zones nettement définies au cours des examens très minutieux menés pendant l'étude du VII^e Plan, lorsqu'on est obligé de « jouer aux pompiers » en permanence pour aller ici ou là — il y a des pauvres partout, même dans les régions riches — affronter des situations difficiles, dans certaines régions géographiques ou dans certains secteurs industriels ?

Comment peut-on imaginer, alors qu'on enregistre si peu de créations d'entreprises, si peu de décentralisations, réaliser une politique réelle d'aménagement du territoire, c'est-à-dire — et je rappelle nos objectifs — amener les emplois où sont les hommes plutôt que d'amener les hommes où sont les emplois.

Comment peut-on réaliser cette politique alors qu'on est obligé de parer au plus pressé et que c'est finalement l'infirmerie de campagne qui est maintenant la base de la politique d'aménagement du territoire ?

Me permettrai-je d'ajouter aussi qu'il me paraît, comme à beaucoup, nécessaire d'associer plus étroitement à cette politique d'aménagement les établissements publics régionaux, qui devraient jouer un rôle dynamique dans le développement des régions. C'était d'ailleurs le rôle, à défaut d'autres, que leur donnait la loi de 1972. C'était leur raison d'être. Or quelle possibilité, quelle capacité leur laisse-t-on ?

Je souhaite qu'un jour ce débat soit repris ; mais je pense qu'en matière d'aménagement du territoire, d'aménagement des structures industrielles, les établissements publics régionaux pourraient jouer, tels qu'ils ont été créés, sans même attendre des réformes institutionnelles, un rôle plus efficace.

En conclusion de ces observations, mes chers collègues, votre commission doit noter que l'orientation qualitative de la croissance définie par le VII^e Plan est difficile à mettre en pratique, mais qu'elle a néanmoins obtenu sur certains plans des résultats positifs.

Avant de terminer, je voudrais dire quelques mots sur les programmes d'action prioritaires. Le taux moyen d'exécution est apparemment satisfaisant : plus 54 p. 100. La progression est satisfaisante en 1978 — plus 15,7 p. 100 — puisque celle des dépenses civiles de l'Etat dans le même temps n'est que de 12,6 p. 100. Mais quand on analyse les programmes, on constate, comme l'a fait le rapporteur de la commission des finances, que quelques-uns d'entre eux seulement se situent au-delà de la moyenne. C'est le cas pour la formation des jeunes — 84 p. 100 — le désenclavement de l'Ouest — 61 p. 100 — l'égalité des chances par l'instruction et la culture, la prévention et l'action sanitaire et sociale.

En revanche, de nombreux programmes se trouvent très en dessous de cette moyenne. C'est, bien sûr, le cas pour la liaison mer du Nord-Méditerranée — 27 p. 100 — mais c'est aussi celui — et je vous invite à le noter — pour l'action PME - artisanat — 37 p. 100 — la famille — 38 p. 100 — les personnes âgées — 42 p. 100 — les hôpitaux — 39 p. 100 — la protection du patrimoine naturel — 38 p. 100.

L'énumération à laquelle je viens de me livrer signifie que les programmes en retard sont précisément ceux qui avaient de l'importance pour la protection de la qualité de la vie.

Votre rapporteur tient à rendre hommage à cet égard aux travaux que le Commissariat général du Plan effectue dans des circonstances particulièrement difficiles.

Les PAPIL — programmes d'action prioritaires d'initiative locale — et les PAPIR — programmes d'action prioritaires d'initiative régionale — ne sont pas des papillons, mais ils sont presque aussi inconsistants. Ils auraient dû représenter 10 p. 100 de l'enveloppe des programmes d'action prioritaires, soit un total de 20 milliards de francs, mais ils ne sont actuellement réalisés qu'à hauteur de 4,9 milliards de francs, et avec une lenteur considérable.

Certes, il s'agissait d'une procédure nouvelle. Certes, la définition par les régions de l'image qu'elles se faisaient d'elles-mêmes, à travers des volontés déterminées dans des programmes, supposait, au niveau national, l'examen de quelque deux cents projets. Certes, il fallait assurer la cohérence entre ces intentions des régions et une programmation nationale. Mais il faut bien constater, sans voiler la vérité, une réelle déception, hélas ! au niveau des régions. C'est dommage, car l'idée était nouvelle et d'importance.

Que recouvrait cette idée ? La volonté d'associer dans la réflexion, dans la programmation, les régions et l'Etat, d'arriver à une sorte de politique contractuelle entre l'Etat et les

régions. La déception constatée est regrettable, car il s'agissait probablement là et il s'agit toujours, du moins nous le pensons, d'une voie d'avenir.

En conclusion, je rappellerai que l'exécution du VII^e Plan se révèle difficile, tant au niveau des objectifs généraux qu'au niveau des PAP, et que la faiblesse du taux de croissance explique en partie, mais en partie seulement, ces difficultés.

Alors, monsieur le secrétaire d'Etat, il est bien clair que le réexamen à mi-parcours qui était prévu aura une certaine importance. Mais s'agira-t-il, et c'est la question que notre commission vous pose, d'un « réexamen » ou d'une « révision » ? On est tenté, et certains de nos collègues n'ont pas hésité à le faire, de considérer, en présence de cette situation, que l'idée même de planification conduit au désenchantement et que, à la rigueur, on pourrait parler de « plan glissant ». Nous sommes un certain nombre à mettre en garde contre le danger considérable que représenterait cette tentation de la facilité. C'est un danger sur le plan social car, par gros temps, ce sont les plus faibles qui souffrent le plus, et si l'on ne s'est pas fixé une ligne de conduite, ce sont eux qui sont le plus directement touchés.

L'économie ne peut pas vivre avec un « plan glissant » de mois en mois, d'année en année. Nous rencontrons tous les jours des agents de l'activité économique qui connaissent bien ce problème et qui ont besoin de pouvoir faire des prévisions.

Sous réserve des observations que je viens de présenter, la commission des affaires économiques et du Plan vous invite, mes chers collègues, à adopter les crédits du Commissariat général du Plan. (Applaudissements.)

Le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jacques Sourdille, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche). Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, le budget du Commissariat général du Plan, que j'ai maintenant l'honneur de vous présenter, est fidèle à sa mission.

Les indications qui viennent d'être fournies par vos rapporteurs sur des sujets concrets dérivent, pour la plupart, du rapport d'exécution du Plan et en vérifient donc l'honnêteté. La création de la commission de la concurrence vient du reste de recevoir leur approbation.

Depuis les origines, et encore aujourd'hui, cette institution a évité d'être une superstructure administrative omnipotente et omniprésente et, passée la période des contraintes imposées par la reconstruction, elle a voulu et su demeurer un instrument majeur pour la conduite des affaires publiques, parce qu'elle s'est écartée à temps de la voie d'un dirigisme pesant et tatillon. On connaît trop désormais ce qu'une telle voie, inspirée par un dogmatisme d'Etat dans le carcan du Gosplan, a pu coûter d'inefficacité et d'échecs rendus perceptibles par l'évidente pénurie de biens de consommation qui régit encore l'économie de certaines grandes puissances.

C'est, en effet, de propos délibéré que les successeurs de Jean Monnet n'ont pas cherché à développer systématiquement les moyens propres à leur institution. Ils ont préféré susciter, aux endroits névralgiques, des cellules d'action et d'études prospectives qui soient réparties dans l'ensemble de l'administration.

C'est ainsi qu'au sein des ministères de l'équipement, de l'éducation, du travail, de l'agriculture et, bien entendu, au sein du ministère des finances, dans plusieurs directions, comme la direction de la prévision, et à l'institut national de la statistique et des études économiques, des cellules consacrent une part importante de leurs moyens aux instruments de planification pour la programmation à moyen terme et constituent autant de correspondants privilégiés du Commissariat général du Plan. Leur rôle pour l'éclairage des décisions ministérielles, à moyen et à long terme, s'exerce avec clarté, de plein droit, parce qu'elles ne font pas double emploi avec les attributions restées discrètes du Commissariat général du Plan.

C'est ainsi, par exemple, que le secrétaire d'Etat à la recherche s'efforce de conduire les actions de son ressort dans le cadre d'un programme de longue portée dont les fondements et la cohérence ont été établis par la délégation générale à la recherche scientifique et technique. Si cet organisme a conçu le programme d'action prioritaire n° 25 consacré à la recherche, à l'occasion de la préparation du VII^e Plan, s'il gère ce programme, si aucune administration de recherche au sein du

Commissariat général du Plan ne vient s'y superposer, cela n'empêche pas le Commissariat d'exercer la fonction de coordination qui lui revient, grâce aux instruments de cohérence dont il dispose et par les divers groupes et comités qu'il anime.

En définitive, l'utilité et la richesse du Commissariat général du Plan ne se mesurent pas d'abord à l'effectif de ses personnels titulaires ; elles découlent bien davantage de son influence et de la façon dont sont acceptées ses indications.

Au cours du printemps de 1977, conformément au texte du VII^e Plan, le Commissariat a réuni plus de 650 personnes en dix-neuf commissions et comités, dont la plupart n'appartenait pas aux groupes des fonctionnaires, mais représentait la diversité des forces sociales et économiques du pays.

La composition même du personnel du Commissariat reflète cette prédisposition à assurer la communication entre les multiples points de vue. Comme l'a noté M. Le Pors, rapporteur spécial de la commission des finances, il comporte un nombre important de contractuels. Qui sont-ils ? Des fonctionnaires détachés ou mis à la disposition par leur administration d'origine, mais aussi des personnes issues du secteur privé d'où elles apportent une expérience irremplaçable.

L'utilité du Commissariat général du Plan ressort des conditions dans lesquelles le Gouvernement l'associe à la préparation de ses décisions. C'est ainsi qu'en permanence, au sein du conseil central de planification, du comité interministériel pour l'aménagement du territoire, des comités économiques pour la coordination des entreprises publiques pour la politique industrielle — et je ne cite que quelques exemples — le commissaire au Plan est appelé à exprimer son point de vue sur le retentissement à moyen et long terme des actions envisagées.

Ainsi, c'est très largement à la mesure de son influence sur les idées — et elle est grande parce que son poids administratif est resté mesuré — que l'on doit juger la valeur d'une institution telle que le Commissariat du Plan.

Sur trois points, cependant, il me faut répondre aux questions soulevées par vos rapporteurs en m'efforçant de dissiper certains malentendus.

Vos rapporteurs n'ont pas manqué de remarquer l'affaiblissement des dotations affectées au comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social — le CORDES — au titre des recherches en socio-économie. Il est bien exact que les dépenses en capital de cet organisme vont fléchir en 1978 aussi bien pour les crédits de paiement — moins 9 p. 100 — que pour les autorisations de programme — moins 5,4 p. 100.

Mais cette diminution est due en grande partie à la prise en charge par le centre national de la recherche scientifique de la rémunération des chercheurs désormais intégrés à cet organisme. Si l'on tient compte de ce report comptable, les moyens dont disposera le CORDES pour l'orientation de la recherche en science sociale se trouveront sensiblement augmentés en francs constants ou à tout le moins reconduits.

M. Lucotte, rapporteur pour avis de votre commission des affaires économiques et du Plan, a regretté que les moyens du centre d'études sur les revenus et les coûts — CERC — ne soient pas davantage étendus. Rappelons cependant que les dotations de cet organisme avaient connu déjà, en 1977, une progression de 10,9 p. 100 qui lui a permis de réaliser et de faire connaître très largement, dès cette semaine, son premier rapport sur les revenus des Français. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce rapport.

Enfin, M. Le Pors s'est montré préoccupé de la gravité de la situation actuelle du centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, le CREDOC. En effet, l'avenir du CREDOC a été menacé par le maintien, en 1977, d'un déficit important de l'ordre de 1 million de francs au moins, et peut-être davantage ; il vient s'ajouter au déficit non résorbé enregistré en 1976, et ce malgré la tentative de consolidation engagée dès 1975. Cette situation appelait, à l'évidence, des mesures d'assainissement. C'est bien pour éviter la disparition à terme du CREDOC, dont le financement ne repose qu'en partie sur une subvention des pouvoirs publics, que le commissaire au Plan, en liaison avec les différents organismes publics ou parapublics qui composent son conseil d'administration, s'efforce de concentrer ses activités sur les matières qui bénéficient des débouchés les plus sûrs, celles-là même qui ont fait la preuve de leur qualité : études sur la consommation médicale, sur la redistribution des revenus, notamment. En ce moment même — j'en réserve la primeur au Sénat — j'étudie avec le commissaire au Plan les conditions dans lesquelles la délégation générale à la recherche scientifique et technique pourrait apporter son

concours à la consolidation du programme d'études du CREDOC, cela sur le fonds de la recherche. Mais, comme toujours, il s'agira de contrats sur programmes précis et non à fonds perdus.

Il faut maintenant répondre à l'inquiétude que vous éprouvez à propos du rôle de cette planification, de son utilité pour l'avenir de notre pays, face aux incertitudes et aux difficultés auxquelles il est confronté en raison de la crise mondiale.

Cette inquiétude, votre rapporteur, M. Lucotte, l'a résumée avec perspicacité et mesure en soulignant que « la réalisation des équilibres serait beaucoup plus difficile que le Plan ne le prévoyait ». Il ajoutait encore que la faible marge de manœuvre laissée en 1976 et 1977 aux dépenses publiques rendait « très difficile d'orienter la croissance ». Mais, au-delà d'une remise en question évidente des objectifs quantitatifs, il apparaît qu'il n'y a pas lieu de remettre en question ni la stratégie ni les programmes d'action prioritaires, qui constituent l'essence même du VII^e Plan. Le contenu de ce dernier, en effet, ne peut se réduire à des chiffres abstraits tels que la croissance de la production intérieure brute ; il demeure, pour l'essentiel, un guide pour l'action à moyen terme des pouvoirs publics, l'ensemble des propositions qu'il contient garde aujourd'hui toute son actualité.

Ce VII^e Plan, c'est en premier lieu une stratégie. Elle comportait un diagnostic sur les conditions auxquelles notre pays pourrait retrouver le plein emploi et sur la nature précise des actions structurelles nécessaires. Même s'il s'avère, ou plutôt parce qu'il s'avère que ces conditions sont aujourd'hui plus difficiles à réunir, la plupart de ces actions se trouvent aujourd'hui encore plus nécessaires.

En effet, l'expérience des années 1975 à 1977 atteste que notre croissance démographique exige toujours un rythme de croissance économique aussi élevé que possible : c'était le thème de manœuvre du VII^e Plan.

Quant à l'expérience de l'année 1976, elle montre que nous n'obtiendrons pas ce résultat sans une maîtrise permanente des évolutions des prix et des revenus. C'était le sens de la priorité donnée à la remise en ordre de notre économie par le VII^e Plan.

A cet égard, le texte du VII^e Plan lui-même prend aujourd'hui valeur d'avertissement solennel : « Il importe, pendant la première phase du Plan, que le rythme de progression des revenus soit peu différent de celui de l'ensemble de la hausse attendue des prix pour l'ensemble de la population, à l'exception des catégories les plus défavorisées... A cette contrainte, aucune politique, aucun gouvernement ne peut aujourd'hui échapper. Toute augmentation de tarif ou de marge, toute revendication tendant à outrepasser ces limites, irait à l'encontre, soit de son propre objectif, soit de l'objectif essentiel qui consiste à créer des emplois nouveaux et à revaloriser par priorité les bas salaires et le travail manuel. »

A ces mots, inscrits dès avril 1976 dans le texte du VII^e Plan et votés par le Parlement, le Gouvernement n'a rien à retrancher.

De même encore — l'expérience de l'année 1977 le prouve — l'utilisation judicieuse de ce que l'on appelle « les moyens globaux de régulation économique » — c'est-à-dire de la progression de la masse monétaire, de l'évolution du déficit budgétaire, des taux nominaux de rémunération — tout cela ne suffit pas à obtenir immédiatement le retour aux grands équilibres. Il nous faut, en effet, affronter les périls du grand large : la crise de l'énergie depuis 1974 et la récession mondiale depuis 1975. Il faut aussi s'attaquer aux mécanismes inflationnistes inscrits dans nos habitudes. En un mot, il faut non pas relâcher, mais poursuivre avec persévérance les actions sur les structures, afin d'élargir notre marge de liberté.

C'est ici que se précisent les inquiétudes de M. Lucotte : il les a rangées sous les deux thèmes essentiels de l'aménagement du territoire et de la réduction des inégalités.

En effet, le ralentissement de notre croissance n'est pas sans retentir sur la transformation de notre territoire. Il n'est cependant pas de nature à mettre en cause les orientations définies par le VII^e Plan en la matière, bien au contraire, et je voudrais lui citer quelques exemples qui montrent que le Gouvernement n'a pas renoncé à cette vision globale des choses : l'élaboration de nouvelles directives nationales pour l'aménagement de la montagne ; l'approbation des schémas de massif du Jura et des Alpes du Sud ; la mise en place de mesures spécifiques nouvelles contribuant à leur mise en œuvre ; le développement de la politique des contrats de pays ; la définition d'un programme prioritaire pluriannuel de protection et d'assainissement du littoral atlantique ; la préparation d'un plan pluriannuel pour le Languedoc-Roussillon, qui vient d'être publié ;

l'aménagement des zones industrialo-portuaires du Verdon et de la Basse-Loire; le développement des actions de conversion du bassin sidérurgique de Lorraine; la poursuite de la politique de restructuration systématique des zones minières; enfin, la décision de doublement du réseau autoroutier d'ici à 1983.

Il faut noter, à cet égard, que si le désenclavement de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Massif Central fait l'objet d'un programme d'action prioritaire du VII^e Plan, le Gouvernement, reconnaissant l'importance stratégique des autoroutes pour les régions du Nord et de l'Est, a donné son accord, au titre de la procédure PAPIR, aux propositions présentées par les régions Nord-Pas-de-Calais, Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace et Bourgogne pour la réalisation des autoroutes Calais-Dijon, Lorraine-Bourgogne ainsi que de l'axe Nord-Sud alsacien.

Ainsi se trouvera réalisé, à moyen terme, dans le nord et dans l'est du pays, un ensemble cohérent qui viendra compléter celui que nous avons prévu dans la moitié ouest.

En matière de développement régional, ensuite, nous avons souscrit au renforcement du soutien à des petites et moyennes entreprises, qui constituent le réseau industriel essentiel de ces régions de province: système d'aide à la création d'entreprises associant les établissements publics régionaux; régionalisation des services publics; négociation avec les soixante-dix plus grandes entreprises françaises de leurs programmes de localisation; développement régionalisé de la recherche technologique, ce que je viens d'annoncer.

Enfin, vous connaissez le succès remporté par l'aide spéciale rurale destinée à la réanimation des zones en régression démographique. Il en va de même, du reste, du nombre élevé d'opérations bénéficiant de primes de développement régional et de localisation des activités tertiaires.

Mais qu'en est-il de votre deuxième question sur la réduction des inégalités? Ne commence-t-elle pas par un effort de clarté en matière de ressources effectivement perçues par les Français?

C'est un tel effort de vérité qui vient d'être accompli par le centre d'études des revenus et des coûts. Il a publié, vous le savez, mercredi dernier — vous y avez fait référence — son rapport sur les revenus des Français. Il a été rédigé, soulignons-le, par des experts libres de toute attache gouvernementale, sur la base d'informations publiques et accessibles à tous.

Sans prétendre résumer ce volume de plus de 300 pages, je voudrais cependant relever certains faits qui sont en contradiction avec les idées reçues et celles que l'on voit si souvent exploiter sur la place publique.

De 1967 à 1976, c'est-à-dire en neuf ans, le rapport entre le salaire moyen d'un cadre supérieur et celui d'un ouvrier a diminué de 4,5 à 3,8, alors qu'on avait précisément constaté, au cours des vingt-sept années précédentes, une tendance à l'augmentation, qui l'avait fait passer de 3,4 à 4,5. C'est dire l'impact, au cours des années récentes, des patientes actions de revalorisation du SMIC, de mensualisation et de relèvement privilégié des faibles rémunérations, notamment dans la fonction publique. C'est dire aussi que de telles actions ne donnent leurs fruits qu'à longue échéance, et cela nous éloigne singulièrement des mirages démagogiques.

De 1970 à 1976, en six ans, l'ensemble des transferts sociaux, c'est-à-dire les revenus issus d'une prestation sociale et non de la rémunération du travail ont progressé, en francs constants, de 7,6 p. 100 par an tandis que les revenus directement liés au travail ne croissaient que de 4,7 p. 100. Ce décalage, favorable à la réduction effective de l'éventail des ressources, a été particulièrement accentué au cours des années récentes puisque, de 1974 à 1976, l'écart entre ces deux types de revenus a été de 5,4 p. 100 par an.

Ainsi, en six ans, les transferts sociaux ont-ils augmenté de 55 p. 100, en francs constants, et les salaires de 32 p. 100, également en francs constants.

Enfin, l'action contre les inégalités sociales est illustrée par le résultat suivant: après le jeu simultané des prélèvements fiscaux, d'une part, et des prestations sociales, d'autre part, le rapport des ressources entre la moyenne des familles de cadres supérieurs et la moyenne des familles d'inactifs, pour ne retenir que les deux catégories extrêmes, passe d'une valeur apparente de 1 à 8 à une valeur effective de 1 à 2,5.

Nous voilà donc loin des accusations qui n'utilisent que les cas extrêmes pour dresser les Français les uns contre les autres, sans tenir compte de l'action volontaire par l'impôt et par l'action sociale.

Certes, un tel bilan ne peut nous satisfaire totalement. Il faut convenir, avec M. Lucotte, que beaucoup reste à faire pour réduire les distorsions entre, précisément, les cas d'extrême opulence et ceux d'extrême pauvreté. Mais il faut simultanément reconnaître que nous sommes sur la bonne voie.

Le VII^e Plan constitue, en second lieu, une détermination.

Il annonçait, sous la forme des programmes d'action prioritaires, une volonté nouvelle, originale, de soustraire aux aléas de la conjoncture les secteurs essentiels.

L'exécution financière des programmes s'établit, vous l'avez dit, pour les trois premières années du VII^e Plan, à 54,2 p. 100. Elle s'établit en vérité à 52,6 p. 100 si l'on exclut artificiellement les actions prévues au titre du budget annexe des P. T. T.

Ces chiffres généraux peuvent être considérés comme satisfaisants si l'on tient compte — et l'on peut en donner la preuve — de l'accélération progressive des programmes qui sont appelés à se développer en volume d'année en année. Cependant, les taux d'exécution que recouvrent ces moyennes sont très divers et reflètent les difficultés inhérentes à l'innovation même que constituent ces programmes — M. Lucotte a bien voulu le rappeler.

Enfin, les programmes d'action prioritaires d'initiative régionale — les P. A. P. I. R. — ont suscité l'intérêt des régions, puisqu'il est vrai que 200 programmes ont été proposés par l'ensemble des établissements publics régionaux; 76 d'entre eux ont reçu l'approbation du Gouvernement qui a pris à leur égard un engagement de contribution équivalant à un peu moins de 5 milliards de francs.

Oh, je n'oublie pas tout à fait mes fonctions de président de conseil régional et je regrette, à l'instar de M. Lucotte, les délais de mise en route de cette nouvelle procédure. Elle n'a véritablement commencé à s'inscrire dans les décisions budgétaires qu'en 1977; c'est ce qui explique la réalisation à 30,2 p. 100 seulement de leur taux d'exécution pour les deux premières années du VII^e Plan.

Ces délais nous invitent à étudier comment, à l'avenir, une procédure qui comporte l'établissement d'un véritable contrat d'engagement réciproque entre l'Etat et les collectivités locales pourrait être affirmée et accélérée. Croyez bien que j'y reste personnellement très attaché, désireux que je suis de voir confirmer la volonté manifestée par plusieurs régions de développer, par exemple, les centres provinciaux de recherche universitaire et industrielle.

Mesdames, messieurs les sénateurs, les interrogations que les commissions du Sénat ont exprimées par la voix de leurs rapporteurs me sont compréhensibles. Qu'elles manifestent de l'inquiétude, comme l'a fait M. Lucotte, ou qu'elles frisent l'hostilité, à l'image de M. Le Pors, elles traduisent l'importance des problèmes que notre pays devra affronter dans les prochaines années: nouvelles conditions de la division internationale du travail, transformation des emplois face au véritable refus de certains jeunes, réduction des inégalités, amélioration du cadre de vie dans une progression plus limitée des ressources disponibles.

Les mutations obligatoires de notre économie et de notre vie sociale sont au cœur de la question soulevée par l'utilité de la planification, au-delà du débat sur ce budget du Plan, au-delà du débat sur l'exécution du VII^e Plan.

Mais, à coup sûr, la réponse proposée par les tenants d'une planification autoritaire serait totalement inadéquate.

Face aux incertitudes de l'environnement international — promesses d'une conjoncture irrégulière — ceux-ci proposent la définition d'objectifs lourds, définitifs, contraignants, quoi qu'il advienne.

Face à la souplesse nécessitée par l'immense diversité des problèmes d'adaptation, tels que la structure des emplois des entreprises, ils proposent la nationalisation, c'est-à-dire l'anes-thésie des défenses naturelles de chaque cellule productive.

Face au rétrécissement de la marge de manœuvre des dépenses publiques, ils proposent l'accroissement des immobilisations nationales dans le capital des entreprises et l'augmentation des subventions que ne manquerait pas d'exiger la multiplication de ces mêmes nationalisations.

Non, la vraie réponse est ailleurs. Elle se trouve dans une planification ferme, mais sélective, stimulant les initiatives des agents économiques plutôt que se substituant à leurs décisions.

C'est une planification contractuelle, une planification de coresponsabilité. C'est pourquoi je confirme l'engagement, pris par M. le Premier ministre, d'un examen à mi-parcours du VII^e Plan.

Celui-ci pose les principes d'une société de liberté, mais organisée. On pourra éventuellement lui reprocher de n'avoir pas davantage emporté la conviction de tous les Français. On ne lui reprochera pas d'avoir indiqué les seules voies porteuses de l'avenir. (*Applaudissements sur les travées de l'U. C. D. P., du R. P. R. et à droite.*)

M. le président. Le Sénat voudra sans doute suspendre maintenant ses travaux pour les renvoyer à quinze heures. (*Assentiment.*)

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances. A nouveau, nous perdons du temps par rapport à l'horaire prévu. Il faut absolument que nous respections les délais arrêtés par la conférence des présidents. La présente discussion, qui devait se terminer à douze heures quarante-cinq, se prolongera encore trois quarts d'heure, voire une heure. C'est pourquoi je demande à la présidence et au Gouvernement de faire en sorte que nous puissions commencer la discussion du budget de la recherche en tout état de cause au plus tard à seize heures précises.

Nous aurons à examiner encore aujourd'hui les budgets de la recherche et des anciens combattants. Cela va nous obliger à tenir une séance de nuit, mais un certain nombre d'entre nous ont déjà siégé jusqu'à trois heures ce matin. Cela n'est pas possible! Nous devons interrompre ce rythme et revenir à celui qui a été prévu par la conférence des présidents.

Je demande donc instamment aux orateurs qui doivent intervenir et au Gouvernement de faire en sorte que nous puissions en terminer avec la discussion des budgets inscrits à l'ordre du jour d'aujourd'hui avant minuit. Ce sont là des impératifs de la commission des finances que je suis obligé de rappeler.

M. Lucien Grand. C'est un souhait commun à tout le Sénat.

M. Marcel Champeix. Il en sera toujours ainsi tant que le Gouvernement imposera ce rythme de travail.

M. Edouard Bonnefous, président de la commission des finances. Mon cher collègue, je suis celui qui a demandé avec le plus d'insistance que le nécessaire soit fait.

M. Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques et du Plan. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires économiques et du Plan.

M. Michel Chauty, président de la commission des affaires économiques et du Plan. Je voudrais faire une observation, très amicale d'ailleurs, à M. le secrétaire d'Etat, en tant que président de la commission des affaires économiques et du Plan.

Vous avez dit tout à l'heure, dans votre exposé, que plus de six cents personnes avaient participé aux travaux des commissions du Plan.

Mon ami, M. Lucotte, et moi-même avons eu le plaisir d'y participer pendant deux ans et demi. Si M. Lucotte est le rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan du Sénat, il a également été appelé, comme moi, à participer aux travaux des commissions du Plan, mais non en vertu d'un mandat sénatorial. La conjugaison des deux missions pour M. Lucotte est tout à fait fortuite.

Pour la bonne cohérence des travaux, pour une heureuse présentation des débats, il serait souhaitable que le Parlement, je parle du moins au nom de notre commission sénatoriale, puisse mandater des collègues volontaires pour travailler dans les commissions du Plan, car aucun de nous n'était investi d'un mandat émanant d'une assemblée parlementaire.

M. Maxime Javelly. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Javelly.

M. Maxime Javelly. Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous ai entendu parler des autoroutes du nord et de l'est. Loin de moi l'intention de contester l'importance de ces réalisations! Mais, lors de l'établissement du schéma directeur...

M. le président. Monsieur Javelly, votre intervention n'a pas sa place à ce moment de nos travaux.

M. Maxime Javelly. Je voudrais seulement attirer l'attention de M. le secrétaire d'Etat sur l'autoroute du Val de Durance, qui m'intéresse particulièrement, que l'on nous promet depuis quinze ans et dont nous attendons toujours la réalisation. J'aimerais que le Gouvernement en tînt compte.

M. le président. La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à douze heures cinquante minutes, est reprise à quinze heures cinq minutes, sous la présidence de M. Alain Poher.)

PRESIDENCE DE M. ALAIN POHER

M. le président. La séance est reprise.

— 3 —

RAPPELS AU REGLEMENT

M. Guy Schmaus. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Schmaus.

M. Guy Schmaus. Monsieur le président, contrairement à ce que font apparaître les résultats du scrutin parus dans le compte rendu analytique de la séance d'hier, le groupe communiste et apparenté a voté contre l'amendement n° 9 rectifié quater de M. Francou.

Je vous demande d'autant plus de m'en donner acte que, lors de la discussion de cet amendement en commission, j'ai, l'expliquant au nom du groupe communiste, émis un vote défavorable.

M. le président. Il s'agit sans doute d'une erreur matérielle. Je vous donne acte de votre déclaration.

M. Marcel Champeix. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Champeix.

M. Marcel Champeix. Monsieur le président, soixante membres de notre assemblée ont récemment demandé au Conseil constitutionnel de se prononcer sur la constitutionnalité du texte relatif à l'enseignement privé.

J'ai été surpris de lire ce matin dans un journal que cette demande était rejetée. Loin de moi l'idée de discuter la décision du Conseil constitutionnel; celui-ci est souverain; mais il ne me semble pas convenable de communiquer certaines informations à la presse avant d'en avoir informé notre assemblée et surtout son président.

M. le président. Monsieur le président, cette décision a été communiquée au Sénat hier en séance publique. De toute manière, je vous donne acte de votre déclaration.

— 4 —

DEPOT D'UN RAPPORT DU GOUVERNEMENT

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre un rapport sur l'évolution du financement des budgets locaux par le versement représentatif de la taxe sur les salaires, établi conformément aux prescriptions de l'article 83-IV de la loi de finances pour 1977 (n° 76-1232 du 29 décembre 1976).

Acte est donné du dépôt de ce rapport.

— 5 —

LOI DE FINANCES POUR 1978

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1978, adopté par l'Assemblée nationale (n^{os} 87 et 88 [1977-1978]).

COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN (suite).

M. le président. Nous poursuivons l'examen des dispositions concernant le commissariat général du Plan.

J'indique au Sénat que, compte tenu de l'organisation du débat décidée le 17 novembre 1977 par la conférence des présidents, les temps de parole dont disposent les groupes pour cette discussion sont les suivants :

Groupe socialiste : 25 minutes ;
Groupe communiste : 15 minutes.
La parole est à M. Pisani.

M. Edgard Pisani. Aucun fascicule peut-être ne fait apparaître mieux que celui-ci le caractère dérisoire du débat budgétaire.

Le Parlement est mobilisé pendant des semaines. Après une torpeur accablante et accablée, voici qu'il entre en agitation à l'annonce de ce grand rite annuel, au cours duquel la politique gouvernementale va être jugée, censurée, définie. Mais cette agitation aboutit à l'indifférence.

Comment ne pas le comprendre dans les circonstances présentes ? Nous discutons du fonctionnement du commissariat général du Plan, alors que l'occasion ne nous a pas été donnée de discuter substantiellement de l'application et des perspectives du Plan.

Mais, me direz-vous, monsieur le secrétaire d'Etat, pourquoi les parlementaires ne prennent-ils pas des initiatives ? Vous savez ce que valent les débats sur questions orales !

Si le Gouvernement lui-même ne prend pas la responsabilité, chaque année au printemps, d'engager un débat de politique générale en cette matière, qui permette un affrontement public sur les choix, les thèses, les perspectives et les analyses que l'on fait des difficultés, jamais aucun débat réel n'aura lieu. Ainsi, insensiblement, sans que nul ne s'en rende compte, les choses se poursuivront sans que jamais les élus du peuple puissent, en définitive, délibérer de façon convenable.

Mais, me direz-vous encore, il y a la discussion générale du budget. Certes. Mais cette discussion, qui précède l'adoption de la loi de finances, est beaucoup plus conjoncturelle, elle touche à des données plus immédiates, et, en définitive, le débat n'a jamais lieu.

Je crois que cela est très grave et très dommageable — j'y reviendrai tout à l'heure — car j'estime que le Plan a une vertu d'information, une vertu de communication, dont aucun Gouvernement ne saurait se passer. Telle est ma première remarque.

La seconde sera pour dire combien nous avons apprécié les rapports qui nous ont été présentés ce matin, tant celui de M. Le Pors, au nom de la commission des finances, que celui de M. Lucotte, au nom de la commission des affaires économiques et du Plan.

Ce qu'ils ont dit, nous le dirions peut-être avec moins de modération et sur un ton plus animé. Mais à relire les propos tenus par M. Lucotte, on ne peut pas ne pas être impressionné par le caractère général et quasi fondamental de la critique qu'il a faite à la fois des méthodes du Plan et des résultats que ce système de planification a permis d'obtenir.

Pour ne rien vous cacher, monsieur le secrétaire d'Etat, nous avons beaucoup plus apprécié les propos des rapporteurs que les vôtres car vous n'avez pas répondu avec suffisamment de rigueur à toutes les questions qui vous étaient posées. Vous aviez, je le comprends, préparé une réponse et vous nous l'avez... débilitée, sans tenir compte d'un certain nombre de questions qui étaient posées, par M. Lucotte en particulier.

Je n'entrerai pas dans l'analyse qu'il a faite puisque nous la partageons sur beaucoup de points. Mais je voudrais revenir sur la fin de votre propos.

Alors que le débat s'était déroulé — quelles que soient les options personnelles des rapporteurs — sur un ton extrêmement modéré, un ton d'administrateur, voilà qu'à la fin de votre exposé vous avez éprouvé le besoin de rompre quelques lances. Pourquoi ? Pour cela, vous avez caricaturé la conception que nous avons de la planification.

Inversant vos propos, je voudrais vous demander si la planification n'est pas la condition de la liberté d'entreprendre. Vous l'avez présentée comme un carcan, comme un système centralisé, comme un système autoritaire, comme un système définitivement immobile, incapable, susceptible d'aucune flexibilité face à la conjoncture. Ce n'est là qu'une caricature !

Je voudrais d'abord vous indiquer que les dernières découvertes de la science économique américaine établissent que, pour plus de 95 p. 100, les décisions des entreprises sont prises, même dans le pays de la libre entreprise, en réponse à une décision de la puissance publique ou dans la prévision d'une décision de la puissance publique à venir, qu'il s'agisse des industries liées à des consommations publiques : armement, travaux publics et autres, qu'il s'agisse des industries de consommation qui sont obligées de supputer les disponibilités des consommateurs, qu'il s'agisse de l'agriculture où, en définitive, toutes les décisions de semer ou de ne pas semer, de préférer le soja au blé ou au maïs, sont prises, compte tenu des anticipations que l'on peut faire sur les choix stratégiques de l'Etat.

Ainsi donc, le mythe de l'économie libérale est définitivement détruit. Ainsi, dans la réalité des faits, et même aux Etats-Unis, la décision de la puissance publique commande la plupart des décisions des entrepreneurs. Alors, quelle est la vertu de la planification ? Elle est — pardonnez-moi ce néologisme — de « lisibilité ». Elle permet que le Gouvernement, avec l'appui du Parlement et par le vote de celui-ci, affiche avec assez de clarté quelles sont les perspectives, quelles sont les priorités et quelles sont les règles du jeu pour qu'ensuite, chacun dans son action quotidienne comme collectivité publique — puisque la collectivité locale applique une partie du plan — ou comme entreprise, accomplisse, en ce qui le concerne, sa part de travail dans le concert national.

Au lieu d'être un élément de paralysie, la planification devient un élément de cohérence entre acteurs périphériques dont l'autonomie devient possible dès lors que la règle du jeu est claire. Mais, dans le système que nous vivons, qui est non pas un système libéral, mais un système libéral bureaucratique, le secret savamment entretenu sur les intentions du Gouvernement et sur les perspectives de l'économie nationale fait que le Gouvernement intervient à sa guise, sans dire comment et dans le plus grand secret, au gré d'un arbitraire qui, chaque jour, se révèle plus pernicieux.

Comment se peut-il que les entreprises soient de plus en plus nombreuses à introduire dans leur discipline de direction le concept de planification, alors que l'Etat, dans une démarche têtue, irréversible, a détruit tout système de planification en France ?

Plutôt que de nous opposer sur ces thèmes, monsieur le secrétaire d'Etat, et plutôt que de partir en guerre, comme vous l'avez fait ce matin, je crois qu'il vaudrait mieux qu'avec plus de sérénité et plus d'objectivité nous essayions de voir comment, dans une économie qui n'abolit pas l'entreprise, mais qui, au contraire, lui donne son rôle, comment, dans un système administratif qui n'abolit pas les collectivités locales mais qui, au contraire, valorise leur autonomie, la planification devient ce langage commun, cette vision commune au gré de laquelle il y a concordance entre les actions de ceux qui, à la périphérie, font la vie quotidienne.

Voilà, monsieur le secrétaire d'Etat, débordant de beaucoup l'analyse des crédits du commissariat au Plan et à la productivité, les quelques réflexions que je voulais faire au nom du groupe socialiste. Au risque de vous surprendre, mais d'une façon très résolue, nous disons que, dans le monde tel qu'il est, un plan exprimant une claire volonté nationale est la condition de la liberté des acteurs périphériques. (*Applaudissements sur les travées socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jacques Sourdille, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche). Monsieur le président, conformément à vos recommandations, je vais essayer d'être très bref.

Je répondrai d'abord sur un point de détail à la question de M. Javelly, pour lui annoncer qu'en ce qui concerne l'autoroute qu'il réclamait pour le Val de Durance, entré Aix-en-Provence

et Manosque, une voie rapide sera aménagée soit sous la forme d'une voie expresse, soit sous celle d'une autoroute. Cela reste à préciser mais, de toute façon, la voie sera ouverte au public en 1983.

M. le président Chauty est intervenu au nom de sa commission pour déplorer l'absence de membres du Sénat en tant que tel à l'intérieur des commissions du Plan. Je lui garantis que je ne manquerai pas de transmettre son observation à M. le Premier ministre et que j'essaierai de lui donner satisfaction.

Je répondrai donc essentiellement à M. Pisani dont je connais en d'autres lieux — je veux dire en Champagne-Ardenne — et la perspicacité et l'éloquence redoutable.

Vous avez pris, monsieur le sénateur, un ton extrêmement sévère pour parler de ce débat dérisoire où vous vouliez juger et censurer et vous réclamiez un débat annuel.

N'irait-on pas alors vers ces perspectives de « plan glissant », lequel a été tout à l'heure au contraire rejeté par votre rapporteur ? Est-ce que l'affirmation nouvelle que je vous ai apportée d'un examen à mi-parcours n'est pas de nature à vous donner la satisfaction, tous les deux ans ou tous les deux ans et demi, de faire, avec le recul nécessaire, le point indispensable ?

Dois-je relever le fait que vous ayez parlé d'attaque du Plan de ma part en m'accusant d'avoir voulu « rompre des lances », comme si l'esprit sectaire m'avait animé ?

Vous parliez de caricature de vos positions. Je voudrais dire que je crois profondément à la capacité de réaction des économies libérales. J'ai été très étonné quand je vous ai entendu faire référence à l'économie des Etats-Unis où la décision des entreprises privées — pourquoi pas des multinationales ? — serait dictée par les prévisions des commissions de la puissance publique. Certes, vous connaissez sans doute la vie économique et politique de cette grande nation, mais je dois dire que je n'en reviens pas d'avoir entendu cette affirmation.

Enfin, vous avez dit aussi que le Plan était un élément de cohérence et non de paralysie. Mais n'est-ce pas ce que j'ai dit de la façon la plus claire, défendant précisément notre conception française du Plan incitatif, éclairant et laissant aux agents économiques et à l'Etat la capacité d'intervenir, sans qu'il s'agisse d'un carcan ?

Vous avez, sans doute, à un moment donné, comme je l'ai fait encore, tout récemment, visité ces pays de l'Est qui vivent sous ce genre de planification serrée et autoritaire, je n'ai pas dit dictatoriale, mais tout de même extrêmement détaillée.

Vous avez pu voir comme moi ces files qui s'allongent encore trente-cinq ans, que dis-je, quarante ans après la fin de la guerre pour l'achat des produits les plus banals.

Monsieur Pisani, je vous connais assez pour penser que, finalement, vous n'êtes pas assez proche des positions que vous défendez. Le Plan, nous y croyons les uns et les autres, j'en suis persuadé et, par conséquent, nous reprendrons, dans quelques mois, le débat avec sérénité.

M. Edgard Pisani. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Pisani.

M. Edgard Pisani. Monsieur le secrétaire d'Etat, je ne relèverai dans votre réponse qu'un point et le président de la commission des finances nous ayant engagé à être bref, je ne prendrai que celui qui me paraît le plus significatif sur le plan technique. C'est celui que vous avez traité en premier.

Il n'y a pas de contradiction entre débat annuel sur les orientations, sur les choix et discipline de planification. Il n'y a pas, parce qu'il y a un débat, nécessité d'adopter un système de plan glissant. En effet, le plan glissant peut aboutir, si l'on n'y prend garde, à une déplanification totale.

Mais, monsieur le secrétaire d'Etat, vous rendez-vous compte du caractère dérisoire de ce débat auquel nous nous livrons pendant quelques semaines, où nous faisons semblant de mettre en cause le Gouvernement, où nous le supplions d'accepter quelques amendements de détail à sa loi de finances ou à son budget, où dans les couloirs se négocient entre la majorité et le Gouvernement quelques petits cadeaux ?

Ne vaudrait-il pas mieux, chaque année, avoir, à l'initiative du Gouvernement, un débat au printemps qui confronterait la politique générale aux perspectives du Plan, qui enregistrerait les modifications de la tendance générale de l'économie, les difficultés que l'on a rencontrées, qui permettrait à la majorité comme

à l'opposition de dire dans le cadre du Plan quels sont les ajustements nécessaires, en un mot avoir un vrai débat de politique générale économique ? Je vous ai dit que les initiatives que nous pouvions prendre les uns et les autres étaient impuissantes pour aboutir à ce résultat, que seul le Gouvernement pouvait prendre l'initiative.

Une expérience récente démontre combien cela est difficile : il s'agissait d'un débat sur l'énergie. Dieu sait si la matière est importante ! Dieu sait si elle nous tient en l'état, essentiellement parce qu'elle commande la civilisation que nous connaissons dans quelques années, mais aussi parce que, dans l'immédiat, elle commande notre balance des comptes. La somme des questions qui avaient été posées, et j'ajoute de surcroît le décalage dans le temps ont fait qu'il n'y a pas eu de vrai débat sur l'énergie. Monsieur le secrétaire d'Etat, c'est de cela que je fais appel, de la méthode générale de confrontation entre le Gouvernement et le Parlement qui n'a pas grand intérêt à se situer à l'échelon d'une micro-analyse budgétaire sans lendemain et qui aurait beaucoup plus de substance si elle abordait quelques grands problèmes à l'occasion de débats bien organisés.

M. Anicet Le Pors, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. Anicet Le Pors, rapporteur spécial. Je présenterai une remarque en tant que rapporteur sur cette question sur laquelle j'aurais personnellement bien des choses à dire.

Je suis surpris que, lors de ce débat, on ait éprouvé le besoin d'évoquer le « gosplan » ou la programmation à l'américaine. A mon avis, telle n'est pas la question. Il s'agit de faire référence à ce que doit être la planification dans notre pays.

J'aurais aimé, par exemple, que l'on rappelât que le général de Gaulle parlait à ce sujet d'« ardente obligation », et Pierre Massé de « réduction des incertitudes ».

C'est dans le cadre de ces réflexions qui me semblent plus importantes que des références à d'autres pays, que, pour ma part, j'aurais souhaité — je le déclare en tant que rapporteur — voir se développer le débat. Je ne veux pas parler de « planification à la française », mais il me semble qu'un débat sur la planification qui devrait exister dans notre pays, c'est-à-dire un acte national créateur de liberté et de démocratie, reste à instaurer et à développer. (*Applaudissements sur les travées communistes.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Nous allons examiner les crédits concernant les services du Premier ministre, V. — Commissariat général du Plan, et figurant aux états B et C.

ETAT B

M. le président. « Titre III, plus 698 627 F ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le crédit du titre III.

(*Ce crédit est adopté.*)

M. le président. « Titre IV, plus 238 500 F » — (*Adopté.*)

ETAT C

M. le président. « Titre VI. — Autorisations de programme, 10 680 000 F » — (*Adopté.*)

« Crédits de paiement, 8 780 000 F » — (*Adopté.*)

Nous avons terminé l'examen des crédits concernant le Commissariat général du Plan.

VI. — RECHERCHE

M. le président. Le Sénat va examiner maintenant les dispositions du projet de loi concernant les services du Premier ministre : VI. — Recherche.

La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, le rapport que doit présenter au Sénat la commission des finances serait extrêmement simple s'il portait uniquement sur les crédits inscrits au budget du secrétariat d'Etat à la recherche, de nouveau placé auprès du Premier ministre, mais le titulaire de ces fonctions particulièrement intéressantes est, en outre, chargé par celui-ci de la coordination de l'emploi des crédits relevant de l'enveloppe-recherche.

C'est pour rendre compte au Parlement des orientations qu'il a choisies et, le cas échéant, des arbitrages qu'il a rendus, que le secrétaire d'Etat a souhaité être entendu dès le début de l'examen des divers fascicules budgétaires et il convient de le remercier de cette initiative susceptible d'éclairer la suite de nos travaux.

Le rapport comportera, en conséquence, d'abord une présentation des crédits inscrits dans le présent budget et, ensuite, un exposé général relatif à l'enveloppe-recherche.

Le budget du secrétariat d'Etat à la recherche est constitué à partir des crédits qui étaient gérés par la délégation générale à la recherche scientifique et technique au sein de l'ancien ministre de l'industrie et de la recherche.

Ils comprennent : premièrement, les crédits concernant le fonctionnement de la délégation générale antérieurement inclus dans les différents chapitres du titre III du budget de l'industrie et de la recherche ; deuxièmement, les crédits dont dispose la délégation générale pour diverses actions d'incitation, d'information et de consultation ; troisièmement, les crédits ouverts depuis l'année dernière pour les allocations de recherche ; quatrièmement, les crédits pour les études réalisées dans le domaine de la recherche pour le compte de la délégation générale ; cinquièmement, l'aide au développement des résultats de la recherche ; enfin, sixièmement, le fonds de la recherche scientifique et technique.

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement et interventions particulières de la délégation générale à la recherche scientifique et technique, le transfert au budget des services du Premier ministre (recherche) de ses dotations et de ses emplois porte sur 174 postes et sur un crédit de 17,3 millions de francs.

En outre, six emplois sont créés pour permettre la prise en charge, par le secrétariat d'Etat à la recherche, des actes de gestion administrative, financière et comptable, prise en charge précédemment effectuée par les services du ministère de l'industrie et de la recherche.

Cette création, le renforcement des moyens de la délégation générale, l'aménagement et la réfection de locaux coûteront, au total, 1 283 000 francs.

Les crédits destinés aux interventions particulières de la délégation générale restent fixés à 1 123 000 francs. Sur ces crédits ont été accordés en 1977, d'une part, 21 subventions pour la participation au financement de colloques d'audience nationale ou internationale ; d'autre part, 9 subventions à des organismes de recherche pour des actions d'information, de vulgarisation ou d'animation.

Les crédits demandés pour les allocations de recherche s'élevaient à 199 millions de francs, en augmentation de 48,3 millions sur ceux de 1977 qui ont permis la mise en place de 1 500 allocations de recherche en deuxième année de troisième cycle à la rentrée d'octobre 1976 et la création de 1 500 allocations de troisième année de troisième cycle à la rentrée d'octobre 1977.

Ce crédit supplémentaire correspond à l'extension en année pleine de ces mesures pour les 3 000 allocations créées.

La répartition de ces allocations a pour objet d'encourager une partie des étudiants à se diriger vers les secteurs de recherche considérés comme prioritaires et vers ceux qui offrent des débouchés tant dans la recherche que dans d'autres activités de l'économie nationale.

La détermination des contingents d'allocations de recherche par grande discipline est examinée par une commission consultative placée auprès du délégué général à la recherche scientifique et technique, laquelle comprend, à côté des membres de droit, des personnalités représentant les instances de formation et des représentants des employeurs potentiels des allocataires du secteur public et du secteur privé.

Les allocations de recherche sont ensuite réparties, à l'intérieur de chaque grande discipline, par des groupes de travail qui comprennent des universitaires — en particulier des res-

ponsables de troisième cycle et des personnalités ayant participé aux travaux d'habilitation des formations de troisième cycle au secrétariat d'Etat aux universités — des directeurs scientifiques ou conseillers d'organismes de recherche et des représentants des futurs employeurs.

Les experts des groupes examineront également les résultats de la répartition effectuée dans les années précédentes.

Les crédits demandés au titre des études dans le domaine de la recherche réalisées pour le compte de la délégation générale sont en légère diminution puisque, s'élevant à 1,2 million de francs en 1977, ils ont été ramenés, en autorisations de programme, à 1 million en 1978.

Ces crédits permettent de passer des contrats avec les laboratoires ou les bureaux d'études qui effectuent des travaux à la demande de la délégation. Ceux-ci sont choisis en fonction de leur qualification et de leur expérience par rapport à l'objet de l'étude, afin de réaliser des travaux dont l'urgence ou l'ampleur dépasse la capacité de la délégation générale ou pour lesquels une expertise externe apparaît susceptible d'apporter un éclairage nouveau.

La liste des marchés passés en 1977 figure dans le rapport écrit.

Sauf dans les cas de confidentialité, les rapports d'étude sont analysés et présentés dans un bulletin trimestriel qui est diffusé au sein de la délégation générale et auprès des organismes de recherche. Enfin, un rapport d'activité annuel est publié dans *Le Progrès scientifique*. Ces publications paraissent le meilleur moyen de contrôler les choix effectués.

Les crédits demandés pour les aides au développement des résultats de la recherche présentent, en 1978, en ce qui concerne les autorisations de programme, une augmentation de 10 p. 100 par rapport à ceux de 1977. Les crédits de paiement, quant à eux, augmenteraient de 65 p. 100, mais il s'agit, en fait, d'un phénomène de rattrapage par rapport à 1976.

Or, les demandes d'aide ont été très nombreuses et la consommation des autorisations de programme a atteint 80 p. 100 de la dotation au cours des premiers mois de 1977.

Ainsi qu'il avait déjà été constaté les années précédentes, les engagements pris dans le cadre de cette procédure donnent lieu à un paiement effectif de 60 p. 100 environ de la subvention accordée au cours de la première année et du solde au cours de la seconde année.

Les contrats passés les années antérieures ayant donné lieu à l'ouverture de crédits de paiement sur 1977 pour plus de 100 millions de francs — au titre des services votés — il ne restait plus, pour les premières tranches des nouveaux contrats 1977, que 80 millions de francs en mesures nouvelles ; or, pour une dotation de 290 millions de francs en autorisations de programme, une somme de 170 millions de francs en crédits de paiement aurait été nécessaire.

De ce fait, les crédits de paiement limités à 198 millions de francs se sont avérés insuffisants de 90 millions environ.

Les évaluations retenues pour 1978 semblent plus réalistes puisque le montant des crédits de paiement prévus au titre des mesures nouvelles, soit 195 millions de francs, correspond bien à quelque 60 p. 100 des 319 millions de francs d'autorisations de programme. Il est permis de penser que l'évaluation des services votés à 124 millions de francs permettra d'honorer les engagements pris au titre des autorisations de programme antérieures, en dépit du retard pris par les mandatements de subvention en 1977.

Ces aides, que les entreprises remboursent en cas de succès, prennent la forme d'une avance égale à la moitié du coût du développement.

Les taux de remboursement évoluent favorablement et, au terme d'un délai d'une dizaine d'années, ils semblent se stabiliser autour de 50 p. 100 des sommes avancées.

La politique de l'aide au développement fera l'objet d'une redéfinition en 1978. Le Gouvernement se propose à cet égard de tenir compte de deux types d'équilibre.

Le premier concerne la répartition des crédits entre les grands groupes d'industriels, d'une part, et la petite et moyenne industrie, d'autre part. Un effort particulier sera fait pour faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises à la procédure de l'aide au développement.

Le second concerne la répartition des crédits entre les opérations relevant d'engagements sectoriels au niveau de la politique industrielle et les opérations de développement plus diver-

sifiées. A cet égard, une attention particulière sera portée aux dossiers présentés par les entreprises des secteurs actuellement insuffisamment utilisateurs, telles les industries agricoles et alimentaires, les industries de l'équipement des transports ou de la santé.

Les autorisations de programme demandées au titre du fonds de la recherche, soit 381,2 millions de francs, sont en augmentation de 12,2 p. 100 par rapport à 1977, année au cours de laquelle elles étaient en légère régression par rapport à 1976. Les crédits de paiement augmentent, quant à eux, de 40 p. 100, mais il s'agit, ici aussi, d'un phénomène de rattrapage, puisqu'en 1977, ils avaient diminué presque de moitié par rapport à 1976.

Les crédits correspondant au programme d'action prioritaire n° 25 destiné à renforcer le potentiel scientifique du pays représentent 76 p. 100 des dotations demandées en autorisations de programme. L'augmentation, par rapport à 1977, est de 27,8 p. 100. Ce taux est supérieur à l'augmentation moyenne des crédits du fonds de la recherche, ce qui est dans la logique des programmes d'action prioritaires.

Au cours des années 1976 et 1977, qui correspondaient au début de l'exécution du VII^e Plan, ont été privilégiés : d'une part, le secteur de l'énergie avec les recherches sur les énergies nouvelles auxquelles ont été consacrés 43 millions de francs en 1976 et 50 500 000 francs en 1977 ; d'autre part, les thèmes liés à la compétitivité de l'industrie et de l'agriculture.

La faible consommation des dotations, en particulier des crédits de paiement, observée en 1976 pouvait s'expliquer par le fait que les orientations du VII^e Plan n'ont été définies qu'en cours d'année. Le fonds de la recherche, qui est un instrument important de la politique nationale de recherche, a donc été engagé après la définition des thèmes prioritaires du Plan, c'est-à-dire plus tardivement dans l'année que de coutume.

La conséquence de cette situation a été que les autorisations de programme n'ont pu être engagées selon la proportion habituelle, voisine de 90 p. 100, mais surtout que les paiements correspondant à des subventions accordées plus tard dans l'année ont été d'un volume anormalement faible. En effet, les règles administratives qui régissent le fonds de la recherche prévoient des versements de fonds suivant une périodicité prédéfinie. Si donc une décision est prise en fin d'année, le nombre des échéances de l'année sera inévitablement limité.

En 1977, cette situation anormale n'aurait pas dû se prolonger. Néanmoins, au 30 septembre 1977, 50 p. 100 seulement des autorisations de programme disponibles avaient été engagées et le taux de consommation des crédits de paiement s'établissait à 39 p. 100 seulement.

Cette situation doit retenir l'attention car il convient de veiller à ce que les crédits demandés n'excèdent pas les besoins pour ne pas grever inutilement le budget.

La commission des finances a tenu, d'autre part, à prendre une vue globale de l'enveloppe des crédits consacrés à l'enveloppe recherche pour que des observations générales puissent être présentées par elle à l'occasion de la venue du secrétaire d'Etat devant le Sénat.

Son étude s'est appuyée sur les nombreuses informations contenues dans le document annexé au projet de loi de finances consacré à la recherche scientifique en 1977 et retraçant l'effort financier prévu à ce titre en 1978. Ce livre, sous couverture jaune, constituerait, si sa présentation était accessible au profane, un document remarquable tout à l'honneur des chercheurs français, mettant en relief l'importante participation du budget de l'Etat à l'ouverture sur l'avenir qu'ils donnent à notre pays.

Malheureusement, la multiplication et l'abus des sigles, que ne corrige même plus la publication en fin d'ouvrage d'un glossaire en donnant la signification, arrêtent trop souvent le lecteur et celui-ci en retire une impression, probablement inexacte, d'interférence entre divers organismes dont l'ésotérisme du langage serait un moyen de sauvegarder leur personnalité.

Ce document pourrait néanmoins servir de base à la publication d'un livre blanc sur la recherche en France suggérée par le président Bonnefous et par notre excellent rapport général, M. Blin. Faisant sienne leur idée, votre commission des finances souhaite qu'un effort d'analyse permette de mieux cerner à la fois l'ampleur exacte et la variété des crédits consacrés à la recherche et d'apprécier leur effet économique, leur rentabilité et leur incidence sur la balance des brevets.

Il faut noter d'ailleurs que le souci de la valorisation des résultats de la recherche publique s'est traduit par la création de l'agence nationale de valorisation de la recherche, dont le

but est de faciliter le transfert vers l'économie du plus grand nombre possible de résultats de la recherche et dont l'activité s'est accrue de façon importante depuis sa création.

Les premières conclusions à tirer des principales statistiques contenues dans le document qui vient d'être mentionné et mérite une lecture attentive sont reprises dans le rapport écrit. Elles appellent à l'effort et justifient l'accent mis sur la recherche pour le programme d'action prioritaire n° 25 destiné à renforcer le potentiel scientifique du pays, qui doit être, d'après le VII^e Plan, doté de 10 483 millions de francs constants 1975 ; le taux d'exécution de ce programme serait de 51,7 p. 100 à la fin de 1978.

Un redressement est d'autant plus nécessaire que, en pourcentage du produit intérieur brut, les dépenses de recherche en France diminuent régulièrement depuis dix ans et que, au sein de ces dépenses, la part du financement public tend elle-même à se restreindre ; surtout, l'effort de recherche en France est, proportionnellement au produit brut, sensiblement moindre qu'aux Etats-Unis, en Allemagne ou en Grande-Bretagne.

Quant à la participation des entreprises au financement de la recherche, elle est beaucoup plus faible en France, 39 p. 100, qu'aux Etats-Unis, 44 p. 100, en Allemagne, 47 p. 100, au Royaume-Uni, 43 p. 100, en Italie, 49 p. 100, aux Pays-Bas, 50 p. 100 et au Japon 59 p. 100.

Lors de l'examen des crédits de la recherche par votre commission, M. Blin, rapporteur général, s'est interrogé sur l'efficacité de ceux-ci en se référant à la balance des brevets et licences de notre pays, qui demeure dramatiquement déficitaire en dépit des avertissements fréquemment renouvelés naguère par notre très regretté collègue André Armengaud.

La commission, dont le devoir est de veiller sur l'emploi des deniers publics, a dès lors celui de se demander si les crédits d'investissement sont utilisés avec le maximum d'efficacité.

La tendance naturelle des grands organismes de recherche comme des plus modestes laboratoires étant d'obtenir une augmentation de leur budget, celle-ci ne va pas nécessairement dans le sens d'une utilisation optimale des ressources, car la légitime fierté que peut éprouver un laboratoire ou une équipe de chercheurs à être doté d'instruments très avancés ne garantit pas que l'usage qui en est fait est parfaitement rationnel.

Il semble que le cloisonnement entre services, moins admissible encore s'ils sont placés sous une même direction ou une même tutelle, ne permette pas de tirer le meilleur parti d'installations coûteuses frappées ensuite d'obsolescence alors qu'elles ont été assez souvent importées à grand renfort de devises.

Enfin, lorsqu'on observe l'évolution de 1976 à 1978 des différents crédits relevant de l'enveloppe recherche, on ne peut qu'être frappé par des contrastes qui dénotent sans doute un certain manque de continuité : tel organisme ou telle action qui semble prioritaire une année est pénalisée l'année suivante et vice versa.

Pour près des trois quarts de leur montant total, les crédits de recherche soumis à la coordination interministérielle sont inscrits au budget du ministère de l'industrie — dont dépendent le commissariat à l'énergie atomique, le centre national d'études spatiales, le centre national pour l'exploitation des océans, le bureau de recherches géologiques et minières, les écoles des mines, l'institut de recherche d'informatique et d'automatique, ainsi que le Plan calcul — et au budget du secrétariat d'Etat aux universités, dont dépend en particulier le centre national de la recherche scientifique. Chaque fascicule budgétaire, en particulier celui de l'industrie et celui des universités, faisant l'objet d'un rapport spécial de votre commission des finances, il n'est pas nécessaire d'analyser ici en détail tous les crédits de l'enveloppe recherche, mais simplement d'en étudier les caractères généraux.

A ce niveau, une critique doit être formulée une nouvelle fois : l'enveloppe recherche inclut une part importante de crédits qui ne concernent pas réellement la recherche. Par exemple, sur 5 200 millions de francs de crédits inscrits au ministère de l'industrie et relevant de l'enveloppe recherche, les documents annexés au projet de loi de finances permettent d'isoler deux groupes d'activités étrangères à la recherche : les activités du Commissariat à l'énergie atomique ne concernant pas la recherche pour 436 millions de francs ; les activités industrielles du Plan calcul, pour 500 millions de francs.

A cet égard, on peut regretter que l'effort de rigueur intellectuelle accompli l'an passé dans la présentation du budget

de la recherche pour distinguer les crédits de recherche proprement dits et les crédits maintenus par habitude dans l'enveloppe recherche n'ait pas été renouvelé cette année.

Inversement, certaines activités de recherche financées sur fonds publics ne relèvent pas de l'enveloppe recherche. Abstraction faite des dépenses de recherche du ministère de la défense — 5 700 millions de francs en crédits de paiement et 6 900 millions en autorisations de programme en 1977 — il s'agit de certains crédits de recherche du budget des universités, soit 1 900 millions de francs en 1977, et des crédits inscrits au budget de l'aviation civile pour des activités de recherche et de développement dans la construction aéronautique, soit 700 millions de francs en 1977.

Ces réserves étant faites, l'ensemble des crédits de l'enveloppe recherche décrits dans le document annexé au projet de loi de finances est passé de 10 286 900 000 francs en 1976 à 10 619 700 000 francs en 1977 et 11 633 100 000 francs en 1978.

En 1977, la progression globalement limitée de l'ensemble des crédits s'accompagnait de nettes diminutions sur certains secteurs, en particulier ceux qui relevaient directement de l'ancien ministère de l'industrie et de la recherche. En revanche, les secteurs auxquels une priorité avait été réservée étaient ceux qui relevaient des budgets des universités, de l'agriculture et de la santé.

En 1978, la progression de l'ensemble des crédits est de 9,5 p. 100. Ceux qui sont gérés directement par le secrétariat d'Etat à la recherche bénéficient d'une très nette priorité, qui leur permet de retrouver un niveau supérieur de près de 19 p. 100 à celui de 1976, après la forte chute de 1977. Apparaissent également comme prioritaires les secteurs relevant du ministère de la santé et de celui de la coopération.

Vingt et un pour cent des crédits susceptibles d'être engagés au titre de l'enveloppe recherche en dépenses ordinaires et en autorisations de programme correspondent à des interventions relevant du programme d'action prioritaire sur le potentiel scientifique du pays. De 1977 à 1978, les crédits correspondants passent de 2 168 millions de francs à 2 512 millions de francs, soit une augmentation de 15,9 p. 100. Comme il est logique, ce taux d'augmentation est nettement supérieur au taux d'accroissement moyen de l'enveloppe recherche.

Au sein de celle-ci, les crédits pour dépenses ordinaires atteindront 6 336 millions de francs en 1978.

Sur ce total, 653 millions de francs, abstraction faite des modifications d'imputation, correspondent à des mesures nouvelles dont l'essentiel — 557 millions — représente d'ailleurs une provision pour hausses de rémunérations.

Les créations d'emplois portent sur 380 emplois de chercheurs, soit un accroissement de 3 p. 100, et de 209 emplois d'ingénieurs, techniciens et administratifs, soit un accroissement vraisemblablement insuffisant de 0,7 p. 100 et leur coût total est de 62 600 000 francs.

Les autorisations de programme de l'enveloppe recherche atteindront 5 577 millions de francs en 1978, soit une augmentation de 7,3 p. 100 par rapport à 1977, abstraction faite des modifications de présentation. Les crédits de paiement s'élèvent, quant à eux, à 5 366 millions de francs. Une partie de ces dotations correspond au programme d'action prioritaire déjà cité. Les dotations prévues à ce titre atteignent 1 222 millions de francs et sont en augmentation de 18,5 p. 100 par rapport à 1977.

Elles bénéficient d'une nette priorité dans tous les ministères, à l'exception notable du ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat.

Au sein de ce ministère, les interventions les plus pénalisées sont probablement celles qui relèvent du centre national pour l'exploitation des océans. Ainsi qu'il le souligne dans son rapport sur le budget de l'industrie, votre rapporteur craint que les crédits prévus en faveur du centre national pour l'exploitation des océans ne lui permettent pas de maintenir ses équipements en état. Il semble même que le désarmement de certains matériels soit envisagé. En tout cas, aucun crédit n'est prévu, à la différence de l'année précédente, pour la base acéanologique de Méditerranée dont, selon toute vraisemblance, la construction va devoir être suspendue. Là est le point noir de l'enveloppe recherche.

Il est, d'autre part, permis de se demander si toute l'attention souhaitable a été portée aux projets de récupération des eaux chaudes et de construction de centrales solaires, alors que la pénurie d'énergie risque d'être cruellement ressentie par notre pays vers la fin du siècle.

S'agissant des crédits gérés directement par le délégué à la recherche scientifique et technique, on a constaté, à la fin de 1976, ainsi que je l'ai dit, une importante sous-consommation des crédits ouverts pour le fonds de la recherche; au 30 septembre 1977, le taux de consommation des autorisations de programme disponibles n'était que de 50 p. 100 et celui des crédits de paiement de 39 p. 100. Inversement, des tensions sont apparues dans la gestion des crédits d'aide au développement des résultats de la recherche en raison de l'insuffisance notoire des crédits de paiement dont étaient assorties les autorisations de programme accordées pour 1977. Un rattrapage sera donc nécessaire en 1978.

En incitant à la dépense à tout prix, les crédits non consommés créent un risque de gaspillage. Par les retards qu'elles entraînent, les insuffisances de crédits de paiement joints aux autorisations de programme peuvent aboutir au même résultat. Votre commission souhaite donc vivement qu'il soit remédié à ces défauts de gestion.

Sous le bénéfice des observations contenues dans le présent rapport, votre commission des finances vous propose d'adopter les crédits prévus pour 1978 au titre des services du Premier ministre, recherche. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Valcin, rapporteur pour avis.

M. Edmond Valcin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, j'ai l'honneur de vous présenter l'avis de votre commission des affaires culturelles sur le projet de la loi de finances pour 1978 relatif à la recherche scientifique et technique.

Dans cet avis qui vous a été distribué, la commission, soucieuse de dire l'essentiel sans alourdir son propos, a successivement traité de la nouvelle organisation ministérielle, des crédits de l'enveloppe recherche, des grands organismes de recherche et enfin de l'évaluation de notre effort de recherche.

Dans cette matière particulièrement difficile et souvent abstraite, mon propos n'est pas de vous présenter à nouveau tous les chiffres et tous les tableaux du document que vous détenez, mais plus modestement de vous faire part d'un certain nombre de réflexions qui pourront vous aider à porter un jugement de valeur sur le budget qui nous est soumis.

L'ambition du Gouvernement et de notre Parlement est d'améliorer la société française en y introduisant avec l'égalité des chances et la participation plus d'humanisme, de justice sociale, de bonheur et de fraternité. Dans une telle société qui ne saurait s'accommoder d'un nivellement par le bas, il est évident que le prestige de la France et l'amélioration de la condition des Français dépendent de la qualité de nos chercheurs, de leurs inventions et des applications qui en seront faites.

C'est cela l'objet et la finalité de la recherche scientifique et technique, objet et finalité qui font de la recherche un secteur important et prioritaire au sein duquel la recherche fondamentale comme la recherche appliquée devraient obtenir, grâce à une organisation rationnelle et à des crédits suffisants, la crédibilité et l'efficacité que requiert l'accomplissement de leurs missions complémentaires.

Tel est aussi le sentiment du Gouvernement qui, dans la présentation de la stratégie du VII^e Plan, aborde la recherche en ces termes : « La recherche constitue l'investissement par excellence; son niveau détermine à terme la capacité de développement et de concurrence de l'agriculture et de l'industrie.

« L'avenir de l'agriculture et de l'industrie françaises repose sur leur capacité à innover. Qu'il s'agisse de mettre en valeur les ressources nationales ou de nous adapter à l'évolution des marchés, un effort de recherche plus important qu'au cours des dernières années sera entrepris.

« La priorité sera donnée par les pouvoirs publics aux recherches concernant les ressources animales et végétales, l'énergie et les matières premières, les processus de production industriels et certains secteurs à haute technologie, informatique et automatique, composants électroniques, télécommunication, instrumentation scientifique et médicale. »

Il convient donc de se demander, d'une part, si les résultats obtenus sont satisfaisants et si, d'autre part, les crédits de l'enveloppe recherche sont à la dimension de l'ambition nationale.

S'agissant du résultat, il est clair qu'il ne sera pas obtenu en 1980 — terme du VII^e Plan — mais en dépit de cette appréciation globale, votre commission constate des améliora-

tions certaines qui seraient rassurantes si elles étaient la manifestation bien arrêtée d'une volonté de redressement.

La réforme d'avril 1977 a rattaché au cabinet de M. le Premier ministre avec délégation de pouvoirs à un secrétaire d'Etat qui en est spécialement chargé. C'est peut-être à cette réforme, mais sans aucun doute aux efforts soutenus de M. Sourdille que nous devons les améliorations susvisées.

Le budget de 1978 est en augmentation de 9,60 p. 100 par rapport à celui de 1977. Il s'élève en effet à 11 937,5 millions de francs — autorisations de programme, plus crédits de fonctionnement — contre 10 892,7 millions de francs l'année dernière.

Cette augmentation des crédits se retrouve à des taux différents dans tous les organismes de recherche tels le CEA, le CNES, le CNEXO, l'IRIA, la DGRST, les instituts Pasteur et le CNRS.

S'agissant de l'emploi, il convient de souligner l'effort entrepris qui se traduit par la création de 589 emplois dont 380 de chercheurs, 60 de ces chercheurs étant réservés pour l'accueil d'enseignants des universités et des grandes écoles ; la poursuite de la politique de stabilisation des personnels hors statut par l'ouverture de 700 postes, dont 92 postes de chercheurs, ce qui nous semble insuffisant par rapport aux ingénieurs, techniciens et administratifs. Le paiement de 3 000 allocations de recherche, soit 1 500 pour chacune des deux dernières années du troisième cycle.

Ainsi, monsieur le ministre, le budget que vous défendez est important eu égard à l'actuelle conjoncture économique de la France ; il est satisfaisant par rapport à celui de 1977.

Et pourtant il est insuffisant pour atteindre l'objectif du VII^e Plan qui vise à hisser la France à la place qu'elle mérite c'est-à-dire au niveau de la République fédérale d'Allemagne et du Japon.

En 1967, la France affectait 2,2 p. 100 de son produit national brut à la dépense nationale de recherche. Aujourd'hui, ce taux qui décroît depuis 1970 n'est plus que de 1,8 p. 100. Comparé à celui des autres puissances occidentales, il place la France en sixième position, derrière les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et le Japon.

Cette faiblesse relative de notre effort de recherche français est imputable, non pas à l'effort public, mais à l'effort privé qui n'intervient que pour 39 p. 100 du financement alors qu'il est de 59 p. 100 au Japon et de 47 p. 100 en République fédérale d'Allemagne.

Pour améliorer ce classement, il faudra nécessairement intéresser les entreprises par de nouvelles procédures d'incitation. Quelles sont, monsieur le secrétaire d'Etat, les nouvelles mesures qui pourraient être prises ? Comment envisagez-vous l'amélioration de la recherche fondamentale ? Envisagez-vous de maintenir les soixante chercheurs à l'accueil des enseignants d'universités et des grandes écoles ? Que pensez-vous de l'avenir de l'énergie solaire ?

Monsieur le secrétaire d'Etat, vous avez été longuement entendu par la commission des affaires culturelles qui vous a demandé un certain nombre de précisions, non point qu'elle ressente une inquiétude particulière, ni qu'elle doute de l'efficacité de votre action, mais parce que le Sénat a toujours marqué le plus grand intérêt à la recherche et souhaite, en toute connaissance de cause, vous aider à obtenir les moyens de réaliser les objectifs visés par le VII^e Plan et particulièrement le programme d'action prioritaire n° 25.

En conclusion, en l'état, et en dépit des insuffisances évoquées plus haut, la commission a émis un avis favorable à l'adoption des crédits de la recherche scientifique et technique pour 1978 (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Schumann, rapporteur pour avis.

M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, nous parlons aujourd'hui du budget de l'enveloppe recherche. Je n'ai pas besoin de vous dire que l'avis de la commission des affaires économiques est conforme à ceux qui viennent d'être énoncés et justifiés par M. le rapporteur de la commission des finances et par M. le rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles.

Bien entendu, tout le monde remarque, année après année, que l'évolution des crédits de l'enveloppe recherche ne traduit pas la fameuse priorité dont on parle souvent et qui a été

évoquée tout à l'heure. Toutefois, je limiterai mon propos, qui doit être d'ailleurs très bref, à un certain nombre de questions extrêmement précises, monsieur le secrétaire d'Etat, qui, je pense, contribueront à éclairer le débat.

La première de mes trois questions porte sur le partage des compétences gouvernementales en matière de recherche scientifique et technique ; la deuxième a trait à l'effort de recherche et de développement à accomplir dans le domaine des énergies nouvelles ; la troisième vise les résultats de la procédure d'aide au développement.

Au premier point, le partage des compétences gouvernementales, vous ne serez naturellement pas surpris que j'attache une grande importance puisque, si j'ai été appelé, voilà dix ans, par le général de Gaulle, à devenir ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique, c'était précisément parce que la dispersion des efforts et des compétences semblait à l'époque au Parlement, qui l'avait dit à diverses reprises, préjudiciable à une recherche bien conduite et bien orientée.

Or, actuellement, je constate que les responsabilités de coordination et de définition générale de la politique de la recherche vous sont confiées, et qu'elles sont nettement distinguées des responsabilités de tutelle et de gestion qui restent, comme c'est naturel d'ailleurs, de la compétence des ministères techniques et notamment du ministère de l'Industrie.

Je n'y verrais pas d'inconvénient si je n'avais le sentiment que, parfois, la coordination est mal assurée et que le manque de coordination risque de conduire à une certaine duplication des structures administratives.

Je prends, si vous le permettez, un exemple. Il existe, d'une part, un délégué chargé de la recherche et de la technologie, d'autre part, une délégation générale à la recherche scientifique et technique auprès de laquelle a été créé un comité de la recherche technique ; donc, d'un côté, un comité de la recherche technique et, de l'autre, un délégué chargé de la recherche et de la technologie.

Ce comité et ce délégué ne relèvent pas de la même autorité, d'où la première question que je formule au nom de la commission des affaires économiques et du Plan : comment entendez-vous exercer les compétences qui vous ont été, à bon droit, dévolues ? Vous savez qu'à titre personnel, en raison de notre vieille collaboration dans une autre assemblée, et des liens d'estime et d'amitié qui nous unissent, j'ai été extrêmement heureux du choix qui s'est porté sur votre personne.

Comment, dis-je, entendez-vous exercer vos compétences ? Ne croyez-vous pas, pour être précis, que la tutelle de certains organismes de recherche à vocation de coordination devrait vous être confiée, ce qui vous permettrait de remplir plus efficacement votre mission ?

Ma deuxième question porte sur les énergies nouvelles. Je n'ai pas l'intention de faire un exposé ou un cours sur ce problème capital qui, d'ailleurs, est traité d'une façon tout à fait remarquable dans le rapport écrit de M. Descours Desacres, et que j'ai abordé dans mon propre rapport.

Je voudrais simplement vous demander de vous expliquer sur la répartition de l'effort national en faveur des nouvelles sources d'énergie et je voudrais, en particulier, vous poser une question précise. Est-ce par hasard, est-ce faute de crédit, est-ce en raison de la pénurie, de la difficulté des temps que les crédits consacrés à l'énergie thermique des mers sont insignifiants ou est-ce, au contraire, parce qu'on continue à se méfier de cette forme d'énergie et à mettre en doute sa rentabilité ?

La raison pour laquelle je vous pose la question est très simple. Je l'explique rapidement. Tout le monde sait qu'une centrale électrique côtière avait été réalisée par Georges Claude à Cuba. Tout le monde sait qu'une centrale électrique flottante avait été expérimentée au large du Brésil. Tout le monde sait aussi qu'après 1950, c'est-à-dire après la mort de Georges Claude, EDF avait mis à l'étude une centrale électrique côtière utilisant l'énergie thermique des mers, cette centrale étant située en Côte-d'Ivoire, à proximité d'Abidjan.

Les crédits qui auraient permis de construire cette centrale électrique ont été remis en cause et n'ont finalement pas été débloqués parce que le prix prévisionnel du kilowatt produit paraissait trop élevé.

Alors, je vous pose la question, sans préjuger en quoi que ce soit la réponse : maintenant que le prix du pétrole a quadruplé, le prix du kilowatt produit dans une centrale côtière du genre de celle d'Abidjan est-il devenu ou non compétitif ?

J'ai recueilli sur ce problème, hier encore, en présence de mon ami Chauty, président de la commission des affaires économiques et du Plan, des avis divers et naturellement, puisqu'il s'agit d'experts, contradictoires. Votre secrétariat d'Etat doit avoir sur ce point une opinion. Elle intéressera le Sénat.

La dernière question concerne l'aide au développement. C'est un sujet qui me passionne, car cette procédure a en réalité été mise en œuvre à l'époque où j'avais la responsabilité du ministère d'Etat chargé de la recherche.

Je constate aujourd'hui que le taux global de remboursement de l'aide approche 50 p. 100 pour les années les plus anciennes, ce qui me semble parfaitement normal compte tenu des risques que suppose l'objet même de cette procédure. Sur ce point, donc, je ne ressens aucune surprise. En revanche, ce qui m'étonne et me déçoit par rapport à nos espérances d'antan, c'est le petit nombre de succès complets. Ce que j'appelle un succès complet, c'est celui d'une opération qui donne lieu, par définition, à remboursement total. Je dois vous dire que les prévisions de l'époque étaient plus optimistes que les chiffres d'aujourd'hui. Alors, je me demande si ce n'est pas le signe que l'aide au développement, écueil auquel personne n'a tout à fait échappé, moi pas plus que vous ni que ceux qui m'ont suivi ou qui vous ont précédé, écueil qu'il faut supprimer si l'on veut, malgré tout, ne pas se précipiter dessus d'une manière dangereuse et inquiétante, je me demande, dis-je, si ce n'est pas le signe que l'aide au développement sert parfois à encourager la mise sur le marché de produits nouveaux par des firmes dynamiques — ce qui est bien — et si elle ne sert pas aussi plus souvent à soutenir financièrement des entreprises en difficulté.

Si je vous pose la question, c'est parce qu'il m'est arrivé de commettre cette erreur. J'aimerais donc avoir la certitude que vous prenez des précautions pour en éviter le renouvellement trop fréquent. Nous ne serons certains d'être guéris définitivement de ce mal que lorsque le nombre d'opérations donnant lieu à remboursement total sera nettement plus élevé.

Voilà, monsieur le secrétaire d'Etat, les trois questions très précises que je voulais vous poser.

Je ne veux pas descendre de la tribune sans avoir rappelé que l'objectif fixé par le VII^e Plan, c'est-à-dire une croissance de 3 p. 100 par an du nombre de chercheurs rémunérés sur l'enveloppe recherche, a été jusqu'à présent atteint. Mais toutes les observations que nous avons entendues et toutes celles que nous allons certainement entendre encore au cours de ce débat tendent à montrer que la croissance du nombre des chercheurs ne peut pas tenir lieu d'une politique de l'emploi scientifique. C'est, en réalité, le fond du problème.

Il est évident que la recherche française repose sur un corps de chercheurs de grande qualité. Certains pensent que l'organisation de ce corps de chercheurs est trop rigide, trop cloisonnée, et que cela limite son efficacité. Je crois que, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, il faut se garder des alternatives trop tranchées. Il faut se garder de dire que le choix est entre la sclérose du corps des chercheurs et un changement total. Chaque fois que l'on parle d'un changement total, on suscite des inquiétudes et des résistances pour un motif très simple, c'est que, derrière la défense de l'indépendance de la recherche, se cache, comme il est normal, la défense de l'indépendance du chercheur et de son mode de vie. Dès que le chercheur a le sentiment que l'indépendance de la recherche est mise en jeu, il craint parfois, et c'est humain, pour la continuité et la stabilité de sa carrière, mais il craint aussi pour son autonomie de chercheur, et cette crainte est tout à fait légitime.

Je vous disais que, selon moi, il fallait se méfier des alternatives trop simples, trop élémentaires, trop tranchées. En effet, je crois que l'augmentation de la mobilité et de la disponibilité des chercheurs est absolument indispensable. Je partage sur ce point, si j'ai bien compris les nombreux textes qui ont été portés à ma connaissance, votre sentiment. Toutefois, je crois que l'augmentation de la mobilité et de la disponibilité des chercheurs n'excluent en rien le renforcement de la sécurité de l'emploi, au contraire.

La contradiction peut être dépassée, mais à la condition qu'à l'entrée dans la carrière les chercheurs fassent preuve d'une certaine polyvalence dans le cadre de leur discipline. Cela suppose aussi — c'est une seconde condition — que soit instauré un mode de financement des équipes de recherche qui permette d'établir un lien entre, d'une part, l'accroissement des crédits et, d'autre part, la réalisation de travaux pour le compte d'organismes extérieurs, qu'ils soient, je l'ajoute à dessein, publics ou privés...

M. Jacques Henriot. Très bien !

M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis. ... car c'est dans la mesure où la recherche sera de plus en plus ouverte que les chercheurs pourront être de plus en plus mobiles et disponibles. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jacques Sourdille, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche). Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, en acceptant d'ouvrir votre discussion par une réflexion d'ensemble sur la recherche, succédant à une réflexion sur le Plan, votre Haute assemblée a reconnu ce qu'il y avait de primordial dans l'un comme dans l'autre de ces sujets, puisqu'on y débat de l'avenir. Voilà le sens que je souhaiterais donner à mon intervention.

Levain de nos entreprises et de nos progrès futurs, la recherche emporte naturellement notre regard plus loin que l'immédiat. C'est pourquoi, répondant aux objurgations du président de votre commission des finances, je serai bref sur le budget lui-même.

Le budget qui vous est présenté cette année — vos commissions ont bien voulu en convenir — est un bon budget. Il l'est globalement, puisqu'il atteint près de douze milliards de francs, soit une progression de 9,6 p. 100 sur l'an passé. C'est un budget méritoire dans une conjoncture économique dont nous connaissons tous les contraintes. C'est un budget scrupuleux, puisqu'il respecte les engagements pris par le Président de la République de faire croître la recherche au moins au même rythme que l'ensemble des équipements civils de l'Etat. Enfin, c'est un budget sélectif qui comporte des choix, exprime des priorités et traduit une politique, politique de clarté, d'abord, et vous la trouvez définie dans l'annexe « recherche » ainsi que dans le schéma directeur qui pourraient, l'un et l'autre, servir effectivement à l'élaboration d'un livre blanc; politique sélective, ensuite, dans la nature des moyens qui ont été favorisés. C'est ainsi qu'en matière d'investissement l'on a délibérément préféré les équipements scientifiques et les crédits de soutien des laboratoires aux constructions et au béton. Un même souci a conduit, cette année encore, à réserver une large part des mesures nouvelles de fonctionnement aux créations d'emplois : sur 589 postes supplémentaires, 380 seront réservés à des chercheurs, dont l'effectif continue ainsi de croître au rythme de 3 p. 100 prévu par les décisions de 1975.

Mais pour apprécier la croissance réelle des postes budgétaires, il convient d'ajouter à ces chiffres les 700 postes ouverts en vue de poursuivre l'intégration des personnels hors statuts également décidée en 1975, énorme problème dont vous avez observé récemment les développements.

Cette intégration, je le rappelle, vise, après cinq ans d'exercice, les quelque 3 000 chercheurs, ingénieurs, techniciens et agents administratifs qui, à la fin de l'année 1975, travaillaient dans des organismes de recherche publics tout en étant rémunérés sur des crédits de fonctionnement de l'enveloppe recherche. Commencée cette année, l'opération s'étalera jusqu'en 1980. Au total, c'est près de 1 300 postes budgétaires nouveaux qui sont prévus l'an prochain, dont 472 pour des chercheurs et 817 pour des ingénieurs, techniciens et agents administratifs.

Une politique, c'est aussi assurer un renouvellement régulier des équipes par l'entrée d'éléments jeunes et favoriser le passage par la recherche d'un plus grand nombre de jeunes, en particulier d'universitaires. Cela se marque dans le budget par la création de 1 500 allocations de recherche, ce qui portera à 3 000 le nombre de jeunes chercheurs susceptibles, sur deux ans, d'achever une thèse de troisième cycle dans un laboratoire.

Je précise que personne n'a jamais ajouté ces 3 000 thésards aux 3 p. 100 d'augmentation du nombre de chercheurs. Par conséquent, là encore, nous avons suivi une politique de clarté.

Par ailleurs, 65 postes d'accueil sont créés, cette année, au sein des grands organismes publics et réservés à des enseignants détachés des universités pour un à cinq ans. Cette expérience sera étendue, en tout cas je le souhaite, à de jeunes ingénieurs venant des grandes écoles. Cela pose essentiellement un problème de recueil, je le concède, et nous devons être assurés que ces postes ne seront pas éternellement occupés et qu'une telle expérience servira bien à la circulation des hommes.

Une politique de l'emploi — vous l'avez souligné avec raison, monsieur Schumann — ce n'est pas seulement augmenter des effectifs. C'est aussi assurer leur mobilité et leur renouvellement; nous y reviendrons dans un instant.

Sélectif dans la nature des moyens, le budget qui vous est proposé l'est aussi dans les objectifs. Il traduit clairement les orientations scientifiques prioritaires qui ont été fixées lors du vote du VII^e Plan. Quelles sont ces priorités ?

C'est, en premier lieu, la recherche universitaire pour laquelle l'effort engagé en 1977 sera poursuivi en 1978 afin de soutenir l'action du secrétaire d'Etat aux universités à travers la mission de la recherche.

Cette attention portée à la recherche fondamentale s'exprime particulièrement en faveur du CNRS qui, outre ses 7 000 chercheurs propres, compte 15 000 associés parmi les 48 000 enseignants des universités.

Les moyens du CNRS augmentent de plus de 10 p. 100. Ainsi est confirmée l'importance qui s'attache, dans une politique de recherche cohérente, à développer ce que l'on appelle un « humus » suffisamment riche pour maintenir un « front continu » de la recherche et des connaissances. Mais il s'agit au moins autant de faire le nécessaire pour créer des « pôles d'excellence » susceptibles de travailler à jeu égal avec les grandes équipes internationales.

Autre priorité qu'affiche le prochain budget : la recherche biomédicale, dont les moyens en crédits et en hommes, après avoir été un certain temps sacrifiés, progressent plus fortement que la moyenne.

Afin d'animer l'effort que nous voudrions conduire dans ce secteur et de coordonner l'action que mènent les chercheurs des divers organismes, sans compter les hospitalo-universitaires, le professeur Royer, tout récemment élu comme membre correspondant de l'Académie des sciences, vient d'accepter de m'apporter son concours. C'est à lui que sera dévolue, dans les jours qui viennent, auprès du secrétariat d'Etat à la recherche et du délégué général à la recherche, cette tâche d'animation et de coordination du secteur biologique et médical.

M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis. Il ne pouvait pas y avoir de meilleur choix !

M. Jacques Sourdille, secrétaire d'Etat. Les deux fonds d'incitation directement rattachés au secrétariat d'Etat — l'aide au développement et le fonds de la recherche — bénéficient également d'un traitement préférentiel.

S'agissant de l'aide au développement des résultats de la recherche, nous allons nous attacher à mieux la répartir entre les grands groupes industriels et les industries, petites et moyennes, entre secteurs de pointe et industries de base, et aussi à mieux la diffuser géographiquement grâce à une « décentralisation des portes d'entrée » au niveau des préfets de région. Des décisions ont été arrêtées en ce sens au mois de septembre ; elles seront appliquées dès la fin de cette année.

Grâce à l'augmentation de ses crédits — 13,7 p. 100 — mais grâce aussi à un effort difficile de redéploiement interne, qui atteindra cette année plus de 10 p. 100 de ses moyens antérieurs, le fonds de la recherche va pouvoir réorienter, l'an prochain, près du quart de ses actions vers les secteurs jugés les plus prometteurs.

L'on devrait reconnaître que réorienter, avec les commissions de spécialistes, 25 p. 100 des actions de ce fonds qui a dix ans d'ancienneté, n'a probablement pas été facile et qu'une certaine coopération de l'ensemble des chercheurs a été nécessaire.

Indépendance nationale, sécurité sous toutes ses formes, qualité de la vie individuelle et sociale : voilà certains des grands axes que nous avons voulu privilégier.

Je voudrais maintenant répondre brièvement aux questions particulières qui ont été évoquées par les trois rapporteurs.

Monsieur Descours Desacres, l'enveloppe ne concerne pas les activités extérieures à la recherche alors que vous croyez voir, en ce qui concerne le commissariat à l'énergie atomique et le plan calcul, des éléments sans rapport avec la recherche.

C'est même l'occasion de souligner ici combien les industries de pointe doivent rester, et pendant un bon moment, sous l'œil des responsables de la recherche.

Cette diminution, dont on a volontiers accusé le Gouvernement depuis dix ans, à propos du prélèvement sur la production intérieure brute, est en fait la traduction de l'effort national qui a été nécessaire vis-à-vis d'un certain nombre d'industries de pointe, par exemple les activités aériennes, spatiales et atomiques.

Il serait tout à fait injuste, sous prétexte de se plier à des statistiques émanant d'organismes internationaux comme l'OCDE, de croire que nous n'avons pas le droit de tenir compte, s'agissant de prendre des décisions — nous n'en tenons pas compte dans nos pourcentages — de l'argent que la France a consacré à ces industries de pointe et qui l'ont placée aujourd'hui au quatrième rang des grandes puissances pour les échanges commerciaux.

M. Descours Desacres s'inquiète de constater que le budget du centre national pour l'exploitation des océans n'augmente pas suffisamment.

Il convient de remarquer que je lui ai délibérément attribué 8 millions de francs provenant du fonds de la recherche de façon, en particulier, à lui permettre d'accroître ses liaisons vers les milieux universitaires et industriels.

La base de la Méditerranée vous inquiète. Pourrais-je dire qu'elle m'a inquiété aussi ? L'achèvement devait intervenir en 1977 et les crédits avaient été dégagés, mais des dépassements importants se sont produits. Nous attendons, à ce sujet, une évaluation précise, mais cette base a actuellement des moyens suffisants pour continuer ses travaux.

Je traiterai un peu plus tard, si vous le permettez, votre question relative au problème solaire — elle a d'ailleurs retenu l'attention de chacun des rapporteurs — et je passerai à deux remarques à l'intention de M. Valcin.

Dans le domaine de la recherche agronomique, soyez assuré que je suis tout à fait décidé à faire en sorte, précisément, que l'action de notre pays soit soutenue dans tous les domaines, en particulier dans celui de la recherche. A cette fin, un crédit complémentaire de cinq millions de francs a été pris directement sur le fonds de la recherche et mis à disposition de M. Méhaignerie à l'intention notamment des industries agro-alimentaires et de leurs recherches.

De plus — je ne sais si vous le savez — je lance un certain nombre d'opérations au sein des régions. Je ne suis pas encore en mesure de vous renseigner de façon complète à cet égard, bien que six régions pilotes aient déjà été choisies, car ces opérations supposent l'adhésion — j'entends l'adhésion financière — des établissements publics régionaux concernés. En tout état de cause, sur la vingtaine de millions de francs que je compte consacrer à ces opérations régionales, lesquelles représentent un essai pour cette année, de cinq à dix millions de francs seront précisément utilisés pour des opérations agronomiques ou agricoles. C'est dire que je suis parfaitement conscient de la nécessité de donner à la France les moyens de rester la deuxième puissance mondiale en matière d'exportations agricoles.

Puisque nous parlons de rang, je suis obligé de relever une inexactitude à propos du rang accordé par M. Valcin à la France dans le domaine de la recherche. Vous avez parlé, monsieur le rapporteur, du sixième rang. Soyez assuré que le nôtre est certainement meilleur, et en disant cela, je ne me réfère qu'aux statistiques très officielles des organismes internationaux.

Dans ce domaine, la Grande-Bretagne, depuis quatre ans, ne fournit plus aucune statistique, mais nous sommes tout à fait certains qu'elle est passée désormais derrière nous. Quant au Japon, le remarquable effort qu'il accomplit ne le porte pas encore à un niveau très supérieur au nôtre. En conséquence, le quatrième rang, *ex aequo* probablement, que nous attribuons à la France n'est, semble-t-il, pas contestable.

Monsieur Maurice Schumann, j'ai écouté avec attention ce que vous m'avez dit, et je sais la place éminente que vous avez occupée à ce ministère, place que, plus modestement, j'occupe en qualité de secrétaire d'Etat.

Les compétences gouvernementales posent effectivement un problème. En fait, l'organisation est différente de celle que vous avez connue et si brillamment maîtrisée. Aucune tutelle ne m'a été dévolue et je n'en souhaite pas, sauf peut-être pour certains organismes à créer. Ainsi, je pourrais souhaiter bénéficier d'un pouvoir plus précis à l'égard des réseaux d'informations scientifiques et techniques par bases de données et banques de données que nous envisageons de créer. En effet, à ce niveau, la nécessité d'une commande extrêmement précise se manifeste.

Mais je suis persuadé qu'il est bon que les organismes retrouvent ensuite leur véritable tuteur et que ce soit lui qui les défende car, au niveau où se place l'action du secrétaire d'Etat à la recherche, il me semble qu'il ne doit pas y avoir de clients privilégiés.

L'un de ses rôles les plus importants, aujourd'hui, est probablement l'évaluation critique, et vous savez la tentation perpétuelle d'un organisme à nourrir ses cellules propres plutôt que

de se préoccuper de ses liaisons extérieures. Il est bon que quelqu'un qui n'est tenu par aucune complicité, si je puis dire, puisse le dire, voire le dénoncer.

Dans ce domaine des compétences gouvernementales, comment pourrais-je donc souhaiter qu'un jour un successeur éventuel dispose de pouvoirs réels encore plus grands ? On devrait tendre à un accroissement privilégié, progressif, des deux fonds propres — fonds de la recherche et aide au développement — qui garderaient, bien que dépendant du secrétaire d'Etat, une grande liberté de manœuvre.

Et peut-être conviendrait-il — mais c'est plus difficile à constituer — de prévoir un organisme représentant, avec ses chercheurs, un véritable corps d'intervention permettant, par sa diversité et sa polyvalence, de les diriger de façon plus exacte sur telle ou telle orientation fixée par le Gouvernement en fonction des nécessités.

Mais c'est peut-être finalement là le rôle du CNRS qui fut, vous le savez, dans l'esprit de ses créateurs comme de ceux qui le relevèrent en 1945, et ce corps d'intervention, et cette caisse nationale des sciences. C'est peut-être en retournant à ses sources que le CNRS pourrait remplir cette fonction.

Vous avez évoqué, ensuite, l'apparente dualité qui résulte de la création d'un comité de coordination de la recherche technique installé auprès du secrétaire d'Etat à la recherche. Je crois, au contraire, qu'il s'agit là d'une excellente initiative, qui s'inscrit, justement, dans la réalité des faits.

Il était indispensable de créer au ministère de l'industrie, devenu ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, une cellule susceptible de jouer un rôle d'animation et de coordination de la recherche. Il n'était pas possible, étant donné l'immensité de la tâche de la recherche industrielle et technique, de réaliser cette action totalement de l'extérieur ; il fallait donc bien que ce soit au sein même de ce ministère que le délégué à la recherche industrielle se trouve placé.

En revanche, il était important que le comité de coordination de la recherche technique soit, de façon très précise, installé auprès du secrétaire d'Etat, afin qu'il en résulte, d'abord, un certain équilibre entre les différents ministères qui participent à la recherche technique, car il en est bien d'autres que le ministère de l'industrie.

Il fallait, ensuite, que ce comité soit lui-même susceptible d'être chapeauté par l'important comité consultatif à la recherche scientifique et technique — CCRST — qui, lui, assurera l'équilibre entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée.

J'aborde le deuxième sujet que vous avez tous évoqué, à savoir les énergies nouvelles.

Laissez-moi vous dire, d'abord, que dans notre action en ce domaine s'intègre le perfectionnement de nos recherches minières concernant la houille. D'ailleurs, à cet égard, nombre de pays étrangers nous demandent conseil et le bureau de recherches géologiques et minières, le BRGM, est capable sur ce point, tout comme nos houillères nationales, de favoriser des transferts de technologie.

Nos compétences en matière de recherche du pétrole sous-marin sont incontestables. Ainsi, voilà un mois, lorsque j'ai accompagné M. Raymond Barre à Moscou — une nation aussi puissante que l'Union soviétique nous a demandé notre aide pour essayer de mettre en valeur la mer de Barents, dont vous connaissez les conditions abominables qui y règnent, tant au point de vue géographique que climatique.

Il est, toutefois, essentiel qu'en dehors de ces recherches pétrolières nous nous arrêtions aussi au développement possible des énergies nouvelles.

Font également partie du domaine des énergies nouvelles les recherches que nous tentons en matière de fusion de l'hydrogène. A cet égard, vous le savez, la décision pour le JET — Joint European torus — a pu bénéficier — comment dirai-je ? — de l'intercession du Gouvernement français dans une situation difficile.

J'en viens maintenant à ce qu'on appelle plus exactement les énergies inépuisables, parmi lesquelles la géothermie n'est pas oubliée.

D'abord, le crédit passe, cette année, de 44 à 51 millions de francs. Ensuite, et surtout, d'autres procédures vont être mises en œuvre pour faciliter le recours à la géothermie dans le

domaine de la construction. Il s'agira de procédures hors recherche destinées à inciter les constructeurs à récupérer de telles énergies.

J'aborde le cas de l'énergie solaire, secteur en faveur duquel l'effort est conscient, organisé et considérable.

Voyons d'abord les chiffres : nous passons, cette année, de 105 à 134 millions de francs, et je rappelle que, depuis cinq ans, l'augmentation annuelle est de l'ordre de 40 p. 100 par an.

Par conséquent, il s'agit bien d'un domaine privilégié, mais surtout — et c'est grâce en particulier au réseau de renseignement que le secrétaire d'Etat à la recherche a installé au sein du CNRS ainsi qu'à la délégation aux énergies — nous avons appris que ce secteur était tout entier en révolution.

C'est pourquoi, au projet de centrale à tour, nous avons substitué un projet solaire global, qui sera très prochainement annoncé, mais dont je peux vous faire connaître les grandes lignes.

La thermodynamique, c'est-à-dire la conversion en eau chaude ou en vapeur, fera l'objet d'un triple effort. D'abord, un effort dans le domaine des centrales à tour et la centrale Thémis de deux mégawatts, à laquelle je me suis particulièrement attaché et qui sera un véritable banc d'essai, sera implantée dans une de nos provinces ensoleillées. Vous me permettrez de ne pas encore agiter un problème de site après la douloureuse expérience du JET.

Elle sera conçue comme un banc d'essai, c'est-à-dire que les chercheurs et les industriels viendront y expertiser les différents éléments : miroirs, systèmes d'orientation des miroirs, types de chaudières, méthodes de stockage thermique — si essentiel puisque le passage d'un nuage fait passer de dix à un l'énergie instantanée développée — et aussi, bien entendu, turboalternateurs particuliers nécessaires pour ce type d'entreprise.

Mais, en dehors de cette centrale à tour française nous participons, et j'ai dégagé des fonds à cette fin, à la centrale à tour européenne.

Nous mettrons en place, dès 1978, et probablement par la procédure de l'aide au développement, la centrale à éléments dispersés dite « centrale à procédé Bertin ».

De plus, nous soutiendrons tous les programmes de l'habitat solaire et des panneaux solaires. En particulier, M. Colli, le délégué aux énergies nouvelles, a prévu à ce sujet, là aussi, des aides qui ne sont plus destinées à la recherche mais qui s'adressent aux constructeurs et aux propriétaires.

Mais cette voie thermodynamique n'est certainement pas suffisante, et c'est cela la nouveauté. En effet, il est apparu que la voie de la photosynthèse, chimique ou biologique, est probablement riche en développements. Plus encore, elle est parvenue, notamment aux Etats-Unis, à des développements considérables. Peut-être une révolution est-elle attendue dans le domaine des cellules photo-électriques.

Le problème actuel n'est pas leur rendement, puisqu'il peut être excellent, de l'ordre de 20 p. 100 de l'énergie photonique au niveau des meilleures cellules solaires. Tout le problème réside dans le coût. Si, jusqu'ici, il fallait recourir à des procédés extrêmement coûteux, par cristaux géants, on sait que la période approche où, par des microcristaux pulvérisés ou même plus simplement par du silicium amorphe ou des produits de cet ordre, on peut espérer un abaissement considérable du coût de ce genre de production.

Pour ne plus seulement se limiter au développement de ces techniques, le plan solaire français a donc décidé d'explorer toutes les voies.

Je dirai un mot simplement, monsieur Schumann, sur cette technique thermomarine sur laquelle je n'ai aucune idée préconçue. De toute façon, ce n'est pas à moi d'en avoir.

Cette technique suppose des zones spéciales, probablement des bassins de réchauffement correspondant à des emplacements tout à fait particuliers. Il semble bien, aujourd'hui, que les développements de l'énergie solaire directe soient mieux engagés et peut-être plus prometteurs.

Sur l'aide au développement que vous avez initiée, monsieur le rapporteur, peu de succès complets ont été enregistrés, mais l'explication en est simple. Il s'est révélé qu'un délai supérieur à cinq ou dix ans était nécessaire pour aboutir à un développement industriel complet et que, par conséquent, la période de dix ans était insuffisante pour un remboursement total tel qu'il avait été prévu.

Les multiples dossiers que nous avons sous les yeux permettent de mesurer que le succès perdure. La procédure dont vous avez eu l'initiative semble donc répondre parfaitement à vos espoirs.

Par ailleurs, je ne crois pas du tout que le soutien aux entreprises en difficulté ait été un secteur privilégié de l'action résultant de l'aide au développement. Vous savez comme moi combien ces entreprises à risques ont connu de déconvenues, non seulement en France mais même aux Etats-Unis où la principale affaire de ce type, qui avait été montée par un Français d'origine, n'a pas obtenu un succès définitif.

Je serais donc navré que de tels reproches concernant le soutien aux entreprises en difficulté viennent gêner encore plus le choix difficile des experts et des responsables de la décision qui se croiraient alors soupçonnés de semi-malversations.

Tel se présente, à grands traits, le budget de la recherche pour 1978. Il exprime clairement l'attention portée par le Président de la République et par le Premier ministre à la recherche nationale.

Il s'inscrit dans un effort commencé voilà deux décennies, alors que le prélèvement sur la production intérieure brute n'était que de 1,2 p. 100; il fut porté à 2,3 p. 100 et, s'il a diminué, depuis deux ans, nous avons, pour réaffirmer avec éclat notre intention, stabilisé à 1,8 p. 100 ce prélèvement sur la richesse nationale. J'espère que, cette année, le redressement de ce prélèvement reprendra.

C'est cet effort qui a porté la France, parmi les grandes puissances industrielles, au quatrième rang mondial, tant pour les efforts de recherche que pour les échanges commerciaux.

Cet effort, en vingt ans, a permis de doubler le nombre de chercheurs — on l'oublie — et a permis de tripler, je parle, bien entendu, en francs constants, c'est-à-dire en volume, les crédits affectés à la recherche.

Est-ce suffisant? Certes non, et j'aimerais discuter avec vous les limites et les conditions de cet effort. En effet, il ne saurait être demandé davantage aux citoyens sans leur donner l'assurance de dépenser mieux.

Pour ce faire, il faudrait sans doute, si les équilibres économiques généraux nous le permettent, prélever davantage sur la richesse nationale. Il serait tentant, je dirai facile, de proposer un plan quinquennal de croissance, par exemple de 0,1 p. 100 ou de 0,05 p. 100 par an si nous étions seuls à prélever. Mais l'Etat — qui supporte déjà la part de financement la plus lourde, j'allais dire la première de tous les pays industrialisés, si l'on tient compte de sa population et de sa richesse — a peut-être aussi le droit de demander aux entreprises de se rapprocher des situations étrangères.

Les entreprises, grandes et surtout petites, doivent prendre conscience de la place que tiennent la recherche et l'innovation dans leur expansion, dans leur prospérité et souvent même dans leur survie, comme chacun d'entre nous peut le constater dans sa province.

Il est vrai qu'en dépit de la crise, les entreprises n'avaient pas sensiblement relâché leur participation au cours des trois dernières années, mais l'ampleur et la durée de cette crise menacent désormais ces secteurs qui demeurent en tout cas insuffisants.

Sans aucun doute, l'Etat doit plus que jamais veiller à l'essor de la recherche industrielle. C'est ce que manifestent un certain nombre de dispositions que j'ai évoquées; la mise en place du délégué à la recherche industrielle au sein du ministère de l'industrie, ainsi que, en plein accord avec M. Monory, les mesures prises pour stimuler l'innovation par la création de centres techniques spécialisés et par la multiplication des agences régionales d'information scientifique vont bien dans ce sens.

Faut-il rappeler que l'investissement pour la recherche suppose, au sein des entreprises, la sécurité, la durée, la confiance en l'avenir. Tout ce qui menacerait cette confiance et cette sécurité serait évidemment ruineux.

Le mesurera-t-on bien quand on saura que les grandes entreprises menacées de nationalisation assurent actuellement 80 p. 100 de l'effort de recherche privée?

Voués à une croissance modérée, vulnérables, nos voisins et nous-mêmes devons accepter des choix stricts et le refus du gaspillage. Ainsi en ira-t-il dans la recherche où l'exigence de qualité et d'efficacité passe au premier plan.

Il faudra poursuivre dans trois directions: la sélectivité des objectifs, la circulation des idées et des hommes, l'ouverture vers la recherche internationale.

Une recherche plus sélective ne portera pas atteinte à la liberté de la recherche. Etre sélectif, c'est aussi tenir compte de nos points faibles pour les corriger et de nos points forts pour les exploiter.

La deuxième exigence est de mieux assurer la circulation des idées et des hommes. La recherche, contrairement à ce qui est parfois soutenu à l'aide de statistiques superficielles sur la fécondité des chercheurs, n'est pas, ne principe, une activité passagère et elle n'est pas davantage l'apanage de la jeunesse.

Il est vrai que, pour les meilleurs — l'exemple américain nous le confirme — la recherche est une activité durable qui demande concentration et originalité d'esprit particulières. Il est vrai qu'alors cette activité scientifique exige pérennité et tranquillité d'esprit, donc sécurité de l'emploi. Mais cette sécurité n'est exigible qu'après probation et elle ne signifie pas immobilisme, microspécialisation à vie, cloisonnement ou même assouplissement dans quelque niche écologique.

Elle peut et doit être conjuguée avec la mobilité: mobilité des thèmes d'intérêt car la recherche elle-même bouge et impose des reconversions et une grande disponibilité intellectuelle; mobilité de fonction aussi, car il y a dans la « profession-recherche » plusieurs statuts possibles, des tâches diverses, y compris d'encadrement, d'enseignement, voire d'administration.

Cette mobilité suppose l'accessibilité et la perméabilité des structures de recherche. On doit pouvoir y entrer et en sortir plus facilement. Cela suppose une plus grande souplesse statutaire qui est — au-delà des apparences juridiques qui présentent la majorité de nos chercheurs comme des contractuels fragiles — insuffisante.

Il faudra s'attacher à accroître cette souplesse malgré de multiples résistances, si possible de façon à dissocier l'ancienneté du droit à commandement d'une équipe et d'un budget collectif.

Enfin, la circulation des idées est au moins aussi nécessaire par l'ouverture sur la recherche internationale.

Celle-ci permet à une puissance moyenne telle que la France d'amplifier son propre effort par l'économie des moyens qu'elle permet, par l'amélioration des échanges et aussi par le contact face à la communauté scientifique mondiale. Elle offre un moyen loyal d'évaluation de nos propres chercheurs. Elle est un support de notre rayonnement culturel et politique.

La place de la France dans les échanges scientifiques internationaux — le conseil des ministres a examiné cette question il y a moins de quinze jours — est, elle aussi, la quatrième dans le monde. Près d'un sixième des crédits publics de recherche, 1,5 milliard de francs actuellement, est globalement affecté à des actions internationales.

Il s'agit de nos relations avec les Etats-Unis qui sont détenteurs de plus d'un tiers du potentiel mondial et qui s'ouvrent largement encore à la pénétration de nos meilleurs chercheurs.

Il s'agit surtout de la coopération avec les Européens qui, si leur action était plus coordonnée, pourraient faire jeu égal avec les Etats-Unis; l'ambition en leur direction est de simplifier les contacts, comme s'il s'agissait de contacts nationaux, par l'accueil systématique d'étrangers de haut niveau, par l'acceptation sans difficulté des missions courtes et par l'inclusion de chercheurs européens, travaillant chez eux, dans bon nombre de nos programmes de recherche fondamentale.

Je laisse de côté, parce que j'ai déjà abusé de votre temps, les réflexions que peut m'inspirer la coopération avec les pays de l'Est, avec la Chine. Mais je ne peux pas passer sous silence le dialogue fécond que nous devons avoir avec les pays en voie de développement, avec nos amis francophones, bien sûr, mais aussi avec les nations que nous voyons poindre à l'horizon scientifique et économique.

Cet ensemble d'échanges, qui est resté jusqu'ici largement spontané, doit faire maintenant l'objet d'un inventaire et d'une évaluation. Il doit s'insérer dans une politique plus déterminée, peut-être plus sélective, qui tienne compte en même temps de nos besoins et de leurs possibilités.

C'est ainsi que je viens d'être chargé de coordonner la mise en place d'un organisme susceptible de nous permettre de prendre pied dans les grands réseaux informatisés de diffusion des données scientifiques et techniques, qui sont actuellement dominés par les Etats-Unis. L'Europe constitue une aire de coopération privilégiée; c'est là que la complémentarité des moyens pourra le mieux s'exprimer.

La coopération en liaison avec les pays européens apparaît comme la voie d'accès la plus sûre à une coopération égalitaire avec les Etats-Unis, qui demeurent une zone d'échanges d'un intérêt considérable.

Notre devoir et notre intérêt au sens le plus large nous imposent de maintenir et de renforcer notre coopération avec l'ensemble du monde. En même temps que nous devons assurer le rayonnement de notre langue et de notre pensée, nous devons participer à l'aménagement d'un nouvel ordre mondial grâce à un partage plus équitable de la recherche, mais aussi du savoir. Le refus du transfert des connaissances ne peut pas plus être accepté que le chantage alimentaire, qui a été évoqué récemment, à l'égard des pays de la faim. Il y va de la détente, de la paix et de la dimension de la France.

Telles sont les réflexions auxquelles nous convie le débat d'aujourd'hui, au-delà de ses aspects purement budgétaires. Pour les mettre en œuvre faut-il encore que notre pays continue à accorder à ses chercheurs l'appui durable et sérieux qui est à l'inverse des promesses d'immédiate consommation. La recherche, graine de l'avenir, est toujours la première victime de ceux qui promettent tout... et le reste. (*Applaudissements à droite, sur les travées du rassemblement pour la République, de l'union centriste des démocrates de progrès et sur certaines travées socialistes.*)

M. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial. Monsieur le président, comme tous nos collègues, j'ai écouté avec la plus grande attention le très remarquable exposé de M. le secrétaire d'Etat. Les observations qu'il a présentées sur notre coopération avec les pays tiers m'ont profondément ému.

Je voudrais relever le léger reproche que, très courtoisement, M. le secrétaire d'Etat a adressé à la commission des finances concernant le passage du rapport où celle-ci indiquait que l'enveloppe de la recherche incluait une part de crédits qui ne concernait pas réellement celle-ci. Je vous fais observer, monsieur le secrétaire d'Etat, que la commission des finances a également souligné que, inversement, certaines activités de recherche financées sur fonds publics ne relevaient pas de l'enveloppe de la recherche. Par conséquent, nous avons mis à l'actif du budget de la recherche au moins autant que nous lui avons retiré.

Le reproche de M. le secrétaire d'Etat n'est peut-être pas entièrement justifié ; en effet, dès l'instant où une activité de recherche débouche sur une activité industrielle, il n'y a plus de raison qu'elle bénéficie des crédits de la recherche, même si l'organisme concerné est le même au niveau de la recherche et au niveau de l'activité industrielle. Tel est, du moins, l'avis de la commission des finances.

Vous avez longuement insisté sur la nécessité d'accompagner l'effort industriel d'un effort de recherche ; un lien étroit doit exister entre eux, avez-vous dit, pour qu'ils progressent simultanément.

Tel est bien le souhait le plus cher de la commission, et elle sera toujours là pour vous aider à créer un tel lien.

M. le président. La parole est à M. Pisani.

M. Edgard Pisani. Monsieur le secrétaire d'Etat, je ne vous marchanderai pas la satisfaction que j'ai éprouvée à vous entendre analyser avec tant de brio à la fois votre budget et le contenu de la politique que vous entendez conduire. Vous étiez tellement à l'aise et tellement heureux de vous exprimer que vous nous avez fait partager votre joie.

Mon propos n'est pas de reprendre par le menu l'ensemble de votre exposé, mais de retenir certains de ses aspects et de vous demander de répondre, si vous deviez intervenir à nouveau, aux questions que je suis amené à vous poser au nom du groupe auquel j'appartiens.

Nous imaginons, nous connaissons le difficile pilotage de la recherche. Ayant moi-même eu à rendre des arbitrages — et ils sont toujours délicats — entre la liberté du chercheur et la nécessité où la puissance publique se trouve de lui assigner des objectifs utilitaires, je sais combien il est difficile de délimiter le champ de la recherche fondamentale et celui de la recherche appliquée.

Nous nous réjouissons de l'idée qui a été émise par la commission des finances d'inviter le Gouvernement à produire un document synthétique qui permettra, je pense, d'avoir sur ce

point une idée plus exacte des choses et, singulièrement, de mesurer, dans les différentes perspectives, aux différents termes de ces perspectives, quels sont les efforts qui sont accomplis et comment ils sont conduits. En effet, si, en matière de gestion d'un pays, la planification à cinq ans est ambitieuse, en matière de gestion de la recherche la planification à vingt ans est parfois insuffisante. C'est pourquoi nous souhaitons très vivement que le livre blanc dont il est question se présente bien comme une description des éléments d'un arbitrage entre ce qui est nécessaire immédiatement et ce qui est souhaitable à plus long terme, dans une optique planificatrice — et, là, nous revenons sur le débat de tout à l'heure.

Vous adressant un très léger reproche, je serai amené à vous demander de tenter, dans un document de ce genre, lorsque sera abordé tel ou tel thème de recherche, de préciser quel est son caractère de « plausibilité » et quelle est l'influence qu'il est susceptible d'avoir, à supposer que la recherche aboutisse, sur la réalité économique nationale.

Vous avez parlé de la fusion de l'hydrogène. Les incertitudes qui sont dans ce domaine sont telles qu'il est inimaginable qu'elle intervienne significativement avant les années 2020. Les températures qu'il faut réaliser sont de l'ordre de cinquante à cent fois celles qui sont actuellement réalisées. Les temps pendant lesquels ces températures ont été réalisées sont de l'ordre de la microseconde, alors qu'il faudrait faire tourner un système pendant des années.

De surcroît, il n'est pas évident que l'on puisse mettre au point la filière deutérium-deutérium, qui mettrait à notre disposition des réserves à peu près inépuisables ; pourtant, il semble qu'actuellement on soit plus proche de la filière deutérium-tritium ; pourtant, le tritium est plus rare que l'uranium.

De la même façon, il semble dangereux de laisser penser, dans un pays comme le nôtre, sous les climats qui sont les nôtres, que le soleil puisse être un élément de solution substantiellement significatif et se substituer à d'autres formes d'énergie dans des délais qui soient de l'ordre de la génération, je veux dire de vingt à vingt-cinq ans.

C'est pourquoi, tout en insistant autant, et peut-être plus que d'autres, sur la nécessité de ce genre de recherche, je voudrais que l'on sache introduire, dans l'appréciation du futur, des coefficients de probabilité et des coefficients de durée qui permettent d'en apprécier, avec certitude — ou avec une approximation raisonnable — à la fois le coût, la « signifiante » et de prévoir la date à laquelle ils interviendront sur le marché.

Cela dit, j'ai trouvé que, dans votre propos — mais sans doute me répondez-vous sur ce point — une dimension était, sinon totalement absente, du moins insuffisamment mise en valeur. Vous avez insisté — combien vous avez raison ! — sur la nécessité où nous sommes de coopérer au développement des techniques adaptées aux pays en voie de développement dont nous sommes solidaires et dont nous nous sentons, à certains égards, responsables.

A ce point, j'éprouve une inquiétude que je voudrais exprimer sans ambiguë.

Nous nous sommes engagés, soit à titre personnel, je veux dire national, soit à titre européen, dans un certain nombre de négociations et d'accords : accords de Lomé, accords de la Communauté avec les pays du Maghreb et du Machrek. Ainsi participons-nous à la construction d'un nouvel ordre international.

Mais avons-nous mesuré de quel prix notre économie allait devoir payer cette coopération Nord-Sud, cette division internationale du travail ? Après avoir lancé ces pays sur la voie de leur propre renouveau, allons-nous un jour retomber dans le protectionnisme sous prétexte qu'ils deviennent nos concurrents ? Avons-nous engagé les recherches cohérentes qui permettraient à notre pays, en sophistiquant son appareil de production, de laisser lui échapper certaines de ses productions au profit de ces pays qui s'engagent dans la voie du développement ? Sommes-nous en état de programmer le désengagement de notre industrie de certains secteurs au profit d'un engagement progressif des économies des pays en voie de développement dans ces voies que nous abandonnerions ?

Il nous faut découvrir et maîtriser, tant au niveau de la recherche scientifique et technique que du développement industriel, les moyens de donner à tous les Français le travail qu'ils recherchent, dont ils ont besoin et qu'ils réclament légitimement. Il ne servirait à rien de coopérer à l'instauration d'un nouvel ordre économique international si celui-ci devait être intolérable pour notre propre économie. Ce qui s'est passé il y a quelques mois, ce qui se passe aujourd'hui pour la production

textile est la démonstration qu'il n'y aura pas de division internationale du travail si les pays développés ne changent pas de système de production, s'ils ne se convertissent pas à des productions qui ne soient pas concurrentes de celles des pays en voie de développement.

Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous prie de me pardonner de parler avec cette passion, mais les problèmes que j'évoque m'obsèdent. Ayant eu à étudier les incidences possibles de l'entrée de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce dans le Marché commun, je mesure à quel point toute décision de politique étrangère en ces matières a des conséquences structurelles redoutables.

Il m'apparaît que nous sommes plus capables de nous engager vis-à-vis des pays tiers que de nous réformer nous-mêmes.

Je voudrais présenter une dernière remarque.

Les pourcentages que vous avez donnés et dont vous avez tiré quelque satisfaction ne me paraissent pas très probants. Je crois, en effet, que le prélèvement sur le produit national brut qu'un pays comme le nôtre est amené à faire pour sa recherche doit être plus élevé que le prélèvement effectué par d'autres pays, parce qu'il est pauvre en matières premières. Les pays qui ont tout sur leur territoire et qui n'ont pas de problème de balance des comptes, qui n'ont qu'à puiser dans ce que la nature leur a donné peuvent, sans doute, se contenter d'une économie de cueillette.

Ce n'est pas dans le sol que nous parviendrons à trouver les éléments de l'équilibre de nos échanges extérieurs, mais dans notre capacité de créer des techniques nouvelles. (*Applaudissements sur les travées socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. Marson.

M. James Marson. Monsieur le secrétaire d'Etat, je regrette de le dire, mais c'est en vain que l'on essaie de trouver dans le budget de la recherche que vous nous avez présenté un motif de réelle satisfaction. La progression du budget de la recherche est de 9,6 p. 100. Elle est inférieure à la hausse des prix prévisibles. Il s'agira donc, en réalité, d'une régression.

Le budget de la recherche, qui progresse moins que la moyenne du budget de l'Etat, ne représente plus que 5,8 p. 100 de ce budget contre 6,8 p. 100 il y a quelques années. Que l'on prenne le produit national brut ou le produit intérieur brut, c'est aussi, depuis 1967, une baisse de 2,15 à 1,8 p. 100. Dans votre argumentation, je ne trouve aucune justification valable de cette baisse. Pourtant, la science intervient de plus en plus directement dans tous les aspects de notre vie : travail, économie, énergie, éducation. La part qui lui est consacrée doit donc être plus grande qu'elle ne l'était dans le passé. Comme les autorisations de programme ne progressent que de 7,3 p. 100 c'est donc une nouvelle dégradation qui se prépare.

Monsieur le secrétaire d'Etat, vous avez déclaré dernièrement et vous l'avez rappelé tout à l'heure sous une formulation un peu différente : « J'ai sacrifié le béton au profit des cerveaux et des équipements ». M. le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, lui, privilégie l'animation par rapport au béton. Cela devient une orientation.

Vous utilisez ainsi la répulsion que provoque le béton par suite de la lamentable politique de construction et d'urbanisme de la majorité pour masquer et faire accepter une triste politique de la recherche qui manque surtout de grandes perspectives.

En fait, vous sacrifiez et la construction et les équipements et les hommes dont la recherche a besoin.

Que constate-t-on ? Manque de personnel et de chercheurs, chercheurs en chômage, chercheurs hors statut menacés de licenciement ou de réduction de salaires. Oui, les chercheurs ont bien raison d'alerter l'opinion et d'agir.

La conférence de presse tenue hier est révélatrice de l'état des moyens de la recherche. Les personnels ne défendent pas seulement leur position de chercheurs, ce qui est légitime, mais la recherche et l'intérêt national. Ils ont le soutien complet du parti communiste français et de ses élus.

La détérioration de la recherche est encore accentuée par la sélectivité du choix de ses axes. Vous avez parlé d'orientation vers les secteurs les plus prometteurs. Prometteurs pour qui ? Je vous le demande, car nous entendons souvent déclarer que la recherche doit s'orienter vers les secteurs industriels à forte valeur ajoutée. C'est faire de la recherche l'instrument du pro-

fit des multinationales, c'est plier la recherche aux impératifs du redéploiement et de l'accumulation monopoliste. Voilà ce que recouvre cette formule.

Vous avez déclaré que la part publique dans la recherche était importante et que les entreprises devraient faire plus. Je crois rêver, alors que depuis plusieurs années l'orientation a justement été de mettre au service de quelques grands groupes privés, et ce à bon marché, les acquis et les instruments de la recherche française. Je me demande en fait si vous ne préparez pas une autre étape.

La recherche française est en péril. Je regrette de le dire, mais l'expression n'est pas trop forte. Les communistes ont une autre conception de la recherche scientifique.

En premier lieu, les crédits doivent progresser plus vite que le produit intérieur brut. Dans le budget du changement que nous avons présenté, alors que l'hypothèse retenue de la croissance est de 6 p. 100, la progression réelle de la recherche serait de 8 p. 100 : en cinq ans, plus 33 p. 100 pour la croissance et plus 40 p. 100 pour la recherche.

C'est une progression indispensable si l'on veut rattraper le retard de la recherche et assurer le développement indépendant de notre pays, ce qui ne signifie pas qu'il doit être replié sur lui-même. Nous sommes favorables à la coopération internationale, à une liaison harmonieuse de la recherche, de l'enseignement et de la production, de la recherche fondamentale et appliquée où chacun bénéficie de l'apport des autres. Les nationalisations pourraient y tenir une grande place, secteur privé compris, notamment les petites et moyennes entreprises ainsi que l'agriculture.

Liberté, démocratie, information, telles sont les bases d'une recherche scientifique souple, diversifiée, disposant d'une large autonomie pour réaliser les travaux et gérer les établissements scientifiques. Il ne saurait exister de doctrine officielle, et vouloir tout orienter et planifier reviendrait à scléroser la recherche. Les découvertes scientifiques ne sont pas souvent prévisibles.

La coordination pourrait être assurée par un comité national de la recherche scientifique et technique, démocratiquement composé. Dans une France profondément démocratique, la recherche trouvera sa vraie finalité : d'une part, concourir à l'amélioration rapide de la vie des Français dans les domaines des connaissances, des loisirs, de la santé, de l'environnement ; d'autre part, fournir les moyens techniques nécessaires au progrès économique, au développement des ressources naturelles de notre pays et à leur économie.

Des priorités pourraient être données en ce sens aux recherches sur les diverses énergies, l'automation, la machine-outil, l'informatique, l'aéronautique et l'espace, l'agro-industrie, l'écologie.

Mais votre budget est loin de répondre aux besoins des Français qui veulent vivre mieux, aux besoins d'une France indépendante, plus sûre d'elle, et ouverte sur le monde. C'est pourquoi nous n'approuverons pas votre budget de la recherche. (*Applaudissements sur les travées communistes.*)

M. Marcel Gargar. Très bien !

M. Jacques Sourdille, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche). Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jacques Sourdille, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, j'aimerais d'abord répondre à M. Marson qui a parlé d'une dégradation de la recherche. Les chiffres que j'ai fournis sur l'évolution des crédits en francs constants, depuis vingt ans, et sur l'évaluation du nombre des personnels depuis la même époque sont — je crois — une réponse suffisante. Nous avons vu ce matin, en étudiant le Plan, qu'il existait d'autres secteurs d'appel. Pour cette raison, le soutien qu'accorde le parti communiste aux chercheurs, tout au moins à ceux qu'on entend, est naturel à tout point de vue. Mais où donner de la tête, monsieur Marson ? Votre soutien serait plus convaincant s'il était moins tous azimuts.

Vous avez dit aussi que nous étions en train de nous plier à la volonté des multinationales. Je cherche en vain à quel endroit ces multinationales émergent au budget de la recherche. J'aimerais, croyez-moi, avoir à discuter avec des grands groupes français plus nombreux, plus multinationaux, mais bien français, quand je vois ce qu'il en est des capacités de recherche des moyennes et petites entreprises.

Quant au projet de démocratisation de la recherche que vous proposez, laissez-moi vous dire, pour y mettre un peu de clarté, que l'exagération de certaines expériences syndicales ne me pousse pas à aller dans cette voie, alors que l'évaluation que nous devons faire de la recherche et des chercheurs doit être, au contraire, soigneusement recoupée par de multiples sources de renseignements, tous incertains du reste, parce qu'aléatoires. Je vous affirme qu'il n'est pas si facile de discerner les choses vingt ans à l'avance.

Monsieur Edgard Pisani, vous avez refait état de votre réclamation d'un livre blanc. J'y songe, mais laissez-moi vous faire quelques réflexions à ce sujet.

Nous venons de décider l'établissement d'un tableau de bord de l'avancement des sciences et techniques françaises, en comparaison, bien entendu, avec les enseignements et renseignements d'origine internationale. Ce tableau de bord doit être tenu à jour et ce sera la tâche du C.N.R.S., de tous les grands organismes de la recherche, des universités, ainsi que des académies et des sociétés savantes. C'est pour cette raison qu'il sera placé au niveau de la délégation générale à la recherche scientifique et technique.

Mais est-il possible de prédire l'efficacité et d'être sûr que nos prévisions vont dans le bon sens? Vous avez évoqué la fusion de l'hydrogène, et je suis persuadé, comme vous, que les incertitudes demeurent énormes.

Quant au domaine solaire, bien que vous pensiez que pour notre pays il ait moins de valeur, il offre en tout cas moins de mystère, ce qui fait que nous pourrions au moins compter sur certains résultats si nous faisons l'effort financier nécessaire.

C'est pourquoi je me retourne vers vous pour vous dire que lorsqu'on veut parler d'efficacité, il est nécessaire de s'attacher au développement de ce que l'on a déjà à peu près en main, je veux parler du nucléaire classique et de ses développements.

C'est pourquoi, étant donné l'avance certaine que nous avons dans le domaine de la surgénération, il est indispensable, pour une nation comme la nôtre qui dispose de quantités limitées d'uranium, de se lancer, si nous accomplissons l'effort de recherche concomitant, dans cette surgénération et dans le retraitement des déchets pour lequel nous avons une avance mondialement reconnue.

Un effort poursuivi depuis trente-cinq ans ne peut pas se gâcher, monsieur Pisani, même par un moratoire car, qui sait si des intérêts contraires ne nous contraindraient pas de faire de ce provisoire un provisoire qui dure.

Enfin, vous avez évoqué la coopération Nord-Sud. Avons-nous mesuré le risque, dites-vous — et vous n'avez pas tort — de ces transferts de technologie? Ce n'est pas un argument que l'on opposerait aux émules de Jules Ferry. Je veux dire que le refus de l'enseignement des autres n'est pas tolérable. Il reste une solution, une seule: c'est de continuer le galop de la recherche et de l'innovation en avant des autres. Peut-être le supplément d'âme, qu'on nous demande si facilement, est-il en l'espèce, un supplément d'intelligence?

Enfin, vous voudriez me conduire à réclamer une augmentation de prélèvement sur la richesse nationale. J'en conviens, mais je ne veux pas manquer à la solidarité gouvernementale pour que ce prélèvement soit justifié autrement que par un effort de qualité et d'efficacité, et vous savez que ce n'est pas facile. Il faut d'abord que cette nation s'en persuade. (*Applaudissements à droite, sur les travées du R.P.R., de l'U.C.D.P. et sur certaines travées de la gauche démocratique.*)

M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis pour répondre au Gouvernement.

M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis. Monsieur le secrétaire d'Etat, vous avez réparé une des omissions que j'ai commises en faisant allusion à la recherche dans le domaine des énergies classiques et, en particulier, dans le domaine du charbon. Je voudrais, avant que cette discussion ne s'achève, vous demander si ces recherches sont essentiellement orientées vers la gazéification, comme je le souhaite avec la majorité, sinon avec l'unanimité, du conseil régional de la région la plus charbonnière de la France, celle du Nord-Pas-de-Calais.

M. Jacques Sourdille, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jacques Sourdille, secrétaire d'Etat. Ce point, monsieur Schumann, a effectivement retenu notre attention. Un dossier est d'ailleurs actuellement à l'étude à la délégation générale à la recherche scientifique et technique — la DGRST — car nous sommes persuadés que nous avons encore une considérable avance dans le domaine charbonnier. Dans quinze ou vingt ans, le vrai problème — je dirais même le seul scandale — ce sera de ne produire, à partir du charbon, que des thermies et de la chaleur. Il apparaîtra incroyable que, devant le produit de cette longue maturation dans les sédiments, cet aboutissement d'une si longue transformation, nous n'ayons abouti qu'à casser la molécule au lieu de la multiplier.

M. Maurice Schumann, rapporteur pour avis. Je vous remercie, monsieur le secrétaire d'Etat.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?... Nous allons examiner les crédits concernant les services du Premier ministre, VI. — Recherche, et figurant aux états B et C.

ETAT B

M. le président. « Titre III, plus 18 881 452 F ».

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix le crédit du titre III.

(Ce crédit est adopté.)

M. le président. « Titre IV, plus 120 093 000 F ». — (Adopté.)

ETAT C

M. le président. « Titre V. — Autorisations de programme, 1 020 000 F ». — (Adopté.)

« Crédits de paiement, 320 000 F ». — (Adopté.)

« Titre VI. — Autorisations de programme, 700 155 000 F ». — (Adopté.)

« Crédits de paiement, 298 475 000 F ». — (Adopté.)

Nous avons terminé l'examen des crédits concernant la recherche.

En attendant l'arrivée de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, il y a lieu de suspendre la séance pendant quelques instants.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-sept heures trente-cinq minutes, est reprise à dix-sept heures quarante minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

Anciens combattants.

M. le président. Le Sénat va examiner les dispositions du projet de loi concernant les anciens combattants.

La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. François Schleiter, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, sur tous les bancs de cette assemblée, les uns et les autres sont attentifs au budget des anciens combattants, qui leur est familier.

En diverses matières, le Sénat et sa commission des finances s'attachent à rechercher la dépense excessive ou à l'engagement contestable. Et voilà, monsieur le ministre, que, pour le budget que vous nous présentez ce soir, vous avez au contraire un Sénat et une commission des finances comme toujours empressés à vous soutenir, attentifs à vos engagements et disposés à exprimer devant le Gouvernement, une nouvelle fois, leur préoccupation vis-à-vis de cette catégorie exceptionnelle de citoyens. La discussion de ce budget est pour nous l'occasion de leur porter témoignage de la gratitude et de l'admiration de l'ensemble du pays.

Bien sûr, comme les épreuves se renouvellent sans cesse, la cohorte est nombreuse, malgré l'âge, pour ceux de 1914; heureusement, un bon nombre demeurent encore. Vos plus

anciens administrés ont été rejoints par des générations nouvelles qui ont acquis, en d'autres circonstances, les mêmes titres à l'expression de la solidarité et de la gratitude de la nation.

Mes chers collègues, le budget du ministère des anciens combattants est, vous le savez, important. Il représente 3,4 p. 100 du budget national et se place au huitième rang des budgets civils. Cette année, son montant s'élève, pour 1978, à 13 400 millions de francs. Apparemment, il est en augmentation de 22,5 p. 100 par rapport au budget initial voté en 1977 ; mais vous n'ignorez pas que la loi de finances rectificative de juin 1977 comporte une dépense supplémentaire de 1 700 millions de francs, si bien qu'en réalité, l'augmentation du présent budget, par rapport à celui de 1977, n'est plus que de 6 p. 100.

Vous savez, mes chers collègues, que, dans ce budget, 85,8 p. 100 des dépenses inscrites sont des dépenses de retraites et de pensions. Elles revêtent un caractère obligatoire. En cours d'année, même par voie législative, il importe de les satisfaire, si bien que le budget primitif qui est présenté peut apparaître comme provisionnel.

La structure de ce budget, auquel vous êtes régulièrement attentif — il en est de même dans chacun de nos groupes, dans toutes nos formations — ne varie guère d'une année sur l'autre puisque les services votés représentent 95 p. 100, ce qui confère à ce budget une rigidité particulière. Il en résulte qu'une très faible part — 3,4 p. 100 — est réservée aux services.

C'est donc un budget d'intervention, c'est — je l'ai dit tout à l'heure — l'expression de la solidarité nationale, bien que ce terme ne me donne pas entière satisfaction. Les sentiments qui nous animent lorsque nous étudions les textes, les chiffres, sont d'ailleurs simples.

En effet, les moyens des services sont répartis en trois parts très inégales : 457 millions de francs pour assurer le fonctionnement de l'ensemble des services des anciens combattants, soit la rémunération et les dépenses accessoires pour 5 500 emplois, pour couvrir les frais de fonctionnement, de matériel et d'entretien immobilier des services et, enfin, les frais de fonctionnement et d'administration de l'Institution nationale des invalides et de l'office national des anciens combattants. Telle est la modeste part des services.

Au titre de l'action sociale, 1 391 millions de francs sont inscrits, essentiellement pour le financement des prestations assurées par l'Etat au titre du régime de sécurité sociale des pensionnés de guerre, soit 693 millions de francs, et pour les soins médicaux gratuits, soit 622 millions de francs.

Enfin, au titre des pensions et retraites, 11 534 millions de francs sont prévus pour assurer le service des pensions d'invalidité à concurrence de 10 336 millions et la retraite du combattant à concurrence de 771 millions de francs.

Telles sont les trois fractions essentielles de ce budget. Je vais maintenant procéder assez rapidement à l'analyse des principales mesures proposées.

Au titre des dépenses de fonctionnement, aucune mesure particulière ne requiert notre attention. Les mesures nouvelles sont consacrées à la gestion des personnels. Globalement, il est prévu une suppression nette de neuf emplois.

Deux actions entreprises précédemment seront poursuivies : l'atelier d'informatique, qui est entré en fonction le 1^{er} octobre 1977 et qui doit permettre une meilleure et plus rapide gestion, et la deuxième partie des travaux de rénovation des locaux de l'institution nationale des invalides, qui seront entrepris dès le début de 1978.

Il s'agit là d'un projet important, du point de vue non seulement de l'hôtel des Invalides, mais du développement nouveau des services. Toutes les associations ne sont pas parfaitement d'accord. Certaines se demandent s'il n'y aura pas, un jour, concurrence entre les services nouveaux du Val-de-Grâce et ceux qui sont en voie de création à l'institution nationale des Invalides. (M. Jean-Jacques Beuler, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, fait un geste de dénegation.)

Je vois votre geste de dénegation, monsieur le secrétaire d'Etat. Tant mieux ! D'ailleurs si l'on en faisait un peu trop, je dirais : tant pis ! Mais vous allez nous donner l'assurance que, contrairement à mon information, ces services ne seront pas concurrents.

Au titre des dépenses de l'action sociale, l'essentiel des mesures, soit 1 315 millions de francs, intéresse des dépenses médicales. Il s'agit des prestations assurées par l'Etat au titre

du régime de sécurité sociale des pensionnés de guerre. Une augmentation de 42,6 p. 100 est prévue pour 1978. C'est une augmentation importante qui provient de la prise en compte, autant que faire se peut, de l'augmentation récente de la « consommation médicale », si je puis dire, des pensionnés, malgré une légère diminution de leur nombre. C'est un phénomène qui est couramment constaté, à la différence de ce qui se passe dans le régime général de la sécurité sociale. Il faut tenir compte de la « spécificité médicale » des intéressés, qui arrivent à une consommation plus importante.

Par ailleurs, une augmentation de 23 p. 100 est prévue en 1978 en faveur des soins médicaux gratuits pour les motifs que je viens d'indiquer.

S'y ajoutent : 31 600 000 francs pour l'appareillage des mutilés ; 37 700 000 francs pour les dépenses sociales de l'office national, c'est-à-dire l'aide en faveur des anciens combattants âgés dont 30 p. 100 relèvent du fonds national de solidarité ; l'entretien de quatorze maisons de retraite et de neuf écoles de rééducation professionnelle ; l'aide aux pupilles de la nation et 5 500 000 francs de secours et subventions à des œuvres diverses.

Au titre des pensions et retraites, il convient de distinguer les pensions d'invalidité et la retraite du combattant.

D'autre part, les pensions d'invalidité et indemnités diverses représentent un volume de crédits de 10 800 millions de francs. A ce sujet, on observe une lente baisse des effectifs, mais également les phénomènes suivants : transferts de catégorie à catégorie de pensionnés, décès de pensionnés, extinction des droits pour causes diverses ; en revanche, concession de pensions nouvelles d'invalidité ou d'ayant cause, révision pour aggravation ou pour infirmité nouvelle des pensions d'invalidité.

Un ajustement en baisse des crédits de 370 millions a été effectué au titre des mesures acquises. D'autre part, pour faire face à l'augmentation du point d'indice indexé sur les traitements de la fonction publique, une provision supplémentaire de 501 millions de francs a été inscrite.

Au 1^{er} janvier 1977, le nombre de bénéficiaires invalides, veuves, orphelins, ascendants, était de 1 134 377, contre 1 158 919 au 1^{er} janvier 1976.

En ce qui concerne la retraite du combattant, les effectifs moyens étaient, en 1977, pour la guerre de 1914-1918, de 335 000 et, pour la guerre de 1939-1945, de 579 000. Ils seront, en 1978, pour la guerre de 1914-1918, de 275 000 et, pour celle de 1939-1945, de 691 000.

Le volume de crédits prévus est de 771 millions de francs, 122 millions en mesures nouvelles pour assurer la parité de la retraite du combattant à l'indice 33 de tous les combattants. Cette mesure fait l'objet de l'article 71 du projet de loi de finances ; nous l'examinerons à la fin de notre débat.

Je vais maintenant examiner les problèmes catégoriels dont vous souhaitez le règlement le plus complet et le plus proche possible. Les améliorations acquises avec ce projet de budget sont les suivantes : la retraite du combattant de 1939-1945, portée à l'indice 33, est maintenant alignée sur celle qui est attribuée aux anciens combattants de 1914-1918.

Au cours de la discussion de ce présent budget devant l'Assemblée nationale, le Gouvernement a pris différents engagements : le déblocage de 18 300 000 francs afin d'abaisser de soixante à cinquante-cinq ans l'âge d'accès à la retraite à l'indice 500 pour les veuves de guerre, la création, dès le mois de novembre 1977, d'une commission tripartite pour réexaminer le problème du rapport constant.

Sur ce point, monsieur le secrétaire d'Etat, la commission des finances m'a demandé de m'arrêter un instant pour que nous soyons sûrs du rendez-vous du calendrier, des intentions qui vous ont fait proposer ce rendez-vous et pour que vous puissiez nous en préciser la probable efficacité.

Vous savez, comme nous tous, l'importance de la matière. Depuis qu'elle avait été provisoirement réglée voilà quelques années, les conditions ont changé. Les intéressés le répètent. Votre intervention à l'Assemblée nationale a fait naître l'espoir. La commission des finances m'a demandé de vous prier de nous le préciser au cours de ce débat.

Autre résultat du débat à l'Assemblée nationale : l'accélération de l'instruction des dossiers pour l'attribution de la Légion d'honneur aux anciens combattants de 1914-1918 titulaires de trois titres de guerre au moins. Vous vous souvenez, mes chers collègues, que, voilà un certain nombre d'années, nous nous battions pour obtenir la Légion d'honneur sur justification de

cinq titres de guerre. On est passé à quatre titres et maintenant nous en sommes à trois. Il s'agit d'une bonne mesure et l'examen rapide des dossiers — qui pourrait, étant donné l'organisation nouvelle, s'effectuer — donnerait des satisfactions au monde des anciens combattants.

Enfin, l'attribution équitable de la carte du combattant aux anciens prisonniers de guerre, avez-vous dit, monsieur le secrétaire d'Etat, serait possible par l'application intégrale de la législation présente. Vous avez affirmé dans l'autre assemblée que, sans texte nouveau, en travaillant vite — il paraît que l'on s'est mis rapidement au travail — la plupart des anciens prisonniers de guerre, sauf vraiment de rares exceptions motivées, pourraient obtenir satisfaction sur ce point.

Mes chers collègues, je n'ai pas besoin de vous citer les problèmes qui demeurent. Vous y pensez déjà. On a fait un geste pour les veuves de guerre. Nous comptons bien, monsieur le secrétaire d'Etat — la commission des finances a insisté sur ce problème — que vous tenterez de faire un geste pour l'amélioration des pensions servies aux ascendants, qui devrait devenir un objectif prioritaire dans la politique de promotion des pensions.

Un autre problème demeure, celui du respect des droits attachés à la qualité d'ancien combattant pour les anciens d'Afrique du Nord, notamment l'octroi du droit au bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés. Actuellement, 400 000 demandes ont déjà été déposées ; 90 000 ont fait l'objet d'un règlement. Beaucoup de dossiers demeurent en instance dans l'attente de la fin des travaux du service historique des armées, prévue pour la fin de 1978.

Enfin, je citerai l'amélioration de la retraite mutualiste dont le plafond bonifiable devait tenir compte de l'évolution du pouvoir d'achat du franc. Ce problème intéresse un grand nombre de nos camarades et je crois qu'il serait bon de l'examiner dans les meilleurs délais.

Je rappellerai, à la fin de mon propos, la célébration officielle du 8 mai. Celle-ci n'a pas directement d'incidence budgétaire, mais elle tient au cœur de nombreux combattants. Je sais bien que le mois de mai est chargé en jours fériés, mais qu'est-ce qu'un jour férié quand on s'est acquis des titres exceptionnels, quand on conserve à l'esprit et dans le cœur non seulement une journée, mais des jours, des semaines ou des mois difficiles ? Je crois que, là encore, l'attention de la nation, sa gratitude et son admiration doivent inciter le Gouvernement à reconsidérer les choses. (*Applaudissements.*)

Je suppose, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous allez exposer, après les avoir mentionnés à l'Assemblée nationale, les efforts que vous avez déployés dans la préparation de ce budget, pour avancer ici et là, pour conclure tel ou tel dossier, je ne dirai pas pour satisfaire telle ou telle « revendication », car je trouve que ce mot ne convient pas en la matière ; simplement la nation apporte son témoignage, justice est rendue dans tel ou tel domaine.

J'ai eu l'occasion d'exprimer à la commission des finances les souhaits formulés par les délégations qui sont venues nous voir. Certainement, mon collègue, le président Schwint, ne manquera pas non plus de les évoquer à cette tribune.

Je ne veux pas, monsieur le président, allonger le débat du Sénat qui a déjà pris quelque retard. Monsieur le secrétaire d'Etat, soyez le bienvenu dans cette enceinte et apportez des réponses favorables aux souhaits que j'ai exprimés. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires sociales.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Marcel Souquet, rapporteur pour avis. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, je voudrais, tout d'abord, rendre un hommage particulier à notre collègue, Marcel Souquet, rapporteur pour avis, dont l'état de santé ne lui a pas permis d'être, aujourd'hui, à la tribune, pour présenter ce budget, et à qui nous adressons nos vœux de prompt et total rétablissement.

M. le président. Le Sénat se joint à vous, monsieur le président.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je vous remercie, monsieur le président.

Le budget des anciens combattants, pour 1978, dont M. Schleiter vous a donné, il y a un instant, une analyse chiffrée, fournit

l'occasion au Sénat de se pencher sur la situation du monde combattant plus de trente années après la fin du dernier grand conflit mondial.

Il n'est pas inutile de citer en exemple le sacrifice consenti, au cours des dernières guerres, par plusieurs millions d'hommes et de femmes, pour le maintien de la liberté et du respect de la personne humaine.

Combattants de la liberté, hommes actifs la paix revenue, les quatre millions d'anciens combattants et de victimes de guerre méritent bien de pouvoir aspirer à la réalité de la considération et du bonheur social. « Ils ont des droits sur nous » avait affirmé Clemenceau, après la dure épreuve de 1914-1918 et c'est pourquoi leur situation doit demeurer une préoccupation prioritaire et permanente. Le Parlement, et en particulier le Sénat, seront vigilants afin qu'aucun oubli ou qu'aucune atteinte n'affecte le monde combattant.

M. Jacques Henriot. Très bien !

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Les quelques mesures nouvelles contenues dans le budget pour 1978 ne remédieront que très partiellement aux insuffisances de la solidarité nationale dans ce domaine.

Le budget de 1978 apparaît comme un budget en faible progression ; toutefois, il semble que les crédits évaluatifs soient établis avec plus de rigueur que les années précédentes.

La constatation du caractère limité des mesures nouvelles, que le Parlement déplore avec force chaque année, ne doit pourtant pas conduire à minimiser l'effort des trois actions actuellement engagées qui devraient améliorer la situation d'un certain nombre d'anciens combattants.

La première concerne la parité de la retraite du combattant qui figurerait parmi les objectifs de législature que s'était fixés le secrétaire d'Etat précédemment en exercice ; elle sera réalisée le 1^{er} janvier 1978. Elle mettra fin à une inégalité depuis longtemps dénoncée entre la génération des anciens combattants de 1914-1918 et celle qui a participé aux combats de 1939-1945, aux opérations d'Indochine et d'Afrique du Nord : 122 millions de francs permettront de mettre en œuvre cette mesure nouvelle.

La seconde intéresse l'action sociale qui s'exerce dans de multiples domaines et qui permettra d'améliorer les prestations fournies par le secrétaire d'Etat aux anciens combattants ;

La troisième se rapporte à l'élévation de l'indice de pension des veuves de guerre au taux normal de 500 points, sans conditions de ressources, à partir de cinquante-cinq ans au lieu de soixante ans, sous réserve que la pension correspondant à ce taux ne soit pas supérieure à celle perçue par l'époux décédé. Cette nouvelle mesure a été soumise à l'Assemblée nationale et entraîne une augmentation de crédits de 18 300 000 francs.

Il est prévu, en outre, dans le titre III de doubler les honoraires servis aux médecins experts et surexperts des centres de réforme. A cet effet est inscrit un crédit de 1 500 000 francs. Le secrétariat d'Etat espère ainsi, en rapprochant la rémunération des services rendus par ces collaborateurs du service public de celle accordée à d'autres experts commis par l'Etat, favoriser une évaluation plus affinée des invalidités, sauvegardant à la fois les droits des personnes et les intérêts des finances de la nation.

Votre commission se demande si le but recherché n'est pas en réalité de rendre abusivement rigoureuses les évaluations des invalidités ; elle souhaiterait vivement des apaisements sur ce point, monsieur le secrétaire d'Etat. Elle n'accepte en aucun cas l'idée qu'on puisse recourir à un marché de ce type qui reposerait sur l'intéressement des experts à des économies indignes de l'Etat, au détriment des mutilés et invalides de guerre.

Toujours dans le titre III, il est prévu de mettre en place les effectifs nécessaires au fonctionnement des antennes mobiles d'appareillage par la création de neuf emplois.

En ce qui concerne le titre IV, on peut faire l'analyse des propositions budgétaires autour des trois axes suivants : d'abord, 501 millions de francs sont prévus pour l'ajustement des crédits permettant, en 1978, la mise en œuvre du rapport constant. Ainsi, conformément aux obligations légales, les pensionnés et titulaires de retraites bénéficieront automatiquement de toutes les augmentations de traitement accordées à la fonction publique en 1978. Le caractère évaluatif de ces crédits garantit leur adaptation immédiate aux fluctuations du coût de la vie. Ensuite, un crédit de 1,5 million de francs est inscrit pour assurer le paiement des indemnités et pécules aux déportés de la résistance, internés de la résistance, déportés politiques, internés politiques, réfractaires, personnes contraintes au travail en pays

ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi, qui font valoir leurs droits à la suite de la suppression des forclusions. Enfin, 2,14 millions de francs permettront d'ajuster aux besoins réels la dotation inscrite au titre des dépenses d'appareillage des mutilés de guerre et autres handicapés physiques.

L'action sociale pour les anciens combattants apparaît, aussi, comme un but prioritaire du secrétariat d'Etat. Elle s'exerce principalement par l'intermédiaire de l'office, dont le budget s'élèvera, en 1978, à 210 millions de francs.

De plus, la rénovation de l'Institut national des Invalides, entreprise depuis 1976, permettra d'améliorer l'hébergement et les soins aux grands invalides de guerre.

Votre commission, lors de l'examen de ces différents crédits, a souligné le déficit important des effectifs qui, même s'il peut être partiellement compensé par l'expérience du personnel actuellement en place, devrait s'aggraver dans un avenir très proche. Elle vous demande, monsieur le secrétaire d'Etat, d'engager, dès maintenant, une action de recrutement, principalement pour les services départementaux.

Seule la création de plusieurs centaines de postes pourrait permettre à l'administration de répondre avec efficacité aux besoins des quatre millions de ressortissants.

Soucieux de ne pas développer plus longuement l'analyse du budget que notre collègue M. Schleiter vient de présenter remarquablement, je souhaiterais évoquer plus attentivement les problèmes qui viennent d'être résolus ou qui sont en voie de règlement, faire en quelque sorte le bilan de cette législature qui s'achève à l'Assemblée nationale.

Tout d'abord, l'alignement sur l'indice 33 de la retraite du combattant, quelle que soit la génération du feu, permet le rétablissement et le retour des droits à égalité des pensions pour tous les combattants.

Aussi, près d'un million d'anciens combattants, désormais placés sur un pied d'égalité, bénéficieront-ils de la retraite du combattant qui est de 800 francs par an environ.

Le Président de la République avait déclaré, lors du conseil des ministres du 17 août 1977 : « Cette mesure qui établit l'égalité entre les différentes générations de combattants est une mesure de justice. Elle est aussi le témoignage de la volonté du Gouvernement » — et j'ajouterai du Parlement — « d'assurer aux combattants et aux valeurs nationales dont ils ont assuré la défense, leur juste place dans la nation. »

La suppression des forclusions par le décret du 6 août 1975 qui s'opposaient à la reconnaissance des titres des déportés internés, combattants volontaires de la Résistance, a, dans une large mesure, satisfait le monde combattant.

Mais des difficultés subsistent au niveau pratique ; elles tiennent pour l'essentiel à un formalisme peut-être excessif en matière de preuves, dont beaucoup ont disparu au cours des trente années qui nous séparent maintenant de la fin du second conflit mondial. L'exigence d'une homologation par l'autorité militaire pour ouvrir droit à la procédure de droit commun ne va pas sans poser quelques problèmes à d'authentiques résistants.

L'abaissement de l'âge du droit à la retraite par la loi du 21 novembre 1973 permet aux anciens combattants et prisonniers de guerre de bénéficier, entre soixante et soixante-cinq ans, d'une pension de retraite calculée au taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans. Cet avantage, accordé fort justement au monde combattant, paraît être annulé par les récentes mesures législatives au profit de certaines catégories de Français et par l'accord de juin 1976 relatif à la pré-retraite. Malgré le caractère circonstancié et vraisemblablement temporaire de ces diverses mesures, on peut se demander s'il ne conviendrait pas d'ouvrir une nouvelle option pour les anciens combattants et prisonniers de guerre.

La loi récente du 12 juillet 1977 permet aux anciens déportés ou internés qui sont aujourd'hui âgés de moins de soixante ans, qui, donc, avaient été arrêtés, pour la plupart, à la fin de l'adolescence et dont l'organisme a été plus atteint que celui des adultes, de bénéficier de leur retraite dès l'âge de cinquante-cinq ans dans le cadre de l'assurance invalidité.

Sans méconnaître la portée de la nouvelle législation, nous ne saurions trop insister sur l'urgence qu'il y aurait à rendre, par la publication des décrets attendus, la loi applicable à tous ses bénéficiaires et à régler, dans les meilleurs délais, un certain nombre de difficultés techniques qui privent de nombreux anciens déportés et internés de l'avantage que le législateur a entendu leur donner.

La loi du 9 décembre 1974 est venue reconnaître l'égalité des droits entre les anciens d'Afrique du Nord et les combattants des conflits antérieurs. Si elle marque une étape importante, elle justifie, de la part de notre commission, un certain nombre d'observations.

Il serait notamment nécessaire : d'accélérer la publication des listes d'unités combattantes et d'en assurer une information plus large ; d'étendre de un à six mois le délai de présomption d'origine pris en compte pour les maladies à évolution lente ; de remplacer la mention « Opérations d'Afrique du Nord » par la mention « Guerre » ; de réviser les paramètres de rattrapage, car une étude fait ressortir que 1,75 p. 100 seulement des dossiers a pu recevoir un avis favorable au titre de cette procédure ; de proroger le délai, prévu actuellement jusqu'au 31 décembre 1977, pour la souscription de la formule de retraite mutualiste à « capital réservé viagèrement » ; d'attribuer enfin la campagne double pour l'avancement et la retraite des fonctionnaires ou assimilés titulaires de la carte du combattant.

Pour cette dernière question, votre commission se propose d'intervenir, lors du vote du budget de la défense, afin de rétablir une stricte égalité entre les différentes générations d'anciens combattants.

Le règlement définitif de la totalité des observations faites par votre commission pour les anciens d'Afrique du Nord nécessiterait, à notre avis, la réunion des parties intéressées pour aboutir à un large consensus.

En ce qui concerne les veuves de guerre, les pensions étaient, au 1^{er} septembre 1977, les suivantes : indice 610 : 3 533,43 francs par trimestre ; indice 500 : 2 896,25 francs par trimestre ; indice 457,5 : 2 650,07 francs par trimestre ; indice 305, de réversion : 1 766,72 francs par trimestre.

Votre commission ne peut être satisfaite de la situation actuelle des veuves dont les pensions au taux normal doivent être alignées, dans leur totalité, sur l'indice 500. Elle reconnaît, toutefois, que la mesure partielle adoptée par l'Assemblée nationale est une étape vers la généralisation de l'application de cet indice, qui coûterait, globalement, 162 millions de francs.

Une autre catégorie de Français a été durement touchée par la disparition d'un ou plusieurs enfants lors des conflits qui ont atteint notre pays ; il s'agit des ascendants. Sans les délaisser, les pouvoirs publics n'ont pas accompli le geste de solidarité que ces victimes de guerre étaient en droit d'attendre. Privés de l'affection d'un enfant trop tôt disparu, privés d'une aide matérielle, les ascendants se trouvent souvent démunis, alors qu'ils atteignent maintenant un âge avancé.

Votre commission insiste très vivement pour que leur indice de pension soit revalorisé d'au moins cinq points, sans pour autant oublier d'attirer à nouveau l'attention du Gouvernement sur la situation faite aux ascendants lorsque la pension de guerre dépasse un plafond fixé, trop bas, à 9 100 francs par an.

Elle propose d'instituer « un plafond spécial » à l'instar de ce qui existe fort justement pour les veuves, car le plafond actuel des ressources risque d'annuler en grande partie les effets de l'effort que nous souhaitons voir engager.

Au sujet de la retraite mutualiste, dont le plafond est passé de 1 200 francs par an, au 1^{er} janvier 1970, à 2 000 francs par an au 1^{er} janvier 1977, votre commission interviendra, en outre, à l'occasion de la discussion des crédits du budget du travail, pour que ce plafond soit augmenté dans les mêmes proportions que depuis 1975. Il pourrait ainsi être fixé, au 1^{er} janvier 1978, à 2 200 francs minimum.

Nous en arrivons maintenant à ce que l'on appelle depuis longtemps le « contentieux ». Des problèmes sont encore, en 1977, loin d'être réglés malgré une vive et permanente action du Parlement, en particulier du Sénat, ainsi que de toutes les associations d'anciens combattants, notamment de l'U.F.A.C. Leur règlement nécessite, de la part des pouvoirs publics, un engagement qui modifierait l'orientation prise depuis quelques années. Bien que les différents points de ce contentieux soient d'importances très diverses, ils méritent une attention toute spéciale de notre assemblée.

Il s'agit tout d'abord du rapport constant que, alors que vous étiez député, monsieur le secrétaire d'Etat, vous avez souvent évoqué à l'Assemblée nationale. Ce fut notamment le cas en 1976 lorsque vous précisiez, je vous cite : « Tant qu'une formule convenable n'aura pas été trouvée pour résoudre cette vieille querelle, un contentieux persistera entre le monde combattant et l'Etat. »

Vous ajoutiez : « Le Gouvernement s'appuie sur le texte de la loi du 31 décembre 1953 et les anciens combattants se fondent sur l'esprit de cette loi. Le litige ne trouvera pas de solution tant qu'on ne se sera pas mis d'accord sur un nouvel indice de référence incontestable et automatique. Nous souhaitons que des progrès soient réalisés dans ce sens ».

Sans en reprendre l'historique, je voudrais, mes chers collègues, rappeler que l'absence de solution à ce délicat problème a été la cause principale des tensions constatées au cours des années à l'occasion de l'examen par le Sénat des budgets successifs des anciens combattants.

Si l'année 1976, avec la réunion tripartite d'information, avait permis de relever une certaine évolution de la situation, l'interprétation que la note 66 bis du secrétariat d'Etat avait faite des conclusions de cette réunion a bien vite éteint l'espoir du monde combattant pour une révision éventuelle de l'indice 170.

Il s'agit maintenant de trouver un indice de référence incontestable et automatique, selon vos propres termes, monsieur le secrétaire d'Etat. Les associations estiment qu'un relèvement de 26 p. 100 est nécessaire, alors que vous ramenez l'estimation du « retard » à un pourcentage très inférieur. Je voudrais, pour alimenter la discussion sur ce dossier, rappeler que, pour le législateur de 1948, il s'agissait d'un rapport constant entre les taux des pensions militaires d'invalidité des victimes de la guerre et les taux des traitements bruts des fonctionnaires en activité. Ainsi, les indemnités telles que l'indemnité de résidence étaient comprises dans le traitement brut.

Cet élément devrait figurer, nous semble-t-il, parmi ceux qui devraient permettre à la commission tripartite, que vous avez l'intention de réunir prochainement, d'établir une balance des avantages acquis des deux côtés et la correction des inconvénients dus à la fixité du niveau d'indexation des pensions. L'annonce de la réunion de cette commission tripartite est un nouveau signe d'espoir et marque votre volonté de concertation ; mais il est indispensable qu'elle soit, non plus une commission d'information réciproque — les arguments sont maintenant bien connus de part et d'autre — mais une commission qui propose un règlement équitable de ce conflit.

Toutefois, sans attendre la réunion de cette commission tripartite, qui proposera, nous l'espérons, un chiffrage de rattrapage nécessaire, votre commission estime indispensable qu'un geste au moins symbolique soit accompli avant même la fin de la présente discussion budgétaire. Il démontrera ainsi très concrètement la volonté du Gouvernement d'apporter au problème du rapport constant la solution attendue par tous. Votre commission attire l'attention du Sénat et du Gouvernement sur le fait qu'il s'agit du seul moyen d'aboutir, avant la fin de l'actuelle législature, au « dégel » de cette question, dont l'idée semble maintenant généralement admise. C'est pourquoi votre commission présentera un amendement qui servira ainsi de « test » à la volonté gouvernementale.

L'attribution de la carte du combattant aux prisonniers de guerre figure encore parmi les questions qui ne sont pas résolues et qui irritent nombre d'associations.

Il convient de rappeler que les prisonniers de guerre, dans leur quasi-totalité — 90 p. 100 — ont droit à la carte du combattant, soit par application des critères de droit commun, notamment l'appartenance à une unité combattante pendant une période de quatre-vingt-dix jours, soit par application d'une disposition exceptionnelle autorisant à tenir compte d'une seule journée d'appartenance à une unité combattante.

Ont également vocation à la carte les prisonniers qui, bien que ne répondant pas aux critères ci-dessus, ont opposé une attitude de refus à l'ennemi.

Dans le but d'élargir l'impact de cette dernière réglementation, et pour répondre à un vœu du Sénat, une circulaire du secrétariat d'Etat a été adressée, le 25 mai 1977, aux services départementaux des anciens combattants.

Monsieur le secrétaire d'Etat, vous nous avez affirmé, lors de votre audition du 26 octobre dernier, que, pour les 35 000 anciens prisonniers de guerre qui sont actuellement privés de la carte, une procédure d'examen des demandes aussi libérale que possible serait mise en œuvre.

En acceptant l'idée qu'une discussion est souhaitable sur les moyens à employer pour parvenir à un examen aussi rapide et libéral que possible des demandes de carte du combattant faites par les prisonniers, votre commission invite le Gouvernement à demeurer vigilant pour que ses instructions en ce domaine apportent, enfin, la solution attendue. Un échec nous engagerait à utiliser la procédure législative pour résoudre ce conflit.

Je voudrais maintenant revenir sur le monde combattant de 1914-1918 pour rappeler que tous les anciens, titulaires de trois titres de guerre au moins ou de deux titres et d'un fait exceptionnel, devraient bénéficier de la Légion d'honneur. Etant donné leur grand âge, il conviendrait d'augmenter le contingent pour 1978 afin que, au plus tard le 11 novembre 1978, c'est-à-dire soixante ans après la fin de ce conflit sanglant, tous les anciens de 14-18 qui remplissent les conditions requises reçoivent enfin le juste hommage qui leur est dû. Votre commission insiste vivement pour qu'un effort particulier soit accompli en ce domaine. De plus, repoussant une argumentation spacieuse trop souvent développée, elle réclame le rétablissement des distinctions à titre posthume.

Bien que cette mesure ne relève pas exclusivement du secrétariat d'Etat aux anciens combattants, la commission souhaite compter sur votre appui le plus vif et elle interviendra en ce sens lors de la discussion des crédits militaires.

Un autre souci permanent de votre commission depuis 1975 est la commémoration du 8 mai 1945. Comme l'année dernière, nous tenons à rappeler avec fermeté que le 8 mai 1945 doit être considéré comme le symbole d'une victoire de la liberté sur le nazisme et l'oppression et, en aucun cas, comme la victoire d'un peuple sur un autre.

Nous ne saurions cacher notre inquiétude, voire notre indignation, face à la résurgence de l'esprit nazi. De même que les associations antiracistes, par la loi du 1^{er} juillet 1972, les associations de résistance souhaitent que leur soit reconnue la faculté d'exercer les droits accordés à la partie civile dans les cas de manifestations hostiles au souvenir de la Résistance.

Votre commission exprime à nouveau le souhait que le 8 mai 1945 soit proclamé journée nationale et se montre toujours très favorable à une reconnaissance des droits des associations de la Résistance.

Je voudrais également attirer votre attention, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, sur deux problèmes plus mineurs, mais très particuliers : le comité de la flamme et les anciens combattants de l'ancienne Communauté française.

La subvention accordée au comité de la flamme ne lui permet plus d'assurer l'ensemble des missions qui lui sont confiées. Celles-ci ont acquis un caractère national pour les cérémonies du monde combattant et lors de la visite en France des chefs d'Etat étrangers. Cette institution, qui s'appuyait pour l'essentiel sur un bénévolat très actif, ne peut plus que difficilement faire face à ses obligations. Votre commission souhaite très vivement que l'on accorde les moyens nécessaires pour maintenir ainsi le souvenir aux morts pour la France en relevant substantiellement la subvention que lui verse l'Etat.

Le montant des pensions et retraites des anciens combattants de l'ancienne Communauté française a été cristallisé, au jour de l'indépendance des Etats, par la loi de finances pour 1960. Le résultat de cette mesure, qui paraît particulièrement injuste, fait qu'un mutilé de guerre pensionné à 75 p. 100 — qui a perdu sa jambe, par exemple — s'il est de nationalité française, touche environ quatre fois plus qu'un Algérien, un Tunisien ou un Marocain. L'écart, d'ailleurs, ne fera que s'accroître.

Il est bon de rappeler, à titre d'exemple, que la 1^{re} armée était composée à 75 p. 100 d'Africains.

Pourquoi attendre si longtemps pour évoquer cette affaire ? Parce que la mesure prise en 1960 se révèle de plus en plus dramatique pour les intéressés au fur et à mesure de l'érosion monétaire qui amenuise chaque jour davantage les maigres ressources d'hommes dont le sacrifice pour la France ne constitue malheureusement pas un titre à la sollicitude des autorités de leur propre pays.

La situation des Algériens, par exemple, est particulièrement dramatique : exclus des emplois officiels et semi-officiels, indésirables dans les entreprises contrôlées par l'Etat, suspects à tous égards aux autorités, la majorité d'entre eux sont chômeurs et n'ont, pour subsister avec leur famille, que les infimes pensions ou retraites versées par le Gouvernement français. Leur état de misère en fait, actuellement, des parias de la société algérienne, et cela ne peut que s'aggraver. Les anciens soldats de la glorieuse 1^{re} armée, blessés au service de la France, réduits à l'état de mendicité : ce n'est pas l'image de marque habituelle de notre pays.

Si la France ne veut pas que son honneur soit terni, elle doit mettre fin, à notre avis, le plus rapidement possible à cette grave

injustice, en revalorisant, selon la progression du coût de la vie des pays concernés, les montants des pensions et des retraites servies à ceux qui ont combattu pour nous et avec nous.

Enfin, parmi les questions diverses évoquées d'année en année et qui restent toujours sans réponse, votre commission souhaiterait que la proportionnalité des pensions d'invalidité établie par la loi du 31 décembre 1919 soit enfin rétablie.

Elle estime que l'actualisation du code des pensions courant 1978 devrait permettre de clarifier et de simplifier les procédures et, surtout, d'aboutir à une plus grande justice sociale.

En outre, un projet de loi instituant un statut de l'évadé devrait mettre fin aux constantes remises en cause de leurs taux de pension.

Comment se présente, en fin de compte, le projet de budget des anciens combattants ? Il apparaît comme un budget de gestion ni bon ni mauvais, comme on l'a dit souvent.

Si l'on se réfère aux réactions des diverses associations du monde combattant, aucune n'est réellement satisfait. Nous reconnaissons que tout ne peut être fait tout de suite et qu'il faudra encore beaucoup de temps pour convaincre les ministres concernés, notamment le ministre des finances, que la situation du monde combattant nécessite un examen prioritaire.

Au terme de cinq années de législature, le bilan qu'il est déjà possible de dresser prouve que certaines réformes ont été réalisées : attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; suppression des forclusions ; mise à parité des retraites des anciens combattants de 1914-1918 et de 1939-1945 ; l'amélioration sensible du sort des catégories les plus éprouvées, veuves et ascendants.

Mais l'ampleur de ces réalisations ne fait pas sous-estimer « le chemin ambitieux » qu'il nous reste à parcourir, selon les termes mêmes qu'employait le secrétaire d'Etat en fonctions jusqu'au début de cet automne.

La commission espère pouvoir compter sur la volonté de concertation et de réalisation de son successeur pour faire aboutir dans les meilleurs délais les réformes attendues par les anciens combattants.

Votre commission, désireuse de participer à l'effort de rapprochement qui s'impose, notamment pour le « dégel » du rapport Constant, propose au Sénat de donner un avis favorable aux crédits du secrétariat d'Etat aux anciens combattants pour 1978, ainsi qu'à l'article 71 du projet de loi de finances et à l'article 83, qui améliore la situation des veuves de guerre, sous réserve de l'acceptation de l'amendement qui tend à substituer l'indice de référence 175 à l'indice 170 pour le calcul du rapport Constant.

En adoptant à l'unanimité cet amendement, votre commission a entendu faire le geste qui démontrera la ferme volonté du Gouvernement d'engager le processus de rattrapage du rapport Constant.

Elle a, en outre, adopté un second amendement qui tend à majorer de cinq points l'indice des pensions d'ascendants. Nous sommes certains que le secrétaire d'Etat, M. Beucler, qui fut de tout temps un ardent défenseur de la cause des anciens combattants, saura montrer, par des propositions concrètes et réalistes, qu'il entend ouvrir définitivement la voie au règlement d'un contentieux qui n'a que trop duré.

Telles sont, monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, brièvement évoquées, les réflexions qui se sont dégagées de l'examen attentif par la commission des affaires sociales du budget des anciens combattants. (*Applaudissements.*)

(*M. Jacques Boyer-Andrivet remplace M. Alain Poher au fauteuil de la présidence.*)

PRESIDENCE DE M. JACQUES BOYER-ANDRIVET,
vice-président.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat aux anciens combattants. Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, mes premiers mots exprimeront des remerciements, et ce n'est pas une formule.

Il est certain que, depuis que je suis secrétaire d'Etat aux anciens combattants, j'ai beaucoup apprécié tous les contacts que j'ai eus avec les membres de votre assemblée, et ils furent

relativement nombreux. Je remercie plus particulièrement le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Schleiter, le rapporteur pour avis, M. Souquet, à qui je demande de présenter mes vœux de rétablissement, et le président de votre commission des affaires sociales, M. Schwint, auxquels j'associe l'ensemble des deux commissions.

Avant de parler de ce budget, je voudrais rendre hommage à mes prédécesseurs, en particulier à ceux que j'ai connu en exercice, MM. Duvillard et Bord.

Depuis bientôt dix ans — vous l'avez rappelé — en tant que parlementaire, je faisais l'inventaire de tous les problèmes concernant le monde combattant. Je dois à l'honnêteté de dire que, chaque année, je biffais quelques lignes, si bien que le contentieux, comme vous l'avez reconnu, a diminué d'importance. Il demeure cependant, sinon ma présence ici serait inutile.

Je veux très simplement vous résumer les points positifs ou essentiels du budget que je suis chargé de présenter. Ils sont au nombre de sept.

D'abord, ce budget s'élève à 13 409 millions de francs, et si on le compare au budget initial de l'année précédente, on constate qu'il est en augmentation de 22,5 p. 100. Il faut comparer des choses comparables, en l'occurrence un budget initial par rapport à un autre budget initial, et l'augmentation est bien de 22,5 p. 100.

La première mesure importante est la mise à parité des deux retraites. C'était un objectif de législature. Nous nous y étions engagés ; nous avons tenu nos engagements. La dernière étape est franchie : elle apparaît, dans le budget de 1978, sous forme d'un crédit supplémentaire de 122 millions de francs.

A ce titre, je rappelle qu'à partir du 1^{er} janvier 1978 tous les anciens combattants titulaires de la carte de combattant ayant atteint l'âge de soixante-cinq ans, quelle que soit la génération du feu à laquelle ils appartiennent, percevront une retraite annuelle de 800 francs sur la base de l'indice 33.

Je rappelle aussi que les bénéficiaires de cette mesure sont au nombre d'un million environ. C'est donc un crédit de 800 millions de francs qui sera inscrit dans ce budget pour le paiement des retraites des anciens combattants.

La deuxième mesure importante concerne un crédit supplémentaire de 9 400 000 francs, lequel est destiné à l'amélioration du fonctionnement de l'office national des anciens combattants.

Nous tenons absolument à ce que cet office ait ses représentants en province, et nous ne voulons pas que les secrétariats généraux — il en existe quatre-vingt-quinze qui sont actifs — soient voués au rôle de boîtes aux lettres ; nous souhaitons qu'ils aillent au-devant des besoins des anciens combattants et que leur rôle social soit accentué.

Pour ce faire, il convient de leur fournir des moyens en personnel et en matériel. Je peux vous garantir que nous y veillerons. Cette somme supplémentaire de 9 400 000 francs est d'ailleurs destinée à faciliter notre tâche dans ce domaine.

Un autre crédit important d'un montant de 2 140 000 francs concerne l'appareillage. En effet, le secrétariat d'Etat aux anciens combattants est chargé de l'appareillage non seulement des victimes de guerre, mais également des victimes civiles, sauf quelques cas particuliers à Nantes et à Nancy — on l'oublie trop souvent.

Dans ce domaine, notre pays est à la pointe du progrès. Un centre de recherches installé à Bercy obtient des résultats remarquables. Il est peu connu et, si vous le désirez, nous pourrions organiser un jour, avec votre commission des affaires sociales, une visite pour que vous vous rendiez compte sur place de la valeur des travaux qui sont réalisés dans ce domaine.

Ce crédit de 2 140 000 francs est destiné à augmenter le nombre des centres d'appareillage et à améliorer leur fonctionnement.

Une crédit de 1 500 000 francs est destiné à permettre l'application de la loi sur la levée des forclusions pour les déportés et les internés. En effet, cette nouveauté a provoqué le dépôt de nombreux dossiers, et, pour les traiter, 1 500 000 francs sont nécessaires.

Un crédit supplémentaire de 1 500 000 francs est affecté à l'amélioration des honoraires des médecins-experts. C'était une mesure indispensable. Ne croyez pas un instant que notre objectif soit de rendre plus rigoureuse leurs décisions ; il n'en est pas question. Nous désirons uniquement rendre service aux anciens combattants, faciliter la solution de leurs problèmes et réduire les délais.

Jusqu'à maintenant, avec les honoraires servis, nous ne trouvons plus, ou très difficilement, de médecins-experts. Leurs honoraires vont être doublés, et les anciens combattants n'auront qu'à s'en louer. C'est le seul but de l'opération, je vous le garantis.

Maintenant, j'en viens à deux autres mesures, qui sont très importantes, en tout cas pour l'avenir du règlement des différends entre le monde combattant et l'Etat. Je vous demande d'y être particulièrement attentifs.

D'abord, un crédit de 501 millions est inscrit à ce budget uniquement pour l'application rigoureuse du rapport constant.

Nous le savons : ce rapport est légalement appliqué dans d'autres domaines. Il peut être discuté, mais, sur le plan de la légalité, il est parfaitement appliqué, c'est-à-dire que les pensions suivent la hausse du coût de la vie ou celle des traitements de la fonction publique. Eh bien, pour permettre d'y parvenir, il est prévu, pour 1978, un crédit supplémentaire de 501 millions.

Vous avez déploré qu'il existe encore dans le domaine du rapport constant un malentendu. Soyez certains que je le déplore comme vous. Vous avez cité mes propos à l'Assemblée nationale. Soyez assurés également que ce que pensait le député n'est absolument pas différent de ce que pense le secrétaire d'Etat — je tiens à le préciser. Je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour qu'on en finisse avec ces controverses déplaisantes opposant chaque année le Parlement et les associations d'anciens combattants, d'une part, et le Gouvernement de l'autre.

Il faut absolument trouver une solution convenable, réaliste, et qui satisfasse tout le monde. Je m'y suis employé, et j'ai obtenu, en faisant preuve de beaucoup d'opiniâtreté, une déclaration commune du ministère des finances et du secrétariat d'Etat aux anciens combattants. Je vous la lis, chaque mot étant, à mon sens, important :

« Une réunion tripartite d'information comprenant des représentants du Parlement, des associations et de l'administration, a examiné, en juin 1976, les conditions d'application du rapport constant.

« Il est apparu :

« Premièrement, que l'application du rapport constant était inattaquable et que les pensions suivaient effectivement l'évolution des traitements de la fonction publique. »

C'est ce que je vous disais en vous parlant de cet apport de 501 millions de francs en 1978.

Je poursuis :

« Deuxièmement, qu'au-delà de cette forme d'indexation l'amélioration du niveau de vie des pensionnés devait être considérée comme une promotion des pensions.

« Dans l'esprit de ces conclusions, le Gouvernement a décidé de reprendre cette concertation, dans un cadre tripartite, pour déterminer avec précision l'évolution respective de la situation des fonctionnaires et des pensionnés. Cette évolution sera appréciée en faisant la balance entre les avantages dont ont bénéficié respectivement ces fonctionnaires et ces pensionnés. »

Dans un souci d'efficacité, j'envisage, si vous en êtes d'accord, de traduire cette décision dans la pratique en créant, dans quelques jours, fin novembre ou au tout début décembre, cette commission tripartite pour lui permettre d'effectuer rapidement ce nouveau travail.

Sans préjuger les résultats des travaux de la commission, le Gouvernement s'engage à les prendre en considération.

En somme, l'affaire doit se dérouler en trois étapes : d'abord, la commission examine les éléments du litige ; ensuite, elle évalue, chiffre l'ampleur de ce litige ; enfin, le Gouvernement examine, dans les meilleurs délais, les solutions possibles. La création puis la réunion de cette commission tripartite feront parcourir les deux premières étapes. Vous qui connaissez bien ce problème, mesdames, messieurs les sénateurs, vous évalueriez à sa juste valeur l'importance du pas qui vient d'être franchi et qui nous permet, tous les espoirs.

M. Jacques Henriet. Très bien !

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Pour manifester sa volonté de répondre aux désirs de promotion des pensionnés et comme preuve de sa détermination, le Gouvernement a décidé

de débloquer, dès le budget de 1978, un crédit de 18 millions de francs, qui constitue la septième et dernière mesure nouvelle de ce budget.

Cette somme sera consacrée aux veuves de guerre qui pourront désormais bénéficier à cinquante-cinq ans d'une pension à l'indice 500 au lieu d'avoir à attendre l'âge de soixante ans.

C'est là un nouveau pas, mais ce ne sera pas le dernier car la situation des veuves mérite une attention toute particulière, et les budgets précédents, grâce à l'action de mes prédécesseurs, avaient déjà, par étapes, amélioré leur sort.

J'ai tenu à ce qu'elles bénéficient d'un nouvel avantage important dans ce projet de budget et croyez bien que nous avons déployé beaucoup d'énergie pour obtenir cette mesure que, j'en suis sûr, vous apprécierez.

En plus de ces crédits supplémentaires, quelques mesures d'un autre ordre ont été prises et vous y avez fait allusion, telle la nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur des anciens combattants de 1914-1918 titulaires de trois titres de guerre au moins.

Je vous signale qu'à l'heure actuelle tous les dossiers déposés ont été réglés. Si des ayants droit n'ont pas su qu'il fallait déposer le dossier, il faudra les recenser et leur demander de le faire le plus rapidement possible. Nous avons donné, à cet effet, des consignes aux secrétariats régionaux de l'office.

La délivrance de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord sera accélérée — j'en parlerai plus longuement tout à l'heure — et l'attribution de la carte du combattant aux anciens prisonniers de guerre fera l'objet d'un traitement libéral. Je vous donnerai également quelques détails sur ce point dans un instant puisque j'envisage maintenant d'entendre les orateurs inscrits et de leur répondre ensuite de façon précise.

Avant de quitter momentanément cette tribune, j'insiste pour que vous vous rendiez bien compte de tout ce qu'apporte ce budget. Je vous assure qu'il n'est pas nul, loin de là. Il comporte des éléments positifs et suscite des espoirs qui peuvent vraiment toucher et convaincre le monde combattant et ceux qui le soutiennent.

Ce serait mal me connaître que de me croire capable de présenter un budget auquel je n'aurais pas fait confiance. Ce n'est pas mon genre, soyez-en absolument persuadés. Nous avons fait du bon travail — ce n'est jamais suffisant bien sûr — mais nous avons en tout cas proposé un merveilleux point de départ pour un meilleur règlement de tous les problèmes en suspens au sein du monde combattant. (*Applaudissements sur les travées de l'UCDP, du RPR, à droite et sur certaines travées socialistes et de la gauche démocratique.*)

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires sociales.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je voudrais vous poser une question, monsieur le secrétaire d'Etat, au sujet de la création de cette commission que vous venez de nous annoncer. Vous avez lu le texte d'une déclaration commune émanant du ministère de l'économie et des finances et de votre secrétariat d'Etat. Vous nous avez dit que cette commission, allait d'abord se réunir pour reprendre la concertation, mais nous aurions aimé avoir davantage de détails car nous ne voudrions pas que cette commission ressemblât à celle qui s'était réunie en 1976 et qui n'était qu'une commission d'information.

Vous nous avez dit que vous alliez, avec cette commission, déterminer l'évolution respective du sort des pensionnés et des fonctionnaires et que le Gouvernement s'engageait à prendre en considération les résultats de cette concertation. Cela signifie-t-il que si, à la suite de cette concertation, il apparaît que le rapport constant a subi un retard de l'ordre de 12 p. 100 — je prends ce taux au hasard — le Gouvernement s'engage, dans un délai qui reste à déterminer, à combler ce retard ?

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Monsieur Schwint, vous avez eu raison de signaler la différence entre cette commission en projet — mais en projet très immédiat — et la réunion d'information qui s'était tenue auparavant. Cette dernière s'était, certes, préoccupée du rapport constant mais sans objectif très délimité.

Cette réunion, tripartite également, était arrivée à la conclusion que le rapport constant était, sur le plan législatif, parfaitement respecté, mais n'avait pas pris d'autre position.

La commission que nous vous proposons est tout à fait différente. Sa composition est d'abord beaucoup plus réduite pour qu'elle fasse un travail plus précis et plus rapide. Elle aura trois missions : la première sera d'évaluer les avantages dont ont bénéficié les fonctionnaires par rapport aux pensionnés depuis 1953 ; la deuxième sera d'évaluer les avantages dont ont bénéficié les pensionnés par rapport aux fonctionnaires pendant la même période et de faire le bilan ; la troisième — c'est une simple proposition — pourrait consister à rechercher pour l'avenir — comme je l'ai expliqué à l'Assemblée nationale — un indice qui soit indiscutable, qui ne pose plus de problèmes, qui ne provoque plus de différends.

Cette commission pourrait — c'est une suggestion que j'émet — être composée de trente membres : cinq députés, cinq sénateurs — c'est-à-dire dix parlementaires — dix représentants des associations d'anciens combattants et dix représentants des administrations des différents ministères, en particulier de celui de l'économie et des finances. Nous voulons une commission dont la composition soit très efficace pour arriver à un résultat.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. A un accord !

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Pour la suite, en toute honnêteté, je ne peux pas vous dire ce qu'il en adviendra. Mais nous avons tout lieu de penser qu'il sera tenu compte de ses travaux.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je vous remercie.

M. le président. J'indique au Sénat que, compte tenu de l'organisation du débat décidée le 17 novembre 1977 par la conférence des présidents, les temps de parole dont disposent les groupes pour cette discussion sont les suivants :

Groupe socialiste, vingt-six minutes ; groupe de l'union centriste des démocrates de progrès, vingt-six minutes ; groupe de la gauche démocratique, vingt-deux minutes ; groupe du rassemblement pour la République, vingt-deux minutes ; groupe communiste, vingt et une minutes ; groupe du centre national des indépendants et paysans, vingt et une minutes.

La parole est à M. Vigier.

M. Jean-Louis Vigier. Comme mon ami, M. Schleiter, permettez-moi, en commençant, monsieur le secrétaire d'Etat, de vous souhaiter, au nom de mon groupe, la bienvenue dans cette enceinte.

Le projet de budget qui nous est soumis doit montrer, s'il en était besoin, à quel point la nécessité d'accorder à votre secrétariat d'Etat, conformément à sa vocation, les moyens de poursuivre et d'accroître l'effort de solidarité nationale entrepris en faveur des anciens combattants et victimes de guerre, doit être une préoccupation constante.

Ce budget, monsieur le secrétaire d'Etat, n'est pas entièrement votre œuvre, puisque votre arrivée récente rue de Bellechasse ne vous a pas permis de participer à toute sa préparation. Vous l'avez hérité de mon ami André Bord auquel je rends hommage pour son action inlassable en faveur du monde combattant.

Le budget de 1978 s'élève à 13,4 milliards de francs. Il est en augmentation de 2,4 milliards de francs par rapport à celui de cette année, ce qui représente un taux de croissance de 22,5 p. 100.

J'observe que la caractéristique première de ce budget est, une fois encore, l'importance des crédits d'interventions publiques. Pour 96 p. 100, en effet, les crédits sont consacrés, d'une part, au paiement des pensions et de diverses allocations accessoires, ainsi que de la retraite du combattant, et, d'autre part, à la fourniture de multiples avantages assurés aux bénéficiaires de pensions.

C'est là le véritable signe d'une volonté effective de témoigner au monde combattant la juste reconnaissance et, pour reprendre vos propres termes, monsieur le secrétaire d'Etat, la « considération » qui lui sont dues par la communauté nationale.

Dans cette perspective, nous souhaitons que le Gouvernement mette tout en œuvre afin d'apporter une solution rapide et convenable au problème soulevé, à chaque discussion budgétaire, par l'application du rapport constant.

Vous nous avez annoncé votre intention de poursuivre la concertation, dans un cadre tripartite, pour déterminer avec précision l'évolution respective de la situation des fonctionnaires et des pensionnés. Cette décision, avez-vous dit, doit se traduire, dans la pratique, avant la fin de cette année.

Certes, nous ne pouvons nier le grand pas en avant que représente l'annonce même de la constitution de cette commission, au sein de laquelle, vous l'avez indiqué, siégeront, en nombre égal, des représentants des associations, des administrations et des parlementaires.

Mais, tout parlementaire a pu, hélas ! constater que la constitution d'une commission, qui recherche la solution d'un problème, n'est souvent que le prélude à son enterrement.

Vous comprendrez, monsieur le secrétaire d'Etat, que notre assemblée, comme le monde combattant, puisse légitimement s'interroger sur le sort, les travaux et les résultats de ladite commission.

Aussi souhaiterais-je obtenir toutes assurances sur les délais de réunion de cette commission.

M. Victor Robini. Me permettez-vous de vous interrompre, mon cher collègue ?

M. Jean-Louis Vigier. Je vous en prie !

M. le président. La parole est à M. Robini, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Victor Robini. Mon cher secrétaire d'Etat, vous savez ou plutôt vous ne savez pas la sympathie que j'ai pour vous parce que nous avons combattu tous les deux sur ces terres lointaines où flottait le drapeau français, ces terres qui étaient teintées de rose sur les atlas de notre enfance.

Pour ce budget, vous avez pris le train en marche, mais vous avez fait tout ce que vous pouviez pour le service du monde ancien combattant.

Je salue au passage votre action en ce qui concerne l'unification de la retraite des combattants, l'amélioration du sort des veuves, des ascendants, des combattants d'Afrique du Nord, la légion d'honneur, cette légion d'honneur que je remettrais dans quinze jours à un ancien combattant de 95 ans, s'il n'est pas mort d'ici là.

Tel est le bilan de votre action et je vous en remercie.

Cependant, je tiens à vous le dire au nom du monde ancien combattant, il convient de briser rapidement le carcan qui entoure le rapport constant dont vient de parler notre collègue, M. Vigier, avec talent.

C'est le point principal de votre action, et, au nom du groupe de la gauche démocratique que je représente, je vous demande de prendre l'engagement de briser ce carcan, auquel cas nous vous suivrons jusqu'au bout. (*Applaudissements sur certaines travées à gauche, au centre et à droite.*)

M. Jacques Henriot. Peut-être ?

M. le président. Monsieur Vigier, veuillez poursuivre votre exposé.

M. Jean-Louis Vigier. Parmi les nouvelles mesures prévues dans le budget de 1978, la plus importante concerne la retraite du combattant : 122 millions de francs permettront d'établir l'égalité entre les différentes générations de combattants. Nous sommes heureux que cette mesure, accueillie à l'origine avec scepticisme, se trouve pleinement réalisée ; elle traduit le souci d'assurer aux combattants et aux valeurs qu'ils ont défendues une juste place dans la nation.

Il est à noter qu'une mesure nouvelle supplémentaire de 18 millions de francs a été ajoutée à ce projet de budget : elle permettra aux veuves d'accéder, dès cinquante-cinq ans, au lieu de soixante ans, à l'indice 500.

Il est toutefois regrettable que la dotation complémentaire destinée à assurer le paiement des indemnités et pécules aux déportés internés et personnes contraintes au travail en pays ennemi ne soit que de 1,5 million de francs. Nous déplorons également l'insuffisance du crédit de 2 140 000 francs destiné à absorber les hausses intervenues dans le domaine de l'appareillage des mutilés de guerre et autres handicapés physiques.

Nous notons, en revanche, avec satisfaction, la création, en 1978, de deux antennes mobiles supplémentaires, ce qui portera leur nombre à cinq. Il y a là un souci louable d'améliorer les relations avec les handicapés.

Enfin, je relève que les crédits affectés au titre « moyens des services » — titre III — ne représentent que 3,4 p. 100 du total des dotations.

Nous connaissons votre souci d'assurer, dans les meilleures conditions possible, le fonctionnement d'une administration au service des quatre millions de ressortissants de votre département ministériel. Aussi, comptons-nous sur vous pour améliorer encore ce service.

En conclusion, les mesures nouvelles de ce budget nous paraissent satisfaisantes, en particulier la mise à parité des retraites du combattant, l'amélioration du sort des veuves, le doublement des honoraires des experts et sur-experts, etc.

Certes, des mesures supplémentaires sont nécessaires ; mais étant donné leur coût, elles ne peuvent pas concerner tous les ressortissants du secrétariat d'Etat. Il est certain que notre assemblée, soucieuse du sort de ces ressortissants, apprécie, monsieur le secrétaire d'Etat, des mesures nouvelles, même ponctuelles, prises pour des catégories particulièrement défavorisées. Je pense aux veuves, aux ascendants et aux évadés, dont le statut n'est pas toujours bien défini.

Cela étant, monsieur le secrétaire d'Etat, je ne sais si on peut vous dire, compte tenu des autres impératifs financiers du Gouvernement, si votre budget est le meilleur ou le moins mauvais possible. Il me paraît, quoi qu'il en soit, refléter, autant que la situation le permet, votre souci de veiller à la condition et aux intérêts de ceux envers qui la nation a contracté une dette. C'est pourquoi, sous le bénéfice des remarques que j'ai faites, le groupe RPR votera votre budget. Cette position sera également la traduction d'un préjugé favorable envers vous. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Bouloux.

M. Jean-Marie Bouloux. Monsieur le secrétaire d'Etat, n'était votre présence au banc du Gouvernement — nouvelle au titre de secrétaire d'Etat aux anciens combattants — je pourrais me contenter de reprendre, sans rien y changer, mon intervention de l'an passé, à l'occasion de l'examen de ce même budget.

J'y faisais le procès des nombreuses ambiguïtés de l'administration au regard de l'application des textes concernant le monde ancien combattant en général. L'on semble toujours chercher un biais pour violer la volonté du législateur ou interpréter celle-ci de façon restrictive.

Voyez l'exemple du rapport constant, que l'on applique à la lettre — indice 170 de la fonction publique — et non dans l'esprit des auteurs de la loi, qui visaient alors comme référence la situation bien précisée d'un fonctionnaire en fin de carrière.

On a, à la faveur d'améliorations de carrière, bien justifiées, des catégories C et D, manipulé les grilles de la fonction publique, afin qu'il n'y ait pas de répercussion sur les pensions, qui restent bloquées à l'indice 170.

Je l'ai dit, et je le répète, cela ne tient même plus de l'ambiguïté, c'est une escroquerie !

J'insistais également sur le manque de concertation entre le secrétariat d'Etat et les fédérations d'anciens combattants, ce qui me valut une philippique de la part de votre prédécesseur. Pourtant n'interprétais-je point là la position quasi unanime des responsables de ces fédérations ?

Faire état, au titre de preuve contraire, de la fameuse réunion tripartite « d'information » sur l'application du rapport constant, tenue le 23 juin 1976, relevait de l'ambiguïté puisque aucun des participants du monde combattant ne s'est reconnu dans les conclusions qui ont été tirées, unilatéralement, de cette réunion, d'information il est vrai, et non de « concertation ».

Mais je ne veux pas m'appesantir sur ces deux exemples, sauf pour rappeler brièvement que j'avais alors conclu par un amendement qui demandait la constitution d'une véritable commission

tripartite chargée de fournir les éléments d'un projet de loi destiné à améliorer le niveau de vie des pensionnés qui ressortissent du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Cet amendement tomba sous la guillotine de l'article 41 de la Constitution, invoqué par votre prédécesseur. Il semble que j'aie eu là tort d'avoir trop tôt raison.

C'est pourtant la seule façon d'examiner sérieusement, et en toute bonne foi, tous les problèmes qui constituent le contentieux « anciens combattants », et de déboucher, après accord, sur un plan de réalisation qu'il conviendra d'échelonner sur plusieurs années.

Au demeurant, nombre de mesures à prendre, importantes pour les intéressés, mais sans lourde répercussion financière, permettraient « d'élaguer » sérieusement et rapidement ce contentieux.

Je souhaite vivement, monsieur le secrétaire d'Etat, que la commission tripartite « de concertation » que vous envisagez accomplisse ce travail, en complément de l'examen du niveau de vie des pensionnés.

Au sujet de l'examen du contentieux, et en vue de sa solution, j'avais donné l'exemple de la Belgique dont le gouvernement a résolu un problème similaire en mettant au point un « protocole d'accord entre le gouvernement et les associations patriotiques en vue du règlement du contentieux des victimes de guerre ».

Le gouvernement français s'honorera, qui suivra l'exemple de nos amis belges.

Mais revenons à l'examen du présent budget. Il faut noter avec satisfaction : une mesure attendue concernant la mise à parité des retraites du combattant de toutes les générations du feu ; une mesure nouvelle concernant l'abaissement de soixante à cinquante-cinq ans de l'âge d'accès à l'indice 500 pour les veuves de guerre. A ce sujet, on peut se demander s'il n'eût pas été préférable de laisser toute notion d'âge en ce qui concerne cette décision. En effet, les veuves de guerre de moins de cinquante-cinq ans doivent être peu nombreuses : elles sont rares en ce qui concerne la guerre de 1939-1945 et celle d'Indochine, peu nombreuses également en ce qui concerne la guerre d'Afrique du Nord puisque la grande majorité des combattants appartenaient au contingent.

Quant aux nombreux problèmes qui attendent une solution équitable, tout a déjà été dit et sera répété. Je n'en retiendrai donc que quelques-uns pour ne pas abuser de mon temps de parole et de votre patience.

Il faut prévoir l'attribution de la carte du combattant aux anciens prisonniers de guerre, au même titre et dans les mêmes conditions libérales que celles qui furent arrêtées pour nos compatriotes alsaciens et mosellans mobilisés de force dans l'armée allemande.

Il faut permettre l'accès des anciens prisonniers à la pré-retraite qui découle des accords professionnels du 11 juin 1977 et qui est plus avantageuse, puisque réglée à 70 p. 100 du dernier salaire pendant cinq ans, que la retraite professionnelle anticipée qui découle de l'application de la loi du 21 octobre 1973 et qui ne leur attribue que 50 p. 100 du salaire plafonné.

Il faut examiner la situation de nos compatriotes requis au titre du travail obligatoire qui, après un long et dur séjour dans les camps nazis de travail forcé, attendent toujours la reconnaissance de leur titre ainsi que la possibilité d'obtenir une retraite anticipée dans les mêmes conditions que les anciens prisonniers.

Le problème posé aux pensionnés de guerre pour la liquidation de leur retraite de sécurité sociale par la prise en compte des années où ils perçurent « l'indemnité de soins » doit également être étudié.

Enfin, la Légion d'honneur doit être attribuée à tous nos glorieux anciens de 1914-1918 qui totalisent trois titres de guerre.

En ce qui concerne nos camarades d'Afrique du Nord, il convient d'activer la publication des listes d'unités combattantes, d'accélérer la délivrance des cartes du combattant, de rendre plus libérales et plus équitables, au besoin par une nouvelle loi, les conditions d'attribution de la carte, compte tenu de la spécificité de cette guerre — je dis bien de cette « guerre » — faite d'escarmouches, d'embuscades, de contre-

embuscades et d'actions de commandos, et de faire en sorte que les titulaires de la carte du combattant aient droit au bénéfice de la campagne double, comme leurs aînés.

Pour leur titre de pension, après la mention « Hors guerre », ils en sont à celle d' « opérations d'Afrique du Nord ». Cela est ridicule, d'autant plus — et c'est psychologiquement très grave — que beaucoup d'entre eux se croient ainsi financièrement lésés, alors que cela est, heureusement, inexact. Il est vrai que leur pension n'est pas au même taux que celle des autres. Pour un coup de tampon à mettre sur un titre de pension, avouez que c'est ridicule !

Enfin, il faut revenir à la commémoration officielle du 8 mai 1945. Cette date historique appartient à tous ceux qui ont beaucoup souffert pour l'aboutissement de cet armistice, nul n'a qualité pour en disposer. De plus, le 8 mai 1945, on peut bien le dire, est l'anniversaire de la naissance de l'Europe libre.

Monsieur le secrétaire d'Etat, vous avez le regrettable privilège d'appartenir à plusieurs familles de victimes de guerre. Combattant valeureux, blessé de guerre, prisonnier dans des conditions rappelant davantage le régime de certains camps de concentration que celui, pourtant souvent dur, de nos stalags, vous êtes, de plus, un homme de cœur et de bonne volonté. Nul plus que vous n'est qualifié pour appréhender et comprendre les problèmes des victimes de guerre, toutes les victimes.

Nous comptons sur vous pour débloquer une situation que beaucoup d'associations considèrent comme injuste et inéquitable et nous vous aiderons dans votre tâche.

Solidaire de mes camarades du monde ancien combattant, je ne puis voter le budget, tel qu'il nous est présenté. Mais, dans la mesure où le refuser pourrait apparaître comme une mesure de défiance à votre égard, je me contenterai, pour une fois, de m'abstenir. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Berrier.

M. Noël Berrier. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, en 1918, la première guerre mondiale prenait fin. Soixante années se sont écoulées, qui n'ont pas permis aux gouvernements successifs de régler tous les problèmes humains liés à ce conflit.

En 1945, la seconde crise militaire mondiale prenait fin. Plus de trente années se sont écoulées, sans pour autant que soient résolus les problèmes de fond.

Puis ce furent l'Indochine, l'Algérie. Longue est la liste des questions qui demeurent sans réponse et des problèmes qui restent sans solution.

Au-delà de l'image de marque qu'à travers des manifestations du souvenir se donnait le Gouvernement, au-delà des mots, existe la réalité des choses. Le contraste est surprenant.

Si les divers ministres ne cessent de rendre hommage aux quatre millions d'anciens combattants et prisonniers de guerre, si ces mêmes autorités ne cessent de souligner le lourd handicap physique et moral, conséquence des épreuves subies, elles ne sont pas pour autant parvenues à apporter à ces quatre millions de Français le bonheur social auquel ils aspirent.

Entre la volonté et la réalité, il manquait les moyens. Chaque année, au nom du groupe socialiste, nous dénonçons leur insuffisance.

Faudra-t-il attendre que nous aient quitté les derniers poilus pour leur accorder ce à quoi ils ont droit ?

Faudra-t-il attendre qu'aient disparu les derniers résistants et prisonniers, les dernières veuves, les derniers ascendants, pour réparer une injustice trop longtemps tolérée ?

Certes, nous notons, monsieur le secrétaire d'Etat, dans le projet de loi de finances pour 1978, quelques améliorations.

Nous ne pouvons que nous réjouir des trop rares mesures positives qui donnent enfin, mais bien trop partiellement, satisfaction à ces femmes et à ces hommes qui ont tout sacrifié pour la liberté de notre pays.

Nous ne pouvons que souligner le bien-fondé de l'établissement de la parité de la retraite du combattant, qui interviendra au 1^{er} janvier 1978, et de l'abaissement à cinquante-cinq ans de l'âge à partir duquel les veuves de guerre bénéficieront de la pension calculée sur la base de l'indice 500. Mais ce sont les seules mesures positives dont le financement est assuré.

Nous ne pouvons qu'être favorables au principe de suppression des forclusions, bien qu'en ce domaine des difficultés subsistent, liées à un formalisme excessif en matière de preuves.

Nous ne pouvons qu'approuver l'abaissement de l'âge du droit à la retraite, qui permet aux anciens combattants et prisonniers de guerre de bénéficier, entre soixante et soixante-cinq ans, d'une pension de retraite calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans.

Mais je fais remarquer que c'est une mesure qui correspond à une volonté du Parlement, manifestée par la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973.

Ces mesures, pour positives qu'elles soient, ne constituent pourtant que la réparation d'injustices évidentes.

Monsieur le secrétaire d'Etat, vous le savez bien, elles ne constituent qu'un petit pas vers le règlement du contentieux, et ces quelques améliorations ne pèsent pas bien lourd dans la balance, au regard de l'ensemble des questions qui restent sans réponse.

Les anciens combattants, les prisonniers de guerre, ne veulent pas être des assistés. Ils sont las d'entendre des déclarations de sympathie. Ce qu'ils veulent, ce sont des actes positifs ! Mais hélas, ces actes ne figurent pas encore d'une façon concrète dans le projet de budget 1978.

Ainsi en est-il du rapport constant. Député, vous souhaitez, il n'y a pas si longtemps, « la définition en commun d'un nouvel indice de référence, qui serait à la fois inconstable et automatique ». Que proposez-vous aujourd'hui en tant que secrétaire d'Etat ?

Vous avez fait part à l'Assemblée nationale de votre intention de créer une nouvelle commission tripartite — vous venez de le confirmer devant le Sénat — mais le conflit qui dure depuis trop longtemps en sera-t-il pour autant réglé ?

Vous n'ignorez pas, monsieur le secrétaire d'Etat, que, depuis 1962, les montants des pensions de retraite des anciens combattants et victimes de guerre n'ont cessé de « décrocher », si je puis dire, par rapport aux traitements de la fonction publique sur lesquels ils sont indexés.

Votre proposition de réunir une commission tripartite permettra probablement un chiffrage de rattrapage nécessaire. Mais quand interviendra-t-il ? Vous venez de nous dire que vous ne pouvez pas le préciser, et l'on vous comprend. Ce ne sera certainement pas avant 1979, donc bien après le vote du budget. Les intéressés devront encore faire preuve d'une longue patience.

Chacun reconnaît que cette injustice doit cesser et qu'elle doit cesser au plus vite. Des veuves, des orphelins, des mutilés, des blessés, des malades attendent depuis des années. Vous n'avez plus le droit de les décevoir. Vous n'avez plus le droit de reculer une nouvelle fois l'échéance et je prends acte de votre bonne volonté manifestée à l'instant devant notre assemblée.

Il existe encore de nombreuses lacunes en ce qui concerne les anciens d'Afrique du Nord, qui ne bénéficient pas intégralement de l'égalité des droits, avec les combattants des autres conflits.

Pouvez-vous m'expliquer, monsieur le secrétaire d'Etat, quelles différences vous percevez entre une blessure reçue en Algérie et une blessure reçue en Indochine ? Pour ma part, je n'en vois aucune et je sais bien que vous ne me contredirez pas. Alors, comment comprendre que les soldats tués, blessés en Afrique du Nord, le furent « hors guerre » ?

Je suis convaincu que vous tenez un raisonnement analogue au mien ; mais, il faut bien avouer que la substitution de la mention « Opérations d'Afrique du Nord », à la mention « Hors guerre » n'apporte pas satisfaction à cette catégorie de combattants.

Je n'ai nullement besoin de vous convaincre de l'urgence de ce problème, mais, je sais aussi que votre collègue M. Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, y a opposé un refus très net.

Dans une lettre datée du 12 septembre 1977 adressée au président de la FNACA, M. Boulin écrit notamment : « Il n'y a pas lieu de modifier la mention actuellement portée sur les pensions des militaires ayant servi lors de ces opérations. » Serait-ce là une remise en cause de la loi du 9 décembre 1974 ? Les combattants d'Afrique du Nord ne sauraient évidemment l'admettre.

D'autres questions non moins importantes restent en litige.

Il y a d'abord la publication des listes d'unités combattantes dont, trois ans après la promulgation de la loi n° 74-1044, la moitié à peine a été publiée.

Il y a ensuite la délivrance de la carte du combattant, l'insuffisance des personnels des services départementaux de l'office ne permettant pas de résorber rapidement les centaines de milliers de demandes en instance.

Puis vient la suppression de la formule de « capital réservé viagèrement » en matière de retraite mutualiste, qui pose certains problèmes ; il serait souhaitable que le délai accordé jusqu'au 31 décembre 1977 pour la souscription de la formule à capital réservé viagèrement, soit prorogé, afin que les souscripteurs puissent faire leur choix en toute connaissance de cause.

Viennent après, d'une part, l'extension du délai de présomption d'origine, actuellement fixé à un mois, alors que nous souhaitons que ce délai soit porté à six mois, notamment en cas de maladies à évolution lente, d'autre part, l'attribution de la campagne double pour l'avancement et la retraite, dont les fonctionnaires et assimilés ne bénéficient pas encore.

Reste enfin la révision du paramètre de rattrapage qui, en l'état actuel des choses, ne permet qu'à 1,75 p. 100 des dossiers de recevoir un avis favorable au titre de la procédure instituée par la loi du 2 décembre 1974.

Voilà autant d'éléments qui font qu'à l'heure actuelle, monsieur le secrétaire d'Etat, l'égalité entre les différentes générations de combattants ne correspond pas à l'entière réalité.

Mais là ne s'arrête pas la liste des griefs que l'on peut adresser à ce projet de loi.

Je n'ai pas encore abordé, monsieur le secrétaire d'Etat, la délicate question de l'attribution de la carte du combattant aux anciens prisonniers de guerre.

Je ne parle pas, bien évidemment, de ceux — et ils sont très peu nombreux — qui, durant leur captivité, n'ont pas eu un comportement conforme à la dignité du soldat français. Mais, il est cependant des injustices qu'il faut réparer.

Combien de prisonniers de guerre ont organisé et poursuivi le combat ! Combien d'entre eux ont lutté contre l'ennemi, risquant à chaque instant des représailles ! Pourtant, il en est parmi eux, qui ne peuvent aujourd'hui bénéficier de la retraite du combattant parce que ne possédant pas un jour dans une unité combattante. Cette situation injuste doit cesser.

En ce qui concerne les pensions des veuves, nous enregistrons avec satisfaction le pas fait au cours des débats à l'Assemblée nationale. Mais, nous attendons de votre part l'assurance que la généralisation, sans condition d'âge, de l'indice 500, soit une de vos préoccupations prioritaires.

Il n'est, en effet, pas concevable que cet indice ne devienne pas très rapidement le taux normal de pension pour toutes les veuves.

Je ne doute pas de vos intentions, monsieur le secrétaire d'Etat, car je ne fais que reprendre ce que vous avez dit vous-même le 2 novembre 1976 : « Il serait légal de porter à 500 points la pension de toutes les veuves. »

En prenant la parole, je rappelais que soixante années s'étaient écoulées depuis la fin de la Première Guerre mondiale, soixante années au cours desquelles quelques milliers de braves ont espéré en vain la récompense suprême, qu'aurait été pour eux la Légion d'honneur.

C'est parce que j'ai bien connu de nombreux combattants de 1914-1918, qui sont morts avec cette espérance déçue, que je dis avec amertume, qu'il reste beaucoup à faire. Il est nécessaire que la plus large information soit faite pour qu'aucun oubli ne soit plus à déplorer.

En ce qui concerne le 8 mai, le groupe socialiste du Sénat souhaite vivement que cette date redevienne journée officielle.

Il n'est pas dans notre esprit de célébrer la victoire d'un peuple sur un autre, mais la victoire de la liberté et de la justice sur un régime totalitaire.

M. Lucien Grand. Très bien !

M. Noël Berrier. C'est le souhait de tout le monde combattant et celui de l'immense majorité des Français.

Voilà, monsieur le secrétaire d'Etat, résumées quelques remarques sur votre budget.

Pour ne pas allonger mon propos, je ne parlerai pas des insuffisances de la loi n° 77-778 du 12 juillet 1977 relative aux anciens déportés et internés, ni de la question des ascendants, ni de la retraite mutualiste.

Cependant j'évoquerai brièvement la question des anciens du « service du travail obligatoire ». Nous pensons qu'en aucune manière leur sort et leur titre ne sauraient être comparés au sort et au titre des déportés de la résistance, ou aux déportés politiques, parqués dans les camps de concentration, qui étaient autant camps d'extermination que camps de travail.

Toutefois, nous sommes sensibles aux souffrances morales et parfois physiques endurées par les anciens du STO. C'est pourquoi, nous demandons pour eux que soient reconsidérés les droits à réparation matérielle qu'ils revendiquent.

Pour conclure, je me contenterai simplement de citer quelques chiffres.

Je soulignerai que, par rapport à l'enveloppe rectifiée de 1977, les crédits ne progressent que de 5,90 p. 100.

Ce budget, qui ne représente que 3,40 p. 100 du budget national, peut être considéré comme un budget d'austérité.

Ne suffit-il pas d'étudier le titre III pour se convaincre de l'insuffisance des moyens des services dans le budget du secrétariat d'Etat ?

Ce ne sont pas les quelques postes de vacataires et d'ouvriers qui régleront les problèmes de personnels et qui compenseront les six cents emplois supprimés il y a quelques années.

Vous êtes, j'en suis personnellement convaincu, conscient des insuffisances de ce budget.

Les idées, la bonne volonté, ne suffisent pas, monsieur le secrétaire d'Etat, à compenser le manque de moyens.

La parité de la retraite du combattant et l'amélioration de la condition de certaines veuves sont les seuls points véritablement positifs de ce projet de loi.

Le Gouvernement, dont vous êtes membre, a d'ailleurs bien perçu l'embarras de sa majorité en demandant à l'Assemblée nationale la réserve de l'article 71.

Le vote du groupe socialiste du Sénat sera bien évidemment, monsieur le secrétaire d'Etat, fonction de l'attitude du Gouvernement à l'égard des deux amendements proposés à l'unanimité par la commission des affaires sociales.

M. le président. La parole est à M. Touzet.

M. René Touzet. Quatre millions de Français, appartenant à quatre générations, restent marqués dans leur chair et dans leur affection par les conséquences de deux grandes guerres mondiales et des guerres d'outre-mer qui les suivirent, dont ils furent les acteurs avant de devenir les témoins.

Le monde « anciens combattants » est digne de respect. Tous ont droit à la reconnaissance de la Nation et la solidarité nationale doit se manifester à leur égard à la mesure de leurs sacrifices.

Nous sommes persuadés de la justesse de leur cause et c'est pour ces raisons que nous sommes particulièrement attentifs à l'examen de votre budget.

Pour 1978, monsieur le secrétaire d'Etat, il progresse d'un peu plus de 6 p. 100 par rapport au total des crédits ouverts par la loi de finances pour 1977, compte tenu des crédits supplémentaires qui sont venus s'y ajouter lors du collectif budgétaire.

Les efforts de clarification proposés dans ce budget devraient nous permettre, et nous l'espérons, de mieux mesurer le volume des prestations servies aux différentes catégories de bénéficiaires.

Je ne ferai pas ici un bilan complet des avantages ou améliorations acquis depuis ces dernières années. Nous les connaissons.

Je vous dirai simplement que nous nous sommes félicités de ceux qui marquaient de réels progrès, notamment la reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Afrique du Nord, la suppression de certaines forclusions, l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens combattants et prisonniers de guerre, la possibilité, pour les anciens déportés et internés, de bénéficier, sous certaines conditions, d'une pension d'invalidité à cinquante-cinq ans.

Diverses améliorations ont également été apportées aux pensions de veuves et aux ascendants. Il ne faut pas oublier non plus le relèvement de la retraite mutualiste, ainsi qu'une dispo-

sition de la loi de finances pour 1977 qui permet, pendant encore cinq ans, aux anciens d'Afrique du Nord de pouvoir se constituer cette retraite avec la majoration de 25 p. 100 de l'Etat. Nous nous félicitons aussi aujourd'hui de la mise à parité de la retraite du combattant de 1939-1945 avec celle des anciens de 1914-1918.

Cependant, il convient de souligner que, parmi ces mesures, certaines ne sont que les conséquences d'un rattrapage de retards cumulés d'une année sur l'autre.

Si nous nous sommes réjouis de ces mesures qui marquaient de réels progrès nous avons aussi beaucoup regretté les insuffisances qui subsistaient.

Des problèmes importants demeurent, qu'il faudra résoudre au plus vite.

Il y a d'abord la situation des veuves de guerre.

Nous avons été sensibles aux déclarations que vous avez faites à l'Assemblée nationale relatives au déblocage d'un crédit de 18 300 000 francs, qui doit permettre d'abaisser de soixante à cinquante-cinq ans l'âge de leur accès à l'indice 500.

Pour l'avenir, nous souhaiterions que vos efforts tendent à la suppression de toute référence à l'âge des bénéficiaires.

Il y a ensuite la retraite anticipée des anciens combattants et prisonniers de guerre.

La loi du 21 novembre 1973 leur a donné la possibilité de percevoir entre soixante et soixante-cinq ans une retraite anticipée calculée sur le taux applicable à soixante-cinq ans.

Or, l'accord patronat-syndicats du 13 juin dernier, dont la durée est actuellement prévue jusqu'au 31 mars 1979, offre à tout salarié la possibilité de prendre, à partir de soixante ans et jusqu'à soixante-cinq ans, une retraite anticipée égale à 70 p. 100 de son salaire brut.

Il ne faudrait pas que la mesure dont avaient bénéficié les anciens combattants et prisonniers de guerre, qui semblait intéressante pour eux, devienne, avec les nouvelles possibilités offertes aux salariés de même âge, désavantageuse à leur égard.

Il y a enfin la situation des anciens d'Afrique du Nord. Elle mérite aussi encore quelques efforts.

Je citerai la publication des dernières listes et les mesures de la procédure spéciale pour hâter la délivrance des cartes de combattants.

Comme vous-même l'avez déclaré, je pense qu'après la suppression de la mention « hors guerre » sur les cartes et livrets, il est inutile de lui substituer une autre inscription; il serait également souhaitable que le bénéfice de la campagne double, comme pour les autres conflits, leur soit accordé.

L'inhumation du soldat inconnu d'Afrique du Nord à Notre-Dame-de-Lorette, à côté du soldat inconnu de 1914-1918 et de celui de 1939-1945, prouve qu'il n'y a pas de différence entre les trois générations du feu.

La carte du combattant délivrée aux anciens d'Afrique du Nord doit donc être une carte de combattant à part entière.

Nous n'avons pas oublié la mesure que vous avez prise en 1974 pour les ascendants — mesure qui a permis à ceux qui n'étaient pas couverts par une protection sociale de bénéficier de l'affiliation à la sécurité sociale dès l'âge de soixante-cinq ans — et l'augmentation, en 1976, de cinq points de leur pension.

Force est cependant de constater que cette catégorie d'ayants droit est particulièrement défavorisée, car cette pension n'est accordée qu'au-dessous d'un certain plafond de ressources. Il devient donc nécessaire de relever le plafond au-dessus duquel la pension n'est pas accordée ou ne l'est que partiellement.

Nous estimons également indispensable, dans un premier temps, une nouvelle augmentation de cinq points au moins de l'indice de cette pension.

Comme tous les ans à cette époque, le problème de l'actualisation des pensions militaires d'invalidité, par l'application du « rapport constant », fait l'objet d'une longue discussion; les propos tenus à cet égard dans les deux assemblées sont tous très semblables, sans pour autant qu'une solution satisfaisante soit en vue.

Si, en effet, 501 millions de francs sont consacrés cette année, dans le budget de 1978, à l'application de ce « système », aucune modification n'est encore apportée au litige qui en découle.

Le véritable problème est celui de l'indice de référence 170, que la loi du 31 décembre 1953 a institué comme base pour la pension de l'invalidé à 100 p. 100 et qui correspondait alors au traitement d'un huissier de première classe de ministère.

M. Lucien Grand. C'est le problème.

M. René Touzet. Depuis, l'indice 170 ancien est devenu l'indice 189. Or aucun des fonctionnaires qui, au moment du vote de la loi de 1953, étaient classés à l'indice 170 ne se trouve aujourd'hui à un indice inférieur à 218.

L'évolution du traitement du fonctionnaire de référence progresse à la faveur de mesures de redressement dont sont exclus les pensionnés. Ainsi, ces derniers n'ont pu bénéficier de l'amélioration générale des rémunérations et, par conséquent, de l'élévation du niveau de vie des autres catégories de salariés.

Nous constatons, de ce fait, qu'un pensionné de guerre à 100 p. 100 perçoit moins des quatre cinquièmes de ce que perçoit un mutilé du travail également pensionné à 100 p. 100. Un rattrapage s'impose donc.

Vous avez déclaré à l'Assemblée nationale, et vous venez de le confirmer, qu'une nouvelle commission tripartite se réunirait, dès le mois de novembre 1977, pour tirer les conclusions de la situation des fonctionnaires et des pensionnés, compte tenu des avantages dont ils bénéficient respectivement.

Nous espérons que cette commission parviendra à trouver une solution à ce litige, en proposant un nouvel indice de référence acceptable, incontestable et automatique.

Sans plus tarder, monsieur le secrétaire d'Etat, nous devons commencer à corriger l'injustice existante, nous nous devons de débloquer cette situation dans le présent budget par un dégel de cet indice 170.

M. Lucien Grand. Très bien!

M. René Touzet. L'octroi de quelques points seulement prouverait la volonté d'aboutir du Gouvernement.

J'ai déposé, avec mon collègue Lucien Grand et les membres du groupe de la gauche démocratique, un amendement à ce sujet et nous serons particulièrement attentifs au sort que vous lui réserverez.

Vous ne serez pas surpris, monsieur le secrétaire d'Etat, si j'aborde maintenant le problème de l'extension de la carte du combattant à l'ensemble des anciens prisonniers de guerre.

Le 14 avril dernier, après que j'eus présenté en séance publique les conclusions du rapport de la commission des affaires sociales sur cette question, nous avons accepté, ainsi que nous l'avait alors demandé votre prédécesseur, M. Bord, et avec la courtoisie qui caractérise notre assemblée, le renvoi de ces textes en commission, afin de rechercher un terrain d'entente.

Le 25 mai suivant, devant notre commission, votre prédécesseur nous proposait alors, pour sortir de l'impasse, une application plus souple des articles R. 224 et R. 227 du code des pensions militaires d'invalidité. Qu'en est-il advenu?

Une note a été effectivement adressée aux offices départementaux leur demandant d'appliquer ces articles d'une façon plus libérale pour l'attribution de la carte du combattant, mais sans préciser expressément les modalités d'application de ces articles.

Il en est résulté, d'abord, que l'article R. 224 ne s'appliquait pas à cette catégorie d'anciens prisonniers de guerre. Quant à l'article R. 227 qui pourrait ouvrir droit à la carte du combattant à ceux qui, pendant leur captivité, auraient opposé un refus aux pressions des organismes servant l'ennemi, en fait de procédure plus souple, il a été demandé aux intéressés de fournir trois témoignages de compagnons de captivité.

Vous comprendrez aisément l'échec d'une partie de cette procédure, étant donné l'impossibilité, pour les intéressés, de retrouver leurs anciens camarades de captivité, certains étant décédés, d'autres ayant été perdus de vue, les années et les distances faisant souvent le reste.

À l'Assemblée nationale, vous avez déclaré, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous donneriez des directives particulières pour l'application de cet article R. 227.

Personnellement, je ne crois pas que cette procédure, même appliquée de manière libérale, aboutisse à un règlement satisfaisant. Seule, une loi pourrait régler définitivement ce problème.

Le Gouvernement s'honorerait s'il acceptait d'examiner les propositions qui ont été déposées sur les bureaux des deux assemblées et qui tendent toutes à proposer de nouvelles dispositions pour parvenir à régler ce problème.

Telle est bien d'ailleurs, tant au Sénat qu'à l'Assemblée nationale, la volonté des élus qui, dans leurs commissions compétentes, ont adopté ces propositions de loi à l'unanimité.

Nous nous devons rapidement de corriger l'injustice dont sont victimes certains prisonniers de guerre qui n'ont pas démérité, qui se sont conduits en vrais soldats et qui, dans la plupart des cas, ont continué la lutte dans les camps, au risque de représailles que beaucoup, du reste, ont subies.

Il va sans dire que seront exclus de cette procédure ceux qui, en captivité, n'auraient pas eu une attitude digne d'un soldat français, mais ils sont rares.

Après tant d'années, ce problème devrait être réglé, car ces litiges et attermolements ne nous honorent pas.

Pour terminer, c'est du 8 mai que je veux maintenant parler. Le 8 mai, c'est le jour où a été signé l'armistice de la guerre 1939-1945; c'est le symbole de la délivrance d'un peuple qui a souffert de la guerre, qui a souffert en captivité, qui a souffert dans les camps de concentration, qui a souffert de l'occupation.

Le 8 mai, comme l'ont rappelé tant de nos collègues, ce n'est pas la victoire d'un peuple sur un autre, c'est le symbole d'un peuple qui a retrouvé sa liberté. Il doit être déclaré fête nationale et nous aimerions connaître vos intentions à ce sujet, monsieur le secrétaire d'Etat, car tout le faste qui pourra être donné au 11 novembre ne diminuera pas pour autant ce que représente le 8 mai pour ceux qui ont vécu la guerre 1939-1945.

Votre arrivée à la tête de ce ministère, monsieur le secrétaire d'Etat, a fait naître l'espoir chez les anciens combattants et victimes de guerre.

Le monde des anciens combattants et victimes de guerre vieillit. Ses effectifs diminuent budget après budget. N'attendez pas que la grande majorité d'entre eux ait disparu pour donner satisfaction à leurs justes revendications.

Ils ont confiance en vous, ne les décevez pas. (*Applaudissements.*)

M. le président. Parvenu à ce point du débat, le Sénat voudra sans doute renvoyer la suite de ses travaux à vingt-deux heures. (*Assentiment.*)

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-neuf heures quarante minutes, est reprise à vingt-deux heures, sous la présidence de M. Alain Poher.)

PRESIDENCE DE M. ALAIN POHER

M. le président. La séance est reprise.

Le Sénat va poursuivre l'examen des dispositions du projet de loi de finances concernant les anciens combattants.

Dans la suite de la discussion, la parole est à M. Marson.

M. James Marson. Monsieur le secrétaire d'Etat, vous présentez votre budget comme un document contenant de nombreuses mesures. Il en comprend quelques-unes, il est vrai, mais elles sont très limitées. C'est un budget étriqué si l'on tient compte de l'inflation qui frappe les anciens combattants comme les autres Français.

Tant à l'Assemblée nationale qu'en commission ou devant le groupe des sénateurs anciens combattants, vous avez essayé de mettre en avant l'idée de promotion des pensions. Peut-être entendez-vous, avec cette idée, créer à l'égard des anciens combattants et victimes de guerre une notion d'assistance qui n'a rien à voir avec le droit à réparation tel que l'entendent les anciens combattants et tel que l'a entendu le législateur.

La loi est, en effet, formelle. Il s'agit « du droit à la réparation due, premièrement, aux militaires affectés d'infirmités résultant de la guerre, deuxièmement, aux veuves, aux orphelins et aux ascendants de ceux qui sont morts pour la France ».

Cette affirmation solennelle, qui est absolument contraire à toute notion d'assistance telle qu'elle a été développée depuis quelque vingt ans, constitue la charte des anciens combattants et victimes de guerre. Pour eux, le droit à réparation doit être un droit sacré !

Votre budget, monsieur le secrétaire d'Etat, n'apporte rien qui permette de satisfaire réellement les revendications urgentes des différentes générations du monde ancien combattant. Vous laissez entendre, il est vrai, que vous vous êtes heurté, en parlant du contentieux à régler avec les anciens combattants, à l'opposition du ministre des finances. Je crois qu'il serait mieux de dire — car la solidarité ministérielle est une évidence — que les demandes des anciens combattants se heurtent à l'opposition du Gouvernement.

M. Marcel Gargar. Très bien !

M. James Marson. Il ne suffit pas de parler de la crise et du plan d'austérité pour esquiver le contentieux des anciens combattants.

Il faut le dire et le répéter : les anciens combattants ont fait preuve de civisme en toute occasion, ils ont consenti bien des sacrifices et des plus nobles. Il appartient donc au Gouvernement de leur octroyer un véritable droit à réparation.

A la suite de nombreuses réclamations et en application d'un engagement de l'an dernier, vous vous félicitez de mettre la retraite de toutes les catégories de combattants à égalité avec celle des anciens de 1914-1918. Ce n'est que la réparation d'une injustice.

Rien de nouveau dans votre budget, vous ai-je dit, ou si peu... En réalité, les seuls crédits qui correspondent à des mesures vraiment nouvelles sont les suivants : 122 millions de francs pour harmoniser la retraite du combattant, et encore — je viens de le dire — est-ce la réparation d'une injustice ; 1 500 000 francs à la suite de la levée de forclusions ; 2 140 000 francs pour l'appareillage ; 2 100 000 francs pour les interventions sociales de l'office national.

Tous les autres crédits qui sont en augmentation ne constituent pas des mesures nouvelles, mais traduisent le fait qu'il est impossible, dans les prévisions, de ne pas tenir compte de la hausse du coût de la vie, de l'augmentation des honoraires médicaux, du prix des produits pharmaceutiques ; c'est, en somme, la traduction par les chiffres des résultats de la politique gouvernementale.

Je voudrais, à présent, évoquer la question du rapport constant. Vous prétendez « appliquer, dans votre budget, strictement le rapport constant ». Mais il y a un contentieux, puisque les organisations d'anciens combattants ne sont pas d'accord.

Monsieur le secrétaire d'Etat, vous avez confirmé, tout à l'heure, la nomination d'une nouvelle commission tripartite concernant le rapport constant. Certes, vous ne connaissez pas le résultat des travaux de la commission, mais sa création même prouve qu'il existe un contentieux ; sinon, à quoi bon en créer une ?

Pour prouver votre désir de résoudre ce contentieux, pourquoi ne pas inscrire au budget de 1978 un crédit incitatif de règlement, en attendant que soit résolu définitivement, conformément au vœu des anciens combattants, le problème de l'application du rapport constant ?

M. Marcel Gargar. Très bien !

M. James Marson. Monsieur le secrétaire d'Etat, c'est la question essentielle à résoudre et il ne s'agit pas d'attendre un « collectif » de 1978 pour avoir un commencement d'exécution, d'autant plus que les anciens combattants n'ont pas tout exigé en une seule année, puisqu'ils avaient dressé un plan quadriennal voilà six ans de cela.

Je voudrais, à présent, attirer votre attention sur d'autres points.

Que ferez-vous pour les anciens d'Afrique du Nord qui ne bénéficient pas de la stricte égalité avec les autres combattants ? Pourquoi la carte n'est-elle pas identique ? Pourquoi la mention « Opérations d'Afrique du Nord » figure-t-elle alors que vous-même avez dit que cette mention n'est pas indispensable ?

Que pensez-vous des lenteurs dans l'attribution de la carte du combattant pour les anciens d'Afrique du Nord ? Ne devez-vous pas revoir les conditions dans lesquelles s'applique le fameux paramètre de rattrapage ? La carte ne devrait-elle pas être directement attribuée à tout militaire dont l'unité aura connu au moins neuf engagements ou actions de feu pendant son séjour en Afrique du Nord ?

Ne serait-ce pas justice aussi que les fonctionnaires et assimilés, titulaires de la carte, puissent bénéficier de la campagne

double ? Vous avez laissé entendre que c'était une mesure possible. Est-ce un oui définitif et quelles mesures seront prises avec les autres ministères pour son application ?

D'autre part, que comptez-vous faire pour que le plafond majorable de la retraite mutualiste des anciens combattants soit porté à 2 600 francs ?

Vous n'ignorez pas, monsieur le secrétaire d'Etat, que les sénateurs communistes ont déposé une proposition de loi demandant qu'au 1^{er} janvier 1978 soit attribuée la carte du combattant à tous les anciens prisonniers de guerre français en Allemagne, quelles que soient l'unité à laquelle ils appartenaient et la durée de leur captivité.

Au sujet des ascendants qui ont perdu un ou des fils à la guerre, il est bien évident que toute notion de plafond de ressources devrait être supprimée.

C'est un fait que certains ascendants qui ont malheureusement perdu un être cher et qui perçoivent l'allocation aux vieux travailleurs, l'allocation du fonds national de solidarité, se voient refuser la pension d'ascendant parce que leurs ressources dépassent le plafond fixé.

Je voudrais aussi évoquer la question du 8 mai car les anciens combattants réclament qu'il soit déclaré jour légal, férié et chômé. Il n'est pas possible, quand on parle de paix, de liberté, de démocratie, de ne pas penser à cette journée qui marqua, voilà près de trente-trois ans, la fin d'un cauchemar : la défaite du nazisme, qui avait mis le monde à feu et à sang. Toutes les générations de combattants demandent que le 8 mai soit jour férié. Notre jeunesse doit savoir, chacun doit mieux connaître ce qu'il ne faut plus voir. On ne peut rayer, même par une décision présidentielle, ce que représente cette journée pour l'histoire de notre pays et du monde.

C'est d'autant plus vrai que les victimes du nazisme en France et leurs descendants s'inquiètent de l'action des anciens nazis en République fédérale allemande. Serait-ce une revanche de Hitler de voir le néo-nazisme protégé et l'antifascisme persécuté ?

Les victimes françaises s'inquiètent donc, avec juste raison. C'est d'autant plus légitime que l'on voit des monuments évoquant la Résistance profanés, que l'on voit des personnes antifascistes agressées, que l'on voit saccagés des sièges d'organisations antiracistes ou d'anciens déportés. Tel a été le cas, ces temps derniers, du monument du général Leclerc, du siège du MRAP, le mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix de celui de l'amicale de Mauthausen, d'un monument rappelant, en Moselle, le souvenir des fusillés. Aucun des auteurs de ces actes criminels ou de menaces contre des personnalités n'est, à l'heure actuelle, inquiété.

Par ailleurs, je sais que certaines mesures ont été mises en vigueur pour les anciens déportés et internés remplissant certaines conditions afin qu'ils bénéficient d'une pension d'invalidité de la sécurité sociale cumulable avec la pension militaire. C'est un fait positif.

Mais — il faut le dire — les patriotes résistants à l'occupation sont privés de cet avantage, comme en sont privés les déportés internés âgés de moins de cinquante-cinq ans. Nous pensons qu'avoir été jeune et résistant n'est pas une tare et que, au contraire, des droits ne devraient pas leur être distillés au compte-gouttes.

Monsieur le secrétaire d'Etat, il convient d'examiner aussi les mesures dont sont en droit de bénéficier les anciens de Raw-Ruska : leur camp doit être classé définitivement comme camp de concentration.

Je crois juste, monsieur le secrétaire d'Etat, d'attirer votre attention sur la situation des 600 000 requis au titre du service du travail obligatoire ou qui, raflés à la sortie des usines ou dans les rues des villes et des communes de France, ont été contraints d'accomplir un travail forcé en Allemagne. Ils ont subi de nombreux sévices, certains ont été fusillés, pendus ou décapités. La commission chargée de l'étude de la pathologie de la déportation du travail, que nous avons toujours réclamée, ne devrait-elle pas fonctionner ? Les déportés du travail devraient pouvoir, eux aussi, bénéficier de la retraite à soixante ans.

Nous avons déjà dit que les anciens combattants — ils l'ont prouvé — étaient des gens tenaces ; nous aussi. L'appui que nous leur apportons est sans réserve. Nous ne voulons pas notamment que l'on se contente de parler du rapport constant ; nous voulons son application loyale et une inscription, au moins partielle dans le budget pour 1978. (*Applaudissements sur les travées communistes.*)

M. François Schleiter, rapporteur spécial. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur spécial.

M. François Schleiter, rapporteur spécial. Monsieur le président, je m'excuse infiniment auprès de vous de cette interruption imprévue, mais l'intervention de M. Marson me fait penser que nos rapports, qui, ont pourtant été accueillis aimablement, n'étaient pas tout à fait complets.

Notre collègue Marson vient d'évoquer l'importante question des monuments de la Résistance. La France est une nation pieuse qui garde le souvenir et qui ne saurait oublier le passé, qu'il soit récent ou plus ancien.

Des associations se sont créées, spontanément bien souvent, puis ont disparu. Ici, au bord de la route, a été érigé un modeste mémorial, plus loin un monument important, qui, le jour de leur inauguration, n'ont été remis ni à la municipalité, ni au « Souvenir français ». Les responsables ont disparu, les monuments risquent de subir le même sort. Or, comme l'a indiqué M. Marson, cela n'est pas convenable.

Monsieur le secrétaire d'Etat, un crédit pour l'entretien des cimetières, dont j'ai noté l'insuffisance dans mon rapport écrit, est inscrit dans votre budget.

Nous avons de grandes nécropoles nationales, auxquelles le service des sépultures militaires a consacré des efforts remarquables. Celle de Douaumont, je crois la première, où nous avons accueilli les présidents de la République les uns après les autres, est exemplaire. D'autres grands cimetières nationaux font l'objet de soins qui sont d'une parfaite efficacité.

Mais dans un grand nombre de nos communes, il existe ce que l'on appelle des « carrés militaires », c'est-à-dire des sépultures où l'on a rassemblé ceux qui sont tombés dans une petite commune. Les maires, pendant des années, se sont appliqués à les entretenir. Mais aujourd'hui, ils n'en ont plus les moyens même si, pour les petites sépultures, le « Souvenir français » apporte son concours.

Cette question précise mérite votre attention et je suis sûr que vous pourrez la régler.

M. le président. La parole est à M. Bouneau.

M. Pierre Bouneau. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, j'assume dans mon département des responsabilités à l'égard du monde combattant, et depuis mon arrivée au Sénat, en 1965, j'interviens chaque année lors de la discussion de ce budget.

Il était dans mon intention, aujourd'hui, de développer dans le détail l'ensemble du contentieux des anciens combattants et victimes de guerre. Mais à cette heure tardive et après les interventions que nous venons d'entendre, pour ne pas risquer des redites et laisser notre assemblée et vous-même, monsieur le ministre, je me limiterai au nom de mon groupe, comme en mon nom personnel, à souligner les difficultés et à appuyer les requêtes qui ont été exposées par l'ensemble des orateurs.

La question prioritaire intéresse le rapport constant et la revalorisation de l'indice actuel. Mais soulignons également les demandes justifiées des évadés de France, des déportés et internés de la résistance, des prisonniers de guerre pour l'attribution de la carte du combattant, la reconnaissance du 8 mai.

J'insiste à mon tour pour que vous provoquiez de toute urgence la réunion de la commission tripartite. Sans doute est-il dommage qu'elle ne se soit pas réunie avant la discussion de ce jour.

Je m'attarderai seulement quelques instants sur le dossier intéressant nos jeunes camarades d'Afrique du Nord : En vertu de la loi du 9 décembre 1974, les anciens combattants en Algérie, au Maroc et en Tunisie devraient être traités dans des conditions de stricte égalité avec les combattants des conflits antérieurs. Trois ans plus tard, il n'en est toujours rien ! Les pensionnés sont considérés au titre des « opérations d'Afrique du Nord ».

Les fonctionnaires et assimilés, anciens combattants en Algérie, au Maroc et en Tunisie, titulaires de la carte du combattant, ne bénéficient toujours pas de la campagne double : même carte du combattant du point de vue de la forme, carte différente du point de vue de son contenu, en contradiction avec l'article 1^{er} de la loi du 9 décembre 1974.

La réponse adressée par M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, à plusieurs de nos collègues parlementaires, nous inquiète. Pour justifier cette situation, il indique que « cette loi ayant donné vocation à la qualité du combattant, ne modifie pas la nature de ces opérations qui répondaient à un objectif de maintien de l'ordre ».

Comme beaucoup d'entre vous, certainement, mes chers collègues, le bilan de mon département permet d'affirmer qu'il s'agissait bien d'une guerre. Sur le plan national, les chiffres sont significatifs : 3 000 morts, 2 500 blessés et malades.

Deux questions importantes doivent également nous préoccuper.

Il apparaît qu'à peu près 130 000 cartes du combattant ont été délivrées, alors que plus de 500 000 demandes ont été déposées. Certes, nous savons que parmi ces demandes en attente, figurent des militaires ayant appartenu à des unités non encore publiées. Malheureusement, du retard a été pris dans la publication des listes et, de plus, un manque évident de personnel subsiste dans les services départementaux de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre. Une circulaire récente, adressée par M. le directeur de l'office national à MM. les préfets, souligne ce retard.

Enfin, nous devons constater le peu d'efficacité du « paramètre de rattrapage ». Une étude récente prouve que sur 1 866 militaires à qui a été refusée la carte du combattant au titre de la règle générale, 33 seulement l'obtiendront par l'application du paramètre de rattrapage, soit 1,75 p. 100. Nous devrions revoir les conditions d'attribution de la carte du combattant par la modification des décrets d'application de la loi du 9 décembre 1974.

Compte tenu de cette situation, nous demandons la révision de la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974, afin que la carte du combattant soit attribuée à tout militaire dont l'unité aura connu au minimum neuf engagements ou actions de feu pendant son temps de séjour dans ladite unité, ainsi que nous l'avons déjà proposé.

Si le Gouvernement s'engage à régler tous ces problèmes, il évitera de créer un nouveau contentieux avec les anciens combattants d'Afrique du Nord.

Monsieur le ministre, vous nous avez dit, lors de l'audition que vous avez eu l'amabilité d'accorder à notre amicale sénatoriale que vous aviez « la tripe ancien combattant ». Votre passé militaire, aussi brillant que discret, en est le meilleur témoignage.

Soyez assuré que si, à l'issue de ce débat et en raison unique-ment du blocage de l'indice du rapport constant, mon vote personnel ne sera pas positif — sans être, pour la première fois depuis douze ans, d'opposition — cette décision ne s'exprimera nullement à votre encontre. Mais ce contentieux se traîne depuis des décennies et malgré votre ardent désir de progresser, on ne vous en donne pas les moyens.

En terminant, j'exprime donc le souhait, ayant beaucoup apprécié votre volonté de concertation tant avec le Parlement qu'avec les associations de combattants, que vous restiez longtemps à ce ministère, pour qu'avec fermeté et obstination vous arriviez enfin à arracher les crédits indispensables afin que très vite, vous obteniez dans cette enceinte un vote aussi unanime que sympathique. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Ferrant.

M. Charles Ferrant. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, mon excellent collègue et ami André Bohl se proposait d'intervenir dans ce débat au nom des sénateurs du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Ayant dû rejoindre son département, il m'a demandé de le suppléer. Je vais donc vous lire le texte qu'il avait préparé.

Au nom de mes collègues des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, je voudrais intervenir sur deux problèmes : celui des patriotes résistant à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle incarcérés en camps spéciaux et celui des incorporés de force dans l'armée allemande faits prisonniers par l'armée russe.

En ce qui concerne le premier problème, les droits de ces victimes civiles de la guerre 1939-1945 sont définis par deux décrets constituant le statut des patriotes résistant à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle.

Deux autres textes ont étendu les droits des intéressés en matière de pension militaire d'invalidité : la loi n° 74-1195 du 26 décembre 1974 et le décret n° 74-1198 du 31 décembre 1974.

Ce dernier décret représentait un assouplissement des conditions de preuve d'imputabilité pour un certain nombre d'infirmités. Sa parution a eu pour conséquence le dépôt de nombreuses demandes de pension, et la réouverture de dossiers qui, antérieurement, avaient fait l'objet d'une décision de rejet de pension.

En fait, l'assouplissement des conditions d'administration de la preuve d'imputabilité n'a pas atteint son but, car nombre de patriotes concernés n'ont pu obtenir satisfaction. En effet, il leur a été difficile, voire impossible, d'obtenir, vingt-cinq ans après la fin de la guerre, les documents médicaux de constatation d'infirmité contemporains du premier constat, lequel devait se situer dans une période comprise entre quatre et dix ans après le rapatriement. La nécessité de produire la justification d'une filiation de soins entre l'époque du premier constat et la date à laquelle la demande de pension est présentée est un second obstacle.

La preuve d'imputabilité des infirmités, à la charge du candidat à pension, et sans laquelle aucune indemnisation ne peut être obtenue, se trouve quasiment impossible à faire du fait que, tant les organismes médicaux — hôpitaux, dispensaires, etc. — que les organismes sociaux — sécurité sociale, mines, SNCF, etc. — ne conservent pas d'archives au-delà de quelques années.

C'est ainsi que par une interprétation libérale du décret à l'échelon local, certaines personnes se sont vu proposer pour une pension, proposition qui ultérieurement, est remise en question à l'échelon central au motif qu'il ne se dégage pas des justifications de soins reçus, réunies après force démarches pour suppléer le défaut de pièces contemporaines impossibles à obtenir, une force probante emportant la conviction.

Pourtant, comme le décret du 18 janvier 1973 pris en faveur des anciens prisonniers de guerre des camps russes, le décret du 31 décembre 1974 stipule qu'à défaut de constats médicaux par l'une des autorités médicales citées la preuve d'imputabilité peut être faite par tous autres documents offrant des garanties équivalentes.

L'interprétation rigoureuse des moyens de preuve présentés à l'échelon national conduit à la constatation de trop-perçus sur titre de pension provisoire établi à la suite des propositions de la commission de réforme locale, trop-perçus d'autant plus importants que la décision est prise tardivement.

Nous souhaitons donc une interprétation libérale, pour les intéressés, des textes existants.

Autre problème, celui des incorporés de force dans l'armée allemande faits prisonniers par l'armée russe. Les incorporés de force dans l'armée allemande pendant la dernière guerre faits prisonniers sont soumis, pour le droit à pension d'invalidité et droits accessoires, à la même législation que les prisonniers de guerre français. Cependant, en ce qui concerne les militaires faits prisonniers par l'armée russe, un décret n° 73-74 du 18 janvier 1973, complété par celui n° 77-1088 du 20 septembre 1977, a défini les conditions d'imputabilité des infirmités contractées au camp russe de Tambow et camps annexes.

Ces textes, qui instituent des règles particulières d'indemnisation, assimilent les conditions de la captivité en camp russe à celles de la vie en camps classés de déportation ou d'internement. Ils visent les infirmités mises en évidence à l'occasion des travaux sur la pathologie spéciale de la déportation et de l'internement.

Le décret du 18 janvier 1973 a été approuvé par les intéressés dans sa lettre et dans son esprit. Ce texte répondait aux revendications des anciens prisonniers de l'armée russe. Cependant, quatre années après sa parution, il se révèle être appliqué d'une manière trop restrictive et décevante. Il en sera de même pour l'application du décret du 20 septembre 1977.

S'estimaient concernés par le décret du 18 janvier 1973, pris en faveur « des anciens du camp russe de Tambow et camps annexes », tous ceux qui avaient subi leur captivité russe dans un camp situé sur le territoire de la Russie soviétique, c'est-à-dire également dans les camps des pays baltes annexés — Lituanie, Estonie, Lettonie — et de la Pologne annexée.

Or on semble vouloir contester le bénéfice de ce décret aux prisonniers de guerre ayant séjourné dans certains camps de la Russie soviétique.

Par ailleurs, il s'est créé une sorte de contentieux au sujet des camps situés en Russie même, voire en Sibérie.

Les associations des anciens de Tambow et assimilés, de Moselle et des départements du Rhin, souhaitent une concertation libérale et pragmatique pour l'application des textes susvisés. Dans la pratique, en effet, les documents médicaux contemporains des constats sont quasiment impossibles à obtenir parce que tous les organismes médicaux et de sécurité sociale ne conservent pas leurs archives antérieures à quelques années.

Mais le texte a prévu que la preuve d'imputabilité pouvait être faite par tous autres documents offrant des garanties équi-

valentes. Aussi, les éléments de preuve produits sont-ils le plus souvent des documents médicaux de médecins traitant et des témoignages.

Moins de rigueur administrative, plus d'humanité au bénéfice de ceux qui sont concernés : tel est notre vœu.

Les demandeurs de pension se voient discuter leur droit en raison d'une filiation de soins non faite ou incomplète. Ils bénéficient d'un texte qui repose sur les résultats des travaux effectués sur la pathologie de l'internement. Ce fondement ne devrait pas être oublié à l'occasion de l'examen de chaque cas particulier.

Tel était le texte de l'intervention que M. Bohl se proposait de faire devant notre Haute Assemblée. Permettez-moi maintenant d'intervenir au nom du groupe de l'union centriste des démocrates de progrès.

Si la France est, à l'heure actuelle, un pays de liberté, elle le doit pour une bonne part aux anciens combattants des deux grandes guerres mondiales. Il est, dans ces conditions, parfaitement normal que le législateur, qui, dès 1919, avait institué un droit de réparation à leur profit en reconnaissance de ce que leur devait le pays, s'intéresse à l'ensemble des mesures qui ont été prises à leur égard, comme à celles qu'il y aurait lieu de prendre afin de réparer, tant sur le plan matériel que sur le plan affectif et moral, les sacrifices consentis et ressentis par eux-mêmes ou leur famille.

Il faut toutefois reconnaître, monsieur le secrétaire d'Etat, qu'au cours des dernières années, les gouvernements successifs ont fait preuve de compréhension à l'égard des problèmes des anciens combattants et qu'un certain nombre d'entre eux ont pu trouver une solution particulièrement heureuse. Je pense que l'exemple le plus éclatant est incontestablement la mise à parité de la retraite du combattant de 1939-1945 avec celle du combattant de 1914-1918. Certains oublient sans doute trop rapidement que, voici quelques années encore, un ancien combattant titulaire de la carte touchait une retraite qui se montait très exactement à 35 francs, et que celle-ci sera portée, en 1978, à environ 800 francs. Il s'agit là tout de même d'un résultat positif qui mérite d'être souligné.

Cependant, de nombreux points sombres subsistent encore à l'heure actuelle. S'il est vrai qu'il n'est guère possible de résoudre dans l'immédiat tous les problèmes restés en suspens, il faudrait néanmoins que, pour certains d'entre eux, le Gouvernement, sur la proposition du Parlement, amorce un changement d'attitude susceptible de donner satisfaction à ces revendications particulièrement légitimes. Il en va ainsi du fameux rapport constant.

La loi du 27 mars 1949 avait, en effet, institué le principe d'un rapport constant entre le traitement des fonctionnaires et les pensions servies en vertu de la loi du 31 mars 1919, rapport confirmé au demeurant par les lois de finances de 1951 et 1953, de manière à parvenir enfin à la parité entre les pensionnés de guerre et les fonctionnaires dont le traitement, qui était en 1953 à l'indice 170, a été porté, depuis, à l'indice 238. Ce décalage est, en effet, trop important, car il représente une réduction de pension appréciable pour les personnes — et elles sont nombreuses — qui en bénéficient.

Nous avons écouté avec beaucoup d'attention, monsieur le secrétaire d'Etat, les explications que vous nous avez données sur le règlement de l'irritant problème du rapport constant. Votre position est en progrès par rapport à des positions antérieures. Nous en prenons acte.

Toujours dans le domaine des pensions, il subsiste un autre problème, celui de la proportionnalité, pour lequel il conviendrait également, sans surcharger d'une manière trop lourde le budget des anciens combattants, d'entamer un processus tendant à apporter plus de justice dans l'attribution de ces pensions. Il n'est pas normal, en effet, qu'un pensionné à 10 p. 100 bénéficie d'une pension d'invalidité de 42 points d'indice alors qu'un pensionné à 100 p. 100 perçoit une pension calculée sur 628 points, voire 1 000 points, s'il est bénéficiaire des articles L. 36 et L. 37 du code des pensions. L'idéal sera, bien entendu, d'offrir la possibilité aux titulaires de pension à 10 p. 100 d'obtenir une pension équivalente à l'indice 62 minimum.

J'aborderai à présent le problème de la retraite mutualiste, pour lequel le Gouvernement a consenti ces dernières années un réel effort en relevant le plafond majorable et en rattrapant ainsi le retard accumulé au fil des années. Cependant, afin de limiter la dépréciation constante de ce plafond, il conviendra de l'affecter désormais d'un coefficient de progression basé sur la variation annuelle de l'indice des prix, ce qui permettrait d'éviter les augmentations au coup par coup mais, malheureusement,

espacées et qui ne comblent jamais le retard accumulé. Dans un premier temps, ce plafond devrait être porté à 2 400 francs à compter du 1^{er} janvier 1978.

Le problème est identique pour les rentes mutualistes pour lesquelles il conviendrait d'aligner les taux de revalorisation sur la progression du coût de la vie, tant pour les rentes mutualistes elles-mêmes que pour les majorations de l'Etat auxquelles ouvrent droit les rentes constituées par les anciens combattants et victimes de guerre.

J'en viendrai à présent, si vous le permettez, au problème des veuves, des ascendants et des descendants.

En ce qui concerne plus particulièrement les veuves, là encore un certain nombre d'améliorations ont été apportées à leur situation, mais un grand nombre de revendications propres à la situation de ces personnes n'ont pas encore obtenu satisfaction. Je pense que, dans ce domaine comme dans tous ceux que j'évoque au cours de cette intervention, il est normal qu'en faveur de ces personnes puisse jouer l'inévitable droit « à réparation » et qu'elles puissent bénéficier de ressources justes et équitables.

En matière de pensions pour les veuves, il est primordial d'attribuer, conformément à la loi, cinq cents points de pension sans condition d'âge et, dans un second stade, trois cent trente-trois points pour le taux de réversion, ainsi que la suppression du plafond de ressources pour l'octroi du taux spécial aux veuves âgées de plus de soixante ans.

Pour les veuves de militaires de carrière, il faudra songer à l'unification des régimes des pensions civiles et militaires de retraite, et pour les veuves de fonctionnaires attribuer enfin une bonification de la durée d'activité de deux années pour celles qui ont élevé des enfants. Il serait bon également que l'office national des anciens combattants et victimes de guerre puisse mettre à la disposition des offices départementaux les crédits nécessaires pour procurer une aide ménagère aux veuves et ascendants particulièrement âgés ou handicapés, afin d'assurer leur maintien à domicile.

En ce qui concerne les descendants, une catégorie nous paraît digne d'intérêt. C'est celle des orphelins majeurs infirmes, qui méritent assurément toute notre attention. Pour eux, une revalorisation de l'indice de l'allocation spéciale et le cumul de celle-ci avec les allocations de droit commun constitueraient sans doute des mesures susceptibles d'améliorer leur situation.

Les orphelins de guerre atteints d'une infirmité incurable devraient se voir accorder le droit à pension ou à l'allocation à titre temporaire et révisable, ainsi que le droit de formuler une demande de pension à tout âge, dès lors que l'infirmité existait avant le décès du père et avant la majorité de l'orphelin, même si celle-ci est devenue incurable longtemps plus tard.

Quant à ceux qui sont, de par leur infirmité, incapables de gagner leur vie, il conviendrait de prévoir un relèvement substantiel de l'allocation qui leur est versée.

D'autres cependant, un peu moins malheureux, aimeraient pouvoir travailler. Pour ce faire, il conviendrait d'offrir aux orphelins de guerre le droit de postuler sans limite d'âge aux emplois réservés dans le commerce et l'industrie, dans l'administration et les services publics ou concédés, tout en prévoyant des mesures de protection spéciale à leur égard en cas de licenciement. Là encore, comme pour les veuves, l'office national des anciens combattants devrait avoir un rôle important à jouer en leur faveur et pouvoir accorder son aide aux pupilles de la nation et aux orphelins de guerre qui sont majeurs, au même titre et dans les mêmes conditions qu'aux autres ressortissants.

En ce qui concerne les parents de tués, qui sont de moins en moins nombreux, là encore mes amis du groupe de l'union centriste et moi-même soutiendrons la position de la commission des affaires sociales tendant à demander une majoration de cinq points de l'indice des pensions d'ascendants. Par ailleurs, deux mesures sont particulièrement attendues par l'ensemble des parents dont les enfants sont morts pour la France : la première vise le relèvement du plafond de ressources au-dessus duquel la pension d'ascendant est versée à un taux différentiel ou totalement supprimée ; la seconde demande la suppression de la prise en compte du montant de la pension d'ascendant pour l'attribution de l'allocation du fonds national de solidarité.

J'en viendrai à présent au problème des anciens d'Afrique du Nord, dont nous entendrons de plus en plus parler au cours des prochaines années.

Nous pouvons, bien entendu, nous féliciter des nombreuses mesures qui ont été prises en leur faveur et que vous avez fort bien rappelées tout à l'heure. Encore faudrait-il sans doute

demander de nouveaux efforts aux trois services historiques des armées de terre, de l'air et de la marine afin de pouvoir accélérer la publication des listes des unités classées combattantes et l'établissement des tableaux de participation à des actions de combat des unités engagées en Afrique du Nord. Par ailleurs, et dans le même esprit, des moyens nouveaux et accrus devraient être fournis à nos offices départementaux des anciens combattants afin de leur donner la possibilité de faire bénéficier, dans les meilleurs délais, les anciens d'Afrique du Nord des avantages que leur confère leur qualité de combattant.

D'autres problèmes se posent encore à l'heure actuelle et se poseront de plus en plus aux anciens combattants d'Afrique du Nord. Je pense, en particulier, aux retards importants qui se manifestent au sein des commissions de réforme et des tribunaux de pensions pour le règlement de nombreux dossiers, au problème du plafond de la rente mutualiste, majoré de 25 p. 100 par l'Etat, qui a certes été augmenté à plusieurs reprises, mais pour lequel il conviendrait sans doute d'appliquer un système d'indexation sur l'indice des prix.

Les veuves d'anciens combattants d'Afrique du Nord, et plus spécialement celles qui sont chargées de famille, bénéficient, certes, de suppléments familiaux, mais ils n'ont malheureusement pas été revalorisés depuis un certain nombre d'années. Aussi conviendrait-il d'y attacher une importance particulière. Par ailleurs, la fixation à l'indice 500 du taux normal de leur pension, sans condition d'âge, serait sans doute une mesure équitable.

De nombreux agents de l'Etat et assimilés ont effectué leur service militaire en Algérie. De ce fait, en vertu de l'égalité de traitement des différentes générations du feu, il importerait que le Gouvernement puisse leur reconnaître, d'une part, les majorations d'ancienneté valables pour l'avancement d'échelon, d'autre part, les bonifications de campagne susceptibles de s'appliquer au calcul de leur pension de retraite.

Il est une catégorie d'anciens combattants dont on ne parle pratiquement jamais et que vous connaissez bien, malheureusement, monsieur le secrétaire d'Etat, pour en avoir fait partie, c'est celle des combattants d'Indochine et de Corée. L'une de leurs revendications essentielles serait de pouvoir obtenir une croix de combattant volontaire en faveur de ceux qui se sont engagés volontairement pour combattre dans le camp de la liberté. Pour ceux qui ont été retenus prisonniers en Indochine, il conviendrait sans doute que des mesures particulières puissent être prises, que le temps passé en captivité soit compté comme service militaire actif dans une unité combattante et que les dispositions légales et réglementaires concernant les infirmités et maladies imputables à l'internement soient appliquées pour les opérations d'Indochine lorsque la captivité a été d'au moins six mois.

Je ne voudrais pas conclure cet exposé, monsieur le secrétaire d'Etat, sans attirer votre attention sur le problème des prisonniers de guerre, dont la situation est particulièrement digne d'intérêt et mériterait sans doute une meilleure attention de la part du Gouvernement en ce qui concerne l'attribution de la carte du combattant.

Le 11 novembre dernier, la France a célébré, avec un éclat tout particulier, la victoire de 1918. Cette journée a été placée, comme le souhaitait le Président de la République, sous le signe du souvenir pour les victimes de l'ensemble des guerres.

Je souhaite, pour ma part, que puisse être multiplié ce genre de commémorations, en particulier pour ce qui concerne la fin de la guerre de 1939-1945, et que nous ne cessions d'attirer l'attention des jeunes générations sur le fait qu'il serait particulièrement coupable d'oublier les épreuves auxquelles ont fait face avec courage et ténacité un grand nombre de leurs aînés, afin que la France puisse continuer à vivre dans la liberté.

Monsieur le secrétaire d'Etat, confiant dans l'action que vous mènerez en faveur des anciens combattants et des victimes de guerre, mes amis du groupe centriste des démocrates de progrès et moi-même voterons votre budget. *(Applaudissements sur les travées de l'UCDP, de l'UDR et à droite.)*

M. le président. La parole est à M. Mercier.

M. Jean Mercier. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, il est toujours extrêmement difficile de parler en dernier, car tout a été dit, très bien dit, et l'on s'expose à des redites qui seront beaucoup plus mal exprimées. Je serai donc assez bref. Je voudrais simplement, monsieur le secrétaire d'Etat, évoquer devant vous trois questions.

La première aurait sans doute pu faire l'objet d'une autre procédure, car il s'agit d'un problème assez particulier, mais son importance justifie, à mon sens, qu'il soit abordé ici. Il s'agit — et c'est très particulier ; je le répète et j'y insiste — du transfert au Panthéon des cendres de René Cassin.

René Cassin, vous le savez, est une des grandes figures françaises de l'histoire contemporaine. En quelques mots très brefs, je rappellerai sa carrière : fondateur et ancien président de l'union fédérale ; inspirateur, avec d'autres, de la loi du 31 mars 1919, qui constitue notre charte, avant laquelle rien ou presque n'existait ; un des premiers Français à rejoindre à Londres le général de Gaulle ; rédacteur de l'accord du 5 août 1940, qui a permis à la France libre de prendre son essor ; président du comité juridique de la France libre ; vice-président du Conseil d'Etat ; premier président du Conseil constitutionnel, de l'école nationale d'administration, de la commission des droits de l'homme ; prix Nobel de la paix : combien de titres à la reconnaissance française ! *(Très bien ! sur plusieurs travées.)*

A ses funérailles, le 25 février 1976, assistaient les plus hautes autorités de l'Etat. Le Premier ministre d'alors, M. Jacques Chirac, a fait de René Cassin un éloge vibrant. Il repose, à l'heure actuelle, dans un modeste carré du cimetière Montparnasse, non loin de cette tour qui représente la folie des hommes à côté de ce lieu paisible de repos.

La plupart des grandes associations demandent le transfert de son corps. Des lettres ont été adressées au Premier ministre. Je n'ai pas l'impression — du moins n'ai-je pas connaissance — à ce jour qu'elle ait reçu une réponse.

Monsieur le secrétaire d'Etat, je pense que vous agirez efficacement pour favoriser ce transfert qui représente au point de vue moral des groupements d'anciens combattants, quelque chose d'essentiel.

Un sénateur au centre. Très bien !

M. le président. Monsieur Mercier, j'ai bien connu le président Cassin, à Strasbourg et ailleurs. Aussi, permettez-moi de m'associer, ainsi que tout le Sénat, à ce vœu concernant un grand monsieur qui a honoré notre pays. *(Applaudissements.)*

M. Jean Mercier. Monsieur le président, je vous remercie.

J'aborderai maintenant, très rapidement car, encore une fois, tout a été dit, les questions matérielles.

Soyons objectifs, monsieur le ministre : le budget qui nous est présenté représente un effort réel.

Le point essentiel est sans doute la mise à parité des retraites. Comme il est déjà loin le temps — mais nous n'avons pas oublié, et vous non plus — où la retraite du combattant avait été purement et simplement supprimée.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Par qui ?

M. Jean Mercier. A l'heure actuelle, cette revendication essentielle est satisfaite.

De même, nos veuves voient leur indice de pension porté au taux normal de 500 points à partir de cinquante-cinq ans. C'est une première mesure, mais on a souligné combien elle était insuffisante. Aussi après d'autres orateurs, je rappellerai au secrétaire d'Etat actuel les paroles de l'ancien député, considérant que les cinq cents points représentaient un minimum absolument nécessaire.

Puis, il y a cette question du rapport constant. Au départ, et vous le savez bien, il existait une proportion rigoureuse entre les pensions : 100 p. 100 correspondaient au traitement de l'huissier de première classe ; les veuves avaient 50 p. 100, les ascendants 33 p. 100 et la retraite du combattant, enfin, équivalait à 10 p. 100. C'étaient là des proportions sages que nos pères avaient définies. Où cela est-il allé ? Aujourd'hui, l'indice originel de 170 est passé à 238, alors que celui des pensions n'est qu'à 194.

Les associations d'anciens combattants considèrent que le rattrapage devrait être de l'ordre de 25 ou 26 p. 100 puisque la perte subie représente à peu près 5 000 francs par an, pour un invalide à 100 p. 100, 2 000 francs pour une veuve et 200 francs pour la retraite.

C'est un problème irritant — tous les orateurs qui m'ont précédé l'ont souligné. Alors, monsieur le secrétaire d'Etat, vous

faites surgir un grand espoir. Vous avez dit à l'Assemblée nationale, et vous l'avez répété devant le Sénat, qu'une commission tripartite allait être instituée.

Au cours d'un débat, voilà quelques jours, on a rappelé le mot de Clemenceau selon lequel le meilleur moyen d'enterrer une affaire est de la déférer à une commission. Vous n'êtes pas de cet avis et vous nous avez dit que, vraiment, cette commission ferait le travail demandé.

Votre bonne foi n'est nullement mise en doute mais, permettez-moi de le dire, vous n'êtes qu'un modeste secrétaire d'Etat (*M. le secrétaire d'Etat sourit*) et ne voyez dans cette qualification aucun élément discourtis. Vos qualités et vos mérites personnels ici évoqués par plusieurs de mes prédécesseurs devraient faire de vous un très grand ministre, et non pas seulement un secrétaire d'Etat.

Vous êtes convaincu, vous êtes sincère, et personne, dans cette enceinte, ne met en doute votre bonne foi. Malheureusement — et cet adjectif est peut-être de trop — vous avez un collègue qui s'appelle le ministre de l'économie et des finances. Qui nous garantit que cette commission, comme celle de 1976, après des travaux intéressants, ne verra pas ces travaux réduits à néant ? Nous avons votre parole, nous ne la mettons pas en doute, encore une fois, mais nous craignons que les suites qui seront données par le Gouvernement aux travaux de la commission ne soient pas à la hauteur de nos espérances ni à celle de vos propres espérances.

Je pourrais parler encore du relèvement de la retraite mutualiste. Les groupements demandent, vous le savez, 2 600 francs. Il serait sage de prévoir une indexation sur l'augmentation du coût de la vie.

Je pourrais également évoquer les problèmes des combattants d'Afrique du Nord. En particulier, puisque l'égalité des droits est maintenant assurée pour la retraite, il faudrait qu'elle le soit également pour ce qui concerne la délivrance de la carte du combattant. C'est un point que nos rapporteurs ont excellemment souligné.

Toutes ces revendications matérielles, nous le savons, ne peuvent pas être satisfaites du jour au lendemain. Les anciens combattants ne sont pas des revendicateurs ; ce sont des gens raisonnables, et ils l'ont montré souvent dans le passé. Ils pensent que l'on peut procéder par étape, et que ce soir, monsieur le ministre — et c'est peut-être de cela que dépendra le vote du groupe de la gauche démocratique — vous pourriez faire un geste, si faible fût-il.

Un amendement présenté par la commission propose l'indice 175. Oserai-je dire, puisque je fais mes débuts maladroits à cette tribune, que, pour le principe, l'indice 171 nous suffirait peut-être et nous permettrait — le contraire nous navrerait — de ne pas vous être désagréable, encore qu'un vote négatif — vous le savez parfaitement — ne serait pas dirigé contre vous.

Je termine en abordant un problème sur lequel on a beaucoup insisté et qui est d'ordre moral. Les problèmes matériels sont une chose, mais les anciens combattants insistent davantage sur ce qui est moral : il s'agit de la célébration du 8 mai.

Enfin, cette célébration que tout le monde demande ne coûterait pas un centime à l'Etat ! Pourquoi s'obstine-t-on à la refuser ? On a dit dans cette enceinte, et fort bien, qu'il s'agissait non pas de célébrer la victoire d'un peuple sur un autre, mais simplement de rappeler le triomphe difficile et incertain, peut-être jusqu'au dernier mois, de la liberté sur le nazisme, de la démocratie sur le facisme. Je pense que rien ne devrait empêcher cette célébration.

Je sais bien qu'une objection surgit toujours, selon laquelle ce mois de mai comporte de nombreux jours fériés et que, dans l'état actuel de la production française, on ne peut pas se permettre d'instituer un jour férié supplémentaire.

Me permettez-vous de vous faire très modestement une suggestion ? Le mois de mai comporte une journée fériée qui s'appelle le jeudi de l'Ascension. Ne pourrait-on pas, après une concertation avec les autorités catholiques — car il ne s'agit pas, de ma part, d'une attaque anticléricale quelconque — supprimer cette fête de l'Ascension qui ne correspond plus à grand-chose, sinon à une tradition respectable et respectée, et substituer à ce jour férié la journée du 8 mai ? (*Mouvements divers et sourires sur de nombreuses travées.*) Cela donnerait satisfaction à tout le monde et permettrait de ne faire subir aucune perte à la production française.

Voilà, monsieur le ministre, ce que je voulais vous dire. Encore une fois, vous le voyez, les préoccupations morales

dominent chez les anciens combattants. Peut-être le Gouvernement, enfin, les prendra-t-il en considération mieux que par des paroles, c'est-à-dire par des actes. (*Très bien ! et applaudissements sur de nombreuses travées.*)

M. le président. La parole est à M. Habert.

M. Jacques Habert. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, à cette heure tardive, je ne vous retiendrai guère qu'une minute.

Je voudrais parler d'une catégorie d'anciens combattants dont il n'a pas été question dans ce débat : les anciens combattants français de l'étranger, ces hommes qui sont venus parfois de fort loin pour servir la mère patrie. Oh ! il est normal que l'on n'ait pas particulièrement parlé d'eux ce soir : ce sont des Français comme les autres. Anciens combattants de 1914-1918, des TOE — territoires d'opérations extérieurs — de 1939-1945, d'Indochine, d'Algérie, ils partagent toutes les aspirations de leurs camarades de France ; et ils s'associent à toutes leurs revendications, qui ont été fort bien rappelées par notre rapporteur spécial, M. Schleiter, ainsi que par de nombreux autres orateurs.

Toutefois, leurs problèmes sont quelquefois multipliés du fait de leur éloignement, de leur isolement, de leur manque d'information, et cela en dépit des efforts déployés par la fédération des anciens combattants français résidant hors de France, qui regroupe leurs associations réparties dans plus de soixante pays, fédération à laquelle j'appartiens depuis plus de trente ans et que j'ai eu l'honneur de présider.

C'est ainsi qu'il existe à l'étranger des anciens combattants de 1914-1918, titulaires de quatre ou cinq titres de guerre, qui ignoraient qu'ils avaient droit à la Légion d'honneur et qui n'ont pas été proposés. C'est ainsi que certains autres n'ont pas réclamé les pensions et retraites qui leur reviennent, ou qu'ils ne les touchent qu'avec des retards considérables. C'est ainsi que les ajustements, les augmentations sont difficiles à obtenir, et spécialement quand on se trouve au loin. Tout est fait avec un retard considérable. Les mutilés qui ne peuvent revenir en France sont souvent obligés de veiller eux-mêmes à leur appareillage.

Pour remédier à ces inconvénients, permettez-moi, monsieur le secrétaire d'Etat, de vous faire une suggestion. J'ai noté, avec satisfaction, dans vos propos, que vous aviez le projet d'améliorer le fonctionnement de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, afin que les antennes régionales ne soient plus, avez-vous dit, de simples boîtes à lettres. Ce qu'il faudrait en plus, monsieur le secrétaire d'Etat, c'est une antenne dirigée vers l'extérieur et tournée plus particulièrement vers les anciens combattants français résidant à l'étranger.

En attendant, il serait facile et possible d'accorder à la fédération des anciens combattants résidant hors de France le droit d'être représentée, par son président éventuellement, à l'office national pour vous faire part des problèmes, pour les étudier avec vous et pour en faciliter le règlement.

J'aborderai brièvement le problème des étrangers anciens combattants dans les armées françaises. M. Schwint a parlé des Tunisiens, des Marocains, des Algériens, anciens soldats français, dont les pensions ont été gelées à un taux très inférieur à celui qu'elles auraient atteint en France. C'est le cas aussi de nombreux Africains, par exemple des Sénégalais ou des ressortissants d'autres pays. Je m'associe à leur revendication, exprimée par notre rapporteur pour avis.

Il conviendrait de faire un geste en leur faveur, ne serait-ce que pour leur témoigner la reconnaissance que leur garde notre pays.

Telles sont, monsieur le secrétaire d'Etat, les deux remarques que je voulais me permettre de vous faire. Elles concourent toutes deux au même but, à savoir : montrer aux anciens combattants, français ou étrangers, qui ont servi sous notre drapeau, que la France, à laquelle ils restent très attachés, ne les oublie pas. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. J'essaierai d'être précis dans mes réponses parce que vos questions ont été multiples, même si elles se recourent souvent. Je vous avouerai qu'elles sont pour moi stimulantes parce qu'elles résument tous les problèmes du monde combattant, de telle sorte qu'en vous répondant j'améliorerai en quelque sorte ma propre connaissance en la matière.

Je n'aborderai pas vos questions par ordre d'importance, je les ai classées par catégories et j'essaierai de n'en omettre aucune.

La question de la retraite professionnelle à soixante ans et de la retraite anticipée a été soulevée par le rapporteur, puis par MM. Bouloux, Berrier, Touzet et Marson.

Actuellement, l'âge normal de jouissance de la retraite professionnelle est de soixante-cinq ans. Tenant compte des souffrances endurées par les anciens combattants et victimes de guerre, le Gouvernement a pris, dès 1965, des mesures exceptionnelles en leur faveur. Le décret du 24 avril 1965 a prévu la mise à la retraite des déportés et internés, sur simple demande, à soixante ans, son montant étant calculé sur le taux normalement acquis à soixante-cinq ans.

La loi du 12 juillet 1977 a encore amélioré cette situation puisque la limite d'âge a été abaissée à cinquante-cinq ans. Evidemment, les intéressés doivent être titulaires d'une pension d'invalidité au moins égale à 60 p. 100 et cesser toute activité professionnelle.

Je viens d'écrire à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale pour que les textes d'application de la loi du 12 juillet 1977 soient publiés le plus rapidement possible, comme vous le souhaitez.

Une autre loi, celle du 21 novembre 1973, a permis aux anciens combattants et aux anciens prisonniers de guerre d'anticiper, à partir de soixante ans, leur retraite professionnelle. Celle-ci est calculée sur le taux normalement acquis à soixante-cinq ans en fonction de la durée de leurs services de guerre ou de leur captivité.

Or, si vous me permettez d'employer cette expression, nous avons été en avance d'une idée. Cet avantage se trouve maintenant dépassé par l'accord patronat-syndicat du 13 juin dernier qui offre la possibilité d'obtenir une retraite anticipée à 70 p. 100 du salaire à toutes les personnes salariées, même si elles ne sont ni ancien combattant ni ancien prisonnier de guerre.

Evidemment, il se trouve ainsi instauré une situation tout à fait anormale. Toutefois, nous sommes en train de régler la question et nous voudrions que l'ancien combattant ancien prisonnier de guerre ait le choix de la formule qui lui convient le mieux.

J'espère que le problème sera réglé très rapidement.

MM. Schleiter, Berrier, Marson, Ferrant et Mercier ont posé la question du relèvement du plafond de la retraite mutualiste. Dans ce domaine, la décision doit évidemment être prise par Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale, qui, je le sais, n'y est pas opposée. Il y a de fortes chances, elle vous le dira elle-même, pour que ce plafond, fixé à 2 000 francs depuis le 1^{er} janvier 1977, passe au moins à 2 200 francs.

Je signale, à titre d'information, qu'à peu près la moitié des bénéficiaires demande à cotiser au taux plein et que l'autre moitié n'atteint pas le plafond volontairement.

La question de la carte de combattant des anciens d'Afrique du Nord a été abordée par MM. Schleiter, Schwint, Bouloux, Berrier, Touzet, Marson et Bouneau. Le problème de la carte d'ancien combattant d'Afrique du Nord est en voie de règlement.

Je vais examiner avec vous les reproches qu'on adresse au secrétariat d'Etat aux anciens combattants à ce sujet. D'abord celui de la lenteur. Celle-ci a deux causes. La première tient à la publication des listes qui est faite par le ministère de la défense par l'intermédiaire du service historique des armées. Les listes actuellement publiées sont au nombre de vingt-trois et l'ensemble le sera au cours de l'année 1978, j'en ai l'assurance.

La deuxième cause de lenteur est liée au traitement des dossiers par les commissions départementales de l'office national des anciens combattants. Des consignes ont été données pour accélérer l'examen et des dispositions ont été prises en vue d'affecter du personnel pour procéder à un règlement rapide.

Je peux indiquer que le nombre des demandes déposées oscille actuellement entre 400 000 et 500 000 et que 200 000 dossiers ont été réglés, soit à peu près la moitié. Cet examen sera de plus en plus rapide et nous espérons atteindre le rythme de 30 000 ou 40 000 cartes délivrées par mois.

On nous adresse aussi le reproche que la carte ne confère pas les mêmes avantages qu'aux autres générations du feu. On fait allusion notamment à la campagne double.

Nous sommes intervenus auprès du ministère de l'économie et des finances, puisque c'est lui qui est concerné, et nous avons obtenu l'assurance d'un règlement rapide de la question ; les

fonctionnaires et assimilés, anciens d'Afrique du Nord, devraient donc bénéficier de la campagne double comme les autres générations du feu.

On nous reproche, par ailleurs, la trop grande sévérité du paramètre de rattrapage. C'est exact. On a indiqué que dans une proportion de 1,75 p. 100, les dossiers présentés hors du cas commun étaient satisfaits. C'est une très faible proportion, j'en conviens. Mais on oublie de préciser que, sur cent demandes traitées, quatre-vingt-cinq obtiennent satisfaction dès leur dépôt, si bien que les cas exceptionnels ne représentent que 15 p. 100 des demandeurs. Il est normal que parmi ces 15 p. 100 de demandes résiduelles, la proportion des intéressés qui obtiennent satisfaction soit très faible. Telle est la raison de cette proportion de 1,75 p. 100.

En outre, dans une très large mesure, les cartes d'anciens combattants d'Afrique du Nord sont accordées automatiquement de par la loi. On oublie trop souvent de le dire et j'y insiste pour que vous le répétiez aux associations d'anciens combattants d'Afrique du Nord.

J'en viens à la mention « opérations d'Afrique du Nord », figurant sur les dossiers de pension. Ceux des anciens combattants d'Afrique du Nord portaient la mention « hors guerre ». A la suite des récentes dispositions qui ont été prises à ce sujet et qui ont permis de franchir l'obstacle juridique selon lequel, en Algérie, on ne faisait pas la guerre, mais on maintenait l'ordre, on a transformé cette mention en « Afrique du Nord ». Mais les anciens d'Afrique du Nord voudraient maintenant obtenir la mention « guerre » comme les autres générations du feu. Cela paraît logique, je le dis très sincèrement.

J'ai cherché à régler ce problème et j'ai imaginé une solution simple qui se révèle efficace. Nous allons supprimer toutes les mentions, aussi bien « guerre » que « hors guerre », ou « Afrique du Nord ». En fait, ces mentions étaient des reliques du passé et ne servaient plus à rien. Le problème sera réglé par leur suppression. De temps en temps la simplicité paie. (Rires.)

MM. Schwint et Habert ont soulevé le problème des anciens combattants de l'ex-Communauté française. Nous sommes là en face de cas difficiles à régler. Je vous signale tout de même que dans les trois anciens territoires de l'Afrique du Nord française, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, il existe des directions du secrétariat d'Etat aux anciens combattants qui sont très actives et efficaces.

Il est vrai que les pensions sont cristallisées mais cette cristallisation n'est pas définitive et, périodiquement, des mesures sont prises. Ainsi, ces dernières années, pour les anciens combattants du Cameroun et du Mali, des augmentations substantielles du taux de pension ont été accordées.

J'interviendrai — je ne sais pas si ce sera avec succès — pour que ces augmentations de pension s'appliquent aussi aux anciens combattants des anciens territoires d'Afrique du Nord.

Mais retenez bien que les anciens combattants ressortissants de ces Etats ne sont pas abandonnés par la France, que des directions locales actives s'occupent d'eux et sont dotées d'un personnel de qualité.

Ainsi, 140 000 anciens combattants algériens sont ressortissants de notre direction d'Alger et nous nous occupons sérieusement de leur cas, croyez-le bien.

La question de l'attribution de la carte du combattant aux anciens prisonniers de guerre a été abordée par MM. Schleiter, Schwint, Bouloux, Berrier, Touzet, Marson et Ferrant. Je serai d'autant plus sincère avec vous sur ce point que je me sens concerné en tant qu'ancien prisonnier de guerre moi-même.

Je voudrais vous faire trois observations. D'abord, la carte du combattant répond, d'une façon générale, à certains critères qui sont très stricts. N'oublions pas qu'il y a encore des anciens combattants de 1914-1918 qui ont passé quatre-vingt-huit jours à Verdun et qui n'ont pas obtenu cette carte parce qu'ils n'ont pas atteint les quatre-vingt-dix jours réglementaires !

Il y a des anciens combattants de 1939-1940 qui, titulaires de la croix de guerre avec deux citations, n'ont pas cette carte parce qu'ils ont été glorieux trop rapidement. Ne l'oublions pas non plus !

Mon rôle primordial est de maintenir l'unité du monde combattant. Je ne peux pas accorder à une catégorie un avantage qui choquerait d'autres catégories.

Ensuite, les fédérations des anciens prisonniers de guerre ont publié depuis longtemps une « liste noire » stigmatisant le comportement de certains d'entre eux, une minorité, j'en con-

viens. Je suis bien placé pour savoir que, comme dans toute collectivité, quelques prisonniers, si rares soient-ils, n'ont pas eu, en captivité, l'attitude que l'on pouvait attendre d'eux.

Donc, pour eux, une attribution systématique de la carte du combattant serait choquante. Même si l'on n'avait dû déplorer qu'une seule maladresse, ce serait une de trop. Une telle attribution automatique dévaloriserait considérablement la carte du combattant. Il faut dire les choses nettement.

M. René Touzet. Nous sommes d'accord !

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Enfin, et cette troisième remarque se suffit à elle-même, nous disposons des textes pour régler ce problème. On l'a dit, mais je le répète, les anciens prisonniers de guerre peuvent bénéficier de la carte du combattant s'ils ont appartenu un jour, et un seul jour, à une unité combattante. Cela intéresse 90 p. 100 des prisonniers de guerre. Ceux qui n'ont pas un seul jour de présence dans une unité combattante sont au nombre d'environ 35 000 et la fédération admet ce chiffre. L'article R. 227 du code des pensions permet de traiter convenablement leur cas, à condition qu'il soit appliqué avec souplesse. Tout le problème est là. Nous avons le texte, il reste à l'appliquer.

J'ai rencontré à diverses reprises notre président de fédération nationale. Je lui ai montré le projet de circulaire que je vais envoyer à tous les responsables afin que les commissions départementales appliquent désormais avec beaucoup plus de libéralisme cet article R. 227. Notre président national m'a répondu que ce texte, *a priori*, lui convenait, mais qu'il ne prendrait pas position — et c'est normal — avant d'en avoir parlé avec son entourage.

Ce texte conviendra très certainement tant aux anciens prisonniers de guerre qu'au secrétariat d'Etat aux anciens combattants. Nous parviendrons ainsi — j'en suis convaincu — à régler ce problème dans le courant de l'année 1978, sans faire de vagues et sans risquer de créer, par l'application de nouveaux textes, des discordes au sein du monde ancien combattant, ce qu'aucun de nous ne désire.

Je profite de l'occasion qui m'est offerte pour vous montrer dans quel esprit de concertation nous travaillons : avant d'envoyer cette circulaire, j'ai estimé que la correction voulait que je la soumette pour avis à un président d'association nationale. C'est là, à mon avis, une bonne méthode de travail.

Un intervenant a déploré le manque de contacts entre le secrétariat d'Etat aux anciens combattants et les associations. Depuis que je suis en fonction au secrétariat d'Etat — et je suis sûr qu'il en était ainsi avant — nous avons des contacts constants avec les associations nationales et des contacts hebdomadaires avec les associations départementales ; chaque semaine, en effet, depuis près de trois mois maintenant, je rencontre au moins une centaine de responsables départementaux.

Alors, qu'on ne me dise pas que nous n'avons pas de contacts avec les associations ! Je pense, avec ceux qui m'entourent, que c'est par le dialogue et la concertation, dans un esprit d'amitié et de camaraderie, que nous arriverons à régler nos problèmes.

Le présent budget prévoit, comme mesure nouvelle, la définition d'un statut de l'évadé. Cette question fut évoquée par M. le rapporteur et par M. Vigier.

Un tel statut est actuellement en cours d'examen au niveau interministériel. Ce projet de décret — car il s'agit d'un projet de décret — concerne, en particulier, les évadés par l'Espagne. La question sera donc prochainement réglée.

J'en viens au problème des ascendants, soulevé par MM. Schleiter, Schwint, Vigier, Touzet et Ferrant.

La pension des ascendants correspond à la substitution de l'Etat dans l'aide que l'enfant disparu aurait pu apporter à ses parents âgés ou infirmes, et ne disposant que de ressources limitées. C'est ce qui explique que « la condition de ressources imposée aux ascendants pour percevoir leur pension donne à celle-ci un caractère spécifique à coloration sociale ».

Pour cette raison, il a paru nécessaire de faire bénéficier — cela fut prévu dans la loi de finances pour 1974 — de l'affiliation à la sécurité sociale, dès l'âge de soixante-cinq ans, tous les ascendants qui n'avaient aucune protection sociale. Une augmentation de cinq points des pensions d'ascendants a été accordée dans le budget de 1976.

Cette année, la priorité a été donnée aux veuves et à la mise à parité des deux retraites, mais le problème des ascendants n'est pas oublié, loin de là. Nous le réglerons à la première occasion.

M. Ferrant a soulevé le problème des descendants.

Les orphelins perçoivent, après le décès de leur mère, une pension égale à celle des veuves de guerre. Lorsqu'ils sont majeurs, ils continuent de percevoir la pension d'orphelin s'ils sont atteints d'un handicap physique qui les empêche de gagner leur vie. En outre, la qualité de pupille de la nation peut être reconnue par jugement aux enfants des victimes de guerre mineurs dont le père a été tué à l'ennemi ou est décédé des suites d'une blessure ou d'une maladie incurable contractée ou aggravée du fait de la guerre. La qualité de pupille de la nation peut également être reconnue aux enfants dont le père a été tué pendant les opérations militaires en Algérie.

Les pupilles de la nation sont actuellement au nombre de 19 000. L'office national des anciens combattants et victimes de guerre leur accorde une protection légale. Il participe à leur éducation et à leur insertion sociale. Cette aide peut se poursuivre au-delà de la majorité pour l'accomplissement d'études supérieures, pour une installation professionnelle ou par l'octroi de prêts au moment du mariage.

L'ensemble de ces interventions a coûté à l'office, en complément des bourses nationales, près de 12 millions de francs en 1977 ; les résultats obtenus aux grands concours nationaux et dans les facultés sont très encourageants et justifient cet effort de l'Etat.

Il convient d'ailleurs de signaler que les crédits destinés à aider les pupilles majeurs non seulement ne sont pas insuffisants, mais qu'au contraire ils ne sont généralement pas totalement utilisés. Cela revient à dire qu'un plus grand nombre de demandes pourraient recevoir un accueil favorable. A bon entendeur, salut !

J'en arrive à la question du 8 mai — vous le voyez, j'aborde tous les sujets, même les plus délicats.

Je crois utile de rappeler que le 8 mai n'était plus ni chômé ni férié depuis 1959. La seconde modification annoncée en 1975 a consisté seulement à supprimer l'aspect officiel de cette cérémonie dont l'organisation est désormais laissée à l'initiative des associations d'anciens combattants et des municipalités. L'armée peut y apporter son concours.

Je vous le dis très simplement : il y a tout intérêt à traiter cette affaire avec beaucoup de sagesse et de mesure. J'ai entendu vos vœux et je peux vous garantir que je les transmettrai avec la plus grande fidélité.

La commission des affaires sociales souhaite, dit-elle, que l'on revienne à la proportionnalité des pensions — ce point fut évoqué par MM. Schwint et Ferrant.

Cette proportionnalité fut d'abord reconnue par la loi en 1919 : la pension correspondant à une invalidité de 10 p. 100 était du dixième de la pension à 100 p. 100. Cela paraissait logique. Mais, très vite, le caractère inéquitable de cette mesure est apparu, et je vous citerai deux exemples de cette inéquité.

L'amputation d'une phalange du pouce entraînait 10 p. 100 de pension, l'amputation de deux membres, 100 p. 100 de pension ; la correspondance est inéquitable. L'amputation du tendon d'Achille entraînait 10 p. 100 de pension, le cancer en évolution, 100 p. 100 de pension ; là aussi, la proportion paraît inéquitable.

Aussi, dès 1920, et par une évolution poursuivie jusqu'en 1953, le législateur — c'est lui qui est en cause — a-t-il voulu privilégier les invalides les plus gravement atteints. La situation actuelle apparaît comme le résultat d'une longue évolution législative, depuis la prise de conscience, en 1920, du caractère inéquitable de la proportionnalité intégrale, comme vous l'ont prouvé les deux exemples que j'ai cités.

Les distorsions introduites dans les montants des pensions ont été voulues par le législateur, je le rappelle, et, en toute honnêteté, je ne pense pas que les raisons qui l'ont inspiré aient disparu aujourd'hui.

M. Ferrant, qui parlait au nom de **M. Bohl**, a évoqué la situation des patriotes résistant à l'occupation. Cette situation ne m'a pas échappé ; elle est le fait d'une divergence d'interprétation des textes entre les services du secrétariat d'Etat et ceux du ministère de l'économie et des finances — cela peut arriver !

Mais les difficultés, qui portaient essentiellement sur l'appréciation de la validité des « filiations de soins », appartiennent maintenant au passé ; en effet, à la suite d'une concertation interministérielle, une position de principe commune a été élaborée, et je tiens à en remercier ici les services du ministère de l'économie et des finances.

Pourtant, une campagne de presse a pu faire état de milliers de trop-perçus, et même de suppressions de pensions. Aussi, lors d'une réunion de concertation avec les associations concernées, nous leur avions demandé de signaler, cas par cas, toutes les difficultés rencontrées. Or, à ce jour, moins de cent cas nous ont été signalés. On peut donc dire que, sur le plan numérique tout au moins, ce problème avait été amplement exagéré ; il est en bonne voie de règlement.

Il est toujours possible, cependant, que de nouveaux cas se présentent. Je vous demande de me les signaler. Ils seront examinés rapidement et, soyez-en sûrs, ils seront résolus.

La question des camps de Tambow a été posée par M. Ferrant, parlant au nom de M. Bohl.

Un certain nombre de demandes émanant de personnes ayant été détenues en territoire soviétique sont actuellement en cours d'instruction. Le décret du 13 janvier 1973, modifié le 20 septembre 1977, est assez vague puisqu'il parle « du camp russe de Tambow et ses camps annexes ». Les autorités soviétiques se sont toujours refusées à donner la liste de ces annexes et la seule liste en notre possession est celle qui fut établie, à leur retour, par des personnes qui y avaient été détenues. Cette liste a été considérée comme exhaustive, ce qui a conduit à rejeter les demandes de personnes qui avaient été détenues dans des camps qui n'y figuraient pas.

Cependant, comme il n'y a pas de raison de douter, *a priori*, de la bonne foi de ces personnes, les services du secrétariat d'Etat aux anciens combattants ont pris contact avec les autres départements ministériels concernés, en particulier les finances, pour introduire, dans les textes précités, la notion plus simple de « détention dans les camps soviétiques ». Cette nouvelle formulation résout le problème.

MM. Ferrant et Marson ont parlé des prisonniers de guerre détenus dans les camps les plus durs, les plus « répressifs » : Rawa-Ruska, Kobierzyn, Colditz et les commandos, Lübeck, Gradenz, Tambow et ses camps annexes, et les camps d'Indochine.

Une étude approfondie des conséquences physiologiques de la captivité dans ces camps a conduit à adopter un régime spécialement adapté pour reconnaître les droits à pension des intéressés. Tel a été l'objet du décret du 18 janvier 1973 qui a été complété récemment par le décret du 20 septembre 1977. Par ces textes, les délais de reconnaissance de l'imputabilité au service de certaines affections dénommées ont été considérablement augmentés et une commission spéciale consultative a été instituée pour exprimer un avis sur chaque cas litigieux.

Cette commission peut être saisie soit par l'administration, soit par les intéressés eux-mêmes. Ces examens, cas par cas, prouvent le souci de l'administration de tenir compte le plus possible des circonstances tout à fait particulières de la dernière guerre.

Une autre question posée par M. Schwint concerne le Comité de la flamme. Votre commission des affaires sociales souhaite très vivement que l'on accorde les moyens nécessaires pour maintenir le souvenir aux morts en relevant substantiellement la subvention que verse l'Etat au Comité de la flamme. Sachez que nous sommes très sensibles à cette proposition, d'autant plus que nous sommes bien placés pour savoir tout le dévouement, je dirai presque « l'abnégation » de ce comité. Soyez sûrs que nous ferons tout pour lui donner les moyens dont il a besoin. Cela entre dans le cadre d'un ensemble de subventions, mais votre demande portera ses fruits, soyez-en absolument certains.

La commission des affaires sociales a posé une question relative au rétablissement des distinctions à titre posthume. On l'a dit et je le confirme, cette question n'est pas de mon ressort. Il s'agit d'une disposition qui est supprimée depuis 1962. Cependant je transmettrai votre vœu.

On m'a posé une question relative au transfert au Panthéon du corps du président René Cassin.

Vous savez que nous partageons tous le respect qu'a la Nation pour le président René Cassin. Soyez sûrs que, là aussi, je serai votre fidèle interprète pour essayer d'obtenir satisfaction.

Une question concernant les veuves m'a été posée par MM. Vigier, Bouloux, Touzet, Ferrant et Mercier. Je peux fournir quelques statistiques. Actuellement, 250 000 veuves — les mieux traitées sur le plan financier — sont au taux spécial de six cent dix points. On en compte 17 800 ayant de cinquante-cinq à soixante ans. Ces dernières bénéficieront, à partir du 1^{er} janvier prochain, de l'indice 500, grâce à la mesure nouvelle de 18 millions de francs, ramenant de soixante à cinquante-cinq ans l'âge d'accès à cet indice.

Il reste environ 40 000 veuves qui ont moins de cinquante-cinq ans. Telles sont les statistiques que vous m'avez demandées de vous fournir.

Je précise une nouvelle fois qu'au sein du monde combattant, les veuves représentent une des catégories qui ont le plus besoin de l'appui de la Nation.

Une question d'un genre différent m'a été posée par M. Schwint sur la gestion informatique Orestis.

Le 15 janvier 1976 a été créée la mission d'organisation et d'exploitation statistique et informatique, dite Orestis, chargée de concevoir et mettre en œuvre la simplification et la modernisation des méthodes de gestion dans le souci prioritaire d'une appréciation plus affinée et d'une mise en œuvre plus rapide des droits des ressortissants.

La mission Orestis est dirigée par un haut fonctionnaire de l'INSEE. Elle achève seulement sa montée en puissance. La mise en place de l'ordinateur et de l'atelier de saisie a été effectuée pendant les mois de juillet et d'août 1976. Elle n'est donc pas encore en mesure de fournir des renseignements détaillés sur chaque catégorie de ressortissants du secrétariat d'Etat.

Toutefois, des progrès ont été enregistrés en ce qui concerne les statistiques relatives aux déportés et internés. Les travaux en cours portent sur les anciens combattants d'Afrique du Nord et les mutilés appareillés.

J'estime, en définitive — et ceux qui m'entourent partagent cette opinion — que la mission Orestis devrait contribuer à améliorer sérieusement le fonctionnement du secrétariat d'Etat.

MM. Marson et Schleiter m'ont parlé des cimetières et nécropoles. Je leur répondrai que le secrétariat d'Etat a en charge environ 240 nécropoles et cimetières et quelque 3 000 carrés militaires. En outre, il s'occupe de l'entretien de tombes dans soixante-deux pays étrangers. C'est une énorme charge. Nous sommes tout à fait conscients que cette œuvre doit être poursuivie avec la plus grande attention. Nous essaierons — et je pense que nous réussirons — de relever les subventions attribuées au Souvenir français.

En plus, nous continuerons de demander aux représentants locaux des pouvoirs publics de montrer la plus grande vigilance pour éviter — et, s'il le faut, réprimer — les dégradations et les profanations dont sont l'objet certaines nécropoles, certains monuments aux morts et certains cimetières. Il est inutile de vous dire que nous partageons le sentiment d'écœurement qui prend tout ancien combattant qui s'aperçoit que certains insensés se permettent des sacrilèges de ce genre.

M. Bernard Legrand. Très bien !

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. L'humanisation et la rénovation de l'Institution nationale des invalides ont fait l'objet d'une question de MM. Schleiter et Schwint.

Cette institution a en charge actuellement quelque 130 grands blessés et grands malades. Ces malades ne peuvent absolument pas être pris en charge par d'autres hôpitaux, aussi bien équipés soient-ils. Ce sont des malades tout à fait particuliers qui demandent des soins tout à fait spéciaux. Je vous indique à titre indicatif que chacun de ces malades doit être assisté en permanence de deux personnes. Il s'agit donc d'une dette de la Nation envers des anciens combattants spécialement méritants.

Depuis quelques années, nous avons entrepris un travail énorme de rénovation de cette institution. Une première tranche de travaux a été réalisée dans les bâtiments qui donnent sur le boulevard de Latour-Maubourg. Si votre commission, monsieur le président, veut les visiter, nous sommes à sa disposition. Ces travaux ont été remarquablement conduits. Cinquante-huit chambres ont été réalisées dans un cadre qui respecte l'architecture. C'est, me semble-t-il, un très beau travail.

Le collectif que vous examinerez avant la fin de l'année prévoit une deuxième tranche de travaux de 17 millions de francs pour moderniser l'aile située de l'autre côté. Il s'agit, notamment, de créer une nouvelle salle de chirurgie spécialement adaptée aux besoins de ces anciens combattants, qui, je le répète, sont des malades tout à fait particuliers.

Dans ce domaine, soyez donc rassurés : le plus grand soin est apporté et les crédits sont prévus. Les travaux continuent et je suis prêt, je le rappelle, à organiser une visite, si vous en exprimez le désir.

J'espère avoir répondu à toutes les questions. Je vais maintenant conclure.

Pour examiner les problèmes qui concernent le monde combattant, je crois qu'il faut montrer une grande objectivité. Quand nous nous reportons des années en arrière, nous nous apercevons — je vous le disais tout à l'heure — que beaucoup de progrès ont été accomplis.

Souvenons-nous — n'ayons pas la mémoire courte — qu'il y a encore cinq ou six ans la retraite des anciens combattants qui n'étaient pas ceux de 1914-1918 était de 35 francs. Elle est maintenant de 800 francs. Ces chiffres se passent de tout commentaire.

Souvenons-nous que, voilà peu d'années encore, se posait le problème des anciens combattants d'Afrique du Nord parce que n'avait pas été levée cette espèce d'obstacle juridique qui faisait qu'on les considérait comme affectés au maintien de l'ordre et non comme des combattants. Nous avons réglé la question.

Souvenons-nous du problème des forclusions. Là aussi, une loi est intervenue.

Souvenons-nous de la retraite professionnelle qui a fait tant de bruit en 1973. Maintenant, cette mesure est un peu dépassée par une autre toute récente prise en accord avec le patronat et les syndicats. Mais jusque-là, nous avons résolu le problème à la satisfaction des anciens combattants et des anciens prisonniers de guerre.

En toute objectivité, en toute impartialité, nous sommes obligés de reconnaître que beaucoup a été fait chaque année pour les anciens combattants. Cela ne sera jamais satisfaisant, je vous l'accorde, mais soyons réalistes, beaucoup de choses ont été faites; je tenais à le souligner. Quand on l'examine en détail, on voit que ce budget contient beaucoup d'améliorations, une en particulier dont nous aurons à reparler — on m'a signalé en effet, le dépôt d'un amendement — concernant le démarrage du règlement du contentieux du rapport constant.

Pour terminer, je voudrais insister sur une question qui me tient tout particulièrement à cœur.

Comme vous, j'ai à défendre le monde combattant. Je m'aperçois que parfois nous offrons une image de marque déplaisante à ceux qui n'en font pas partie. Nous passons souvent à tort — et quelquefois un peu à raison — pour d'éternels quémandeurs. Or, il est du rôle des associations de demander que les droits des anciens combattants soient respectés. Il est du rôle des parlementaires d'insister pour que ces droits soient reconnus. Il est du rôle du secrétaire d'Etat de faire tout ce qui est en son pouvoir pour satisfaire les justes revendications. Tout cela est exact. Mais si cette mission des associations, des parlementaires, du secrétaire d'Etat est nécessaire, elle n'est pas suffisante. Le monde combattant a, un second rôle à jouer.

Le monde combattant, c'est d'abord un ensemble d'hommes qui sont les gardiens du souvenir : souvenir de sacrifices consentis, souvenir de la souffrance commune, souvenir de l'horreur de la guerre. Ils étaient 30 000 à Notre-Dame-de-Lorette, toutes générations du feu confondues. Je vous assure que ceux qui étaient présents partagent mon sentiment. Personne, si dur soit son cœur, ne pouvait rester insensible à un pareil rassemblement. Le 11 novembre, ce rassemblement s'est renouvelé à Notre-Dame et à l'Arc de triomphe. Un repas a réuni 2 400 délégués d'anciens combattants, venus de tous les départements. Nous sommes les garants du souvenir. Sachons que c'est une de nos missions.

Nous sommes aussi les témoins de la solidarité. Tous ceux d'entre nous qui ont passé un moment de leur vie, durant des périodes difficiles, soit dans une unité combattante, soit en captivité, soit dans la résistance, soit en déportation, savent qu'au cours de ces périodes, qui ont d'autant plus marqué la vie d'un homme qu'en général elles se passent à un âge relativement jeune où les événements sont encore plus poignants, tous savent, dis-je, qu'il s'est alors créé entre nous un climat d'amitié et de camaraderie que nous ne retrouverons jamais plus.

Alors, essayons malgré tout de ne pas l'oublier et d'être les témoins, dans notre monde actuel, de cette solidarité et de cette amitié.

A l'époque, on ne nous demandait pas quelle était notre opinion politique, notre origine sociale ou notre conviction philosophique. Nous étions tous unis dans le même désir de libérer notre pays. Ne l'oublions pas et essayons d'expliquer, à ceux qui autour de nous ne la comprennent pas, cette nécessité de faire passer en premier lieu certaines grandes questions et de reléguer au second plan des discordes tout à fait secondaires. Soyons, vis-à-vis d'eux, les témoins de la solidarité.

Enfin, les anciens combattants sont les garants du civisme. C'est à nous, qui sommes des témoins, qu'il revient d'expliquer aux jeunes qui ont eu la chance — tant mieux pour eux — de naître dans un pays qui n'est plus en guerre, quel est le prix de la paix; de leur expliquer que la paix se conquiert — et nous sommes bien placés pour le leur dire — se mérite et se garde et que, pour la garder, il faut avoir un esprit de défense. Le monde est ainsi fait.

Gardiens du souvenir, témoins de la solidarité, garants du civisme, sans ostentation mais raisonnablement, les anciens combattants, dès lors, ont droit à un bien qui ne se mesure pas, qui ne se marchande pas et qui s'appelle la considération.

Quand des sectaires inconscients saccagent leurs lieux de recueillement, quand des intellectuels prétentieux les bafouent par l'écrit, le verbe ou l'image, ils ont l'impression, fondée, d'être trahis. Ils comptent sur le soutien de la presse, de la radio, de la télévision. Ils ont besoin du respect de la population.

Ils savent que, de votre côté, ils peuvent compter sur la considération qui leur est due et je leur affirme que, du mien, cette considération leur est acquise. (*Applaudissements.*)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Nous allons examiner les crédits concernant les anciens combattants figurant à l'état B, ainsi que les articles 71 et 83.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires sociales.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Monsieur le président, pour la bonne ordonnance des débats, pourrais-je vous demander de réserver les titres III et IV jusqu'à l'examen des différents amendements que la commission a déposés ?

Par ailleurs, afin de mieux coordonner la discussion que nous allons engager, puis-je vous demander aussi de prévoir la discussion de l'amendement n° 115 avant celle de l'amendement n° 113 ?

M. le président. A la demande de la commission des affaires sociales, l'examen des crédits figurant à l'état B est réservé.

Nous passons à la discussion des articles rattachés à ce budget.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je vous remercie, monsieur le président.

Article 71.

M. le président. « Art. 71. — Au cinquième alinéa de l'article L. 256 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, les mots : « taux déterminé par application de l'indice de pension 24 », sont remplacés, à compter du 1^{er} janvier 1978, par les mots : « taux déterminé par application de l'indice de pension 33 ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 71.

(*L'article 71 est adopté.*)

Article 83.

M. le président. « Art. 83. — I. — Le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre est modifié comme suit :

« a) Le cinquième alinéa introduit dans l'article L. 51 par l'article 71-1 de la loi n° 73-1150 du 27 décembre 1973 est abrogé ;

« b) Après le deuxième alinéa de l'article L. 51 (alinéa commençant par : « Si les revenus imposables... ») est inséré un troisième alinéa ainsi conçu :

« Le montant de la pension est déterminé par application de l'indice 500 pour les veuves âgées de plus de cinquante-cinq ans et celles qui, avant cet âge, sont infirmes ou atteintes d'une

maladie incurable ou entraînant une incapacité permanente de travail mais ne remplissant pas la condition de ressources prévue au premier alinéa ;

« c) Dans l'article L. 51-1, les termes : « et du cinquième alinéa de l'article L. 51 » sont remplacés par les termes : « et du troisième alinéa de l'article L. 51 ».

« II. — Les dispositions du présent article prennent effet du 1^{er} janvier 1978. » — (Adopté.)

Articles additionnels.

M. le président. Par amendement n° 115, M. Marcel Souquet, au nom de la commission des affaires sociales, propose, après l'article 83, d'insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« Les indices des pensions d'ascendants, fixés par l'article L. 72 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, selon la situation matrimoniale des bénéficiaires, à 205 et 105 points, sont portés respectivement à 210 et 110 points. »

La parole est à M. le président de la commission des affaires sociales.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Par cet amendement n° 115, votre commission des affaires sociales s'est préoccupée de la situation des ascendants. En effet, la situation des parents qui ont perdu un ou plusieurs enfants à la guerre est toujours dramatique sur le plan affectif. Elle l'est souvent aussi sur le plan matériel, d'autant plus que ces parents se trouvent, à un âge où tant de Français peuvent enfin se reposer après une vie d'activité professionnelle, privés non seulement de l'affection, mais de l'aide de leurs enfants disparus.

Nous demandons, par cet article additionnel, d'améliorer les conditions des ascendants en portant les indices des pensions, selon la situation matrimoniale des bénéficiaires, de 205 à 210 points et de 105 à 110 points, c'est-à-dire d'attribuer 5 points supplémentaires.

La modicité de l'effort qui serait ainsi consenti, de l'ordre de 115,85 francs par an, devrait permettre une légère amélioration du sort des ascendants. Je vous signale que votre commission attache une très grande importance à l'adoption de ce premier amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, j'ai déjà abordé, tout à l'heure, le problème des ascendants. Nous avons l'intention, dans la mesure du possible, de leur accorder quelques crédits supplémentaires dans le présent budget. Mais il a fallu faire des choix. Nous avons pensé que, cette année, les 18 millions de francs dont nous disposions pouvaient améliorer le sort d'une catégorie de veuves.

L'an dernier, quelque chose avait été fait pour les ascendants. Cette année, sur le plan budgétaire, il n'y a pas eu de supplément, ce qui signifie que les ascendants n'ont profité que de la seule augmentation normale. Une remarque doit cependant être formulée. Beaucoup d'ascendants, en effet, bénéficient du fonds national de solidarité. Or, une augmentation du nombre de points d'indice entraîne une diminution équivalente du complément du fonds national de solidarité. Le total perçu reste donc absolument identique pour tous ceux qui sont titulaires du fonds national de solidarité.

Une augmentation du nombre de points d'indice est sans effet pour ces ascendants. Il faut le savoir. J'ai le sentiment que, pour améliorer leur sort, au lieu de jouer sur le niveau indiciaire, il serait préférable de relever le plafond des ressources. Une telle mesure leur profiterait infiniment plus. Je dois cependant vous dire, en toute honnêteté, que nous ne pouvons, financièrement parlant, envisager cette mesure pour le présent budget, mais elle est en projet.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je demande la parole pour répondre au Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires sociales.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je regrette que cette modeste demande de votre commission n'ait pas été suivie d'un effet très positif. Nous réclamons aussi, monsieur le secrétaire d'Etat, le relèvement, voire la suppression du plafond de ressources.

Les ascendants, avez-vous dit, ont pu obtenir quelques points, mais cette amélioration remonte déjà à 1976, c'est-à-dire à deux ans. Je remarque qu'à l'Assemblée nationale, vous avez accordé cinq cents points aux veuves de guerre à l'âge de cinquante-cinq ans, ce qui représente environ 18 millions de francs, de sorte que vous arrivez maintenant devant le Sénat — si j'en juge d'après ce premier amendement — pratiquement les mains vides. Il est très désagréable pour nous, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous n'ayez rien d'autre à nous proposer.

C'est pourquoi je renouvelle la proposition de la commission, et maintiens donc son amendement.

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. M. le président de la commission m'oblige à donner une précision. Ce que nous avons obtenu pour les veuves à l'Assemblée nationale provient de ce que l'on appelle quelquefois la « réserve parlementaire ». Si le Sénat décide d'accorder quelque chose aux ascendants au titre de sa « réserve parlementaire », libre à lui de le faire.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires sociales.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Monsieur le président, je vous demande ce que l'on appelle « réserve parlementaire » ? En effet, le président de la commission des affaires sociales que je suis n'a encore jamais entendu parler, en six années de présence dans cette maison, d'une prétendue « réserve » qui appartiendrait au Sénat.

M. le président. Monsieur le président de la commission des affaires sociales, la présidence n'est pas au courant non plus. (Rires.)

Monsieur le rapporteur spécial de la commission des finances, avez-vous entendu parler de cette réserve parlementaire ?

M. François Schleiter, rapporteur spécial. Pas davantage ! (Nouveaux rires.)

M. Charles Lederman. Il s'agit de fonds secrets, très secrets !

M. le président. Etant incapable, pour ma part, de vous répondre, je ne puis que mettre l'amendement aux voix.

M. Charles Lederman. Nous pourrions peut-être nous renseigner pour savoir ce qu'est cette « réserve parlementaire ».

M. le président. Je n'ai pas les moyens, à cette heure, de réunir une commission d'enquête ! (Sourires.)

Monsieur le secrétaire d'Etat, peut-être pourriez-vous nous donner quelques précisions, puisque vous avez soulevé la question ?

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Tout ce que je puis dire, c'est que 18 millions de francs ont été accordés aux veuves par l'Assemblée nationale, lors de la discussion du budget des anciens combattants. Je pensais que cela était peut-être également possible au Sénat, par ce que l'on appelle quelquefois la « réserve parlementaire ».

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires sociales.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je pense qu'il s'agit peut-être de quelques crédits qu'accorde le Gouvernement à la fin du débat budgétaire. Mais je ne suis pas au courant des arrières-pensées du Gouvernement. Je suis d'autant plus mal placé pour les connaître que je n'appartiens pas à sa majorité.

M. Jacques Henriët. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Henriot, qui a peut-être des lumières à nous apporter sur le sujet.

M. Jacques Henriot. Je n'ai pas de lumière à apporter mais, pour ma part, j'apprécie cette réserve parlementaire dont nous fait part M. le secrétaire d'Etat. Il nous en a d'ailleurs parlé en commission et nous avons eu à choisir entre les veuves ou les ascendants. Nous devons voter, me semble-t-il, selon le choix que nous avons fait en commission. Mais, je le répète, nous avons été mis au courant de cette réserve parlementaire que M. le secrétaire d'Etat a aimablement mise, me semble-t-il, à la disposition du Sénat.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je vais mettre aux voix l'amendement n° 115.

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Je suis obligé, monsieur le président, de demander l'application de l'article 40 de la Constitution.

M. le président. Quel est l'avis de la commission des finances sur l'applicabilité de l'article 40 de la Constitution ?

M. François Schleiter, rapporteur spécial. Monsieur le président, vous m'avez interpellé voilà un instant à propos de la réserve parlementaire. Je n'ai pu vous répondre, mais j'ai été en quelque sorte consolé d'être dans le même état d'ignorance que notre président dont chacun connaît ici l'expérience et apprécie l'autorité.

Vous m'invitez maintenant, monsieur le président, à exprimer l'avis de la commission des finances sur l'applicabilité de l'article 40, alors que, dans mon rapport écrit et dans mon exposé à la tribune, j'ai souligné l'intérêt particulier que portait la commission des finances aux ascendants et combien elle attendait de ce débat, avec ou sans réserve parlementaire, une sorte de « coup de chapeau », comme l'on dit maintenant à la radio ou à la télévision, en tout cas une manifestation d'intérêt et de sympathie. La commission des finances, comme la commission des affaires sociales, attendait un geste.

Vous me demandez, monsieur le président, si l'article 40 est applicable. Le président de l'association des combattants de Verdun, navré, est obligé, au nom de la commission des finances, de répondre par l'affirmative.

M. le président. L'article 40 étant applicable, l'amendement n° 115 est irrecevable.

Je suis maintenant saisi de deux amendements identiques qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 113, est présenté par M. Souquet, au nom de la commission des affaires sociales.

Le second, n° 114, est déposé par MM. René Touzet, Lucien Grand, et les membres du groupe de la gauche démocratique.

Tous deux tendent, après l'article 83, à insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« Dans l'alinéa premier de l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, l'indice 175 est substitué à l'indice 170. »

La parole est à M. le président de la commission des affaires sociales pour défendre l'amendement n° 113.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Après le sort que vient de subir l'amendement n° 115, le président de la commission des affaires sociales se fait encore moins d'illusions sur celui qui va être réservé dans un instant à l'amendement n° 113.

Je vous avais demandé, monsieur le président, d'appeler les amendements dans cet ordre en pensant qu'un geste presque symbolique — 10 millions ou 11 millions de francs — serait fait par M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

Dans cet amendement n° 113, nous réclamons un dégel du rapport constant en substituant à l'indice 170 l'indice 175. Or, nous savons qu'un point de plus représente une somme de 60 millions de francs. Nous demandons donc 300 millions de francs à M. le secrétaire d'Etat, mais nous n'avons toujours pas trouvé trace de la fameuse réserve parlementaire. (Sourires.)

Je voudrais toutefois vous indiquer, monsieur le secrétaire d'Etat, que, dans ce budget des anciens combattants, les seules mesures nouvelles, ce sont, d'une part, la mise à parité de la

retraite du combattant à l'indice 33, soit 122 millions de francs, et, d'autre part, l'attribution, dès l'âge de cinquante-cinq ans, d'une pension à 500 points pour les veuves de guerre, soit 18 millions de francs. C'est dire qu'en tout et pour tout nous allons trouver 140 millions de francs de crédits supplémentaires, évaluatifs, bien entendu, sur un budget de 13 427 millions de francs, soit un peu plus de 1 p. 100 de ce budget.

Nous réclamons une application normale du rapport constant et, quand la commission tripartite pourra nous donner ses conclusions, il faudra bien « dégeler », c'est-à-dire augmenter de quelques points par an, ce fameux indice 170.

Il nous semblait que la bonne volonté du Gouvernement se traduirait dans ce budget pour 1978 par ce geste important et intéressant en faveur du rapport constant. Je dois vous dire, monsieur le secrétaire d'Etat, que nous allons sans doute, et le monde combattant avec nous, être déçus de la réponse que vous allez nous apporter.

Pourtant, vous indiquez vous-même, mais voilà quelques années : « Le rapport constant est la pièce maîtresse du contentieux... On ne peut pas maintenir ce climat de conflit entre des responsables d'associations... et le ministère des anciens combattants. Tirillés entre ses tendances, les parlementaires que nous sommes s'époumonent à demander de la patience aux uns et des crédits aux autres. »

Je me place du point de vue du parlementaire et j'aimerais quelques crédits pour ne pas faire perdre patience aux anciens combattants.

C'est la raison pour laquelle, au nom de la commission des affaires sociales, je demande que l'on veuille bien prendre en considération cet amendement n° 113.

M. le président. La parole est à M. Touzet pour défendre l'amendement n° 114.

M. René Touzet. Cet amendement a effectivement le même objet que celui de la commission. A chaque discussion budgétaire, nous sommes amenés à critiquer l'application du rapport constant. En réalité — je l'ai déjà dit à cette tribune — c'est sur l'indice 170 que nous ne sommes plus d'accord. Cet indice pouvait servir de référence à l'époque où il a été choisi ; il ne peut plus en être de même aujourd'hui. Par le maintien de cet indice de référence 170, les pensionnés de guerre sont privés du bénéfice de l'élévation du niveau de vie de l'ensemble des Français, ce qui devient une injustice.

Si la commission tripartite que vous avez promis, monsieur le secrétaire d'Etat, de réunir très rapidement doit rechercher un nouvel indice de référence qui ne soit pas contestable, nous devons, nous, affirmer aujourd'hui même notre volonté de « dégeler » cet indice 170 sans attendre le résultat du travail de cette commission. Tel est le but de cet amendement.

Cependant, comme il est identique à celui qui a été déposé par la commission des affaires sociales, je le retire en me ralliant au sien.

M. le président. L'amendement n° 114 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 113 ?

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Je suis obligé d'expliquer à nouveau tout ce qui a été fait en faveur du rapport constant.

Tout à l'heure, vous avez omis de dire, monsieur le président, en parlant des mesures nouvelles, que, pour l'application légale du rapport constant, un crédit supplémentaire de 501 millions de francs est prévu au budget de cette année.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Il ne s'agit pas de mesures nouvelles !

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Ce crédit supplémentaire est tout de même destiné à l'application légale du rapport constant !

De plus — je vous l'ai expliqué à maintes reprises — ce que je pensais comme député, je le pense toujours en tant que secrétaire d'Etat. J'ai fait tout mon possible en la matière et j'estime que nous avons déjà franchi un pas important.

Je vous résume l'affaire une nouvelle fois. Elle doit se dérouler en trois étapes.

Première étape : la commission tripartite se réunit ces jours-ci afin d'examiner les éléments du litige, faute de quoi nous n'arriverons jamais à rien.

Deuxième étape : la commission évalue et chiffre l'ampleur de ce litige, ce qui est important et même essentiel.

Troisième étape, mais celle-là, je ne peux vous la garantir aujourd'hui : le Gouvernement examine, dans les meilleurs délais, les solutions possibles.

Nous avons déjà la garantie des deux premières étapes, à savoir une commission qui étudie le litige et en évalue l'ampleur. Nous n'en avons jamais obtenu autant pour la liquidation de ce litige relatif au rapport constant. Nous devons en être conscients. C'est tout à fait différent de cette réunion de personnes simplement chargées d'informer sur le problème. Nous venons de faire un grand pas en avant, qui nous permet beaucoup d'espoir, car, aujourd'hui, nous ne pouvons pas tout faire.

Je me permettrai de rappeler certaines des paroles qui ont été prononcées tout à l'heure dans cette enceinte. M. Mercier, tout d'abord : « Nous avons votre parole, nous avons confiance en vous. J'espère que vous arriverez à faire passer cette conviction ». M. Touzet ensuite : « Une solution satisfaisante est en vue ». Enfin, M. Bouloux : « Nous vous aiderons ».

Dès lors, je vous en conjure et je parle en pesant mes mots : si vous voulez vraiment m'aider et aider le monde combattant, contentons-nous aujourd'hui de ce pas en avant qui est essentiel. C'est un bon départ qui permet beaucoup d'espoir. En faire plus aujourd'hui risquerait de tout détruire.

M. Jacques Henriët. Très bien !

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Je vous le dis très sincèrement et vous demande, avec la franchise qui m'est habituelle, de retirer cet amendement.

M. Jacques Henriët. D'accord !

M. René Touzet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Touzet.

M. René Touzet. Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous crois plein de bonne volonté. Réunir la commission, c'est bien. Prendre des décisions, c'est bien. Mais si, au bout, vous ne prévoyez pas un petit crédit supplémentaire, si petit soit-il, pour manifester la volonté du Gouvernement de « dégeler » cet indice, rien ne se fera.

Nous vous demandons un tout petit geste. Si vous le faites, nous vous suivrons, nous vous aiderons.

M. Lucien Grand. Très bien !

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires sociales.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je tiens à dire à M. le secrétaire d'Etat que jamais sa bonne volonté n'a été mise en doute par qui que ce soit dans cette assemblée. Nous sommes tous parfaitement d'accord pour vous aider, pour soutenir le monde combattant, mais que nous proposez-vous ? La réunion d'une commission tripartite — très bien, ce n'est pas la première — qui étudiera le litige.

Or, le litige est connu par le monde combattant et, je l'espère aussi, par le secrétariat d'Etat. Il a pu être chiffré par les uns et par les autres. Les arguments ont déjà été échangés, peut-être pas verbalement, mais tout au moins par écrit et de très nombreuses fois depuis 1953, à la fois au Sénat et à l'Assemblée nationale. Si bien que cette commission tripartite ne s'engage à rien d'autre qu'à circonscrire le litige, à le chiffrer, mais sans que vous fassiez même la promesse que le Gouvernement s'engagera à prendre en considération les conclusions de cette commission.

Vous nous dites que cette commission tripartite représente déjà un pas. C'est, à notre avis, un très petit pas qui vient d'être franchi. Désormais, c'est vrai, le secrétariat d'Etat reconnaît qu'il se pose effectivement un problème du rapport constant. Or, jusqu'à cette année, le secrétaire d'Etat, M. André Bord, qui était à votre place, nous disait tout simplement : il n'y a pas de problème de rapport constant ; le rapport constant est appliqué.

Vous nous avez dit tout à l'heure que 501 millions de francs de mesures nouvelles figuraient au budget en vue de l'application du rapport constant. Pour nous, c'est une indexation logique si l'on veut suivre le cours de l'augmentation du coût de la vie. Nous avons simplement ici la promesse de votre bonne volonté concernant cette commission tripartite, mais cela ne nous suffit pas et la commission des affaires sociales a été unanime pour déposer cet amendement.

Je maintiens donc l'amendement de la commission. (*Applaudissements.*)

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Pardonnez-moi de prolonger le débat, mais j'y suis bien obligé. Vous me dites : pour la première fois, le secrétariat d'Etat reconnaît qu'il y a un litige. Mais c'est bien plus que cela ! Le secrétariat d'Etat reconnaît l'existence d'un litige en accord avec le ministère de l'économie et des finances puisque la déclaration que je vous ai lue est une déclaration commune. C'est la première fois que cela se fait et vous ne pouvez pas le nier. Nous reconnaissons donc en commun qu'il y a un litige.

En second lieu, nous décidons en commun de réunir dans l'immédiat une commission efficace qui n'est nullement faite pour enterrer le problème, dont le rôle sera d'évaluer et de chiffrer l'ampleur de ce litige. C'est donc un objectif bien précis, qui est loin d'être vague.

Après, nous disposerons de données. Je reconnais avec vous que, sur cette troisième phase, qui consiste à savoir comment ces données seront utilisées, je n'ai pas le pouvoir aujourd'hui de vous fournir une réponse. Mais reconnaissez avec moi honnêtement que l'engagement est quand même important, que deux pas très larges sont franchis et qu'ils permettent d'espérer.

Alors, ayez confiance. Nous n'avons jamais été en si bonne place pour régler, enfin, ce litige du rapport constant. Je vous en conjure : ne cassons pas ce que nous avons commencé à construire.

M. Jacques Henriët. Très bien !

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires sociales.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Vous connaissez bien, monsieur le secrétaire d'Etat, nous vous faisons confiance, mais nous ne pouvons pas faire confiance aux finances, comme vous le dites, qui ont reconnu le litige, qui vont peut-être le chiffrer dans cette commission tripartite, mais qui ne vous ont donné aucun élément positif, même pas pour « décrocher » un point seulement, pour faire un geste symbolique dans ce budget de 1978.

Alors, même s'il en ressort des éléments chiffrés, rien ne nous dit, rien ne dit au monde des anciens combattants que les services des finances consentiront à dégeler ce problème. Il sera reconnu, c'est vrai ; tout le monde admettra qu'il existe un litige, mais on n'aura pas apporté pour autant un début de solution au règlement de ce rapport constant qui traîne quand même depuis longtemps, depuis 1953.

C'est la pièce maîtresse de ce contentieux qui existe entre le monde combattant et le secrétariat d'Etat.

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Je répète que nous n'avons jamais été aussi proche d'une solution. Je vous le dis très sérieusement, vous faciliteriez l'évolution du problème en retirant votre amendement, j'insiste sur ce point.

M. Jacques Henriët. Très bien !

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires sociales.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. La commission des affaires sociales, à l'unanimité, m'a chargé de défendre cet amendement.

Aussi, je voudrais vous demander, monsieur le président, une suspension de séance pour permettre à la commission des affaires sociales de se réunir et d'examiner ce problème.

M. le président. Le Sénat voudra sans doute se rallier à la proposition de M. le président de la commission des affaires sociales. (Assentiment.)

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue le samedi 26 novembre 1977, à zéro heure quinze minutes, est reprise à zéro heure cinquante minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires sociales.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, la commission des affaires sociales s'est réunie. Elle a entendu avec beaucoup d'intérêt M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et a sollicité de lui un engagement, si minime soit-il, afin de permettre le dégel du rapport constant.

Après en avoir délibéré, elle propose au Sénat un amendement n° 113 rectifié tendant à substituer à l'indice 170, non pas l'indice 175, mais l'indice 171, soit un point de plus. C'est, à notre avis, la concession la plus large qui pouvait être consentie par la commission, toujours soucieuse de défendre l'intérêt du monde combattant.

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 113 rectifié, présenté par M. Souquet, au nom de la commission des affaires sociales, et tendant, après l'article 83, à insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« Dans l'alinéa 1^{er} de l'article L. 8 bis du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, l'indice 171 est substitué à l'indice 170. »

Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Jean-Jacques Beucler, secrétaire d'Etat. Je ne peux que répéter ce que j'ai dit. J'ai la ferme détermination de voir évoluer cette affaire du rapport constant. Je pense que les choses sont en bonne voie, mais je n'ai absolument pas le pouvoir de débloquent quelque crédit que ce soit pour majorer l'indice 170, ne serait-ce que d'un point. Un point d'indice, je vous le rappelle, coûte 60 millions de francs.

Je demande donc à la commission de retirer cet amendement, car elle sait que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que l'affaire du rapport constant évolue favorablement. Mais elle sait aussi que je ne peux pas garantir autre chose.

Si la commission ne retire pas son amendement, je serai obligé, au nom du Gouvernement, de demander l'application de l'article 40 de la Constitution.

M. le président. L'amendement est-il maintenu ?

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. Bien entendu, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission des finances sur l'applicabilité de l'article 40 ?

M. François Schleiter, rapporteur spécial. Je confirme que les délibérations de la commission des finances étaient en harmonie avec les conclusions de la commission des affaires sociales. Je dois toutefois, au nom de la commission des finances, indiquer au Sénat que l'article 40 est applicable.

M. le président. L'article 40 étant applicable, l'amendement n° 113 rectifié n'est pas recevable.

Nous en revenons maintenant à l'examen des crédits, qui avait été précédemment réservé.

ETAT B

M. le président. « Titre III, plus 16 144 497 F. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix le crédit du titre III.

(Ce crédit est adopté.)

M. le président. « Titre IV, plus 646 915 000 F. »

La parole est à M. Berrier.

M. Noël Berrier. Monsieur le secrétaire d'Etat, un de nos collègues, qui n'appartient pas à mon groupe, a dit tout à l'heure qu'il fallait « casser le carcân ». Sous une autre forme, nous socialistes, reprenant les termes employés par la commission des affaires sociales, nous disons qu'il faut obtenir le « dégel » du rapport constant, que c'est le problème essentiel et urgent. Le « dégel » n'étant pas pris en considération, même sous une forme symbolique, notre refus de voter les crédits aura pour signification de permettre au Gouvernement de faire de nouvelles propositions devant la commission mixte paritaire.

M. Lucien Grand. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Grand.

M. Lucien Grand. Monsieur le président, mes chers collègues, la commission des affaires sociales est allée au bout des propositions de conciliation qu'elle pouvait faire. Nous sommes navrés, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous ne puissiez accepter cet amendement, compte tenu de l'effort que nous avons consenti. Vous êtes ligoté, semble-t-il. Dans ces conditions, monsieur le secrétaire d'Etat, la gauche démocratique votera contre les crédits du titre IV.

M. James Marson. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Marson.

M. James Marson. Le groupe communiste votera également contre ces crédits, car l'attitude intransigeante du Gouvernement montre qu'il n'y a rien de réglé actuellement en ce qui concerne le rapport constant.

M. Bernard Talon. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Talon.

M. Bernard Talon. Nous avons pu apprécier, mon collègue M. Vigier et moi-même, tout au long de ce débat, l'honnêteté du secrétaire d'Etat et son souci de défendre les intérêts du monde combattant. Nous comprenons qu'il ne puisse pas faire plus ce soir, mais nous avons confiance en sa bonne volonté. Nous lui demandons de faire figurer, dans la loi de finances rectificative de fin d'année, un crédit, si minime soit-il, qui concrétise cette bonne volonté.

Nous faisons confiance au Gouvernement, et c'est pour marquer cette confiance que le groupe du RPR votera les crédits du titre IV.

M. Jean Mézard. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Mézard.

M. Jean Mézard. Le groupe des indépendants et paysans, qui avait une autre appellation les années précédentes, a toujours soutenu les revendications des anciens combattants. Nous saluons en vous, monsieur le secrétaire d'Etat, un homme de bonne foi qui a, je crois, engagé les discussions dans une très bonne voie. Mais nous ne pouvons tout de même pas rester sur une promesse. C'est la raison pour laquelle la majorité de notre groupe s'abstiendra.

M. Adolphe Chauvin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Chauvin.

M. Adolphe Chauvin. Nous avons été très frappés, tout au long de ce débat, par la sincérité, parfois émouvante, du secrétaire d'Etat aux anciens combattants. Nous savons les uns et les autres, qu'il s'agisse d'un point — ce qui représente 60 millions de francs — ou de cinq points, que le secrétaire d'Etat n'a pas la possibilité de prendre le moindre engagement.

M. Robert Schwint, président de la commission des affaires sociales. On ne lui en veut pas !

M. Adolphe Chauvin. Il était donc obligé d'opposer l'article 40.

Monsieur le secrétaire d'Etat, chacun ici rend hommage à votre action. Nous savons quel est votre caractère et votre pensée profonde. Le président de la commission des affaires sociales a rappelé la position que vous avez prise à l'Assemblée nationale. Je me permets de vous demander, après mon collègue du groupe du RPR, d'insister pour que quelque chose soit fait dans la loi de finances rectificative.

Vous nous avez demandé de vous aider. Vous nous avez dit si l'amendement était retiré que nous vous aiderions davantage encore. Nous vous faisons confiance. C'est là le sens que nous donnerons à notre vote et c'est pour cela que nous vous apporterons la plus grande majorité de nos suffrages.

M. Paul Guillard. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Guillard.

M. Paul Guillard. Monsieur le président, je dirai simplement, au nom de mon groupe de l'union des républicains indépendants, que je m'associe aux paroles qui viennent d'être prononcées par M. Chauvin et par le représentant du groupe RPR.

Nous voterons ce crédit pour soutenir M. le secrétaire d'Etat dans une action que nous voulons courageuse, justement pour la défense des anciens combattants.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le crédit du titre IV.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe socialiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 17 :

Nombre des votants	288
Nombre des suffrages exprimés	272
Majorité absolue des suffrages exprimés.	137
Pour l'adoption	146
Contre	126

Le Sénat a adopté.

Nous avons terminé l'examen des crédits concernant les anciens combattants.

— 6 —

DEPOT D'UN PROJET DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi organique relatif au nombre de sénateurs représentant les territoires d'outre-mer.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 103, distribué et, s'il n'y a pas d'opposition, renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le règlement. (*Assentiment.*)

— 7 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée au samedi 26 novembre 1977, à dix heures quinze et à quinze heures :

Suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1978, adopté par l'Assemblée nationale (n° 87 et 88 [1977-1978]. — M. Maurice Blin, rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.)

Deuxième partie. — Moyens des services et dispositions spéciales :

TRAVAIL ET SANTE

III. — Santé et sécurité sociale.

M. Paul Ribeyre, rapporteur spécial (rapport n° 88, annexe 33).

M. Marcel Fortier, rapporteur spécial (rapport n° 88, annexe 34).

M. Lucien Grand, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (avis n° 92, tome II).

M. Louis Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (avis n° 92, tome IV).

Articles 80, 81 et 82.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée le samedi 26 novembre, à une heure cinq minutes.)

Le Directeur
du service du compte rendu sténographique,
ANDRÉ BOURGEOT.

NOMINATION DE RAPPORTEURS (Art. 19 du règlement.)

COMMISSION DES LOIS

M. de Cuttoli a été nommé rapporteur du projet de loi n° 100 (1977-1978) adopté par l'Assemblée nationale, complétant et modifiant diverses dispositions du code civil, du code de la nationalité française et du code de la santé publique.

M. Marcilhacy a été nommé rapporteur du projet de loi n° 101 (1977-1978) adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'article L. 167-1 du code électoral.

M. Marcilhacy a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 102 (1977-1978), adoptée par l'Assemblée nationale, modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention.

Organisme extraparlamentaire.

M. le président du Sénat a désigné, le 25 novembre 1977, M. Jacques Thyraud, membre titulaire, et M. Marcel Lucotte, membre suppléant, de la commission chargée de favoriser la communication au public des documents administratifs, en application du décret n° 77-127 du 11 février 1977.

QUESTIONS ORALES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 25 NOVEMBRE 1977
(Application des articles 76 à 78 du règlement.)

Incident d'audience.

2120. — 25 novembre 1977. — **M. Francis Palmero** demande à **M. le ministre de la justice** s'il ne considère pas comme une expression du « mal français » le fait qu'un substitut du procureur de la République se permette, en cours d'audience, de critiquer une décision de la justice française, et quelles sont les sanctions encourues de ce fait.

QUESTIONS ÉCRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 25 NOVEMBRE 1977

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — 1. Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« 2. Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre.

« Art. 75. — 1. Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« 2. Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« 3. Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

Maisons de retraite : installations de réadaptation fonctionnelle.

24796. — 25 novembre 1977. — **M. Michel Moreigne** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** que les personnes âgées présentent, très souvent, des troubles de la locomotion, d'origine rhumatismale ou fonctionnelle, nécessitant des soins de kinésithérapie ; à juste titre, son ministère a décrit des installations de réadaptation fonctionnelle dans les établissements de moyen et long séjour et, plus particulièrement dans les maisons

de santé ou de cure médicale pour personnes âgées entre autres dans les textes suivants : circulaire n° 1575 du 24 septembre 1971 du ministère de la santé publique et de la sécurité sociale (secrétariat d'Etat à l'action sociale et à la réadaptation) sur la politique relative aux équipements sanitaires et sociaux en faveur des personnes âgées ; circulaire n° 543 du 2 juin 1972 du ministère de la santé publique et de la sécurité sociale (secrétariat d'Etat à l'action sociale et à la réadaptation) concernant les annexes techniques relatives aux équipements sanitaires et sociaux en faveur des personnes âgées ; va dans le même sens, la lettre du président de la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés aux présidents. Les conseils d'administration des caisses régionales et primaires d'assurance maladie, des caisses générales de sécurité sociale et des médecins conseils régionaux en date du 22 juin 1977 et relative aux établissements de long et moyen séjour : centres de cure médicale pour personnes âgées ; si l'introduction de la réadaptation fonctionnelle dans les établissements de moyen et long séjour nous paraît judicieuse et indispensable, elle nous paraît également, très souhaitable dans les maisons de retraite, tout particulièrement à titre préventif. Il ne s'agit, certes pas, d'installations lourdes mais, au contraire, d'unités légères de kinésithérapie et d'hydrothérapie trouvant place, la plupart du temps, dans des locaux existants ; il lui demande si elle souhaite encourager la prévention des handicapés fonctionnels dans les maisons de retraite et donner des directives en ce sens.

Français de l'étranger : régime d'octroi de certains prêts.

24797. — 25 novembre 1977. — **M. Charles de Cuttoli** rappelle à **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** les termes : 1° de sa question n° 22835 du 23 février 1977 et de sa réponse publiée au Journal officiel Sénat du 23 août 1977 ; 2° de sa question n° 24701 publiée au Journal officiel Sénat du 23 novembre 1977. Il lui expose, en outre, que la réglementation des aides et prêts du Crédit foncier ou les différents régimes d'épargne-logement tiennent compte de la notion de résidence fiscale. Il lui demande, en conséquence, de lui faire connaître s'il n'estime pas que la notion de résidence principale développée dans sa réponse susvisée du 23 août 1977 n'aura pas pour effet, de réduire les droits des Français expatriés pour l'octroi des aides, prêts ou régimes d'épargne évoqués.

Installation des artisans : modalités d'attribution des primes.

24798. — 25 novembre 1977. — **M. Georges Berchet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat** sur le décret n° 75-808 du 29 août 1975 créant des mesures d'aide favorisant l'installation d'entreprises artisanales, et instituant un régime de prime d'installation. En milieu rural, la prime d'installation aux artisans est modulée en fonction du programme d'investissement des intéressés, et en zone urbaine nouvelle ou rénovée, cette prime est forfaitaire et fixée à 8 000 francs. Les modalités d'attribution de ces primes sont particulièrement étroites, compte tenu de la crise actuelle de l'emploi, et limitent en fait l'installation des artisans, notamment dans certaines zones urbaines anciennes dont l'activité décline progressivement, entraînant un phénomène de vieillissement pour certains quartiers des villes. En conséquence, il lui demande si le Gouvernement a l'intention d'élargir le champ d'application de ce décret, ce qui serait souhaitable même si la prime forfaitaire devait être réduite dans ces nouveaux cas d'application.

Courbevoie : fonctionnement du CET Vauban et du lycée technique.

24799. — 25 novembre 1977. — **M. Robert Pontillon** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés de fonctionnement qui affectent actuellement le CET Vauban et le lycée technique de Courbevoie. Cette situation, qui provoque un mécontentement unanime chez les parents et les enseignants, découle notamment de la décision prise par le rectorat de Versailles de supprimer une classe de seconde et d'en regrouper trois en une, au sein du lycée technique. Cette mesure risque d'avoir pour effet de désorienter les élèves concernés à une étape de leur scolarité où il est essentiel que la pédagogie prenne soigneusement en compte leur origine scolaire, leurs capacités et leurs options. Or cet effort pédagogique ne saurait se concevoir sans une limitation raisonnable des effectifs de chaque classe et sans une stabilité correspondante des enseignements et des enseignants. Une telle mesure semble, en outre, en contradiction flagrante avec la politique de revalorisation du travail manuel annoncée par le Gouvernement. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces établissements retrouvent une capacité d'accueil satisfaisante.

Apport partiel d'actifs : calcul des plus-values sur les biens non amortissables.

24800. — 25 novembre 1977. — **M. Henri Tournan** rappelle à **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** que l'article 62-II de la loi de finances pour 1976 (n° 75-1278 du 30 décembre 1975) a supprimé la formalité de l'agrément préalable jusqu'alors exigé pour que les apports partiels d'actifs puissent être assimilés aux fusions, à la condition que la société apporteuse prenne l'engagement : a) de conserver pendant cinq ans, les titres remis en contrepartie de l'apport ; b) de calculer ultérieurement les plus-values de cession afférentes à ces mêmes titres par référence à la valeur que les biens apportés avaient, du point de vue fiscal, dans ses propres écritures. Il rappelle également que, dans le régime fiscal des fusions, les plus-values sur les biens non amortissables ne donnent pas lieu à taxation immédiate mais que par contre les plus-values sur les biens amortissables doivent être réintégrées dans les bénéfices de la société absorbante ou nouvelle avec étalement sur l'exercice de l'apport et les quatre exercices suivants. Dans ces conditions, il apparaît que l'obligation visée au b ci-dessus entraîne une double imposition des plus-values sur biens amortissables, d'une part, chez la société bénéficiaire de l'apport partiel, laquelle aura à réintégrer lesdites plus-values dans ses bénéfices taxables avec l'étalement susvisé ; d'autre part, chez la société apporteuse qui devra calculer les plus-values de cession afférentes aux titres reçus par elle en contrepartie de l'apport partiel, par référence à la valeur que les biens apportés avaient du point de vue fiscal dans ses propres écritures. Il lui demande s'il ne serait pas plus équitable d'admettre que cette dernière obligation ne doit jouer que pour les biens non amortissables inclus dans l'apport, seuls biens exonérés en fait de taxation lors de l'apport.

Revente d'un terrain : TVA.

24801. — 25 novembre 1977. — **M. Henri Tournan** expose à **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** les faits suivants : une personne a acquis en 1974, sous le régime de la TVA immobilière, un terrain à bâtir d'une superficie de 1 000 mètres carrés en prenant l'engagement dans l'acte d'acquisition d'y édifier une maison individuelle dans les quatre ans de son acquisition ; elle envisage maintenant de revendre ce terrain à une personne physique propriétaire d'un terrain contigu de 1 000 mètres carrés également sur lequel ladite personne vient de faire édifier une construction personnelle (achevée en 1976) ; l'acquéreur utilisera la nouvelle parcelle comme dépendance de son habitation principale. Il lui demande de bien vouloir confirmer que : a) la vente envisagée pourra être placée sous le régime de la TVA immobilière au taux de 5,28 p. 100 ; cette taxe étant due par le vendeur sous récupération de celle supportée lors de son acquisition initiale ; b) le vendeur sera réputé avoir respecté son engagement de construire et pourra donc bénéficier à titre définitif du régime de taxation appliqué lors de son acquisition initiale dès lors que la superficie cumulée des deux parcelles n'excède pas 2 500 mètres carrés. Qu'en serait-il si, au lieu d'être revendue à un particulier, la parcelle était vendue avant le commencement des travaux à une société de construction en vue de la vente, qui projette de construire sur un terrain contigu un immeuble affecté à l'habitation pour les trois quarts au moins de sa superficie totale et qui utiliserait cette parcelle comme dépendance de l'immeuble à construire. Peut-il lui confirmer que dans cette hypothèse également le vendeur serait admis au maintien à titre définitif du régime dont il a bénéficié lors de sa propre acquisition dès lors que la construction projetée par la société de construction-vente serait achevée dans les quatre ans de ladite acquisition.

Lotisseurs :

conséquences de l'application de la loi sur les plus-values.

24802. — 25 novembre 1977. — **M. Henri Tournan** expose à **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** que la loi n° 76-660 du 19 juillet 1976 portant réforme de l'imposition des plus-values a abrogé les dispositions de l'article 35-1-3° du code général des impôts relatives à la situation fiscale des lotisseurs. Il en résulte qu'à partir du 1^{er} janvier 1977, les sociétés civiles n'ayant pas la qualité de marchands de biens et se bornant à lotir les terrains leur appartenant, ne sont plus soumises à l'impôt sur les sociétés. Il lui demande si une société civile n'ayant pas la qualité de marchand de biens, mais ayant procédé avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, à des ventes de terrains lotis la rendant passible de l'impôt sur les sociétés, cesse d'être assujettie audit impôt pour les cessions qu'elle sera amenée à réaliser à compter du 1^{er} janvier 1977 et dans l'affirmative quelles seront les conséquences fiscales de ce retour au régime des sociétés de personne.

Partage d'une société civile particulière : exonération de droits de mutation.

24803. — 25 novembre 1977. — **M. Christian de La Malène** rappelle à **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** que l'article 793-2-1^{er} du code général des impôts dispose que sont exonérées de droit de mutation à titre gratuit lors de leur première transmission, les constructions affectées à l'habitation et achevées postérieurement au 31 décembre 1947, à la condition qu'elles aient été acquises par le disposant avant le 20 septembre 1973 ou attribuées à un associé en exécution d'une souscription de parts sociales antérieures à cette même date. Il lui demande si ces dispositions sont applicables à des immeubles attribués à l'occasion du partage, effectué postérieurement au 20 septembre 1973, d'une société civile particulière pure et simple (art. 1832 du code civil) non soumise à l'impôt sur les sociétés, en représentation de parts sociales souscrites par les associés avant le 20 septembre 1973 ; étant précisé que la totalité de l'actif de cette société est constitué par les immeubles en question, ce qui l'assujettit, par ailleurs, aux dispositions de l'article 2 du décret n° 76-1240 du 29 décembre 1976.

Transformation d'une société par actions en société de personnes : champ d'application de l'article 221 bis du CGI.

24804. — 25 novembre 1977. — **M. Jean Chamant** rappelle à **M. le ministre délégué à l'économie et aux finances** qu'en vertu des dispositions de l'article 221 bis du code général des impôts, la transformation sans création d'un être moral nouveau d'une société par actions ou à responsabilité limitée, en une société en sursis d'imposition et des plus-values latentes incluses dans l'actif social sous la double condition qu'aucune modification ne soit apportée aux écritures comptables et que l'imposition desdits bénéfices et plus-values demeure possible sous le nouveau régime fiscal applicable à la société transformée. Il lui demande si l'administration comprend dans le champ d'application de l'article 221 bis du code général des impôts toute « société de personnes », ainsi transformée, tant en nom collectif ou en commandite simple qu'en société civile foncière à l'objet agricole, cette dernière assujettie, bien entendu, au régime du bénéfice réel.

Retraite anticipée des femmes fonctionnaires ayant élevé un ou deux enfants.

24805. — 25 novembre 1977. — **M. Jean Cluzel** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique)** de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il a prises ou qu'il compte prendre pour que soit appliquée l'annexe à la convention salariale 1976 relative à la retraite anticipée des femmes ayant élevé un ou deux enfants.

Utilisation des déchets végétaux pour obtenir des hydrocarbures.

24806. — 25 novembre 1977. — **M. Jean Cluzel** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (Recherche)** que de nouvelles techniques ont été mises au point avec succès en RFA en vue de l'obtention, à des prix compétitifs, d'hydrocarbures à partir de déchets végétaux tels que la paille, les tiges de maïs, les graminées ou les betteraves. Etant donné l'intérêt qui s'attache à la découverte de nouveaux débouchés pour l'agriculture française qui dispose d'importantes ressources en déchets végétaux inexploités, étant donné la nécessité impérieuse pour la France de réduire sa dépendance en produits pétroliers, il lui demande : 1° si de telles recherches ont été entreprises en France ; 2° dans le cas contraire, s'il n'y aurait pas lieu de les promouvoir rapidement ou de négocier l'achat par la France du brevet allemand susmentionné.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AGRICULTURE

Organisation du marché de la viande chevaline.

23268. — 19 avril 1977. — **M. Jean Sauvage** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la production de l'élevage des chevaux destinés à la boucherie, sa part dans la consommation française, l'importance des importations et l'influence de celles-ci sur les prix à la production française qui ne permettent plus aux éleveurs, chez lesquels règne un profond découragement, d'avoir la garantie d'un niveau de prix rentable. En effet, la cotation moyenne de 1976 a été, à Vaugirard, inférieure à 25 p. 100 de la cotation de la qualité correspondante en viande bovine et il apparaît que la production nationale n'assure plus que 21,80 p. 100 de la consumma-

tion française et que, dans le même temps, on constate une baisse annuelle de 15 p. 100 du nombre de juments mises à la reproduction. Il lui demande : 1° la valeur globale et les quantités des importations réalisées en 1976 tant en viande de cheval abattu qu'en chevaux destinés à la boucherie par pays d'origine ; 2° comment se sont répartis par trimestre les contingents importés ; 3° le coût moyen au kilogramme de la viande de cheval importée pour chacun de ces pays ; 4° la cotation moyenne à Vaugirard en 1976 du kilogramme, avec l'indication du cours le plus élevé et celui le plus bas ; 5° la valeur globale en prix à la production et le tonnage de la consommation nationale de viande de cheval ; 6° quelle politique il entend mettre en œuvre dès 1977 en vue d'une organisation du marché de la viande chevaline qui tende à une augmentation de la production nationale et à une diminution des importations qui serait source d'économie de devises et s'il envisage, en particulier, que cette organisation institue des cotations régionales, un prix de seuil, un versement de montants compensatoires qui permettraient aux éleveurs d'avoir un revenu décent.

Réponse. — Afin d'aider l'élevage du cheval de boucherie et de soutenir le revenu des producteurs, différentes mesures ont été décidées d'un commun accord entre les pouvoirs publics, les producteurs et les négociants. L'office national interprofessionnel du bétail et des viandes (ONIBEV) a été chargé de mettre en place un système de relevés de prix sur le marché du cheval de boucherie ; cette opération permettra de déterminer et de publier les cours régionaux tant en abattoirs que sur les marchés en vif. Le groupement des importateurs d'équidés et dérivés (GIED) a décidé de poursuivre sa politique de soutien des poulaillers laitons de race lourde nés en France en attribuant une prime d'orientation de 300 francs aux éleveurs d'animaux mâles abattus pour la boucherie entre septembre 1977 et avril 1978 ; cette prime sera également accordée aux éleveurs dont les laitons auront été exportés pendant ladite période. En outre, les producteurs et les commerçants ont convenu de considérer le prix à la production de ces animaux de 12 francs par kilogramme de carcasse comme le prix minimum recommandable pour les transactions concernant des sujets standards, compte tenu de la prime d'orientation versée par ailleurs. Afin d'apporter, dans un cadre interprofessionnel, des solutions aux problèmes techniques et économiques posés par le secteur de la viande hippophagique, les représentants des différentes familles professionnelles concernées ont convenu de se rencontrer régulièrement. Ces réunions permettront d'examiner les conditions d'application des mesures arrêtées.

EDUCATION

Ancienneté d'un enseignant : prise en compte des années d'enseignement effectuées dans le privé.

24297. — 6 octobre 1977. — **M. Eugène Bonnet** demande à **M. le ministre de l'éducation** les raisons pour lesquelles les années d'enseignement d'un auxiliaire, effectuées dans l'enseignement privé en attendant son admission dans l'enseignement public, ne sont pas prises en compte dans l'ancienneté lorsque cet enseignant est intégré dans l'enseignement public.

Réponse. — Le ministre de l'éducation fait connaître à l'honorable parlementaire qu'il a saisi le ministère de l'économie et des finances et le secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre (Fonction publique) d'un projet de texte visant à compléter l'article 7 bis du décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 modifié, résultant du décret n° 66-757 du 7 octobre 1966, en vue de prendre en compte, pour le reclassement des enseignants ayant réussi aux concours de recrutement de l'enseignement public, les services effectués dans l'enseignement privé.

CES Anatole-France (Limoges) : nationalisation.

24304. — 12 octobre 1977. — **M. Longequeue** expose à **M. le ministre de l'éducation** que, conformément aux dispositions énoncées par la circulaire n° 77-011 du 6 janvier 1977, les CES et CEG autonomes qui fonctionnaient encore à cette date sous le régime municipal devaient faire l'objet, à la rentrée scolaire 1977, d'une mesure de nationalisation. Or, un CES de la ville de Limoges, le CES Anatole-France, ouvert en septembre 1976, est resté soumis au statut municipal. Il lui demande de lui indiquer quelles raisons s'opposent à sa nationalisation et à quelle date pourra s'opérer la transformation.

Réponse. — La nationalisation du collège 085 0791 M « Anatole-France », créé à Limoges à la rentrée scolaire 1976, sera réalisée avec effet du 15 décembre 1977, comme celles de l'ensemble des établissements du second degré restant à nationaliser. Des instructions ont été adressées à la municipalité pour la constitution du dossier nécessaire à l'engagement de la procédure.

Ventilation des crédits du fonds départemental scolaire.

24404. — 21 octobre 1977. — **M. Jean Sauvage** demande à **M. le ministre de l'éducation** si l'affectation des crédits du fonds départemental scolaire, telle qu'elle est prévue par le décret n° 65-335 du 30 avril 1965, est strictement limitée aux dispositions fixées par le titre II, relatives aux établissements d'enseignement publics, et en particulier si un conseil général peut, lors de la répartition du crédit, affecter une somme, à titre de subvention, en faveur d'un organisme départemental qui n'a pas de caractère pédagogique pour des actions et interventions en milieu scolaire ou hors milieu scolaire. Dans l'affirmative, il lui demande de préciser quelles actions et interventions peuvent alors ouvrir droit à subvention et d'indiquer les textes législatifs qui les prévoient.

Réponse. — En application des dispositions du décret n° 65-335 du 30 avril 1965, les crédits des fonds scolaires sont affectés par priorité, pour les fonds scolaires des établissements d'enseignement publics, aux dépenses prévues à l'article 8 du décret susvisé, pour les fonds scolaires des établissements et classes d'enseignement privés sous contrat, aux dépenses prévues aux articles 15 et 16. Dans les deux cas, les sommes qui n'auraient pas été employées pour couvrir les dépenses visées à ces articles peuvent être affectées au transport des élèves et aux achats de livres et de fournitures scolaires (art. 10 et 17). Les crédits des fonds scolaires ne pouvant par ailleurs être versés qu'au profit d'un certain nombre de bénéficiaires, dont la circulaire interministérielle n° 281 du 27 mai 1967 a arrêté la liste, la question posée par l'honorable parlementaire ne saurait appeler qu'une réponse négative.

EQUIPEMENT ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

TRANSPORTS

Paris—Nice : prix du billet d'avion.

24171. — 7 septembre 1977. — **M. Francis Palmero** expose à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** que, le prix du billet d'avion Paris—Nice étant comparativement le plus cher du monde, il en résulte un obstacle à l'essor touristique de la Côte d'Azur et, particulièrement, au développement de la zone d'activité du plateau de Valbonne, et lui demande si, en liaison avec la Datar, il ne pourrait arriver à rendre ce prix compétitif.

Réponse. — Le tarif normal appliqué sur la relation Paris—Nice soutient la comparaison avec les tarifs de transport aérien régulier généralement pratiqués à l'intérieur de l'Europe par l'ensemble des compagnies aériennes sur des distances du même ordre. Il est en particulier inférieur à ceux qui sont en vigueur sur la grande majorité des liaisons européennes touchant l'escale de Nice. Indépendamment du transport régulier, l'essor touristique de la région dépend en grande partie de la réalisation de vols affrétés dans les conditions fixées par les règlements en vigueur et des voyages organisés correspondants. Il convient enfin de noter qu'en 1976 près de la moitié des usagers de la ligne Paris—Nice ont bénéficié de tarifs spéciaux d'un niveau très inférieur et notamment d'un tarif excursion qui est propre à cette ligne et aux liaisons Paris—Corse.

Situation des anciens combattants d'Air France.

24339. — 13 octobre 1977. — **M. André Méric** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports)** sur l'intérêt qu'il y aurait à accorder dans l'immédiat aux anciens combattants d'Air France les mêmes avantages dont bénéficient ceux de la SNCF, de la RATP et des Messageries maritimes. Il serait heureux qu'ils puissent bénéficier notamment des majorations pour temps de campagne de guerre. Il lui rappelle que ce problème, étudié par un groupe de travail constitué auprès du département des anciens combattants, a reçu l'appui de toutes les associations d'anciens combattants de la fonction publique et de tous les syndicats d'Air France. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner une suite favorable à cette légitime requête.

Réponse. — Les temps de services accomplis au bénéfice de la collectivité nationale sont déjà pris en compte pour le calcul de la retraite des anciens combattants d'Air France. Si des bonifications pour les campagnes de guerre devaient s'y ajouter, il en résulterait une charge supplémentaire considérable. La majoration des dépenses annuelles a été estimée à 20 p. 100 environ et elle devrait être compensée par une augmentation des prélèvements sur les salaires. En effet, contrairement aux régimes spéciaux de la

SNCF et de la RATP, le régime de retraite d'Air France est un régime complémentaire, géré par une caisse autonome, qui est tenue d'assurer son équilibre financier, en ajustant au besoin les prestations aux ressources constituées par les versements du personnel et de l'entreprise. Les responsables de la gestion de la caisse ne peuvent raisonnablement accepter les conséquences de telles mesures. Le caractère complémentaire du régime de cette caisse exclut également le recours à une subvention d'équilibre versée par l'Etat.

INTERIEUR

Manifestations néo-nazies : répression.

24343. — 13 octobre 1977. — **M. Marcel Champeix** souligne à **M. le ministre de l'intérieur** la recrudescence dangereuse de manifestations néo-nazies qui se développent dans le pays. Il observe que des campagnes de diffamation, des menaces, des profanations, des attentats se multiplient contre les hommes ou les associations de résistants ou les organisations antifascistes ; en conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme aux campagnes néo-nazies. Il lui demande en particulier s'il n'y aurait pas lieu d'élaborer un texte législatif qui donnerait aux associations de résistance et de victimes du nazisme la possibilité d'agir en justice comme l'a décidé le Parlement pour les associations antiracistes, lesquelles, en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1972, peuvent « exercer les droits reconnus à la partie civile » dans les cas d'infraction aux lois réprimant le racisme.

Associations de résistants et de victimes du nazisme : possibilités d'ester en justice.

24361. — 20 octobre 1977. — **M. Bernard Legrand** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'émotion ressentie par l'opinion publique devant la recrudescence des attentats, des profanations et des menaces dirigés à l'encontre des associations de résistants et de victimes du nazisme et des monuments dressés à la mémoire de ceux-ci. Il lui expose que les associations de résistants et de victimes du nazisme n'ont pas, actuellement, la possibilité d'ester en justice, contrairement aux associations antiracistes qui, dans le cas d'infraction aux lois réprimant le racisme, peuvent exercer des droits reconnus à la partie civile. En conséquence, il lui demande s'il n'envisage pas d'établir des mesures accordant aux associations de résistants et de victimes du nazisme le droit de poursuivre en justice les auteurs de ces actes.

Réponse. — 1^o L'apologie des crimes de guerre est prévue et réprimée par l'article 24, alinéa 3, de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, modifié par la loi du 5 janvier 1951 ; toute propagande en faveur des doctrines nazies et fascistes, qui porterait cette apologie et qui pourrait notamment résulter de la publication d'ouvrages ou de journaux tomberait sous le coup de ces dispositions. En vertu de l'article 47 de la même loi, la poursuite de telles infractions a lieu, d'office et à la requête du ministère public. 2^o En ce qui concerne les manifestations d'inspiration nazie, le Gouvernement ne manquerait pas de donner aux préfets les instructions nécessaires pour qu'ils les interdisent en fonction des troubles de l'ordre public qu'elles seraient susceptibles de provoquer. 3^o La répression des inscriptions de caractère raciste est assurée par l'article 24, alinéa 5, de la loi du 29 juillet 1881, modifié par la loi n^o 72-546 du 1^{er} juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme disposant que « ceux qui, par l'un des moyens énoncés à l'article 23, auront provoqué à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 2 000 francs à 300 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. Les poursuites judiciaires à l'encontre des auteurs de telles inscriptions ont lieu soit d'office et à la requête du ministère public en application de l'article 47 de la loi du 29 juillet 1881, soit, aux termes de l'article 48-1, à la requête de « toute association, régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, se proposant, par ses statuts, de combattre le racisme ». Une telle association « peut exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions prévues par les articles 24, alinéa 5, 32, alinéa 2, et 33, alinéa 3, de la loi. Il appartient à **M. le garde des sceaux, ministre de la justice**, d'apprécier l'opportunité d'élaborer un projet de loi tendant à accorder aux associations d'anciens résistants et des victimes du nazisme des droits identiques à ceux dont disposent les associations « se proposant... de combattre le racisme », en application de l'article 48-1 précité, étant observé cependant que la loi du 1^{er} juillet 1972 a été le fruit de plusieurs propositions de lois qui ont été déposées sur les bureaux des deux assemblées du Parlement.

4^o La répression des agissements tombant sous le coup de la loi pénale tels que les attentats ou les profanations ressortit à la compétence exclusive des autorités judiciaires. 5^o Les autorités responsables de l'ordre public disposent d'instructions permanentes leur indiquant la conduite à tenir pour assurer la prévention des infractions dont il s'agit. En outre, des instructions précises ont été adressées aux préfets pour leur demander de signaler aux parquets compétents les infractions dont ils pourraient avoir connaissance et qui leur paraîtraient tomber sous le coup des dispositions de l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881. Ainsi se trouve assurée une information plus complète des parquets et, par voie de conséquence, une application plus stricte de la loi.

SANTE ET SECURITE SOCIALE

Comptabilisation de certains fonds d'une association.

24105. — 17 août 1977. — **M. Pierre Sallenave** expose à **Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale** le cas d'une association, constituée selon la loi de 1901 et ayant pour but la protection et l'éducation professionnelle et morale de mineurs faisant l'objet de mesures éducatives ou de délinquants ainsi que de jeunes majeurs relevant de mesures judiciaires ou administratives, qui gère plusieurs établissements fonctionnant sur la base d'un prix de journée calculé conformément aux dispositions du décret n^o 61-9 du 3 janvier 1961, arrêté chaque année par le préfet, et dont le montant est payé par l'aide à l'enfance et le ministère de la justice. Cette association a but non lucratif, en dehors de son fonds de roulement, a ses disponibilités propres de trésorerie qui, placées en comptes bloqués ou bons de caisses dans un organisme bancaire, sont créditrices d'intérêts, comptabilisés dans les livres au compte ouvert au bilan « Fonds à la disposition du conseil d'administration » et grâce auxquels peuvent être financées des opérations à caractère exceptionnel de fonctionnement ou d'investissement qui ne trouvent pas leur place dans les rubriques du budget, mais s'inscrivent dans les buts de l'œuvre. Il lui demande s'il peut être fait application de l'article 353-2 « Placements provisoires en bons du Trésor » de l'instruction M 21 sur la comptabilité des hôpitaux et hospices publics dans ce cas particulier alors qu'il ne s'agit pas de fonds libres de collectivités ou établissements publics locaux ou si, s'agissant d'une association, le mode actuel de comptabilisation peut être poursuivi.

Réponse. — L'article 353-2 de l'instruction M 21 sur la comptabilité des hôpitaux et hospices publics vise le cas des fonds momentanément disponibles dans des établissements hospitaliers publics qui peuvent être placés, à titre provisoire, en bons du Trésor. Il s'agit d'éviter que ces fonds, provenant par exemple de la cession d'éléments patrimoniaux et en attente de réemploi, ne restent improductifs. Le problème évoqué par l'honorable parlementaire est celui de l'affectation des ressources propres dont dispose une association qui gère des établissements dont le prix de journée est fixé par le préfet conformément aux dispositions du décret n^o 61-9 du 3 janvier 1961. Ainsi qu'il avait été préconisé par la circulaire du 25 février 1975 relative aux rapports entre les collectivités publiques et les associations assurant des tâches d'intérêt général, les modalités d'affectation de ces ressources propres doivent être précisées par la convention qui doit être conclue entre l'association gestionnaire et la collectivité publique. Pour régler ce problème il a été recommandé, par circulaire du 3 juin 1977, de s'inspirer de la réglementation applicable aux établissements hospitaliers publics (art. 42 du décret n^o 58-1202 du 11 décembre 1958) : seules sont prises en compte dans le prix de journée les dépenses et les recettes correspondant à l'activité normale de l'établissement ou du service. Les autres recettes (l'équivalent de l'excédent de la dotation sans affectation spéciale des hôpitaux publics) pourront être utilisées librement sous réserve de l'approbation préfectorale. Par ailleurs les associations qui gèrent des établissements dont le prix de journée est fixé dans les conditions prévues par le décret n^o 61-9 du 3 janvier 1961 sont assujetties aux dispositions du décret n^o 53-271 du 28 mars 1953 relatif à la comptabilité des hôpitaux et hospices publics. Si ces associations disposent de ressources propres elles doivent donc présenter des budgets et des comptes annexes pour comptabiliser les opérations afférentes à ces ressources. Le bilan qui doit être fourni chaque année à l'appui du compte administratif doit, naturellement, refléter la situation financière globale de l'association. Enfin, dans la mesure où l'existence de ressources propres permet à une association de disposer d'éléments supplémentaires de trésorerie relativement constants ce facteur doit être pris en considération par le préfet lorsqu'il fixe le montant maximum du fonds de roulement dans les conditions prévues par l'article 338-3 de l'instruction M 21. En conclusion, l'article 353-2 de l'instruction M 21 n'est pas applicable aux cas évoqués par l'honorable parlementaire. Ce cas doit être réglé par la convention conclue entre le département et l'association.

Laboratoire d'analyse : formalités de transfert.

24301. — 11 octobre 1977. — M. Emile Didier demande à Mme le ministre de la santé et de la sécurité sociale à quelle formalité est soumis le transfert d'un laboratoire d'analyse de biologie médicale d'un lieu dans un autre, et si notamment le changement de local et d'adresse doit faire l'objet d'une autorisation préfectorale ou simplement d'une déclaration à l'autorité administrative. Il lui demande également si les formalités administratives sont les mêmes en cas de transfert dans la même commune, d'une commune dans une autre, ou d'un département dans un autre.

Réponse. — L'ouverture d'un laboratoire à une nouvelle adresse constitue une véritable création et non une simple modification des conditions d'exploitation. Elle est, dès lors, soumise aux dispositions de l'article L. 757, premier alinéa, du code de la santé publique, et du décret n° 76-1004 du 4 novembre 1976 pris pour son application, qui imposent une autorisation administrative. Dès lors, le directeur d'un laboratoire qui entend transférer son activité dans un autre lieu, qu'il soit situé ou non dans la même commune, doit solliciter au préalable l'autorisation du préfet du département. Cette autorisation est délivrée lorsque les conditions fixées par la loi et les décrets d'application sont remplies.

TRAVAIL

Formation professionnelle : demande de renseignements statistiques.

23361. — 26 avril 1977. — M. René Chazelle demande à M. le Premier ministre de vouloir bien lui fournir quatre statistiques relatives à l'évolution, depuis 1972, de la proportion des manœuvres et des ouvriers spécialisés dans les effectifs des stagiaires de la formation professionnelle ; à l'évolution, depuis 1972, de la proportion des femmes dans les effectifs des stagiaires de la formation professionnelle, en précisant la nature des stages les plus suivis par la main-d'œuvre féminine ; à l'évolution, depuis 1972, de la proportion des travailleurs immigrés dans les effectifs des stagiaires de la formation professionnelle ; à l'évolution, depuis 1972, de la proportion des jeunes de moins de vingt-cinq ans dans les effectifs des stagiaires de la formation professionnelle. (Question transmise à M. le ministre du travail.)

Réponse. — 1. Proportion des manœuvres et ouvriers spécialisés dans les effectifs des stagiaires de la formation professionnelle :

a) Formations financées par les entreprises :

1972 : 18 p. 100 ; nombre de stagiaires : 191 000 ;
1973 : 17 p. 100 ; nombre de stagiaires : 256 000 ;
1974 : 17 p. 100 ; nombre de stagiaires : 301 000 ;
1975 : 16 p. 100 ; nombre de stagiaires : 282 000.

b) Formations financées par l'Etat :

Ces formations peuvent s'adresser à des salariés d'entreprises, mais aussi et surtout à des travailleurs indépendants et à des demandeurs d'emploi, c'est pourquoi la qualification n'est pas précisée comme dans le secteur des entreprises.

La statistique ci-dessous se réfère donc au niveau des actions de formation, elle comprend les secteurs secondaire et tertiaire, les formations conduisant aux niveaux V et VI : qualification équivalente à ouvriers ou employés qualifiés ou non :

1972 : 44 p. 100 ; nombre de stagiaires formés : 230 000 ;
1973 : 45 p. 100 ; nombre de stagiaires formés : 251 000 ;
1974 : 48 p. 100 ; nombre de stagiaires formés : 244 000 ;
1975 : 48 p. 100 ; nombre de stagiaires formés : 245 000.

2. Proportion des femmes dans les effectifs de la formation professionnelle :

a) Formations financées par les entreprises :

1972 : 20 p. 100 ; nombre de stagiaires : 207 000 ;
1973 : 21 p. 100 ; nombre de stagiaires : 315 000 ;
1974 : 23 p. 100 ; nombre de stagiaires : 412 000 ;
1975 : 24 p. 100 ; nombre de stagiaires : 420 000.

b) Formations financées par l'Etat :

1972 : 25 p. 100 ; nombre de stagiaires : 237 000 ;
1973 : 27 p. 100 ; nombre de stagiaires : 253 000 ;
1974 : 28 p. 100 ; nombre de stagiaires : 244 000 ;
1975 : 29 p. 100 ; nombre de stagiaires : 254 000.

Les données statistiques ne permettent pas de cerner la nature des formations suivies par la main-d'œuvre féminine.

3. Proportion des travailleurs immigrés dans les effectifs de stagiaires de formation professionnelle :

a) Formations financées par les entreprises :

1975 : 3,4 p. 100 ; nombre de stagiaires : 61 000 ;

b) Formations financées par l'Etat :

1975 : 3,2 p. 100 ; nombre de stagiaires : 28 000.

Dans cet effectif, seuls sont compris les stagiaires de l'AFFPA et des formations conventionnées réservées aux travailleurs immigrés. Ces actions financées par le FAS et les stagiaires immigrés suivants des formations professionnelles ouvertes à tous les travailleurs, ne sont pas comprises.

4. Proportion des jeunes de moins de vingt-cinq ans dans les effectifs des stagiaires de la formation professionnelle.

Cette proportion n'est déterminée que pour les formations financées par l'Etat :

Stagiaires de seize à vingt-cinq ans. — 1972 : 58 p. 100 ; nombre de stagiaires : 555 000 ;

Stagiaires de seize à vingt-cinq ans. — 1973 : 56 p. 100 ; nombre de stagiaires : 537 000 ;

Stagiaires de seize à vingt-cinq ans. — 1974 : 57 p. 100 ; nombre de stagiaires : 505 000 ;

Stagiaires de seize à vingt-cinq ans. — 1975 : 59 p. 100 ; nombre de stagiaires : 518 000.

Congés pour formation professionnelle : nombre.

23363. — 26 avril 1977. — M. René Chazelle demande à M. le Premier ministre de vouloir bien lui fournir l'évolution, depuis 1974, du nombre de congés individuels de formation professionnelle accordés à la demande expresse du salarié. (Question transmise à M. le ministre du travail.)

Réponse. — En 1975, comme en 1974, la déclaration des employeurs comporte quelques éléments d'information sur les congés de formation. Ces congés de formation sont définis comme congés « accordés sur demande expresse du salarié » et non comme « stages organisés à l'initiative de l'entreprise » ; mais, en fait, les situations ne sont pas toujours très tranchées, en particulier lorsque la demande du salarié rejoint les projets de l'entreprise. Les données fournies par les employeurs reposent en partie sur les appréciations subjectives et comportent donc une marge d'incertitude importante.

Congés de formation.

	1974	1975
Jeunes de moins de vingt ans	4 000	4 000
Article 35 de l'accord du 9 juillet 1970 (rémunération des 160 premières heures)	23 000	27 000
Autres congés, notamment article 36 de l'accord	61 000	34 000
Total	88 000	65 000

Formation professionnelle : montant de la contribution patronale.

23364. — 26 avril 1977. — M. René Chazelle demande à M. le Premier ministre si la stabilité, depuis 1974, de la contribution patronale effectivement versée au titre de la formation professionnelle (1,62 p. 100 en 1975 contre 1,63 p. 100 en 1974) ne lui semble pas de nature à présenter de graves inconvénients, d'autant plus que la situation du marché de l'emploi demeure délicate. (Question transmise à M. le ministre du travail.)

Réponse. — Il est exact que le taux réel de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue est resté stable en 1975 alors qu'il avait progressé de 1,35 p. 100 en 1972 à 1,49 p. 100 en 1973 et 1,63 p. 100 en 1974. Cette stabilité globale ne semble pas toutefois, comme le craint l'honorable parlementaire, de nature à présenter de graves inconvénients. Il faut noter tout d'abord que celle stabilité, loin d'être inquiétante, montre au contraire que la formation professionnelle continue répond à un besoin profond des travailleurs et des entreprises. En effets, par suite du ralentissement économique, les entreprises ont été amenées à réaliser des compressions financières sur les dépenses qui leur paraissaient les moins nécessaires. On aurait pu craindre que, pour certaines d'entre elles, les actions de formation professionnelle continue ne rentrent dans cette catégorie, d'autant plus que les dépenses réelles dépassent très largement le minimum exigé par la loi. Il n'en a rien été, ce qui prouve que la formation professionnelle continue est considérée désormais comme un facteur indispensable à l'épanouissement de l'homme et au progrès économique. On peut même constater que si le taux de participation

est resté globalement stable, il a continué à progresser légèrement pour les entreprises petites et moyennes. En outre la proportion des ouvriers et employés d'une part et des stagiaires féminins d'autre part a également augmenté.

Formation professionnelle et promotion sociale : projets.

23365. — 26 avril 1977. **M. René Chazelle** demande à **M. le Premier ministre** de vouloir bien lui exposer la nature des projets actuels relatifs à l'amélioration du dispositif de la formation professionnelle et de la promotion sociale. (*Question transmise à M. le ministre du travail.*)

Réponse. — L'amélioration du dispositif de la formation professionnelle et de la promotion sociale est l'une des préoccupations permanentes des pouvoirs publics. C'est ainsi que depuis plusieurs années déjà le taux de progression des crédits qui y sont affectés est largement supérieur à celui de l'ensemble du budget; c'est ainsi que le montant de l'«enveloppe de la formation professionnelle» est passé de 2 à 4 milliards de francs de 1973 à 1977. De leur côté les partenaires sociaux ont également montré l'importance qu'ils attachaient à la formation professionnelle; c'est ainsi que le montant des dépenses de formation des entreprises est passé de 2,8 milliards de francs en 1972 à 5,5 milliards de francs en 1975. Au total l'effectif global des bénéficiaires d'actions de formation professionnelle et de promotion sociale est passé de 1 760 000 en 1972 à 2 550 000 en 1975. Actuellement l'effort de l'Etat porte essentiellement sur les demandeurs d'emploi et plus particulièrement sur les jeunes. C'est ainsi que des mesures exceptionnelles viennent d'être proposées au Parlement. L'action en faveur des travailleurs en activité n'a pas été négligée pour autant. C'est ainsi qu'un effort important de rénovation pédagogique et de restructuration des cours de promotion sociale a été entrepris il y a quelques mois, notamment avec le concours du ministère de l'éducation et commence à porter ses fruits. De leur côté les partenaires sociaux ont amélioré l'accord du 9 juillet 1970 par un avenant signé en 1976. Le Gouvernement étudie actuellement un projet de texte qui permettrait d'étendre le bénéfice de ces nouvelles dispositions relatives au congé de formation à l'ensemble des salariés. Les modalités de rémunération des stagiaires seraient également mises en harmonie avec les nouvelles dispositions et simplifiées. Les consultations nécessaires à cet effet ont été engagées et notamment celle de la délégation permanente du conseil national de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi.

Régime des heures d'équivalence dans l'hôtellerie.

24245. — 24 septembre 1977. — **M. Francis Palmero** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser le régime des heures dites d'équivalence pour les employés de l'hôtellerie, et notamment s'il entend modifier les données actuelles en fonction de la durée hebdomadaire du travail.

Réponse. — Le décret du 16 juin 1937 modifié, pris pour l'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures au personnel des hôtels, cafés, restaurants et débits de boissons, fixe une équivalence égale à quarante-cinq heures de présence hebdomadaire pour quarante heures de travail effectif en ce qui concerne les cuisiniers, et à cinquante heures de présence pour quarante heures de travail effectif à l'égard des autres salariés. Certaines conventions collectives ont prévu, dans cette branche d'activité, une réduction des équivalences. Ainsi, la convention collective nationale des hôtels et restaurants du 1^{er} juillet 1975 comporte un régime d'équivalence, en vertu duquel quarante-trois heures de présence hebdomadaire pour les cuisiniers et quarante-cinq heures pour le reste du personnel correspondent à quarante heures de travail effectif. Le Gouvernement se préoccupe des problèmes posés par les équivalences, et il étudie les mesures qui pourraient être envisagées afin d'améliorer la situation des agents concernés, compte tenu des intérêts respectifs des partenaires sociaux et de la spécificité professionnelle des branches d'activité intéressées.

Erratum

à la suite du compte rendu intégral des débats de la séance du 22 novembre 1977.

(Journal officiel du 23 novembre 1977, Débats parlementaires, Sénat.)

Page 2910, 2^e colonne, 6^e ligne de la réponse à la question écrite n° 23762 de M. Michel Miroudot :

Au lieu de : « ... le Doubs, le Jura, la Haute-Savoie... »,
Lire : « ... le Doubs, le Jura, la Haute-Saône... ».

ANNEXE AU PROCES-VERBAL

DE LA

séance du vendredi 25 novembre 1977.

SCRUTIN (N° 17)

Sur le titre IV de l'état B (anciens combattants) du projet de loi de finances pour 1978.

Nombre des votants..... 293
Nombre des suffrages exprimés..... 275
Majorité absolue des suffrages exprimés..... 138

Pour l'adoption 146
Contre 129

Le Sénat a adopté.

Ont voté pour :

MM. Michel d'Aillières. Jean Amelin. Hubert d'Andigné. Jean de Bagnaux. Octave Bajoux. René Ballayer. Jean Bénard Mousseaux. André Bettencourt. Jean-Pierre Blanc. Maurice Blin. André Bohl. Roger Boileau. Eugène Bonnet. Roland Boscardy- Monsservin. Charles Bosson. Amédée Bouquerel. Philippe de Bourgoing. Raymond Bouvier. Louis Boyer. Jacques Boyer- Andrivet. Jacques Braconnier. Michel Caldaguès. Pierre Carous. Jean Cauchon. Pierre Ceccaldi- Pavard. Jacques Chaumont. Michel Chauty. Adolphe Chauvin. Jean Chérioux. Lionel Cherrier. Auguste Chupin. André Colin (Finistère). Jean Colin (Essonne). Francisque Collomb. Jacques Coudert. Pierre Croze. Michel Crucis. Jacques Descours Desacres. François Dubanchet. Yves Durand (Vendée). Yves Estève. Charles Ferrant. Louis de la Forest. Marcel Fortier. André Fosset. Jean-Pierre Four- cade.	Jean Francou. Henri Fréville. Lucien Gautier. Alfred Gérin. Michel Giraud (Val- de-Marne). Jean-Marie Girault (Calvados). Henri Goetschy. Jean Gravier. Mme Brigitte Gros (Yvelines). Paul Guillard. Paul Guillaumot. Jacques Habert. Jacques Henriet. Marcel Henry. Rémi Herment. Daniel Hoeffel. Marc Jaquet. René Jager. Pierre Jourdan. Léon Jozeau-Marigné. Louis Jung. Paul Kauss. Michel Labéguerie. Pierre Labonde. Christian de la Malène. Jacques Larché. Jean Lecanuet. Modeste Legouez. Edouard Le Jeune. Louis Le Montagner. Roger Lise. Georges Lombard. Pierre Louvot. Roïand du Luart. Marcel Lucotte. Kléber Malécot. Raymond Marcellin. Hubert Martin (Meur- the-et-Moselle). Louis Martin (Loire). Serge Mathieu. Michel Maurice-Boka- nowski. Jacques Ménard. Daniel Millaud. Michel Miroudot. Claude Mont. Geoffroy de Monta- lembert. Roger Moreau. Jacques Mousson. Jean Natali.	Henri Olivier. Paul d'Ornano. Louis Orvoen. Dominique Pado. Francis Palmero. Sosefo Makape Papilio. Charles Pasqua. Bernard Pellarin. Guy Petit (Pyrénées- Atlantiques). André Picard. Paul Pillet. Jean-François Pintat. Christian Poncelet. Roger Poudonson. Richard Pouille. Maurice PrévotEAU. Jean Proriot. Jean-Marie Rausch. Georges Repiquet. Paul Ribeyre. Guy Robert. Roger Romani. Jules Roujon. Marcel Rudloff. Roland Ruet. Pierre Salvi. Jean Sauvage. Pierre Schiélé. François Schleiter. Robert Schmitt. Maurice Schumann. Paul Seramy. Albert Sirgue. Michel Sordel. Pierre-Christian Tait- tinger. Bernard Talon. Henri Terré. Jacques Thyraud. René Tinant. Lionel de Tinguy. Georges Trelle. Raoul Vadepiéd. Edmond Valcin. Pierre Vallon. Jean-Louis Vigier. Louis Virapoullé. Albert Voilquin. Frédéric Wirth. Michel Yver. Joseph Yvon. Charles Zwicker.
---	---	--

Ont voté contre :

MM. Charles Allié. Antoine Andrieux. André Barroux. Charles Beaupetit. Gilbert Belin. Jean Béranger. Georges Berchet. Noël Berrier. René Billères. Auguste Billiemaz. Edouard Bonnefous. Jacques Bordeneuve. Serge Boucheny. Marcel Bregéère. Louis Brives. Henri Caillavet. Gabriel Calmels. Jean-Pierre Cantegrit.	Jacques Carat. Marcel Champeix. Fernand Chatelain. René Chazelle. Bernard Chochoy. Félix Ciccolini. Jean Cluzel. Georges Constant. Raymond Courrière. Charles de Cuttoli. Georges Dagonia. Etienne Dailly. Michel Darras. Léon David. Georges Dayan. Marcel Debarge. René Debesson. Emile Didier.	Henri Duffaut. Emile Durieux. Jacques Eberhard. Léon Eeckhoutte. Gérard Ehlers. Jean Filippi. Maurice Fontaine. Claude Fuzier. Pierre Gamboa. Jean Garcia. Marcel Gargar. Pierre Gaudin. Jean Geoffroy. François Giacobbi. Mme Marie-Thérèse Goutmann. Lucien Grand. Léon-Jean Grégory.
--	--	--

Roland Grimaldi.
Marceau Hamecher.
Léopold Heder.
Gustave Héon.
Bernard Hugo.
Paul Jargot.
Maxime Javelly.
Pierre Jeambrun.
Robert Lacoste.
Tony Larue.
Robert Laucournet.
France Lechenault.
Charles Lederman.
Fernand Lefort.
Bernard Legrand.
Max Lejeune.
Charles-Edmond Lenglet.
Anicet Le Pors.
Léandre Létoquart.
Louis Longequeue.
Mme Hélène Luc.
Philippe Machefer.
Pierre Marcihacy.
James Marson.
Pierre Marzin.

Marcel Mathy.
Jean Mercier.
André Méric.
Gérard Minvielle.
Paul Mistral.
Josy-Auguste Moinet.
Michel Moreigne.
André Morice.
Jean Nayrou.
Pierre Noé.
Jean Ooghe.
Gaston Pams.
Bernard Parmantier.
Guy Pascaud.
Jacques Pelletier.
Albert Pen.
Jean Périquier.
Mme Rolande Perlican.
Louis Perrein.
Pierre Perrin.
Jean-Jacques Perron.
Pierre Petit (Nièvre).
Hubert Peyou.
Maurice Pic.
Edgard Pisani.

Robert Pontillon.
Roger Quilliot.
André Rabineau.
Mlle Irma Rapuzzi.
Joseph Raybaud.
Roger Rinchet.
Victor Robini.
Eugène Romaine.
Louis-Marcel Rosette.
Guy Schmaus.
Robert Schwint.
Abel Sempé.
Franck Sérusclat.
Edouard Soldani.
Marcel Souquet.
Georges Spénale.
Edgar Tailhades.
Pierre Tajan.
Henri Tournan.
René Touzet.
Camille Vallin.
Jean Varlet.
Maurice Vérillon.
Jacques Verneuil.
Hector Viron.
Emile Vivier.

Se sont abstenus :

MM.
Armand Bastit Saint-Martin.
Jean-Marie Bouloux.
Pierre Bouneau.
Raymond Bourguine.
Raymond Brun.

Jean Chamant.
Jean Desmarests.
Gilbert Devèze.
Hector Dubois.
Charles Durand (Cher).
Jacques Genton.

Baudouin de Haute-cloque.
Marcel Lemaire.
Bernard Lemarié.
Paul Malassagne.
Jean Mézard.
Pierre Sallenave.
René Travert.

N'a pas pris part au vote :

M. Hamadou Barkat Gourat.

N'a pas pris part au vote :

M. Alain Poher, président du Sénat, qui présidait la séance

Ont délégué leur droit de vote :

(Art. 63 et 64 du règlement.)

MM. Roger Moreau à M. Marcel Fortier.
Sosefo Makape Papilio à M. Jean Cherioux.
Marcel Souquet à M. Charles Alliés.
Henri Terré à M. Pierre Labonde.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants..... 288
Nombre des suffrages exprimés..... 272
Majorité absolue des suffrages exprimés..... 137

Pour l'adoption..... 146
Contre 126

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.

ABONNEMENTS			VENTE au numéro.	
	FRANCE et Outre-Mer.	ÉTRANGER	FRANCE et Outre-Mer.	
	Francs.	Francs.	Francs.	
Assemblée nationale :				
Débats	22	40	0,50	
Documents	30	40	0,50	
Sénat :				
Débats	16	24	0,50	
Documents	30	40	0,50	

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone { Renseignements : 579-01-95.
Administration : 578-61-39.